

Les thèmes de prédilection du Front national dans la presse régionale : vers une meilleure compréhension du rôle des médias dans les succès électoraux des partis de la droite radicale populiste

Abdelkarim Amengay

Thèse soumise dans le cadre des exigences du programme de Doctorat en science politique dans le cadre d'une cotutelle avec Sciences Po Paris

École d'études politiques  
Faculté des sciences sociales  
Université d'Ottawa

## Résumé

Cette thèse traite de l'impact du contenu des médias sur le vote pour les partis de la droite radicale populiste en Europe, à travers l'analyse du cas du Front national français. Adoptant une approche contextuelle, elle affirme qu'il convient de distinguer, entre, d'une part, la visibilité médiatique dont l'effet est circonscrit à la phase d'émergence électorale de ces partis; et, d'autre part, l'effet de *priming* des thèmes FN (l'immigration, l'insécurité, le populisme anti-élite, l'Europe et l'islam) qui lui seul est en mesure de rendre compte de la manière dont le contenu des médias impacterait le vote pour ces partis une fois qu'ils deviennent bien établis dans le système partisan d'un pays donné.

Mobilisant les théories sur les effets des médias comme cadre théorique, le département comme unité d'analyse, les deux mois qui précèdent les élections présidentielles françaises de 2012 et 2017 comme cadre temporel et collectant le contenu de la presse régionale française à partir de plus de 11 000 unes, cette thèse démontre que : primo, ni la visibilité médiatique du Front national ni celle de sa présidente Marine Le Pen ne permettent d'expliquer les variations du vote frontiste. Secundo, l'immigration, la thématique la plus fortement associée à ce parti ne fait pas l'objet de *priming* de la part des médias. Tertio, de l'ensemble des thèmes FN, le *priming* de l'insécurité est celui qui favorise le plus fortement le vote pour ce parti, même après avoir contrôlé avec des facteurs du monde réel comme le taux de criminalité, le niveau du chômage et la densité de la population dans le département. Quarto, l'absence d'un effet propre pour le *priming* de l'islam vu que ce thème est devenu indissociable de la thématique de l'insécurité dans la foulée des attentats qui ont touché la France à partir de 2012. Quinto, l'impact positif du *priming* des scandales politiques, utilisés comme *proxy* pour le populisme anti-élite, est conditionnel à la faiblesse électorale de la gauche radicale populiste. Sexto, le *priming* de l'Europe est le seul à avoir un impact négatif sur le vote FN reflétant ainsi l'incapacité de ce parti à tirer profit de la médiatisation de la question européenne, même s'il a fait du rejet de l'Europe un élément central de son offre politique.

**Mots-clés :** médias, Front national, partis de la droite radicale, vote, facteurs contextuels

## Abstract

This dissertation studies the impact of media content on the vote for Radical Right-Wing Populist Parties in Europe through the case of the French National Front. The thesis hypothesizes (1) that populist actors' media visibility positive impact on the vote for these parties is limited to the early stages of their electoral breakthrough. (2) There is no theoretical reason to believe that media visibility would be particularly beneficial to them, and not for mainstream parties, when they become well-established electoral players. (3) Only media priming of these parties owned issues (immigration, insecurity, anti-elite populism, Islam and Europe) may favor their electoral performances once they enter the effective party system. This study mobilizes a contextual framework, aggregate data at the sub-regional level (*département*), media theories (mainly priming and issue ownership) and quantitative methods to test these hypotheses. Its findings are as follows.

First, the National Front and Marine Le Pen media visibility have no impact on the vote. Second, immigration, the most associated issue with Radical Right-Wing Populist Parties, is barely present in media coverage which questions previous studies' assertions on the criticality of immigration media saliency for the electoral success of these parties. Third, among all Radical Right-Wing Populist Party-owned issues, the priming of insecurity is the strongest predictor of the vote for the National Front; even after controlling with real-world factors like the crime rate, unemployment, and population density. Fourth, political scandals priming (a proxy for populism) favors the vote for populist actors, only when the radical left populist actors are electoral weak. Fifth, in the French context, Islam priming cannot be dissociated from the insecurity priming as a consequence of the several terrorist attacks that have targeted France since 2012.

**Keywords:** Media, National Front, Radical Right-wing Populist Parties, Vote, Contextual factors

# Table des matières

<b>Résumé</b> .....	<b>ii</b>
<b>Abstract</b> .....	<b>iii</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>iv</b>
<b>Liste des figures</b> .....	<b>viii</b>
<b>Liste des sigles et abréviations</b> .....	<b>ix</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>x</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre I- Le Front national : de la marginalité politique au premier parti de France</b> .....	<b>12</b>
1.1. De 1972 à 1982 : « la traversée du désert » .....	13
1.2. Du « tonnerre de dreux » à 1993 : l'émergence et la consolidation .....	17
1.3. Les élections présidentielles de 1995 et 2002 : le lepénisme à son apogée.....	23
1.4. De 2003 à 2010 : le crépuscule du lepénisme .....	29
1.5. Les présidentielles de 2012 et 2017 : le marinisme aux portes du pouvoir ?.....	32
<b>Chapitre II- La visibilité médiatique du FN : de l'hostilité à la dédiablement</b> .....	<b>44</b>
2.1. La visibilité médiatique, élément clé de l'émergence électorale du FN.....	46
2.2. La « dédiablement » : la construction médiatique de la normalité du FN.....	55
2.3. Les disparités territoriales du vote FN : un exemple des limites explicatives de la visibilité médiatique .....	61
<b>Chapitre III- Au-delà de la visibilité frontiste : le rôle clé du <i>priming</i></b> .....	<b>66</b>
3.1. L'agenda médiatique et la saillance .....	67
3.2. Le <i>priming</i> : un mécanisme d'évaluation sur une base thématique.....	73
3.3. L'appropriation partisane des thèmes ( <i>issue ownership</i> ) .....	79
<b>Chapitre IV- Les thèmes FN à travers l'évolution de son programme électoral</b> .....	<b>85</b>
4.1. Les grands classiques : immigration, insécurité et populisme.....	86
4.1.1. L'immigration .....	86
4.1.2. L'insécurité .....	91
4.1.3 Le populisme anti-élite : les scandales politiques .....	95
4.2. Les thématiques renouvelées : islam et Europe.....	100
4.2.1. L'islam .....	101
4.2.2. L'Europe .....	104

## **Chapitre V- Le cadre méthodologique .....109**

5.1. La variable dépendante et l'unité d'analyse .....	109
5.1.1. L'unité d'analyse : le département .....	109
5.1.2. Pourquoi les élections présidentielles de 2012 et 2017? .....	110
5.2. La variable indépendante : l'indicateur de <i>priming</i> .....	111
5.2.1. Le choix des journaux locaux .....	113
5.2.1. La collecte des unes de la presse .....	113
5.2.1.1. Les sources des données .....	113
5.2.1.2. Le codage des titres .....	116
5.3. Les variables de contrôle .....	122
5.3.1. La proportion des immigrants dans la population .....	123
5.3.2. Le taux de chômage .....	125
5.3.3. Le taux de criminalité .....	126
5.3.4. La densité de la population .....	127
5.3.5. Les résultats de Jean-Luc Mélenchon .....	128
5.4. Les outils de l'analyse .....	129

## **Chapitre VI- Les thèmes FN dans les médias aux élections présidentielles de 2012 et 2017.....131**

6.1. Le <i>priming</i> des thèmes fn dans les médias nationaux .....	131
6.1.1. De 2012 à 2017 : la visibilité accrue du FN et de ses thèmes .....	132
6.1.2. L'insécurité et l'islam : les indissociables ? .....	135
6.1.3. Les élites politiques françaises sous le feu des scandales .....	137
6.1.4. Qu'en est-il de la visibilité de Marine Le Pen ? .....	139
6.2. Le <i>priming</i> des thèmes FN dans les médias locaux .....	141
6.2.1. Les thèmes FN entre médias nationaux et médias locaux .....	141
6.2.2. Les variations territoriales des thèmes FN dans la presse locale .....	143
6.2.2.1. Les thèmes FN dans la presse locale en 2012 .....	143
6.2.2.1.1. Les statistiques descriptives et les distributions .....	143
6.2.2.1.2. La répartition géographique des IP thématiques .....	148
6.2.2.2. Les thèmes FN dans la presse locale en 2017 .....	151
6.2.2.2.1. Les statistiques descriptives et les distributions .....	151
6.2.2.2.2. La répartition géographique des IP thématiques .....	155
6.3. Le contenu de la presse locale : un simple reflet du contexte? .....	158
6.3.1. Le <i>priming</i> de l'immigration et de l'insécurité : un relai de la réalité? .....	159

6.4. Conclusions sur le chapitre.....	163
<b>Chapitre VII- L'impact du contenu des médias sur le vote FN.....</b>	<b>165</b>
7.1. La visibilité du FN : l'absence d'effet sur le vote FN .....	165
7.1.1. Le vote mariniste et la visibilité du FN : analyse des corrélations .....	166
7.1.2. Le vote mariniste et la visibilité du FN : les régressions .....	168
7.2. La relation entre les thèmes FN et le vote pour Marine Le Pen : analyse des corrélations .....	172
7.2.1. La corrélation entre le vote mariniste et les IP thématiques .....	173
7.2.2. La corrélation entre vote mariniste et IP thématiques détaillés .....	176
7.3. L'impact du <i>priming</i> des thèmes FN sur le vote Marine Le Pen.....	180
7.3.1. Le premier scénario : le <i>priming</i> limité à trois thématiques .....	180
7.3.2. Le deuxième scénario : la distinction entre insécurité « usuelle » et insécurité « exceptionnelle » .....	187
7.3.3. Quel impact sur le vote pour la variation temporelle du <i>priming</i> ? .....	191
7.4. Retour sur les hypothèses .....	193
<b>Conclusion .....</b>	<b>197</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>205</b>
<b>Sources des données .....</b>	<b>227</b>
Annexe A : Affiche du FN sur l'immigration au début des années 1980 .....	228
Annexe B : Affiche du FN sur l'islam en France au début des années 1980 .....	229
Annexe C : Diffusion quotidienne moyenne des titres de la PQR .....	229
Annexe D : Exemple des microfilms des archives de la BNF.....	229
Annexe E : Résultats des modèles additionnels .....	2323

## Liste des tableaux

- Tableau 5.1.** Liste des journaux utilisés par département ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 5.2.** Liste des principaux sujets classés sous chaque thématique FN **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 6.1.** Présence des thèmes FN dans les médias locaux par rapport aux nationaux ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 6.2.** Les types d'insécurité dans les médias locaux et nationaux **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 6.3.** Statistiques descriptives des thèmes FN en 2012 ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 6.4.** Statistiques descriptives des thèmes FN en 2017 ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 7.1.** Régression linéaire de l'impact de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 7.2.** Régression linéaire de l'impact de la variation de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen entre 2012 et 2017 ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 7.3.** Régression linéaire de l'impact des IP thématiques sur le vote pour Marine Le Pen (scénario 1) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 7.4.** Régression linéaire de l'impact des IP thématiques sur le vote pour Marine Le Pen (scénario 2) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau 7.5.** Régression linéaire de l'impact de la variation des IP thématiques détaillés sur la variation du vote pour Marine Le Pen entre 2012 et 2017 ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau C.1.** Diffusion quotidienne moyenne des titres de la PQ **Erreur ! Signet non défini.**0
- Tableau E.1.** Régression linéaire de l'impact de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen (modèle d'interaction) ..... **Erreur ! Signet non défini.**3

## Liste des figures

<b>Figure 1.1.</b> Évolution des résultats du Front national de 1972 à 1982 .....	15
<b>Figure 1.2.</b> Évolution des résultats du FN de 1983 à 1993 .....	21
<b>Figure 1.3.</b> Évolution des résultats du FN de 1995 à 2002 .....	25
<b>Figure 1.4.</b> Évolution des résultats du FN de 2003 à 2011 .....	31
<b>Figure 1.5.</b> Évolution des résultats du FN entre 2012 à 2017 .....	37
<b>Figure 3.1.</b> Carte de la répartition géographique du vote frontiste aux élections présidentielles de 2002, 2012 et 2017 .....	63
<b>Figure 5.1.</b> Taux de participation au premier tour des élections tenues en France entre 2012 et 2017 .....	111
<b>Figure 5.2.</b> Exemple de l'opération de codage .....	121
<b>Figure 6.1.</b> Nombre des titres liés aux thèmes FN en 2012.....	132
<b>Figure 6.2.</b> Nombre des titres liés aux thèmes FN en 2017.....	133
<b>Figure 6.3.</b> Fréquences des titres liés aux thèmes FN en 2012 .....	136
<b>Figure 6.4.</b> Fréquences des titres liés aux thèmes FN en 2017 .....	136
<b>Figure 6.5.</b> Variation des intentions de vote pour Marine Le Pen avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 .....	140
<b>Figure 6.6.</b> Distributions des IP thématiques et de la visibilité du FN en 2012 .....	145
<b>Figure 6.7.</b> Répartition géographique du rapport à la moyenne des IP thématiques en 2012	149
<b>Figure 6.8.</b> Distribution des IP thématiques en 2017 .....	153
<b>Figure 6.9.</b> Répartition géographique du rapport à la moyenne des IP thématiques en 2017	156
<b>Figure 6.10.</b> Corrélacion entre l'IP immigration et le taux d'immigration.....	160
<b>Figure 6.11.</b> Corrélacion entre l'IP insécurité et le taux de criminalité .....	161
<b>Figure 6.12.</b> Corrélacion entre la visibilité du FN et son implantation locale .....	162
<b>Figure 7.1.</b> Corrélacion entre les indicateurs de visibilité et le vote mariniste .....	167
<b>Figure 7.2.</b> Corrélacion entre les IP thématiques et le vote mariniste .....	174
<b>Figure 7.3.</b> Corrélacion entre les IP thématiques détaillés et le vote mariniste .....	177

## Liste des sigles et abréviations

<b>ACPM</b>	Alliance pour les chiffres de la presse et des médias
<b>BCE</b>	Banque centrale européenne
<b>BNF</b>	Bibliothèque nationale de France
<b>CEE</b>	Communauté économique européenne
<b>DSK</b>	Dominique Strauss-Kahn
<b>ENA</b>	École nationale d'administration
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>FN</b>	Front national
<b>FANE</b>	Fédération d'action nationale et européenne
<b>FNUF</b>	Front national pour l'unité française
<b>FURR</b>	Fédération pour l'unité des réfugiés et rapatriés
<b>GRECE</b>	Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne
<b>HEC</b>	École des hautes études commerciales de Paris
<b>IV</b>	Indicateur de visibilité
<b>IP</b>	Indicateur de <i>priming</i>
<b>MNR</b>	Mouvement national républicain
<b>PC</b>	Parti communiste
<b>PDR</b>	Parti(s) de la droite radicale populiste
<b>PHR</b>	Presse hebdomadaire régionale
<b>PNF</b>	Parti national français et européen
<b>PQR</b>	Presse quotidienne régionale
<b>PS</b>	Parti socialiste
<b>RPR</b>	Rassemblement pour la République
<b>RN</b>	Rassemblement national
<b>UDCA</b>	Union de défense des commerçants et artisans
<b>UDF</b>	Union pour la démocratie française
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UMP</b>	Union pour un mouvement populaire
<b>UMPS</b>	Union pour un mouvement populaire / Parti socialiste

## Remerciements

Sans le soutien constant d'un ensemble de personnes, cette thèse n'aurait jamais pu voir le jour. Je tiens à les remercier.

Tout d'abord, mes deux directeurs de thèse : Daniel Stockemer de l'Université d'Ottawa et Emilliano Grossaman de Sciences Po Paris. Je les remercie d'avoir cru en moi et au projet de recherche que je portais. Leurs conseils judicieux et leurs expertises respectives ont incontestablement profité à ma thèse. Je les remercie pour le climat d'encadrement positif qu'ils ont su instaurer, la confiance qu'ils m'ont témoignée et les innombrables opportunités auxquelles ils m'ont permis d'avoir accès. Leur soutien fut également d'un grand secours aux moments de doute qui ont pu parsemer la réalisation de cette thèse.

Ensuite, je suis reconnaissant envers les membres de mon comité d'accompagnement personnalisé à Sciences Po : Nonna Mayer et Nicolas Sauger. Les recommandations qu'ils ont prodiguées, les questionnements qu'ils ont soulevés et les encouragements qu'ils ont formulés furent toujours teintés de générosités intellectuelle et humaine. Il en est de même pour Luc Turgeon dont j'ai pu profiter de l'encadrement durant le séminaire de méthodologie et dans la préparation de mon projet de recherche. Je l'en remercie profondément et pour le temps qu'il a pu consacrer à mes sollicitations continues.

Finalement, durant mon doctorat, j'ai bénéficié du soutien indéfectible de ma famille, en particulier ma mère, Fatima. Tout au long de ces cinq années, elle fut là pour moi. Notamment, au moment du décès de mon père durant la troisième année de mon cheminement doctoral. Mon père a accordé tout au long de sa vie une grande importance à l'éducation de ses enfants. Sans lui, je n'en serais probablement pas là. C'est à lui que je dédie ce travail avec respect et affection. Repose en paix Papa!

# Introduction

*« No part of the world, no human activity,  
is untouched by the new media »  
(Livingstone, 2009, p.1)*

L'émergence électorale à partir du milieu des années 1980 de ce qui sera appelé « la troisième vague » des partis de la droite radicale<sup>1</sup> (PDR) en Europe occidentale (Von Beyme, 1988) sera le point de départ d'une production scientifique impressionnante sur le sujet. À tel point qu'Arzheimer et Carter (2009) affirmeront que l'étude de ces partis est devenue une véritable « petite industrie » (p.335) au sein de la discipline. Cependant, malgré la profusion de la recherche sur le sujet, la compréhension des mécanismes sous-jacents au vote pour ces partis s'inscrit généralement dans l'une des deux approches suivantes. D'une part, les recherches qui visent à déterminer les caractéristiques des électeurs des PDR pour ce qui a trait à leurs profils socio-économiques, démographiques, attitudes, affinités idéologiques et même traits de personnalité. C'est-à-dire les recherches qui visent à dresser le « profil type » de ces électeurs et les déterminants de vote de nature individuelle qui les amèneraient à voter pour la droite radicale. Pour cette approche, l'émergence électorale des PDR et leurs succès électoraux successifs sont généralement appréhendés comme l'expression d'une demande émanant des citoyens, dont les aspirations et les attentes seraient ignorées par les partis traditionnels et qui auraient trouvé réponse auprès des PDR.

---

<sup>1</sup> Le choix de l'appellation appropriée pour ces partis est une des questions de recherche les plus débattues par les spécialistes. Par exemple, sont-ils mieux décrits par le qualificatif radical ou extrême? À ce sujet, la tendance depuis les années 2000 est de réserver la description extrême aux partis arborant explicitement une idéologie ou un héritage fasciste et rejetant les mécanismes de la démocratie parlementaire. C'est ce choix que cette thèse privilégie.

D'autre part, les recherches qui vont affirmer que la fortune électorale des PDR dépend en premier lieu de l'existence, ou de l'absence, d'opportunités et de contraintes politiques<sup>2</sup>. Celles-ci peuvent être soit de nature interne, liées au parti lui-même. Par exemple, le niveau de développement de sa structure organisationnelle ou la qualité de son leadership<sup>3</sup>. Soit des opportunités et des contraintes politiques de nature externe, liées à l'environnement institutionnel, partisan, économique, démographique et social dans lequel les PDR sont amenés à s'activer (Muis et Immerzeel, 2017, pp. 909-910, voir également, Mudde, 2007). Autrement dit, la fortune électorale des PDR serait déterminée par un ensemble de facteurs contextuels sur lesquels ils n'auraient en définitive que peu de contrôle, ou du moins, qui leur seraient endogènes. La présente thèse s'inscrit dans cette dernière approche. C'est-à-dire qu'elle prend pour point de départ le postulat selon lequel le contexte dans lequel s'exerce la compétition électorale est un facteur explicatif des résultats électoraux des PDR.

Les facteurs d'opportunité politique peuvent être classés en trois catégories : (1) les facteurs de long terme de type institutionnel, tels que le système électoral; (2) les facteurs de moyen terme qui porte sur le système partisan, tels que la convergence idéologique des partis traditionnels; et (3) les facteurs de court terme, dits contextuels, tels que les conditions socio-économiques (Arzheimer et Carter, 2006). Là où les deux premiers se caractérisent par une constance à la fois temporelle et territoriale à l'intérieur d'un même pays, les facteurs de type contextuel, quant à eux, peuvent présenter une grande variation aux deux niveaux. Dès lors, on estime que : quand il s'agit de savoir pourquoi la droite radicale a pu électoralement émerger

---

<sup>2</sup> Au niveau théorique cette approche est basée sur le concept de « *Political opportunity structures* » développé à la base par Kitschelt (1986) dans son célèbre article « *Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies* » pour analyser les mobilisations sociales.

<sup>3</sup> Par exemple, on estime que l'émergence électorale de bon nombre de PDR à succès en Europe occidentale n'aurait pu arriver sans l'existence de chefs de partis décrits comme charismatiques maniant la rhétorique populiste avec une grande dextérité. C'est le cas notamment de Jean-Marie Le Pen pour le Front national en France, de Jörg Haider pour le Parti de la liberté autrichien (FPÖ) ou de Anders Lange pour le Parti du progrès (FrP) norvégien.

dans un pays et pas dans un autre, ce sont les facteurs d'opportunité politique à long et moyen termes qui sont en mesure d'apporter une réponse adéquate. Par contre, quand il s'agit d'analyser les évolutions dans le temps et les disparités territoriales du vote pour un PDR au sein d'un même pays, ce sont les facteurs contextuels à court terme qui sont les seuls en mesure d'apporter une explication valide.

Si les spécialistes de la droite radicale se sont intéressés très tôt à l'impact d'une grande variété de facteurs contextuels sur le vote pour les PDR en Europe occidentale (voir Amengay et Stockemer<sup>4</sup>, 2019), la théorisation du contenu des médias d'information (*news*), comme facteur contextuel pouvant impacter le vote pour ces partis, est assez récente (ex. Boomgaarden et Vliegenthart, 2007) et le nombre de travaux réalisés sur le sujet demeure modeste<sup>5</sup> (Hubé et Truan, 2016, p.135). Le peu d'intérêt qu'a suscité cette question est surprenant, au vu de la place centrale qu'occupent les médias dans la vie politique moderne. D'autant plus, que l'impact des médias sur les comportements électoraux fut considérablement revu à la hausse durant les dernières décennies (Gerstlé et Magni-Berton, 2014, p.31-32). En fait, comme le notent si bien Green-Pedersen et Stubager (2012), « les affirmations sur le pouvoir des médias de masse dans la vie politique contemporaine sont plus fréquentes que la recherche » effective sur celui-ci (p. 633). Pour Esser, Stpiska et Hopmann (2016), il s'agit là d'un « paradoxe frappant » étant donné que tout en affirmant l'importance des médias pour les PDR, rares sont les études empiriques qui ont été consacrées au sujet (p.254). Par conséquent, dans les faits, on ne connaît que très peu sur la manière avec laquelle les médias favoriseraient ou non, les succès

---

<sup>4</sup> Dans une méta-analyse traitant de l'impact des facteurs contextuels sur les PDR en Europe occidentale, Amengay et Stockemer (2019) identifient pas moins de 48 articles évalués par les pairs publiés sur la question entre janvier 1990 et octobre 2017. À cet égard, ils trouvent que l'immigration et le chômage sont de loin les deux facteurs contextuels les plus largement étudiés.

<sup>5</sup> On verra plus tard que les recherches menées sur le sujet sont principalement l'œuvre de chercheurs rattachés à l'Université d'Amsterdam et traitant principalement de la droite radicale populiste néerlandaise.

électorales des PDR (Hameleers et coll. 2018).

À date, pour étudier la question les chercheurs ont principalement mobilisé le concept de la médiatisation (Manucci, 2017, p.470) pour qui « les acteurs populistes ont besoin de “l’oxygène de la publicité”, offert par les médias de masse » (Aalberg et de Vreese, 2016, p.12). Cette médiatisation offrirait aux leaders populistes des PDR une tribune pour se faire connaître du grand public et étaler leur rhétorique. L’hypothèse au centre de ces recherches est que plus les leaders des PDR sont médiatisés, plus ils ont des chances de réaliser des gains électoraux (Bos, der Brug, de Vreese (2010, 2011); Vliegenthart, Boomgaarden et van Spanje, 2012). Cependant, nous estimons que si la visibilité médiatique peut bien rendre compte du rôle des médias dans l’émergence électorale d’un PDR, une fois bien établi dans le paysage partisan, le « pouvoir explicatif » de ce concept perd de son intérêt. En effet, en matière d’opportunités politiques, il convient, selon nous, de distinguer entre deux éléments : le contenu des médias comme facteur du système partisan à moyen terme; et le contenu des médias comme facteur contextuel à court terme.

Premièrement, la visibilité médiatique initiale offerte à un PDR qui au départ inconnu du public ou est un acteur marginal du jeu politique, relève des facteurs à moyen terme du système partisan. Car, elle s’apparente à faire entrer un nouvel acteur dans le « système partisan effectif » composé uniquement des partis dont les électeurs ont conscience de leur existence et qui s’offrent à eux comme potentiel choix de vote. Autrement dit, la visibilité médiatique initiale offerte conduit à une modification du système partisan perçu par les électeurs. Cependant, une fois que cela est fait, et que le PDR devient bien établi dans la scène politique, on affirme que ce rôle crucial de la visibilité médiatique dans les résultats électoraux des PDR s’estompe pour au moins deux raisons. Primo, avec le temps, la visibilité ne devient qu’un

simple reflet de la place qu'occupe ce parti, souvent centrale, dans la politique nationale, comme c'est le cas d'un grand nombre de PDR à succès en Europe. Secundo, d'un point de vue conceptuel, il devient difficile de savoir en quoi la visibilité médiatique profiterait en particulier aux PDR et non aux autres formations politiques.

Deuxièmement, à l'opposé de la visibilité comme facteur du système partisan, le contenu des médias comme facteur contextuel à court terme est pertinent pour expliquer les variations que peut présenter le vote pour les PDR une fois confortablement établis dans le système partisan. En effet, en se basant sur les études sur les effets des médias qui ont développé les notions d'*agenda-setting*, d'*issue ownership* et de *priming*, on considère que c'est plutôt la place qu'occupent les thématiques les plus associées d'un point de vue idéologique aux PDR (l'immigration, la loi et l'ordre et le populisme) dans la couverture médiatique qui impacte le niveau de vote pour ces partis une fois leur notoriété réalisée et non pas leur visibilité médiatique. L'intérêt pour ces trois thématiques n'est pas anodin. Car, d'une part, « l'entrée des droites radicales européennes dans les systèmes partisans nationaux s'est opérée sur la base d'une surmobilisation d'enjeux culturels liés pour l'essentiel aux questions d'immigration et de sécurité » (Ivaldi, 2016, p.118). Et, d'autre part, vu que le populisme – défini ici comme « une idéologie [fine] qui considère la société comme ultimement divisée en deux groupes homogènes et antagonistes, d'un côté, “le peuple pur”, et de l'autre côté, “l'élite corrompue” » (Mudde, 2004, p. 534) – se présente comme un socle idéologique commun à l'ensemble des PDR malgré les différences substantielles qu'ils ont toujours eues. Partant de là, l'hypothèse centrale de cette thèse est *que plus les thèmes des PDR sont présents dans le contexte informationnel des électeurs, plus les scores électoraux de ces partis auront tendance à augmenter.*

Afin de tester la validité de cette hypothèse, le choix du Front national (FN) est privilégié pour un ensemble de raisons. Tout d'abord, son émergence électorale précoce, la résilience de ses résultats électoraux depuis plus de trente ans et la manière avec laquelle il a pu s'imposer dans le système partisan français comme l'une des principales forces politiques ont fait du FN l'un des PDR « les plus en vue dans sa famille politique » (Bjørklund, 2007, p.245), voire le « prototype » de ceux-ci (Ignazi et Ysmal, 1992, p.119) et un de ses plus influents membres en Europe occidentale (Kestilä et Söderlund, 2007, p. 775). Il est également un des plus étudiés. Son idéologie fut décortiquée, ses origines historiques passées au crible et ses électeurs furent l'objet d'études les plus diverses. À tel point, que « s'il y a bien un objet [d'étude] sur lequel on pense à peu près tout savoir » (Marchand- Lagier, 2016, p.17), c'est bien le FN. Pourtant, dans cette profusion de thèses, d'ouvrages, de colloques, d'articles scientifiques consacrés au FN, s'il y a bien un angle mort sur lequel on connaît très peu, c'est la manière dont le contenu des médias peut aujourd'hui favoriser, ou non, le vote pour celui-ci. En fait, comme l'affirment Froio et Grossman<sup>6</sup> (2019), la recherche sur « comment le contenu des médias impacte le niveau de soutien au RN<sup>7</sup> demeure encore dans un état embryonnaire » (p.1) et le peu de recherche systémique sur le sujet qui existe en France ont plus porté sur la relation entre les journalistes et le FN (Hubé et Truan, 2016, p.135) que sur le contenu des médias à proprement parler.

Ensuite, le FN se présente comme l'exemple typique des PDR pour lesquels la visibilité médiatique de ses leaders demeure de loin le principal prisme mobilisé pour rendre compte de la manière avec laquelle les médias auraient favorisé son émergence électorale. En effet, très

---

<sup>6</sup> Froio et Grossman (2019) "Media content and support for the radical right: The Front National in France", recherche en cours, non encore publiée et présenté dans le cadre des travaux *du First Annual Workshop of the CEPR Research and Policy Network on Populism*, du 1er ou 2 juillet 2019 à Sciences Po Paris.

<sup>7</sup> RN pour Rassemblement national, suite au changement de nom adopté par le FN en 2018.

tôt, on affirmera que ce n'est qu'à partir du moment où Jean-Marie Le Pen a eu accès aux plateaux de télévision en 1983, que le FN a pu faire son entrée effective dans le système partisan français. Plus récemment, on dira également que les succès électoraux, sans précédent, enregistrés par ce parti depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête en 2011 ne sauraient être dissociés de la grande visibilité médiatique, dont elle-même et d'autres figures clés de son parti (ex. Florian Philippot) ont pu bénéficier sur fond de « dédramatisation » de l'image du FN.

Finalement, les résultats électoraux du FN ont toujours présenté aussi bien des fluctuations dans le temps, souvent liés à la nature du scrutin, que d'importantes disparités territoriales entre les différents départements français. Ces dernières, qui seront mobilisées par cette thèse afin de tester l'hypothèse formulée, ont caractérisé le vote frontiste dès son premier succès électoral d'envergure aux Élections européennes de 1984. Divers facteurs contextuels ont été avancés pour les expliquer. Par exemple, ceux liés aux conditions socio-économiques comme reflétés par le niveau chômage départemental, les facteurs démographiques, tels que la présence de populations immigrantes ou pieds-noirs, la ruralité ou l'urbanité du département, etc. Cependant, à date, et au meilleur de nos connaissances, aucune recherche n'a affirmé que ces variations peuvent être également liées à des contextes informationnels différents résultant de l'hétérogénéité du contenu des médias d'un département à l'autre. Autrement dit, que la variation du contenu des médias entre les départements est un facteur contextuel permettant d'expliquer les variations du vote FN entre ceux-ci. C'est ce que cette thèse propose de faire. Pour y arriver, elle sera organisée en sept chapitres et une conclusion.

Le premier chapitre a pour objectif de cerner l'objet d'étude : le FN. Par une revue de son histoire électorale, il vise à présenter l'évolution impressionnante qu'a connue ce parti qui est passé du statut d'une organisation groupusculaire d'extrême droite à sa fondation en 1972 à

celui d'une des principales forces politiques françaises en moins d'une vingtaine d'années. Plus encore, dont l'accession à la présidence la République française faisait figure de probabilité sérieuse à la veille de l'élection présidentielle de 2017. C'est ainsi qu'on se penchera sur les moments-clés de cette évolution, sur ce qui a caractérisé chacun d'eux, aussi bien au niveau du leadership, d'abord lepéniste, ensuite mariniste, qu'au niveau de son électorat qui tout en s'élargissant et en se diversifiant a trouvé dans son fort ethnocentrisme et antiélitisme un élément fédérateur.

Le deuxième chapitre quant à lui traitera de la relation entre le FN et les médias. Plus exactement, de la manière dont la recherche a pu théoriser le bénéfice électoral qu'a pu tirer, ou non, le FN de sa couverture par les médias. D'une part, les spécialités vont souvent mettre en relief la mutation qu'aurait connue le cadrage médiatique du FN. Celui-ci serait passé d'un cadrage négatif à l'époque de Jean-Marie Le Pen, à un cadrage positif, ou du moins « normalisé » et moins conflictuel, avec Marine Le Pen. D'autre part, les chercheurs vont affirmer que les succès électoraux de Jean-Marie Le Pen ne peuvent être dissociés de la visibilité médiatique dont il a pu bénéficier à des moments électoraux clés. Alors que pour Marine Le Pen, ils mettront en cause l'inflation quantitative qu'aurait connue sa visibilité médiatique personnelle et celles de ses plus proches lieutenants depuis 2011. Cependant, on verra que ces analyses présentent des limites aussi bien analytiques qu'empiriques qu'une incapacité à expliquer les disparités territoriales du vote FN.

Le troisième chapitre permettra de bâtir le cadre théorique de cette thèse autour de quatre concepts développés par les études sur les effets des médias. Tout d'abord, le binôme conceptuel de l'*agenda-setting*/saillance médiatique qui cerne le rôle des médias dans la détermination des enjeux électoraux. Ensuite, le concept de *priming*, développé à la base en

sciences cognitives, qui conduit les électeurs à mobiliser les thèmes les présents dans les gros-titres (*headlines*) comme critère d'évaluation entre les acteurs politiques. Finalement, le concept d'appropriation thématique (*issue ownership*) pour qui c'est l'existence d'une association entre un candidat et une thématique particulière qui pousse les électeurs à voter pour lui une que fois cette thématique est saillante médiatiquement.

Partant de là, le quatrième chapitre analysera l'évolution de l'offre programmatique du FN, depuis sa création jusqu'à l'arrivée de Marine Le Pen à sa présidence. Le But? Identifier les thématiques qui peuvent être considérées comme ayant fait l'objet d'une appropriation par celui-ci dans l'espace politique français. Deux catégories thématiques seront identifiées. D'une part, ceux qu'on appellera les grands classiques : l'immigration, l'insécurité et le populisme anti-élite qui se distinguent par la place centrale qu'ils occupent dans le discours frontiste sans discontinuité depuis les années 1980. D'autre part, les thèmes qu'on qualifiera de renouvelés : l'Europe et l'islam, qui sans être totalement absents sous l'ère lepéniste ont pris une nouvelle dimension dans le discours frontiste avec Marine Le Pen. Au sujet de ces deux derniers, on affirmera qu'ils ne sont en définitive qu'une expression particulière du rejet de l'immigration pour l'islam et du populisme anti-élite pour l'Europe. Ces analyses conduiront à la formulation d'hypothèses sur l'impact que peut avoir le *priming* de chacune d'elle sur le vote frontiste.

Le cinquième chapitre présentera la méthodologie. Primo, on s'attardera sur l'imposant travail de collecte de données que cette thèse a impliqué avec plus de 11.000 unes de la presse quotidienne régionale (PQR) codées des 96 départements français de l'hexagone pour les deux mois qui ont précédé le premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017. Seront présentés : les sources des données mobilisées, les principes et les choix qui ont gouverné cette opération et les contraintes qu'elle a imposées. Secundo, l'indicateur de *priming* thématique

(IP), qui constituera la variable indépendante de l'équation du modèle général de cette thèse, sera introduit. Tertio, les variables de contrôle du « monde réel » retenues et leurs pertinences théoriques respectives seront évoquées. Il s'agit des taux d'immigration, de criminalité et de chômage ainsi que de la densité de la population.

Le sixième chapitre prendra la forme d'un ensemble d'analyses descriptives des données collectées. Dans un premier temps, une attention particulière sera accordée à l'étude de la présence des thèmes FN dans les médias nationaux représentés par deux journaux nationaux de référence : Le Monde et Le Figaro. Dans un deuxième temps, les IP thématiques au niveau départemental seront examinés pour chacune des deux élections présidentielles couvertes par cette thèse. Pour le faire, trois outils principaux seront mobilisés. L'analyse des moyennes et des distributions, l'analyse des corrélations et l'analyse cartographique. Ces analyses permettront de retenir deux choses. D'une part, que la place qu'occupent les thèmes FN dans les médias varie dans le temps (entre les élections) et entre les types de médias (nationaux vs locaux). Là où les médias nationaux sont les principaux acteurs du *priming* des scandales politiques, de l'Europe, de l'immigration et de l'islam, la presse régionale apparaît comme l'acteur clé du *priming* de l'insécurité dans le contexte informationnel des électeurs. D'autre part, la très faible présence de la thématique de l'immigration dans la quasi-totalité de la presse locale aussi bien en 2012 qu'en 2017 rend difficile de dire qu'elle a fait l'objet d'un *priming* médiatique, du moins durant la période étudiée.

Le septième chapitre sera consacré aux tests des hypothèses à proprement parler. Il mobilisera des modèles de régression autour de deux principaux scénarios résultants des analyses descriptives du sixième chapitre. Le premier scénario ne considérera que les thématiques de l'insécurité, des scandales politiques et de l'Europe, estimant qu'uniquement celles-ci peuvent

être admises comme ayant réellement fait l'objet d'un *priming* durant les deux élections étudiées. Autrement dit, qu'uniquement ces trois thématiques sont assez présentes dans le contexte informationnel des départements, pour pouvoir s'attendre à ce qu'elles impactent le vote pour le FN et in fine expliquent ses disparités territoriales. Le deuxième scénario fera, d'une part, la distinction entre l'insécurité liée aux attentats et celle liée aux autres formes de criminalité. Et, d'autre part, on considérera qu'en France, au moins depuis les « attentats Merah », il est difficile de dissocier la thématique de l'islam de celle de l'insécurité. C'est-à-dire, quand il s'agit d'évaluer l'impact de la présence de la thématique d'insécurité dans le contexte informationnel dans chaque département sur le vote pour le FN, la distinction entre deux formes d'insécurité s'impose : « l'insécurité ordinaire criminelle » et « l'insécurité exceptionnelle terroriste/islamiste ».

Le dernier chapitre, qui fera office de conclusion, aura trois objectifs. Tout d'abord, donner un sens global aux résultats obtenus qui vont au-delà de la comparaison interdépartementale du vote frontiste, en démontrant en quoi les résultats obtenus constituent un important pas en avant vers une meilleure conceptualisation théorique de l'impact des médias sur le vote pour les PDR. Ensuite, préciser de quelle manière ses résultats permettent d'appréhender, et surtout d'enrichir la recherche précédente sur le sujet menée, en particulier celle relative à l'appropriation thématique. Enfin, il s'agira d'identifier les questions que ces résultats soulèvent et qui gagneraient à être traitées dans de futures recherches.

# Chapitre I

## Le Front national : de la marginalité politique au premier parti de France

*Qui peut croire que le Front national  
n'est pas un parti d'extrême droite?  
(Audrey Pulvar<sup>8</sup>, 2017)*

Depuis la Révolution française de 1789, et le schisme gauche-droite auquel elle a donné naissance, l'histoire française est jalonnée de mouvements ou d'organisations politiques classés à l'extrême droite de l'axe politique. Des organisations ultra-royalistes au populisme boulangiste<sup>9</sup> du 19<sup>e</sup> siècle, en passant par le poujadisme<sup>10</sup> du milieu du 20<sup>e</sup> siècle, le radicalisme<sup>11</sup> de droite en France a toujours fait partie de la réalité sociopolitique française. Ce

---

<sup>8</sup> Citée par Matthieu Balu (2017).

<sup>9</sup> Le Boulangisme est un mouvement politique né en France à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et qui doit son nom au Général Boulanger, limogé de l'armée en 1887, il fait son entrée à l'Assemblée nationale comme député de Paris en 1889. Affirmant parler au nom du peuple, Boulanger se distingue par sa critique virulente de l'élite parlementaire de la Troisième République dont il dénonçait la corruption, les privilèges, et qu'il décrivait comme une démocratie oligarchique qu'il faudrait moraliser. Prenant le nom de Parti national, le mouvement boulangiste avait pour slogan : « Dissolution, Révision, Constituante » (Winock, 1997, 77–78)

<sup>10</sup> Le Poujadisme est un mouvement populiste protestataire né en France dans les années 1950 sous la Quatrième République sous l'impulsion de Pierre Poujade, un libraire du Lot. Dans une France en pleine mutation socio-économique, « de nombreuses couches sociales, celles des artisans, des petits commerçants, des petits patrons, voire des propriétaires exploitants de l'agriculture, se sentirent menacés au début des années 1950 par l'industrialisation, l'urbanisation, l'exode rural, la concentration industrielle et commerciale. Excédés par la pression fiscale, certains d'entre eux se révoltèrent contre Paris » (Winock, 1997, pp.85-86). À ceux-ci, vont se joindre par la suite les mécontents de la décolonisation de l'Algérie pour donner naissance à l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) en 1954. Avec 2,5 millions de voix (Mayer, 1986, p.315), l'UDCA arrive à faire élire 52 députés à l'Assemblée nationale en 1956 (Winock, 1997, pp.86-87) dont un certain Jean-Marie Le Pen.

<sup>11</sup> Le choix du qualificatif utilisé pour nommer ces partis peut varier : « extrême », « radicale », « populiste », « nouvelle droite », etc. (Arzheimer 2008, p. 174). Il est vrai que « [l]es débats conceptuels sur les « définitions » et le « noyau » idéologique de ces mouvements ont été très intenses » (Mammone 2009, p.174) et n'est pas vraiment clos. Le FN n'est pas une exception à ce niveau. En effet, « [t]out comme ses homologues dans les autres pays d'Europe, le Front national n'a jamais cessé de susciter un vaste débat sur sa qualification. Dans la littérature, on recense ainsi pas moins d'une soixantaine de labels en vigueur qui ont pu être indifféremment utilisés pour désigner le FN » (Dézé 2016, p. 18).

qui distingue le FN, c'est sa longévité électorale qui en fait de lui aujourd'hui une des principales forces politiques du système partisan français. Néanmoins, l'implantation du FN ne fut pas linéaire ni un long fleuve tranquille. Saisir les moments clés est utile pour cerner l'objet d'étude de cette thèse et comprendre comment ce parti, qui a sa création il y a plus de quarante ans ne pouvait même pas se prévaloir d'être la principale force au sein de la galaxie de l'extrême droite française, a fini par devenir cette puissance électorale aux portes de la présidence de la République à l'occasion de l'élection présidentielle française de 2017.

### **1.1. DE 1972 À 1982: « LA TRAVERSÉE DU DÉSERT »**

Sous l'impulsion d'Ordre nouveau, parti marginal de l'extrême droite française d'obédience néo-fasciste, le Front national<sup>12</sup> est fondé en 1972, et Jean-Marie Le Pen<sup>13</sup> élu à sa présidence. Inspirés dans leur démarche par les relatifs succès du *Movimento sociale italiano*<sup>14</sup> et du *British national Front*<sup>15</sup> (Mammone, 2009, p.173), les fondateurs du FN voulaient « fédérer les différentes composantes de l'extrême droite française, discréditée par la collaboration de ses membres avec l'occupation nazie, et le régime de Vichy de 1940 à 1944 » (Crépon, et coll., 2016: 72). En effet « depuis les débuts de la Vème République, l'extrême droite [en France] était électoralement marginalisée » (Buléon et Fourquet, Jérôme, 2003, p.453) et n'avait jamais pu sortir de l'ostracisme politique et social dans lequel elle fut placée

---

<sup>12</sup> Le nom officiel du FN était le « Front national pour l'unité française (FNUF) » (Igounet, 2017, p. 11).

<sup>13</sup> Jean-Marie Le Pen est né en 1928 à la Trinité-Sur-Mer en Bretagne. « D'origine sociale modeste, il n'est pas sorti des Grandes Écoles. Il fut un médiocre étudiant en droit [même si cela ne l'empêcha pas de devenir avocat][...] [C'est également] un ancien engagé de la guerre d'Indochine » (Winock, 1997, p.88). Selon Charlot (1986), il fut également un maquisard (à 16 ans) sous l'occupation allemande, et participa en 1956 à l'expédition de Suez en Égypte.

<sup>14</sup> L'ensemble des citations anglophones ont fait l'objet de traductions libres par l'auteur de cette thèse.

<sup>15</sup> Le FN « ne doit pas être considéré comme quelque chose de nouveau ou unique dans l'histoire européenne, ni uniquement « française » [...] [Étant donné que] la France, comme le reste de l'Europe occidentale, et longtemps avant l'arrivée du FN, a toujours été une nation où les sentiments et les actes d'extrême droite et protofascistes sont présents [et où] le chauvinisme et le racisme ne furent jamais quelque chose de rare » (Mammone, 2009, p. 176).

au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Si elle avait ponctuellement repris des forces dans les années cinquante, dans une France profondément secouée par la guerre d'Algérie (Charlot, 1986, p.30), elle retomba rapidement dans l'oubli.

Le choix de Jean-Marie Le Pen comme président du FN naissant n'était pas un hasard. Le Pen n'était pas un total inconnu. Il avait déjà siégé à l'Assemblée nationale pour deux mandats consécutifs à partir de 1956. Le premier, pour le compte du mouvement poujadiste. Le second, sous la bannière du Centre national des indépendants (Lavau, 1987, p.9). Il s'était également distingué par son rôle de directeur de campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour, candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle de 1965 (Shields, 1995, p.22) qui avait réuni autour de lui une grande partie de l'extrême droite française de l'époque (Charlot, 1986, p.30).

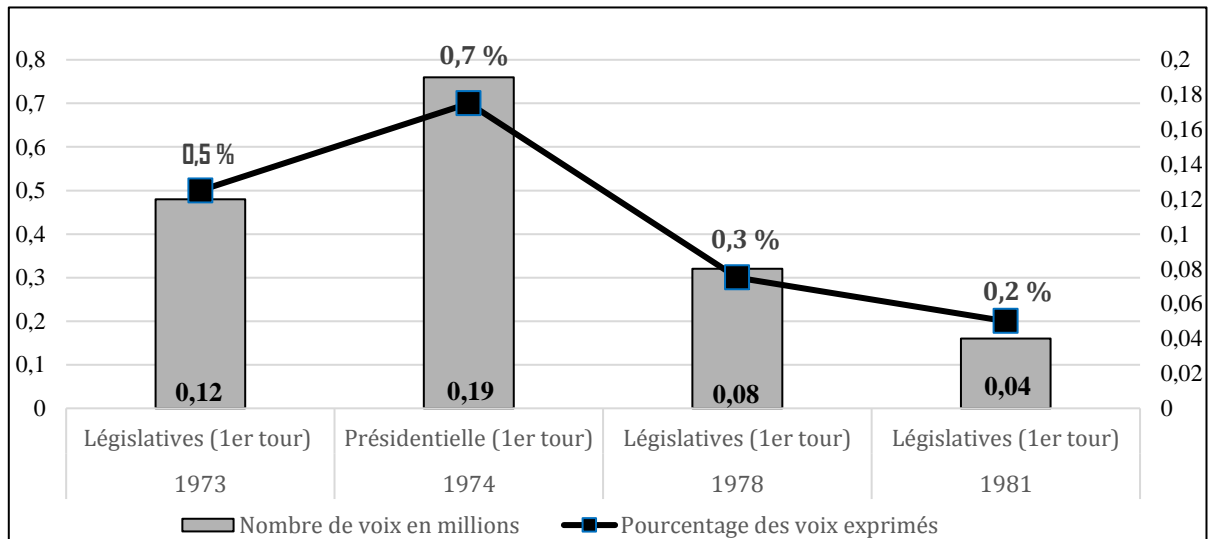
Fervent partisan de l'Algérie française, farouchement anticommuniste et ayant développé une aversion profonde pour le Gaullisme – accusé d'avoir abandonné l'Algérie française – Le Pen était perçu par les dirigeants d'Ordre nouveau comme le « plus présentable parmi eux » (Singer, 1991, p.372). D'autant plus que durant son passage au « Comité Tixier », il avait toujours pris le soin de ne jamais se compromettre dans la violence des groupes antirépublicains qui foisonnaient dans ce comité (Charlot, 1986, p.30). Dans ce FN naissant, qui faisait plus office de « cartel de petites organisations préexistantes » (Gombin, 2016, p.83), qu'un vrai parti politique idéologiquement homogène et uni, Jean-Marie Le Pen était perçu comme celui le plus à même de garantir un minimum de respectabilité et d'assurer la cohésion interne<sup>16</sup>. Cependant, il faudra attendre plus d'une décennie avant que le FN

---

<sup>16</sup> Le style autoritaire avec lequel Le Pen le père a dirigé le FN durant presque 40 ans est gratifié du fait qu'il a pu maintenir la cohésion interne d'un parti traversé par divers courants et sensibilités ( Hainsworth et Mitchell 2000, p. 454)

n'enregistre ses premiers résultats électoraux significatifs, ou du moins que ceux-ci arrivent à attirer l'attention de la classe politico-médiatique. En effet, durant ses premières années d'existence, décrites par les frontistes eux-mêmes comme une « traversée du désert » (Dézé, 2012, p.55), le FN va aller d'un échec électoral à un autre ( voir figure 1.1.)

**Figure 1.1. Évolution des résultats du Front national de 1972 à 1982**



Source des données : (Dézé, 2016)

En 1973, le FN participe à ses premières élections législatives. Présentant 102 candidats, ceux-ci n'obtiennent que 2,2 % des voix en moyenne (Husbands, 1981, 79). L'année qui suit, Jean-Marie Le Pen, qui défend les couleurs du FN à l'occasion de l'élection présidentielle de 1974, est sous la barre des 1% au premier tour (Shields, 1995, p.22). Aux législatives de 1978, le sort du FN ne sera pas meilleur. N'étant pas en mesure de couvrir l'ensemble des circonscriptions, ni même d'avoir accès « aux émissions radiotélévisées de propagande électorale réservées aux formations ne disposant pas de représentation parlementaire » (Dumont et coll., 1985, p.145), il n'obtiendra que quarante mille voix, soit 0,2 % des suffrages exprimés (Dézé, 2016, p.56).

L'élection présidentielle de 1981, qui verra l'accession au pouvoir de François

Mitterrand, premier président socialiste de la Cinquième République, Jean-Marie Le Pen n'y prendra même pas part. Étant donné qu'il n'a pas été « en mesure de collecter les cinq cents signatures nécessaires pour être candidat » (Singer, 1991, p.372). Aux législatives de la même année, le FN ne présente que 74 candidats pour ne récolter finalement qu'un minuscule 0,2 % dans toute la France (Shields, 1995, p.22). Exemple des difficultés auxquelles le FN devait faire face à cette époque, il ne pouvait même pas se targuer d'être le principal parti de l'extrême droite en France<sup>17</sup>. En effet, avec moins de 1% du vote national, pendant dix ans, il ne sera pas en mesure de se défaire de son statut de parti groupusculaire (Ignazi et Ysmal, 1992, p.102) et « rien ne laiss[ait] penser que le Front national connaîtr[ait] un sort différent de celui des nombreux regroupements [d'extrême droite] du même genre qui l'ont précédé » (Charlot, 1986, p.33).

C'est ce FN qui participe aux élections municipales du mois de mars 1983, durant lesquelles la thématique de la loi et de l'ordre, chère à l'extrême droite, va s'imposer comme enjeux (Singer, 1991, p.373). Bien que Jean-Marie Le Pen ait pu attirer un peu l'attention sur lui avec « son inattendu succès personnel au 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris » (Husbands, 1991, p.382), 11,26 % des voix exprimées au premier tour (Igounet, 2014, p.136), néanmoins la performance globale du FN n'avait rien d'exceptionnel<sup>18</sup>. En effet, l'extrême droite, toutes tendances confondues, n'obtient que de décevants 0,11 % et 0,06 % des voix exprimées,

---

<sup>17</sup> Ce n'est qu'à partir du moment où le FN parviendra à réaliser ses premiers succès électoraux que « Jean-Marie Le Pen [arrive à] éclips[e] ses rivaux [de l'extrême droite] et les oblige souvent à se situer par rapport à lui [...] [Il s'agit notamment du] groupe militant, actif au milieu des années 1980, le Parti des Forces nouvelles, qui naquit d'une dissidence du Front national au milieu des années 1970 et disparut au milieu des années 1980, le Parti national français et européen (PFNE) de Claude Cornilleau, la Fédération d'action nationale et européenne (FANE), la Fédération pour l'unité des réfugiés et rapatriés (FURR) fondée en 1982 par Joseph Ortiz, les diverses organisations royalistes » (Schor, 1996, p.242).

<sup>18</sup> Une année avant, pour les élections cantonales de mars 1982, « des candidats du Front national parviennent à approcher ou dépasser les 10 % des suffrages exprimés, sans que cela ne fasse grand bruit dans les médias. C'est le cas à Grande-Synthe, dans le Nord (13,3 %), à Dreux-Ouest, dans l'Eure-et-Loir (12,6 %), à Pont-de-Chéruy, dans l'Isère (10,3 %), et à Dreux-Est (9,6 %) » (Perrineau, 2014, p. 14).

respectivement au premier et au deuxième tour de ces élections (Parodi, 1983, pp.50 et 66). Confirmant ainsi la morosité électorale du FN depuis sa création, et donnant du même coup l'image d'une « organisation partisane dont l'avenir en politique paraît incertain » (Dézé 2012, 75). Cependant, l'année 1983 restera dans les esprits, comme un tournant dans l'histoire électorale frontiste, voire un des moments marquants de la vie politique française sous la Cinquième République, avec ce qui sera appelé communément le « tonnerre de Dreux ».

## **1.2. DU « TONNERRE DE DREUX » À 1993 : L'ÉMERGENCE ET LA CONSOLIDATION**

Dreux est une petite ville du département d'Eure-et-Loir, d'environ trente-trois mille habitants en 1983 (INSEE, 2018). Symbole de la crise socio-économique que connaît la France depuis les années 1970 avec son « sinistre record [...] du plus fort taux de chômage de la région Centre » (Igounet, 2014) – le FN y présente comme tête de liste Jean-Pierre Stirbois<sup>19</sup> à l'élection partielle municipale de septembre. Stirbois qui avait déjà obtenu un 10% des voix, passé totalement inaperçu lors des élections cantonales de 1979 (Lavau, 1987, p.9), mena une campagne exclusivement axée sur l'immigration et l'insécurité et récolta 16,7 % des suffrages exprimés (Lavau, 1987, p.7). Ce score permettra à la liste FN de se maintenir au deuxième tour,

---

<sup>19</sup> Une des figures clé du FN dans les années 1980, Jean-Pierre Stirbois est décrit par Lebourg et Beauregard (2012) comme l'apparatchik du FN. Avant d'y adhérer en 1977, il était membre du mouvement solidariste, une des tendances de l'extrême droite française. À partir, de 1981, il occupa le poste clé de secrétaire général du FN jusqu'à sa mort en 1988 dans un accident de voiture (Igounet, 2014, p. 473).

conclure un accord électoral avec la droite traditionnelle<sup>20</sup> (UDF-RPR<sup>21</sup>) pour fusionner leurs listes respectives au deuxième tour, ce qui assura au FN une présence au conseil municipal (Mayer et Perrineau, 1992, p.123) et trois postes d'adjoints au maire à Dreux avec l'aval des états-majors nationaux de la droite (Schain, 1999, p.11). Pour Mayer et Perrineau (1992), l'« alliance entre la droite modérée et l'extrême droite [au conseil municipal de Dreux] légitima le Front national, libéra le vote en sa faveur, et marqua sa renaissance politique » (Mayer et Perrineau, 1992, pp.123–124). Le succès du FN à Dreux a également ouvert les plateaux de télévision à son chef. On reviendra sur cela dans le deuxième chapitre.

Auréolé de la légitimité gagnée à Dreux, et de la désormais notoriété médiatique de son président, le FN parvient à obtenir 11 % du vote national, soit 10 sièges aux élections du parlement européen de juin 1984 (Hainsworth 2004, p.107). Indéniablement, ces élections européennes constituent le vrai tournant dans la fortune électorale du FN (Shields, 1995, p.22), à tel point qu'elles furent décrites par Mayer et Perrineau (1992) comme étant le « changement politique le plus frappant de la France des années 1980 » (p.123). Pour le FN, c'était le passage définitif du statut groupusculaire à celui d'un parti d'envergure nationale. Alors que pour les chercheurs, c'était le point de départ d'une production scientifique colossale qui en fera un des partis politiques les plus étudiés<sup>22</sup> par la sociologie politique contemporaine, pas uniquement

---

<sup>20</sup> Il s'agissait là pour la droite, dite modérée, traditionnelle ou républicaine, de la naissance d'un dilemme auquel elle devra dorénavant faire face de façon assez récurrente (Singer, 1991) : coaliser avec le FN pour parvenir à des gains électoraux spécifiques locaux, au risque de perdre l'électorat centriste au profit des socialistes (Veugelers, 2000, p.22), et par la même occasion contribuer à la légitimation du FN; ou refuser toute forme de collaboration avec celui-ci et maintenir ainsi à son endroit « un cordon sanitaire républicain » et empêcher ainsi la gauche de monopoliser la « rhétorique républicaine » à son sujet. D'autant plus que la gauche n'aura souvent aucun scrupule à exploiter politiquement toute alliance entre la droite traditionnelle et le FN pour favoriser les divisions et les dissensions entre celle-ci et ses alliés centristes de l'UDF en critiquant « la sagesse et la moralité d'une telle alliance » (Veugelers, 2000, p. 23).

<sup>21</sup> UDF : L'Union pour la démocratie française, conglomération d'un ensemble de petits partis, classé au centre droit de l'échiquier politique français et proche de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). RPR : Le Rassemblement pour la république, parti politique de la droite gaullienne présidé par Jacques Chirac.

<sup>22</sup> À titre d'exemple, en 1991, Husbands (1991) identifiait pas moins de 16 études analysant l'électorat FN entre

en France, mais à l'échelle européenne.

Les premières études ont affirmé que l'électorat frontiste était principalement composé des déçus de la droite traditionnelle (Schain, 1999, p.2), ou de ce que Nonna Mayer a appelé la « conjonction de l'atelier et de la boutique<sup>23</sup> » (Mayer, 1997, p.440). En d'autres termes, un électorat caractérisé par une surreprésentation des artisans et des petits commerçants. Ceux-ci semblent s'être retrouvés à la fois dans le discours « anti-taxes », « anti-État-providence<sup>24</sup> » du FN version thatchérienne du début des années 1980, et dans son conservatisme social<sup>25</sup>. C'est un électorat se distinguant également par son autoritarisme<sup>26</sup> et l'importance qu'il accorde aux thématiques de l'insécurité et de l'immigration qui s'avèrent, dès le départ, être l'une des principales motivations du vote pour le FN (Mayer, 1986, p.325). Pour autant, il ne faut pas sous-estimer l'attractivité qu'a exercée le FN dès 1984 sur l'électorat dit « populaire<sup>27</sup> ». En effet, « dès le début, le vote Le Pen est composite. Par nature vote populiste, protestataire, exutoire, il prospère sur des terreaux et des populations différents » (Buléon et Fourquet, 2003,

---

1983-1988.

<sup>23</sup> Tout en soulignant « l'ambiguïté de ce statut », Nonna Mayer l'utilisa pour désigner, dès 1986, cette tranche d'électeurs composée principalement de commerçants et d'artisans propriétaires de « boutiques » qui se distingueraient à la fois de la bourgeoisie, dite capitaliste, et des salariés. Ce statut distinct apparaît comme « le principal facteur explicatif de leurs choix idéologiques et politiques » qui les mettraient à la fois en opposition aux « gros patrons », notamment ceux de la grande distribution, et aux salariés en raison de leur statut de patron (Mayer, 1986, p. 9-10).

<sup>24</sup> Présenté comme du « socialisme » d'État créant « un monde d'assistés » (Le Pen, 1984, cité par cité par Boily (2005, p. 41)).

<sup>25</sup> Néanmoins, il ne faut pas confondre conservatisme social et pratique religieuse. En effet, « contrairement à une idée tenace [du moins sous Jean-Marie Le Pen] on constate un lien négatif entre le soutien à l'extrême droite et l'intégration à la communauté catholique et à ses valeurs » (Mayer 2007a, p. 434). Immerzeel, Jaspers et Lubbers (2013) quant à eux parlent d'un double effet de la religion sur le vote pour les partis de la droite radicale (PDR) : « D'une part, la pratique religieuse en général entraîne une baisse du soutien aux PDR, mais, d'autre part [...] les croyants [aux pratiques religieuses] orthodoxes dans certains pays ont plus de chances que les croyants traditionnels tolérants de voter pour un PDR » (p.962).

<sup>26</sup> Pour Mayer (1986), « il existe chez les petits commerçants des tendances répressives...qui les rendent particulièrement réceptifs au discours « musclé » du Front national. » (p.325).

<sup>27</sup> Sur la question de la sous-représentation du vote des classes populaires au sein de l'électorat frontiste des années 1984-1986, Henri Rey (1998), soulève une hypothèse intéressante. Pour lui, bien que cette affirmation ne soit pas à rejeter totalement, elle devrait être prise avec précaution, étant donné la sous-déclaration qui a toujours caractérisé le vote FN dans les sondages (p.92).

p.454). Car, s'il est vrai que la « petite bourgeoisie » constituait le gros de l'électorat frontiste, on ne peut aller jusqu'à affirmer que le vote FN présentait un « particularisme sociologique » (Soucard et coll., 1997, p.186). D'autant plus que la « popularisation », voire la « prolétarianisation », du vote FN va commencer à se sentir dès les élections législatives de 1986<sup>28</sup>.

Le 16 mars 1986, la France organise ses premières élections parlementaires proportionnelles de la Cinquième République. Scrutin de liste départementale, elles sont le résultat du changement du système électoral adopté par la gauche au pouvoir. Derrière les promesses de réforme mises en avant par le gouvernement, on ne peut s'empêcher d'y voir des calculs politiques du président socialiste François Mitterrand afin de favoriser la dispersion du vote à droite (Bell, 1994). Cependant, cette réforme n'empêchera pas le couple RPR-UDR de gagner la majorité à l'Assemblée nationale et surtout au FN d'élire 35 députés (Dézé, 2016, p.56)<sup>29</sup>. À ce gain substantiel, viendront s'ajouter les 137 conseillers élus aux élections régionales organisées le même jour. De plus, ce n'est qu'avec le soutien des conseillers régionaux frontistes que la droite RPR-UDF parvient à obtenir la présidence de six régions (Hainsworth et Mitchell, 2000, p.443). Dès lors, tout semblait aller pour le mieux pour Jean-Marie Le Pen et ses troupes à deux ans de l'élection présidentielle de 1988.

En obtenant 14,39 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle de

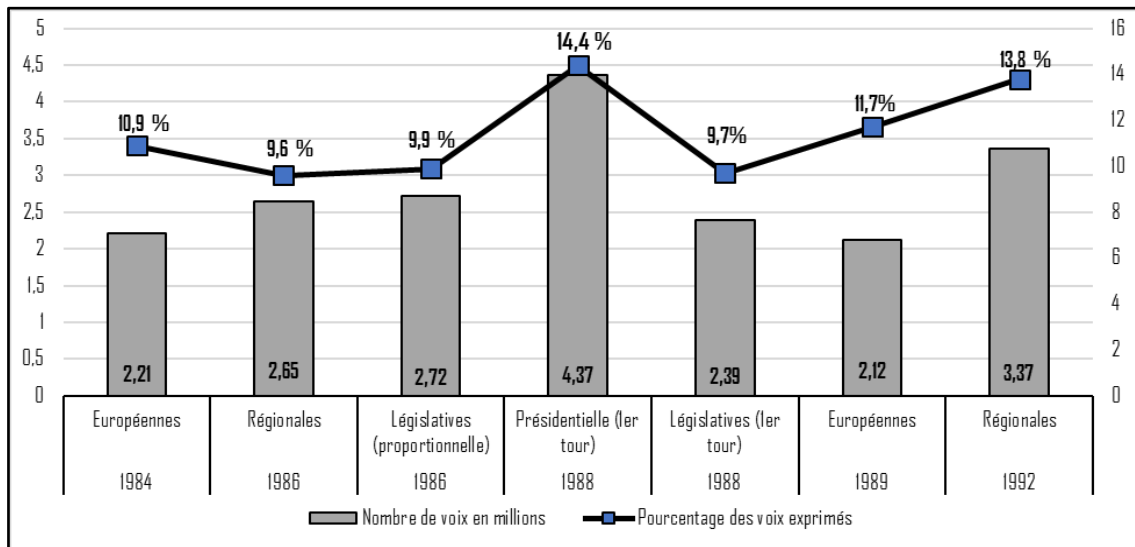
---

<sup>28</sup> Selon Franceries (1993), s'il est vrai que les commerçants et les artisans constituaient le gros de l'électorat frontiste au milieu des années 1980, « une transformation progressive dans l'évolution sociologique du vote Le Pen [va s'opérer] : aux électeurs essentiellement bourgeois des Européennes de 1984 venaient s'agréger, dès les législatives de 1986, un nombre croissant d'électeurs d'origine populaire » (p.120). Pierre Martin (1986) abonde dans le même sens en affirmant que pour les législatives de 1986, que c'est « dans ce type de population [populaire] que le FN a le plus nettement progressé depuis les élections européennes de 1984) (p.602).

<sup>29</sup> Ces élections ont permis d'identifier la configuration géographique particulière du vote lepéniste, qui à quelques rares exceptions, va s'inscrire dans la durée. En effet, « le F.N. trouve sa base électorale dans les grandes régions urbaines: [...] Nord, Alsace-Lorraine, Rhône-Alpes et surtout la façade méditerranéenne [...] par contre [il est assez faible] dans la moitié sud-ouest du pays, plus rural » (Vanlaer, 1987, p.475 et 477).

1988, dans ce qui sera décrit par la presse comme « une marée lepéniste » (Igounet 2017a, p.17), Jean-Marie Le Pen prouve qu'il a résolument quitté la catégorie des « candidats figuratifs » (Longuet, 1999, p.25) en attirant un électorat plus diversifié que jamais.

**Figure 1.2. Évolution des résultats du FN de 1983 à 1993**



Source des données : (Dézé, 2016)

Car, s'il est vrai, comme on a pu l'avancer précédemment, que l'électorat frontiste n'a jamais été « uniforme, tout comme ses militants d'ailleurs » (Boilloux, 1997, p.77), et que l'idée même de l'existence d'un « électeur type » frontiste ne peut tenir (Mayer, 2007a, p.435), néanmoins, à partir de 1988, on va commencer à parler d'un « double électorat »<sup>30</sup>. Aux petits bourgeois et artisans du départ vont se joindre des électeurs moins bien nantis, principalement des « travailleurs laïques économiquement interventionnistes et socialement conservateurs » (Andersen et Evans, 2003, p.84). D'après Mayer et Perrineau (1992), ce « caractère hybride du vote lepéniste » reflète avant toute l'attraction exercée par Le Pen aussi bien sur d'anciens électeurs de la gauche que de la droite (p.130), notamment, parmi les déçus de « l'expérience

<sup>30</sup> En 1998, Charlot avait utilisé l'expression « double électorat » pour décrire l'électorat de Jean-Marie Le Pen au lendemain de l'élection présidentielle du 8 mai 1988 (Andersen et Evans, 2003, p.84).

Mitterrand » (p.123). Non monolithique sociologiquement, le vote Le Pen se présente à partir de cette élection comme un amalgame du vote des déçus, du rejet de l'immigration, de l'aversion envers les élites politiques, des insatisfaits du gouvernement et des inquiets de la délinquance; plus qu'il est un vote pour Le Pen ou l'extrême droite (p.134). Par ailleurs, c'est un électorat principalement masculin. En effet, 17 % des hommes ont voté pour Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1988, contre uniquement 10 % des femmes<sup>31</sup> (Mossuz-Lavau, 1994, p.70).

Cependant, malgré le succès retentissant de son chef, le FN va devoir faire face cette même année, au retour du système uninominal à deux tours pour les élections parlementaires réintroduit sous l'impulsion du Premier ministre, et chef du RPR, Jacques Chirac (Husbands 1992, p.273). Cette réforme électorale fait perdre au FN son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. N'ayant pu élire qu'un seul député, il se retrouvera sans représentation parlementaire quand celui-ci rejoindra la droite traditionnelle (Goldey 1993, p.307). Cette disparition du FN du paysage parlementaire pouvait laisser croire à la fin proche du « phénomène Le Pen<sup>32</sup>». Il n'en sera rien. En effet, si certains avaient pu voir dans le FN « un flash phénomène », qui allait disparaître aussi rapidement qu'il était apparu – au même titre que le Boulangisme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et du Poujadisme des années 1950 (Husbands, 1992, p.273) – sa troisième place lors des élections européennes du 18 juin 1989 (voir graphique 2.1) va sonner comme un rappel à la réalité. Avec 11,67 % des suffrages exprimés, le FN maintient ses 10 sièges au Parlement européen (Singer, 1991, p.369) et les importantes ressources

---

<sup>31</sup> Selon Monna Mayer (1997) : « Divers facteurs pourraient expliquer cette réticence des femmes: rejet de l'image traditionnelle de la famille et de la femme véhiculée par ce parti, influence plus marquée chez elles du catholicisme et de ses valeurs universalistes et tolérantes » (p. 438).

<sup>32</sup> En effet, « Le Pen est interprété dans un premier temps comme une « poussée de fièvre » caractéristique des mouvements de droite plébiscitaire et nationaliste qu'a toujours connus l'histoire politique française...et qui ne réussissent jamais à s'implanter durablement dans le paysage électoral » (Perrineau, 2014, p. 21).

financières et matérielles qui vont avec.

En attendant, les prochaines élections présidentielles, le FN participe aux élections législatives de 1993 qui confirmeront la double réalité que présentent pour lui les élections de l'Assemblée nationale. D'une part, la difficulté à faire élire des députés, bien qu'il arrive en deuxième position à droite dans plus des trois quarts des circonscriptions et qu'il se place même devant celle-ci dans 11 d'entre elles au lendemain du premier tour (Schain, 2006, p.275). Et d'autre part, la confirmation de sa capacité à attirer plusieurs millions d'électeurs. En effet, avec plus de 3.15 millions de voix (Dézé, 2016, p.56), le FN réalise son meilleur score dans une élection législative depuis sa création 1972. Au-delà de l'interprétation qu'on a pu faire à l'époque de ces résultats, il était clair à la veille de l'élection présidentielle de 1995 que la « France entamait une nouvelle ère politique » (Secondy, 2007, p.68).

### **1.3. LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1995 ET 2002 : LE LEPÉNISME À SON APOGÉE**

L'élection présidentielle de 1995 va être un véritable « Triomphe personnel et politique pour Le Pen » permettant au FN de s'installer dans la durée dans le paysage politique français<sup>33</sup>. Chose qu'aucun autre leader de l'extrême droite française n'a pu réussir avant lui (Shields, 1995, p.36). Car malgré la présence de Philippe de Villiers, le candidat de la droite nationale catholique souverainiste qui obtient plus de 800.000 votes, soit 2,2 % des suffrages exprimés – dont probablement une partie serait revenue à Le Pen en l'absence de Villiers – le chef frontiste obtient plus de 4,6 millions de voix (15,3 % des suffrages exprimés) au premier tour, soit 300 000 voix de plus que son score en 1988.

---

<sup>33</sup> Grunberg et Schweisguth sont même allés jusqu'à voir dans l'élection présidentielle de 1995 un signe d'une profonde transformation de « l'espace politique français » passant « de deux blocs traditionnels caractérisés par la gauche et la droite à trois blocs distincts: gauche, droite modérée et droite extrême » (Andersen et Evans, 2003, p.84).

Au-delà de la confirmation personnelle de Jean-Marie Le Pen, cette élection permet d'acter la nature de plus en plus « populaire » du vote frontiste. Le Pen y réalise des scores jamais égalés par sa formation politique chez les « couches populaires » enregistrant même sa plus forte progression chez les ouvriers (Buléon et Fourquet, 2003, p.458) dont ce qui sera décrit par Mayer comme de l'ouvrio-lepénisme<sup>34</sup>. À tel point que les dirigeants FN se targueront d'être devenus « le premier parti ouvrier de France » (Mayer, 1997, p.440). Cependant, au-delà des ouvriers, il semble que ce sont généralement « les catégories les plus exposées à la précarisation et à l'exclusion qui sont aussi les plus sensibles aux thèses du Front national » (Souchard et coll., 1997, p.188). Pour Boilloux (1997), ce qui distingue l'électorat populaire frontiste, c'est son fort sentiment d'insécurité. Insécurité économique, culturelle ou physique dont des peurs de nature diverse seraient les principaux moteurs et qui se matérialiserait dans le rejet de l'immigration, selon des équations simplistes dont le FN a le secret, telle qu'« immigration = chômage, immigration = délinquance » (Boilloux, 1997, p.78).

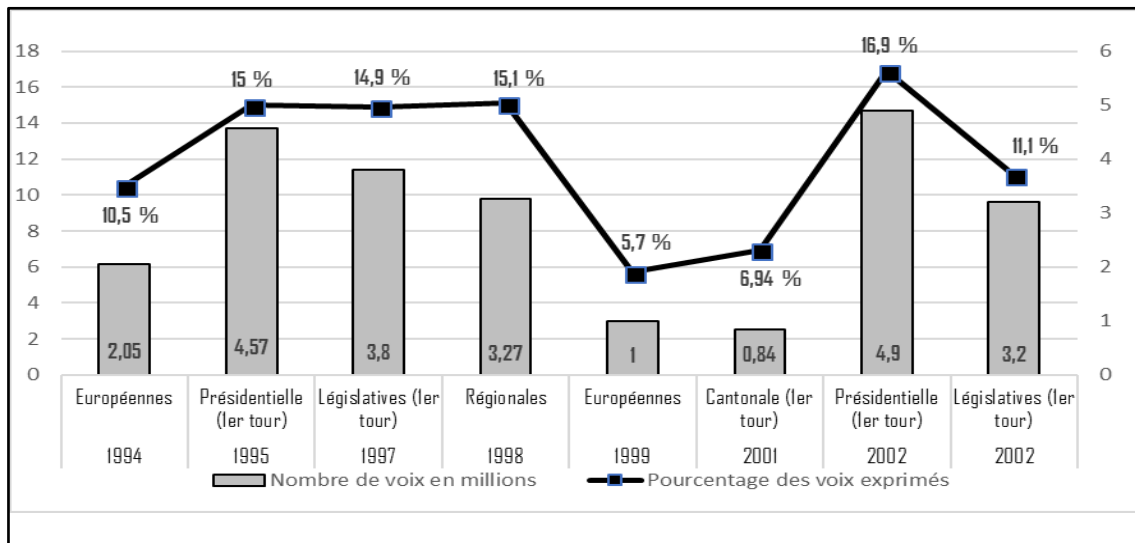
Le FN des années 1990, c'est également un parti « banalisé dans le paysage sociopolitique français » (Taguieff, 1996, p.12) dont presque 30 % des Français disent être d'accord avec ses idées (Perrineau, 2014, p.10) et qui arrive à se maintenir au même niveau de vote que celui de son chef à la présidentielle. C'est le cas par exemple pour les élections législatives de 1997 où le FN obtient 14,9 % des voix exprimées (Dézé, 2016, p.56). Il fut en mesure de « stabiliser son vote en conservant les électeurs précédents, mais aussi d'en attirer des nouveaux » (Schain, 2006, p.276). Il arrive ainsi à se maintenir au deuxième tour dans un

---

<sup>34</sup> Pascal Perrineau quant à lui parle de gauchio-lepénisme en affirmant que Le Pen fut en mesure d'attirer une partie des ouvriers déçus de la gauche, alors que Mayer y voit plutôt un transfert du vote des ouvriers socialement conservateurs et autoritaires qui avaient dès les années 1980 opté pour la droite traditionnelle. Pour Lubbers et Scheepers (2002), le vote ouvrier pour le FN et son président s'explique avant tout par le niveau d'éducation. En effet, le niveau d'éducation a toujours été une « variable lourde » du voter FN, exception faite des élections de 1984. Vu, que les ouvriers se caractérisent généralement par un faible niveau d'études, il n'est pas donc surprenant que ceux-ci soient surreprésentés parmi l'électorat des PDR (p.137). En somme, le vote des ouvriers pour le FN ne serait nullement lié à leur appartenance socioprofessionnelle.

nombre important de circonscriptions : 133 en 1997 contre 100 en 1993 (Mayer, 1997, p.438).

**Figure 1.3. Évolution des résultats du FN de 1995 à 2002**



Source des données : (Dézé, 2016)

Il est même le seul parti à avoir enregistré une augmentation du nombre de ses électeurs au cours de la dernière décennie (Schain, 1999, p.1). Si on devait choisir un mot pour décrire ces élections législatives de 1997, ce serait la « confirmation ». La conformation du caractère permanent du « phénomène » frontiste, de la diversité de son électorat, mais également de sa dualité géographique. En effet, depuis « les Européennes de 1984 [l]es zones de force du [FN,] dessinent un croissant qui part du littoral méditerranéen, remonte la vallée du Rhône et gagne l'Est et le Nord en passant par un Bassin parisien élargi » (Mayer, 1997, p.443). Avec des scores exceptionnels dans « la vallée de la Garonne où le vote d'extrême droite depuis 1962 suit l'implantation de la communauté pied-noir<sup>35</sup>, nostalgique de l'Algérie française » (p.445).

<sup>35</sup> Les premiers succès électoraux du FN laissent apparaître un enracinement chez les « pieds-noirs », Européens d'Algérie, qui avaient pris au lendemain de l'indépendance en 1962 le chemin de la France et qui s'étaient installés pour « des raisons géographiques évidentes au sud de la France » (Singer, 1991, p.371). En 1994, Yvan Gastaut estimait que « plus de 10 % de la population vivant en France a été directement concernée par les événements [de la Guerre d'Algérie], soit environ cinq millions de personnes : trois millions de soldats, un million de rapatriés, et plus d'un million d'Algériens et harkis » (p.36). Une partie de ceux-ci « ont trouvé une voix électorale vingt ans plus tard avec le Front national » (p.37). Selon, Veugelers et coll. (2015) un ensemble d'études aussi bien de nature écologique, qu'individuelle, ont permis d'établir l'existence de corrélations ou de relations de causalité entre la

La confirmation, c'est aussi son score aux régionales de mars 1998, avec 15,1% des votes (Dézé, 2016, p.56). Le FN y endosse de nouveau le rôle de « faiseur de rois » ayant la balance du pouvoir entre ses mains dans un ensemble de conseils régionaux. À cet égard, les présidents issus de la droite traditionnelle des régions de la Bourgogne, du Languedoc-Roussillon, de la Picardie et du Rhône-Alpes ne seront élus que grâce aux accords passés avec les conseillers FN, et cela malgré l'opposition cette fois-ci de leurs directions nationales (Evans et Ivaldi 2012, p.47). Il était dès lors évident que le « cordon sanitaire<sup>36</sup> » maintenu de façon assez rugueuse, du moins par la classe politique parisienne, à partir de 1988, et qui voulait que les militants et candidats de la droite ne s'allient pas au FN pour défaire la gauche (Kestilä et Söderlund 2007, p.776) s'était effrité. En somme,

vingt-deux ans après sa fondation (octobre 1972), dix ans après sa brusque émergence dans le paysage politique français [...] le Front national apparaît [...] non plus comme un phénomène passager, très directement, pour ne pas dire exclusivement, relié au problème de l'immigration, mais comme une force politique installée, avec laquelle les grandes formations partisanes doivent compter, tant sur le plan régional que national (Milza, 1994, p.39).

Cependant, en 1999, alors que rien ne semblait menacer ou pouvoir arrêter l'ascension électorale du FN, celui-ci doit faire face à une crise interne majeure. Probablement la plus importante de son histoire qui met en péril l'existence même du parti. Les dissensions entre Jean-Marie Le Pen et celui qui est perçu comme le numéro deux du FN et potentiel dauphin, le Délégué général du FN Brunot Mégret vont sortir au grand jour. Ce dernier conteste, entre autres, à Le Pen – qui est sous le coup d'un jugement d'inéligibilité<sup>37</sup> – le choix de son épouse

---

concentration des pieds-noirs – ou le fait d'appartenir à ce groupe – et le vote pour l'extrême droite en France (p. 779).

<sup>36</sup> Le « cordon sanitaire » fait référence à la « forte réprobation [...] de la part du reste de la classe politique Française [qui fut] prête à lui faire barrage par des alliances gauche-droite, dites alliances du « front républicain » (Duret 2005, 37).

<sup>37</sup> « À la suite d'une altercation avec la maire de Mantes-la-Ville, Annette Peulvast-Bergeal, le président du FN est condamné à deux ans d'inéligibilité. Malgré un appel immédiat, la sanction semble l'empêcher d'être candidat aux élections européennes de juin 1999 » (Doucet et Dejean, 2016, p. 141).

comme tête de liste aux élections européennes prévues en juin. Cependant, l'enjeu est plus profond : les divergences connues de longue date entre les deux protagonistes sur des considérations d'ordre stratégique qui n'ont fait que s'amplifier au milieu des années 1990 (Schain, 1999, p.1). D'un côté, Mégret, en faveur d'un rapprochement avec la droite traditionnelle, seule garantie, selon lui, de la « normalisation<sup>38</sup> » de l'image du FN et de sa possible accession un jour au pouvoir au moyen d'accords électoraux avec celle-ci. De l'autre côté, Le Pen, opposé à tout rapprochement avec le duo RPR-UDF et refusant tout consensus avec l'élite politique en place. Ligne, selon lui, à l'origine même des succès électoraux du FN. Ces dissensions donneront lieu à l'expulsion des « mégrétistes » du FN et à la création par ceux-ci du Mouvement national républicain (MNR) après une âpre bataille juridico-médiatique entre les deux sur à qui des deux revient le droit de l'utilisation de l'appellation « Front national » (Perrineau et Laurent, 1999, p.633). Si finalement, Le Pen fut en mesure de gagner cette bataille, c'est un FN affaibli<sup>39</sup> qui doit participer aux élections européennes de 1999.

Devant désormais faire face à la concurrence électorale du MNR de Mégret, le FN voit son électorat chuter de moitié par rapport aux élections régionales une année auparavant, n'obtenant qu'un million de voix, soit 5,7% des voix exprimées (Dézé, 2016, p.56). N'arrivant à mobiliser que 53% de ses élections lors de la présidentielle de 1995, le FN paye le prix d'une forte abstention (Perrineau et Laurent, 1999, p.641). Dans ce contexte, certains analystes politiques se sont avancés à pronostiquer la fin du FN. À titre d'exemple, Longuet (1999) affirmait par ces mots que : « Le Front national, ce parti à la montée prétendument irrésistible,

---

<sup>38</sup> La normalisation est appréhendée comme un double processus de banalisation à la fois du parti et de son discours dans le paysage politique national (Camus, 2011).

<sup>39</sup> En effet, « La moitié des élus, principalement régionaux, ont suivi Bruno Mégret dans la dissidence. Presque 60% des secrétaires départementaux, chair vive de l'appareil du parti, ont fait de même. Jusqu'au cœur du système partisan (le comité central et bureau politique), la contestation a été acharnée : 14 membres du bureau ont rallié le numéro deux, ainsi que 52 des membres du comité central » (Perrineau, 2014, pp.23–24).

qui faisait trembler la France et tétanisait la classe politique, ressemb[la]it à un champ de ruines » (p.17). Cependant, on va rapidement se rendre compte que la scission n'aura qu'un impact temporaire sur la dynamique du FN (Mayer, 2003, p.103). Car, si tout au long de la campagne électorale de l'élection présidentielle de 2002, les maisons de sondages annonçaient un duel au deuxième tour entre le président RPR sortant, Jacques Chirac, et son Premier ministre socialiste Lionel Jospin, quelle ne fut la surprise en France de voir Jean-Marie Le Pen en avance sur le candidat socialiste le soir du 21 avril 2002 et s'assurer ainsi une place dans un deuxième tour inédit (Etienne, 2007, p.20). Le Pen venait d'enclencher ce qui rentrera dans l'histoire politique française comme le « séisme du 21 avril 2002 » et de démentir une nouvelle fois les pronostics sur la fin de son parti.

Il semble que cette fois-ci avec l'absence du candidat souverainiste Philippe de Villiers et la faiblesse du candidat MNR Bruno Mégret (Shields, 2010, p.28), rien ne fut en mesure d'empêcher Jean-Marie Le Pen de faire le plein de votes à la droite de la droite, obtenant plus 4,8 millions des voix exprimées (16,9 %). Certes, ne devançant Jospin que d'un minuscule 0.7 % (Shields, 2010, p.27), mais largement suffisant pour lui garantir une place au deuxième tour dans lequel il obtiendra 600.000 voix de plus par rapport au premier, pour finir avec 5,52 millions de voix, soit 17,8 % des suffrages exprimés<sup>40</sup> (Dézé, 2016, p.56). Il confirmait une nouvelle fois, du moins pour ceux qui avaient encore des doutes, la capacité du FN à « attirer des électeurs de catégories différentes et variées » (Hainsworth, 2004, p. 101-102). Échappant à la logique de classe qui a structuré la vie partisane française depuis au moins la Troisième République, le FN prouvait qu'il est en mesure d'allier le « bourgeois » au « prolétaire » dans

---

<sup>40</sup> Un ensemble de facteurs semblent avoir joué en faveur de Le Pen en 2002. Notamment, un fort taux d'abstention qui pour la première fois était aussi élevé dans une élection présidentielle (Braconnier, 2010, p. 57). Mais également, la cohabitation Chirac-Jospin qui a offert au chef frontiste « l'opportunité de peindre ses concurrents comme essentiellement non distinguables » (Shields, 2010, p.33).

leur rejet de l'immigration (Mayer, 2003, pp.105-107) auxquels viennent s'ajouter en 2002 les « ruraux ». En effet, pour la première fois, « les communes dites rurales constituent le meilleur terrain du vote Le Pen » (Buléon et Fourquet, 2003, p.460). Il est loin le temps où on estimait que le « Front national n'a...[pas] la "cote" auprès des ruraux [...] [qui seraient] hostiles à toute l'extrême droite » (Chiche et Boussard, 1997, p.13). Désormais, « le niveau du vote lepéniste [était devenu][...] identique chez les agriculteurs, les patrons, les employés et les ouvriers, seuls résistent à son influence les salariés moyens et supérieurs » (Mayer, 2003 :107) ce qui s'expliquerait par un niveau d'éducation généralement plus élevé<sup>41</sup>.

Cependant, après l'euphorie du résultat de l'élection présidentielle de 2002, le FN devait faire face à un sérieux revers aux élections législatives de 2002. Il y perd presque deux millions d'électeurs par rapport à la présidentielle. Si cela n'était pas en soi une surprise, vu la nature du système électoral, néanmoins, ces législatives mettaient en relief le profond rejet, ou les craintes, que suscitait encore le FN, parmi une importante proportion des électeurs sur fond d'appel à « faire barrage au FN » dans la foulée du « séisme du 21 avril 2002 ». Ce rejet semblait plus se focaliser sur la personnalité controversée de son chef que sur les idées défendues par le FN.

#### **1.4. DE 2003 À 2010 : LE CRÉPUSCULE DU LEPÉNISME**

Certes, le FN a pu quelque peu redresser la barre aux élections régionales de mars 2004 en retrouvant sa « position de troisième force politique en France » (Kestilä et Söderlund, 2007, p.775), néanmoins, depuis 2002 le FN peinait à rester sur une courbe ascendante. Malgré cela,

---

<sup>41</sup> Il est important de noter que la relation entre le niveau d'éducation et le vote pour les partis de la droite radicale n'est pas totalement linéaire. En effet, « bien que le soutien aux nouveaux partis de droite radicaux varie inversement avec le niveau d'éducation (Lubbers et coll. 2002), les partis de droite radicaux reçoivent leur soutien le plus fort de la couche au niveau d'éducation intermédiaire » (Rydgren et Ruth 2011, p. 208) .

à l'approche de l'élection présidentielle de 2007, le mot d'ordre était la prudence quand il s'agissait d'estimer le score de Jean-Marie Le Pen, notamment pour les instituts de sondages qui n'avaient pas pu venir le 21 avril 2002.

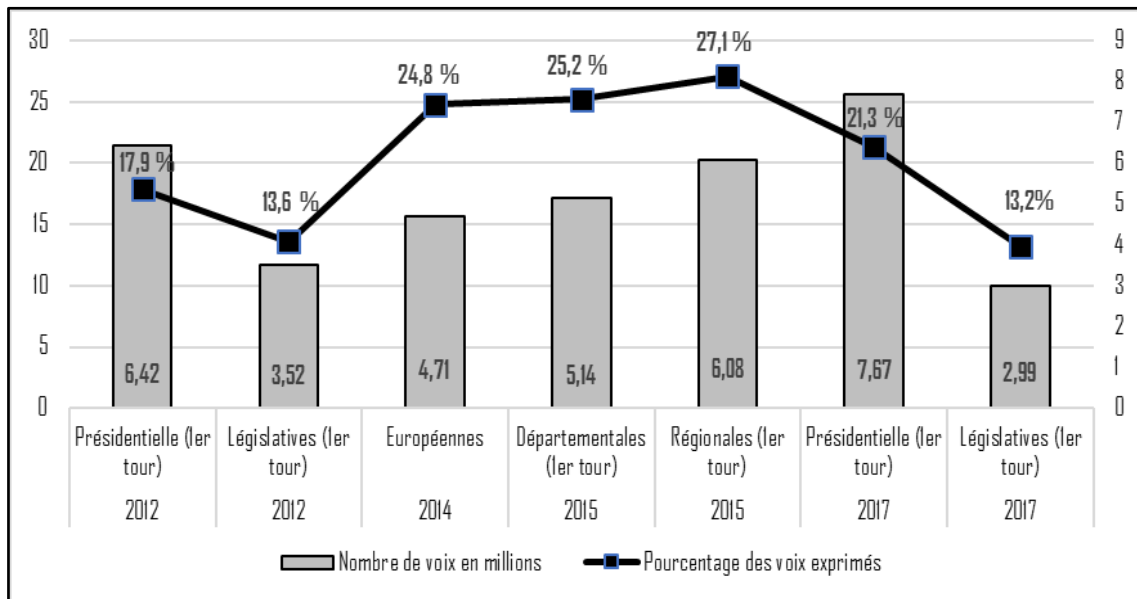
Dans les faits, pour le vieillissant Le Pen, disputant sa cinquième présidentielle au crépuscule de sa carrière politique, le défi était de taille. Il devait faire face à la montée de Nicolas Sarkozy, candidat de la droite traditionnelle, qui réussissait à se présenter comme un homme politique volontariste et en rupture avec l'élite politique française largement dominée par les « énarques<sup>42</sup> » et qui n'hésita pas à mettre en avant certaines propositions du FN sur les questions de l'immigration et de l'insécurité. Selon Nonna Mayer (2007a), Sarkozy semblait être en mesure d'attirer une partie de l'électorat frontiste qui voyait en lui le plus à même de mettre en place ces propositions (Goldhammer, 2015, p.1 et Bornschier et Lachat, 2009, p.376). Selon Bussi et Fourquet (2007), les succès de Sarkozy en 2007 « s'expliquent donc en partie par sa capacité à attirer à lui la droite radicalisée qui avait progressivement glissé vers le FN au cours des quinze dernières années » (p.412). Au final, Le Pen n'obtient que 3,83 millions de voix, soit 10,4 % des suffrages exprimés (voir figure 1.4) : son plus mauvais résultat depuis 1988 dans une élection présidentielle. Cependant, le plus dur était à venir pour le FN. Endetté pour financer la campagne électorale de son chef, le parti a dû vendre son siège pour rembourser ses créanciers (Goldhammer, 2015, p.1). Cette crise financière va s'aggraver avec les élections législatives de 2007, quand le FN n'arrive pas à atteindre la barre des 5 % des votes au niveau national nécessaire pour être admissible au remboursement de ses dépenses électorales par l'État (Gougou, 2008, p.397). Avec 9 millions d'euros de dettes, le FN était en faillite financière

---

<sup>42</sup> Épithète utilisée pour qualifier les lauréats de l'École nationale d'administration, institution de formation des cadres de l'administration publique française créée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, surreprésentés au sein de l'élite politique française, notamment parmi les présidents de la République, les premiers ministres et les membres des différents gouvernements successifs depuis les années 1980.

(Dély, 2017, p.99).

**Figure 1.4. Évolution des résultats du FN de 2003 à 2011**



Source des données : Dézé (2016) et le ministère de l'Intérieur français (2018)

Cette situation relança de nouveau – comme il est désormais coutume en France à chaque revers électoral du FN – les pronostics sur sa fin. Certains y voyaient même la « confirmation de la chute de l'extrême droite » en France (Gougou, 2008, p.402). D'autant plus que le score du FN allait plafonner à 6,3 % aux Européennes de 2009, dans un scrutin qui lui avait toujours bien réussi. Avec un million de voix, le FN avait perdu 50 % de ses électeurs par rapport aux élections européennes de 1984 qui furent le point de départ de son émergence électorale au niveau national.

Dans ce contexte morose pour le FN – et alors qu'il ne faisait plus aucun doute que Jean-Marie Le Pen préparait sa succession<sup>43</sup> – un premier signe de reprise apparaît à l'occasion

<sup>43</sup> « Jean-Marie Le Pen annonce... en avril 2010 qu'il ne se représentera pas à la présidence du FN à l'issue du prochain congrès du parti et qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle de 2012 » (Perrineau, 2014, p. 28).

des élections régionales de 2010. Dernière élection de Jean-Marie Le Pen comme président du FN, celui-ci obtient 12 % des votes exprimés (voir figure 1.4), mieux que la présidentielle de 2007 et l'ensemble des élections intermédiaires qui l'ont suivie (Gougou et Labouret, 2010, p.332). C'était un signe que le FN qu'on disait mort ne l'était pas tout à fait, et qu'il était toujours en mesure de mobiliser quelques millions d'électeurs en sa faveur. Néanmoins, pour Jean-Marie Le Pen c'était la fin d'une longue carrière politique, dont presque 40 ans à la présidence du FN.

Pour lui succéder, il met en avant une de ses filles : Marine Le Pen. Elle prend la tête du FN en janvier 2011 à la suite d'une élection interne gagnée par 67 % des voix (Gautier 2015, p.15), contre Bruno Gollnisch, figure historique de l'aile catholique du parti et un des plus fidèles de son père. Son élection faisait Office de nouveau départ pour le FN pour qui les dernières années de Le Pen père étaient loin d'être faciles, aussi bien électoralement que financièrement. Annonceuse « d'un changement stratégique dans le développement du Front national » (Goodliffe, 2016, p.129), Marie Le Pen affichait sa volonté de « normaliser » l'image du FN<sup>44</sup>.

### **1.5. LES PRÉSIDENTIELLES DE 2012 ET 2017 : LE MARINISME AUX PORTES DU POUVOIR ?**

Tout l'enjeu dès lors pour Marine Le Pen est de « se détacher de certaines des positions les plus controversées prises par Jean-Marie Le Pen dans le passé, ainsi que de son style souvent incendiaire et démagogique » (Evans et Ivaldi, 2012, p.49). Car, à la différence de celui-ci et des figures historiques du FN, Marine Le Pen n'avait pas d'attachement particulier ni à

---

<sup>44</sup> Notamment, par la mise à l'écart des skinheads des activités publiques du FN ou « les diverses expulsions prononcées dans le courant de l'année 2011. [Par exemple, celle] à l'égard d'Alexandre Gabriac [...] membre du bureau politique du FN [...] photographié le bras tendu devant un drapeau nazi » (Dézé 2012, p.143).

l'héritage de Vichy ni à l'Algérie française (Goldhammer, 2015, p.2). S'entourant d'une jeune garde, dont beaucoup sont issus de la jeunesse du FN, elle n'a pas hésité à faire réintégrer au sein de son équipe d'anciens mégrétistes. Son objectif avoué était la « dédiablement<sup>45</sup> » de son parti, longtemps traité comme un paria de la vie politique française afin « [d'] élargir son attrait aux électeurs qui pourraient être d'accord avec [...] [les positions du FN], mais qui étaient jusqu'à présent réticents à voter en raison de sa réputation » (Goodliffe, 2016, p.129).

De ce fait, « Marine Le Pen fait de la dédiablement du FN un enjeu majeur dans sa quête du pouvoir » (Hayot, 2014, p.21). Femme divorcée et vivant en concubinage, elle pouvait surfer sur l'image d'une « femme moderne ». Tout un changement pour un parti qui historiquement fut « dominé par les hommes aussi bien dans sa direction que dans son électorat » (Murray, 2012, p.46). Certains sont même allés jusqu'à dire que « l'accession de Marine Le Pen à la présidence du FN a incontestablement inauguré une nouvelle ère politique pour l'extrême droite française » (Evans et Ivaldi, 2012, p.47).

Marine Le Pen est également créditée d'avoir « su adapter (voire renouveler) les thèmes traditionnels de la propagande électorale frontiste en tenant compte de la conjoncture économique internationale et de la situation intérieure française » (Alidières, 2012a, p.35). Sous l'influence de Florian Philippot<sup>46</sup>, décrit comme le « gourou » de Marine Le Pen (Dély, 2017), le programme socio-économique du FN fait un coup de barre à gauche (Evans et Ivaldi, 2012,

---

<sup>45</sup> Le terme ne fut pas « choisi par hasard, il correspond parfaitement [...] [à] l'image que veut donner Marine Le Pen du FN. Un parti diabolisé, c'est-à-dire trop critiqué [dans le passé], critiqué indûment » (Koulberg, 2017, p.12). Cependant, il faut relativiser la nouveauté d'une telle stratégie. Car, déjà sous Jean-Marie Le Pen, Brunot Mégrét, numéro deux de facto du FN dans les années 1990, fut un chantre de la « normalisation ». Et même avant l'arrivée de celui-ci au FN dans le milieu des années 1980, le FN avait, mis en place des opérations de « respectabilisation » de l'image du parti (Dézé, 2012, p.84).

<sup>46</sup> « Florian Philippot, diplômé de l'ENA et de HEC, ancien militant chevènementiste, haut fonctionnaire à l'inspection générale de l'administration rattachée au ministère de l'Intérieur » (Dézé, 2012, p. 146). Selon Renaud Dély (2017), celui-ci a commencé à collaborer secrètement avec Marine Le Pen dès 2009, avant de rejoindre officiellement le FN en 2011 (p.113).

p.49), et celui-ci « vise désormais explicitement les classes populaires » (Barrault-Stella et Pudel 2015, p.76) afin de répondre à leurs « demandes de protections sociales et de redistribution économique » (Ivaldi, 2015, p.360). En effet, si le FN avait, dès les années 1990, abandonné sa posture ultralibérale, il développe désormais, une rhétorique clairement antimondialisation sur fond de crise économique de 2008 (Goodliffe, 2016, p.127), face à laquelle il appelle au développement du « nationalisme économique ». À tel point que son programme socio-économique est perçu comme étant un « mixte de socialisme et nationalisme » (Reynié, 2016, p.54), voire même « plus à gauche que Mélenchon » (Calan, 2016, p.48).

Les premières retombées électorales de ce changement ne vont pas tarder. Dès mars 2011, le FN réalise un bon score de 15,6 % à l'occasion des élections cantonales – 19,2 % si on ne prend en considération que les cantons dans lesquels le FN était présent (Perrineau, 2014, p.29) – contre 12,5 % pour celles de 2004 (Gougou et Labouret, 2011, p.393). Si en fin de compte, le FN n'a « gagn[é] que] deux sièges et a été facilement vaincu au second tour dans les comtés où il était en mesure de rivaliser » (p.382), cela était suffisant pour que les médias notent la performance électorale du FN, « attribuée à l'effet rajeunissant de “Marine” » (Evans et Ivaldi, 2012, p.47). À moins d'une année de l'élection présidentielle de 2012, le FN semblait ainsi avoir repris tout le terrain perdu depuis le milieu des années 2000, cependant, ses difficultés financières héritées de ses résultats catastrophiques aux élections législatives de 2007 étaient toujours persistantes, et leur dépassement semblait dépendre d'un bon résultat aux législatives de 2012 (Dézé 2012, p.132).

En attendant l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen et ses lieutenants procèdent à une sorte d'OPA sur le parti. Elle place un ensemble de ses fidèles à des postes clés

au sein de l'appareil frontiste et en éloigne au fur et à mesure les éléments les plus controversés. Son but? Imposer son autorité en interne et vider le parti des éléments qui lui seraient les plus hostiles (Gautier, 2015, p.27). C'est le cas notamment, des militants radicaux de l'Œuvre française dont l'expulsion débutera dès avril 2011, soit moins de quatre mois après son accession à la présidence du FN (Albertini et Doucet 2013, p.317). Pour Marine Le Pen, l'enjeu est clair : paraître en totale rupture avec ce que « l'héritage » lepéniste peut avoir de plus controversé, notamment son étiquette de parti d'extrême droite. Car, si le « Front national [des années 1970]...revendiquait cette position » et l'assumait sans problème (Souchard et coll., 1997, p.164), Marine Le Pen refuse catégoriquement cette appellation qui serait selon elle « systématiquement accolée au FN » dans le but de lui nuire (rapporté à partir de l'Express (2013), par Barreau, 2017, p.8). Elle préfère être perçue comme la représentante de la droite populaire, voire populiste. Cette « stratégie sémantique » paraît être au centre de la « dédiablement » mariniste; et de l'image de nouveauté qu'elle veut donner de son parti, dont même Jean-Marie Le Pen finira par faire les frais<sup>47</sup>.

En effet, sous l'impulsion du désormais influent vice-président du FN, Florian Philippot, Marine Le Pen se débarrasse du vieux patriarche, président d'honneur du FN, dont les déclarations sulfureuses occasionnelles à connotation antisémite tranchent avec le message exposé par ceux qu'on appelle dorénavant les marinistes (Villaines et Labat, 2017). Néanmoins, la stratégie de « dédiablement » n'avait rien de nouveau, comme le soulève Dézé (2016). Il s'agirait même d'une « stratégie originaire du Front national » depuis sa création en 1972 (p.60). Pour Gombin (2016), « la dédiablement est avant tout un projet stratégique, et non

---

<sup>47</sup> Le « 6 juin 2014...très en verve dans sa vidéo hebdomadaire [sur le site du FN], il moque les artistes qui ont déclaré leur opposition au Front national : Yanick Noah, Madonna, Guy Bedos [...] « Monsieur Bruel aussi? » relance son interlocutrice. Jean-Marie Le Pen prend la balle au bond : « Ah oui, on fera une fournée la prochaine fois » (Alduy et Wahnich, 2015, p.11). Dans une double référence à la fois aux origines juives de l'artiste et aux camps d'extermination nazis de la Deuxième Guerre mondiale.

idéologique » (p.87). Elle relèverait d'une « rhétorique victimaire et complotiste parfaitement conforme à la pensée de l'extrême droite » (Dézé dans Crépon, Dézé, et Mayer, 2015, p.29) et qui caractérise la relation du FN avec les élites politico-médiatiques depuis les années 1980. Cette rhétorique voudrait que le FN soit la cible permanente d'une injustice, et qu'il ne soit aucunement « l'agent de sa propre diabolisation » (p.29).

Signe du succès de cette stratégie<sup>48</sup>, « le niveau relativement élevé atteint par Marine Le Pen dans les intentions de vote à quelques mois de la présidentielle d'avril 2012 » (Alidières, 2012, p.18), alors même que ça faisait moins d'un an et demi qu'elle était à la tête du FN. Effet positif dont bénéficie automatiquement le FN, atteignant même 24 % des intentions de vote (Evans et Ivaldi, 2012, p.47) et poussant certains à parler d'un « effet Marine Le Pen » (Gautier, 2015, p.15). Sur fond de pronostics donnant Marine Le Pen présente au deuxième tour de la présidentielle 2012, le FN était clairement devenu un des points de focalisation de la campagne électorale en cours (Le Goff, 2011, p.53) qui se déroula dans un contexte tout à fait particulier.

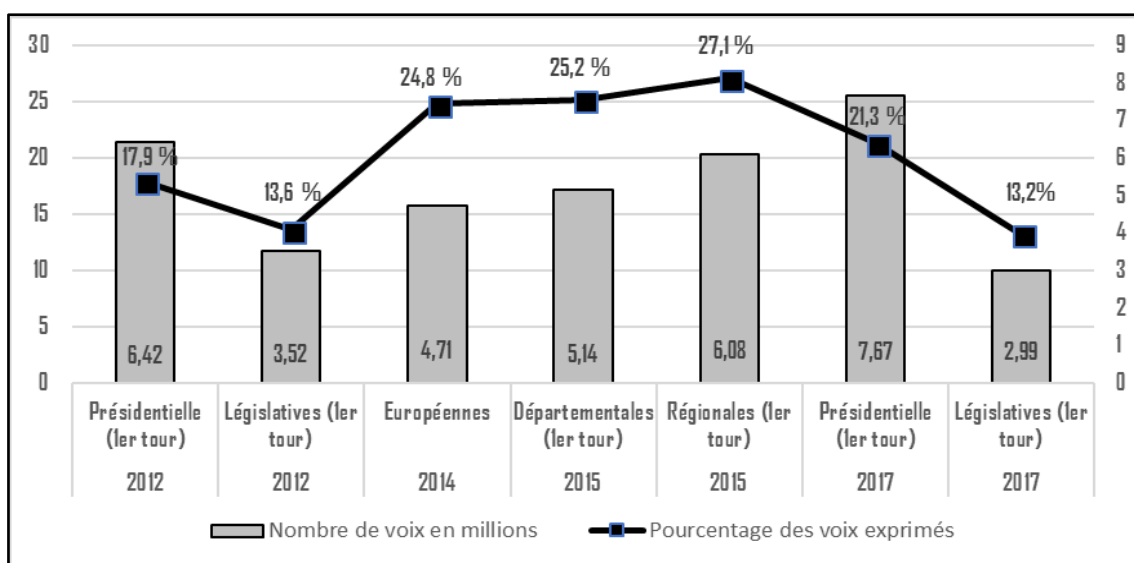
D'une part une forte cristallisation du débat politique sur la personnalité du Président sortant et candidat de la droite traditionnelle : Nicolas Sarkozy. Son style et ses choix en termes de politiques publiques ont soit suscité une forte adhésion, soit un rejet viscéral tout au long de son mandat. À tel point que la campagne électorale faisait figure à un certain moment d'une sorte de referendum sur sa personne. D'autre part, la campagne de 2012 arrivait dans la foulée d'une année caractérisée par « l'affaire Dominique Strauss-Kahn ». Directeur déchu du FMI, et éphémère potentiel candidat socialiste à la présidence de la République (Murray, 2012, p.45). Perçu comme un sérieux challenger au président Sarkozy, Strauss-Kahn sombra dans une

---

<sup>48</sup> Fait, anecdotique, au lendemain de l'échec de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 2007, « Marine Le Pen [fut] accusée [en interne] d'être la principale responsable de cet échec par sa stratégie de "dédiabolisation" du parti » (Mayer 2007, p. 443).

affaire de viol aux États-Unis qui mettra au grand jour ses frasques sexuelles. Les soucis judiciaires de « DSK » renforçaient l’image d’une élite politique française à l’éthique fortement questionnable. Pour le FN et sa présidente, c’était l’occasion de dénoncer la « dépravation » et la « corruption des mœurs » de ceux qui gouvernent la France à la solde de l’économie mondialisée.

**Figure 1.5. Évolution des résultats du FN entre 2012 à 2017**



Source des données : Dézé (2016) et le ministère de l’Intérieur français (2018)

À l’annonce des résultats au soir du 22 avril 2012 beaucoup ont été rassurés de ne pas voir Marine Le Pen au deuxième tour et de la voir se « contenter » de la troisième place. Cependant, personne ne pouvait faire fi de sa performance historique. Car, avec 6,5 millions de votes, soit avec 17,9 % des voix exprimées, Marine Le Pen venait de réaliser le meilleur résultat électoral de l’histoire du FN (Ivaldi, 2015, p.346). Elle se paye même le luxe de dépasser celui de Jean-Marie Le Pen en 2002, prouvant ainsi que « le Front national s’était remis de sa piètre performance de 2007 » (Mayer, 2013, p.160). Avec un retour massif de l’électorat frontiste qui avait voté pour Sarkozy en 2007 (Perrineau, 2014, p.31), le parti qu’on disait mort pour une énième fois dans la foulée de la présidentielle de 2007 venait de prouver encore qu’il était loin

de l'être.

Cependant, malgré cette avance électorale incontestable, les électeurs du FN semblaient quant à eux avoir très peu varié. En effet, « les électeurs de Marine Le Pen apparaissent comme idéologiquement et socialement très similaires à ceux de son père » (Mayer, 2013, p.161). Car, si l'électorat du FN récusait bien le « mythe de l'électeur type » (Dézé, 2016) et présentait, comme l'affirme Daniel Gaxie (2017), plus les traits d'un « conglomérat » d'électeurs (Cité dans 'Pour combattre le Front national', 2017, p.102) qu'un électorat distinct en soi (Mauger et coll., 2016, p.58), néanmoins, comme on l'a vu précédemment, la petite bourgeoisie et les classes populaires constituèrent durant plus de deux décennies l'épine dorsale du vote FN. Ainsi, l'électorat FN en 2012 est toujours « peu diplômé, assez jeune. [Avec] [l]es employés, artisans, commerçants et ouvriers [ayant voté], dans leur majorité » pour Marine Le Pen<sup>49</sup> (Igounet, 2017a, p.29). C'est comme si les terrains du vote FN sont toujours les mêmes, et que la performance exceptionnelle à la présidentielle de 2012 est avant tout due au fait qu'elle fut en mesure d'y creuser plus (Stockemer et Amengay, 2015). Par exemple, en exerçant une très forte attraction sur les jeunes les moins diplômés qui avaient quitté son père en 2007. La seule exception notable semble être la disparition du « *gender gap* » – faisant référence à la surreprésentation des hommes par rapport aux femmes au sein de l'électorat FN (Mayer, 2013). En effet, pour la première fois de l'histoire électorale du FN, celui-ci fut en mesure d'attirer autant les femmes que les hommes. Élément crucial pour un parti qui traditionnellement recevait plus « des deux tiers de ses votes de la part des hommes » (Murray, 2012, p.53). Probablement, le fait que Marine Le Pen soit une femme y est pour quelque chose.

---

<sup>49</sup> Ces traits généraux ne semblent pas être quelques choses de particulier à l'électorat frontiste. En effet, comme l'affirment Arzheimer et Carter (2009a), il y a une forme de « consensus selon lequel les électeurs masculins, les jeunes électeurs, les électeurs peu ou moyennement instruits...sont plus susceptibles de voter pour des partis d'extrême droite [en Europe occidentale] ... Des études montrent également que ... l'attitude négative à l'égard des immigrés est particulièrement forte pour prédire le vote » pour ces partis (p.985).

Auréolé de cette santé électorale retrouvée, le FN va connaître une succession de succès. Donnant l'impression d'être un parti que rien ni personne n'est désormais en mesure d'arrêter (voir figure 1.5). Car, si le FN voit chuter son électorat à 3,52 millions de voix aux élections législatives qui se tiennent dans la foulée de la présidentielle de 2012, aux élections municipales de mars 2014, le FN remporte plus de 1498 sièges aux conseils municipaux et 11 postes de maire dans les villes de plus de 10.000 habitants : un nouveau record (Goodliffe, 2016, p.126). Deux mois plus tard, aux « élections européennes de 2014, le FN est passé pour la première fois devant la gauche et la droite dans un scrutin national avec 24,9 % », terminant en tête dans 5 des 8 circonscriptions hexagonales, 16 des 22 régions métropolitaines et 71 des 101 départements » (Dézé, 2016, p.23). C'était la première fois dans l'histoire de la Cinquième République qu'un parti de la droite radicale parvenait à gagner un scrutin national (Goodliffe 2016, p.143). L'alliance FN-« Rassemblement bleu Marine<sup>50</sup> » parvient ainsi à faire élire « la plus importante délégation française au Parlement européen en termes numériques » avec 24 députés (Berès, 2017, p.11).

Cependant, les élections qui vont le plus faire parler du FN et de sa présidente sont sans aucun doute les élections régionales de 2015. Car, avant ces élections du mois de décembre, d'une année marquée par des attentats terroristes liés à « Daech », les chroniqueurs se questionnaient sur la capacité du FN à tirer profit du climat d'insécurité qui régnait en France dans la foulée de ces attentats d'inspiration djihadistes. D'autant que faire des amalgames entre islam, islamistes, terroristes, djihadistes, musulmans, etc. n'était pas une chose qui semblait particulièrement déranger Marine Le Pen et son parti.

---

<sup>50</sup> Le Rassemblement-bleu-Marine est un regroupement de personnalités qui se sont alliées au Front national sans en devenir officiellement membre. L'avocat, et très médiatisé, Gilbert Collard en est l'exemple le plus connu. Il sera élu une première fois, sous cette bannière, en 2012 aux élections législatives, avant d'être réélu en 2017. Ce Rassemblement voulu par Marine Le Pen devait être le reflet de l'ouverture du FN et la preuve de sa désormais normalité politique.

Sans surprise le FN se classe premier. Il « réalise un historique 27.8 % des voix au premier tour, et obtient le soutien de 6,8 millions d'électeurs au deuxième » (Crépon et coll., 2016, p.72). Il parvient à faire élire plus de 358 conseillers régionaux, nombre jamais égalé auparavant. Plus important, sont les scores élevés réalisés par ses listes dans certaines régions au deuxième tour, comme les 45,22 %, 42,23 % et 36,08 % respectivement en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (Ministère de l'Intérieur français, 2018). Permettant ainsi au vice-président du FN Florian Philippot d'affirmer : « Nous sommes le premier parti de France, il n'y a plus aucun doute » (Crépon et coll., 2016, p.72). Déclaration « relayée et accréditée par certains médias et acteurs politiques » (Dézé, 2016, p.23).

Si la validité d'une telle affirmation est questionnable, néanmoins, elle était annonciatrice de deux choses. La première est une réalité : le FN est incontestablement devenu un acteur clé et bien implanté dans la vie politique française, et non plus une franchise électorale familiale qui ne vit que par les performances de son chef historique aux élections présidentielles tous les sept ou cinq ans. La deuxième est une possibilité, qui n'était plus de l'ordre du farfelu ni de la fiction politique : le FN est désormais « en position de prendre le pouvoir par les urnes » (Ecolinks, 2017, p.17) si Marine Le Pen parvient à se faire élire à la présidence de la République de mai 2017. Puisque, tout au long des mois précédant cette élection présidentielle, et au fil des sondages qui se succèdent, sa présence au deuxième tour devenait une certitude. La seule inconnue demeurait si elle allait ou non affronter dans la course ultime le « candidat surprise » de cette élection : Emmanuel Macron.

Macron – qui était un total inconnu de la vie politique française à trois ans de l'élection présidentielle de 2017 et qui se fait connaître du grand public grâce à son mandat de ministre

des Finances et de l'Économie entre les mois d'août 2014 et 2016 (Élysée, n.d.) – occupe la première place à l'annonce des résultats du premier tour avec 24,01 % des voix, suivi de Marine Le Pen avec 21,3 % des suffrages. Ce résultat laisse un goût amer aux frontistes déçus de ne pas voir leur candidate en « pole position » pour le deuxième tour. Déception qui va s'intensifier au soir du traditionnel débat télévisé d'entre les deux tours. Autrice d'une piètre performance, Marine Le Pen semblait mal préparée et déstabilisée par sa faible maîtrise des dossiers économiques, face à un Macron qu'on disait novice et qu'on présentait comme une « proie » facile qui allait se faire « dévorer » par une Le Pen rompue à ce type d'exercice et dont les talents de redoutable débattante n'étaient plus à prouver. Cette prestation perçue comme médiocre aurait porté un grave coup à la crédibilité de Marine Le Pen et son image de candidate réellement « présidentielle » en soulevant des doutes sur sa capacité à être à la hauteur de la fonction (Mény, 2017, p.271).

Pas étonnant dès lors, le sentiment de déception chez les frontistes au lendemain du premier tour, qui va laisser la place à celui de l'occasion ratée au soir du deuxième. Certes, Marine Le Pen s'accapare 33,9 % des suffrages exprimés, soit 10,6 millions de voix, meilleur score jamais enregistré par le FN en 45 ans d'existence, cependant, pour certains, ce résultat n'en demeure pas moins une nouvelle preuve de l'incapacité du FN à briser le « plafond de verre » (Gougou et Persico, 2017, p.308) qui ferait de ce parti une organisation incapable d'aller chercher des électeurs au-delà de ses bases sociologiques traditionnelles. D'autant plus que Marine Le Pen et son parti ne pouvaient espérer un meilleur contexte pour réaliser des gains.

En effet, depuis les attaques terroristes contre le journal satirique *Charlie Hebdo* et les prises d'otages de l'*Hyper Cacher* du 7 au 9 janvier 2015 (Le Monde, 2016), commises par des Français radicalisés issus de l'immigration, la France « est profondément affectée par des

problèmes de sécurité interne...et l'État d'urgence fut déclaré » (Mény, 2017, p.271). De plus, à l'image de 2012, l'élite politique française est éclaboussée par une nouvelle affaire : le « Penelopegate ». Du nom de l'épouse du candidat de l'UMP, l'ancien premier ministre François Fillon qui doit faire face en pleine campagne électorale à des accusations d'emplois fictifs dont il aurait fait bénéficier celle-ci<sup>51</sup> (Deléan, 2018). Il doit également se justifier des « cadeaux » en nature reçus « d'amis » qui auraient bénéficié de faveurs liées à ses fonctions politiques.

Cette affaire venait jeter un nouveau discrédit sur la classe politique française et ses pratiques vis-à-vis desquelles le FN a toujours essayé de se présenter comme étant en totale rupture. Le FN ne pouvait également espérer un meilleur adversaire que Macron vu que celui-ci matérialisait parfaitement cette élite française que le parti tient en aversion depuis les années 1980. Issu des parcours traditionnels de l'élite politique française (Sciences Po, ENA, grand corps de la fonction publique, etc.) et europhile convaincu, il a également exercé dans le secteur financier, symbole de la mondialisation si décrié par le FN. Le profil d'Emmanuel Macron permettait ainsi à Marine Le Pen de le présenter comme le « candidat du système » et comme « le représentant de ceux qui défendent leurs intérêts personnels, leurs intérêts catégoriels, les intérêts des grandes puissances financières et qui se moquent absolument de l'intérêt du peuple » (Marine Le Pen à *Europe 1*, 2017).

Tout bien considéré, aussi bien le contexte dans lequel s'est déroulée cette élection que les caractéristiques de son adversaire peuvent contribuer à expliquer aussi bien pourquoi Marine Le Pen est arrivée à plus de 30% au deuxième tour que pourquoi elle ne fut pas en mesure de

---

<sup>51</sup> « La révélation par *Le Canard enchaîné* le 25 janvier que Penelope Fillon, l'épouse du candidat des Républicains rémunérée en tant qu'attachée parlementaire de son mari, puis comme collaboratrice de *La revue des deux mondes*, sans certitude de l'effectivité de son travail, fit...l'objet d'un nombre considérable de rebondissements qui monopolisèrent l'attention des journalistes » (Maarek, 2018, p.163)

gagner cette élection au final. En effet, ensemble, ces deux éléments ont fait en sorte qu'au-delà de l'augmentation numérique, l'électorat frontiste n'a pas connu une mutation profonde dans sa nature. La « prolétarianisation du vote Front national » (Ivaldi, 2018, p.864) entamé dès le début des années 1990 n'a fait que se confirmer, et le rejet de l'immigration et l'autoritarisme se présentent encore une fois comme les principaux déterminants idéologiques du vote frontiste (p.864). Ainsi, les électeurs de Marine Le Pen en 2017 se caractérisent toujours, toutes choses étant égales par ailleurs, par leur fort ethnocentrisme, leurs attitudes anti-européennes, leur relative jeunesse et leur faible niveau d'éducation (Amengay, Durovic, et Mayer 2017, p.1073). Ils se distinguent également par le « degré le plus élevé de populisme de l'ensemble des électeurs », même comparativement aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon (Ivaldi, 2018, p.857). Or, gagner une élection présidentielle suppose pour tout candidat une capacité à agréger au deuxième tour, un électorat plus vaste : une forme de candidat « attrape-tout », au moins partiellement. Cela ne semble pas avoir été le cas de Marine Le Pen à la présidentielle de 2017.

En somme, en quarante-cinq ans d'existence, le FN est passé du statut d'un parti groupusculaire d'extrême droite, comme l'histoire politique française en regorge, à celui d'une des principales forces politiques du pays. Tout au long de ces années, il fut également un des partis politiques les plus étudiés. Car, très tôt, les chercheurs ont vu dans le FN le « prototype » de cette troisième vague d'extrême droite qui bouscule nombre de démocraties européennes depuis les années 1980 (Kessler et Freeman 2005, p.276). Dès lors, retenir le FN pour étudier la manière dont le contenu des médias impacterait les résultats électoraux des PDR en Europe occidentale n'est pas anodin.

## Chapitre II

# La visibilité médiatique du FN : de l'hostilité à la dédramatisation

*Si l'argent est le nerf de la guerre,  
L'accès aux médias est celui de la politique  
(Albertini et Doucet 2013, p.101)*

Le questionnement du rôle des médias traditionnels dans l'émergence électorale puis l'installation dans la durée des PDR dans le paysage politique d'un ensemble de pays de l'Europe occidentale n'est pas nouveau. Cependant, on connaît très peu sur la manière dont cette influence des médias s'exerce (Hameleers, Bos, et De Vreese 2018). À date, le principal cadre explicatif mobilisé est de loin l'effet de visibilité<sup>52</sup>. Celui-ci fait référence à l'attention que les médias accordent aux acteurs politiques (Oegema et Kleinnijenhuis 2000). Autrement dit, leur niveau de présence dans la couverture médiatique. Le concept de visibilité se présente aujourd'hui comme un « élément central des recherches en communication politique qui traitent des effets [des médias]...sur les attitudes et comportements politiques » (Vliegenthart, Boomgaarden et van Spanje 2012, p.316). La visibilité fut identifiée comme l'une des pistes de recherche les plus intéressantes quand il s'agit d'étudier la manière avec laquelle les médias auraient favorisé le vote pour la droite radicale<sup>53</sup> (Rydgren 2007, p.255).

---

<sup>52</sup> Appelé également médiatisation ou prééminence médiatique (Bos, van der Brug et de Vreese, 2010, p.143).

<sup>53</sup> À noter que de façon globale, les études qui se sont intéressées à l'étude de l'effet de visibilité en dehors du contexte américain demeurent assez rares (Hopmann et coll., 2010).

Pour tout acteur politique, surtout s'il n'est pas connu, être présent dans les médias s'avère crucial. En effet, « la plupart des citoyens ne rencontreront jamais un homme [femme] politique dans la vie réelle » (Bos, van der Brug et de Vreese 2011, p.184) et « sans couverture suffisante, les électeurs risquent fort de ne pas être conscients de leur existence ... [ni de prendre connaissance] de leurs positions idéologiques, et ainsi leurs gains électoraux deviennent très improbables » (Bos, van der Brug et de Vreese, 2010, p.143). Les études sur la question « suggèrent qu'un changement dans le niveau de visibilité dans les médias d'un acteur politique, aussi minime soit-il, peut être un des éléments les plus importants » expliquant ses résultats électoraux (Semetko et Schoenbach, 1994, p.113, cité par Hopmann et coll. 2010, p.390). Pas étonnant dès lors que « la relation entre le populisme et les médias [comme agent facilitateur de leur succès] a été principalement observée à travers le prisme du concept de médiatisation » (Manucci, 2017, p.470).

Partant de là, le présent chapitre se donne trois objectifs. Premièrement, voir comment le concept de visibilité demeure de loin le principal cadre théorique mobilisé par les chercheurs pour rendre compte du rôle joué par les médias dans l'émergence électorale du FN lepéniste au milieu des années 1980, puis dans ses différents succès électoraux consécutifs (3.1). Deuxièmement, démontrer que si la notion de « dédiabolisation », qui domine les analyses sur la relation FN-médias depuis 2011, permet de rendre compte de la manière dont l'image médiatique du FN s'est normalisée durant les dernières années, elle n'est pas pour autant un cadre analytique explicatif, à proprement parler, du vote pour celui-ci (3.2). Troisièmement, mettre en avant les limites de la notion de visibilité quand il s'agit d'appréhender des disparités géographiques du vote FN à travers la France (3.3).

## 2.1. LA VISIBILITÉ MÉDIATIQUE, ÉLÉMENT CLÉ DE L'ÉMERGENCE ÉLECTORALE DU FN

Nombre d'écrits sur le FN, souvent de nature historique, et rarement fruit d'études spécifiques sur la question, ont vu en l'élection municipale partielle de septembre 1983 à Dreux, l'exemple parfait de comment la médiatisation du FN fut un moment tournant de l'histoire électorale de ce parti. Car, si d'un point de vue purement politique, les résultats à Dreux n'avaient rien d'exceptionnel – étant donné qu'au lendemain du « tonnerre de Dreux », le FN était toujours une force électorale marginale au niveau national – néanmoins, son impact médiatique fut considérable. Grâce à cette élection, le FN attira l'attention des médias, et sa présence y deviendra « presque permanente » (Bell, 1994, p.231).

Or, selon Buléon et Fourquet (2003), par « sa médiatisation importante, disproportionnée et donc excessive [l'élection partielle de Dreux] propulse [le FN] sur le devant de la scène » politico-médiatique (p.454). En effet, comme le notent si bien Kestilä et Söderlund (2007), le début des années 1980 se caractérise par une « exagération [systématique de la part] des médias de l'importance des victoires du FN », pas uniquement à Dreux, mais dans un ensemble d'élections locales (p.776). Albertini et Doucet (2013) affirment même que la « percée médiatique [du FN] précède de peu, sans suffire à l'expliquer [s]es performances électorales » (p.103). Pour Faux et coll. (1994), « défiant toute logique, l'ascension médiatique de J.-M. Le Pen a précédé son expansion électorale » (cité par Le Bohec, 2005, p.15).

Et pour cause, si Jean-Marie Le Pen lui-même n'était pas un total inconnu de la vie politique française, néanmoins, « durant les 10 premières années de son existence, le FN était littéralement absent des médias; ni son président ni un représentant du parti ne furent invités à une émission de radio ou de télévision » (Stockemer, 2017, p.52) durant toute cette première décennie. De plus, pour toute une génération de jeunes Français qui n'avaient pas connu la vie

politique des années 1950, Jean-Marie Le Pen n'était pas forcément un visage politique familial. Or, tout le défi pour une organisation politique marginale, comme ce fut le cas du FN jusqu'au début des années 1980, est de se faire connaître par les électeurs. En d'autres termes, informer le plus grand nombre possible qu'elle existe. Pour que les électeurs envisagent la possibilité de voter pour un acteur politique, ils doivent en premier lieu prendre connaissance de son existence. Autrement dit, l'acteur politique a besoin de visibilité pour espérer émerger électoralement, encore plus quand cet acteur est marginal et n'a pas les moyens matériels nécessaires pour se publiciser efficacement. En effet, les PDR sont perçus comme « étant plus dépendants des médias pour leur communication, à cause de la faiblesse de leur structure organisationnelle, comparativement aux vieux partis traditionnels » (Aalberg et de Vreese, 2016, p.11). C'est dans ce sens qu'Ellinas (2010) affirme que pour un parti inconnu, ou en phase de développement, aux ressources organisationnelles et financières limitées, l'accès aux médias lui seul peut permettre la propagation de son message (p.3).

Le FN devra attendre janvier 1982 pour que l'occasion lui en soit donnée, quand son président Jean-Marie Le Pen fait sa première apparition dans le journal télévisé de nuit de TF1,<sup>54</sup> suivi de trois autres passages la même année. Le premier, toujours sur TF1, le 29 juin à la même heure, avant de réapparaître par la suite, à une heure de grande écoute, dans les journaux de 13 h et de 20h successivement sur TF1 et Antenne 2 (Albertini et Doucet, 2013, p.102–103). D'après Bell (1994), « la présence dans les médias de Le Pen est devenue quasi permanente,

---

<sup>54</sup> Ce premier passage à la télévision publique de Jean-Marie Le Pen est arrivé après qu'il eut écrit une lettre à François Mitterrand dans laquelle il rappelle au président ses engagements publics en faveur de la liberté d'expression et de la pluralité politique. Mitterrand avait alors demandé à son ministre de la Communication de faire le nécessaire auprès des médias publics pour assurer au président du FN un accès à ceux-ci (Albertini et Doucet, 2013, p.101–102). Ainsi, le soir du 15 janvier 1982, à la veille d'élections législatives partielles, la première chaîne publique française invite Jean-Marie Le Pen à son journal de nuit dans lequel il fait face à un « journaliste qui fait preuve d'un certain scepticisme » vis-à-vis du FN et de ses candidats (Igounet, 2014, p.130–131). Cet échange donne un avant-goût de ce que sera la relation entre le président frontiste et les médias dans les années à venir.

même avant les élections européennes de 1984 et celles de l'Assemblée nationale de 1986 » (p.231). On note ainsi, que même les premiers frémissements électoraux du FN à Dreux et Paris aux municipales de 1983, que certains ont expliqué par l'important effort de mobilisation du FN dans ces deux villes, en particulier autour des thématiques de l'immigration et de l'insécurité, sont, elles aussi potentiellement explicables par la visibilité assurée au FN par les médias à partir de 1982.

S'il est difficile de tester la véracité d'une telle hypothèse, du moins quantitativement, vu l'absence de données empiriques qui permettraient de le faire, néanmoins, à partir de 1984 cela va changer quand les instituts de sondage vont commencer à mesurer les intentions de vote pour le FN et son chef (Albertini et Doucet 2013, p.104). Cette année sera celle du grand saut qualitatif médiatique pour Jean-Marie Le Pen. En effet, alors que la France s'apprête à organiser les élections européennes, le leader frontiste est l'invité de la plus importante émission politique française de l'époque, qui jouit d'une grande audience : « l'Heure de vérité ». Ce soir-là, la performance audiovisuelle du chef frontiste marqua les esprits. Face à des journalistes qui ne cachaient pas leur hostilité vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen, son parti et les idées qu'il défendait, le président du FN parvient à faire face aux attaques répétées de ses interlocuteurs.

Maîtrisant l'art oratoire, et doté d'un charisme qui ne peut que lui être reconnu<sup>55</sup>, Le Pen fut en mesure de se présenter comme l'homme antisystème. L'« homme de bon sens » qui « dit tout haut, ce que les autres pensent tout bas » (Marcilly, 1984, p.201). L'attitude des journalistes à son égard résonnait comme une preuve du supposé mépris qu'entretenaient « les élites » vis-à-vis du « français ordinaire », matérialisée ce soir-là en la personne du chef du FN (Lavau,

---

<sup>55</sup> Certains auteurs affirmeront que l'émergence électorale du FN doit énormément à la personnalité de son chef historique Jean-Marie Le Pen (ex. Hainsworth et Mitchell, 2000) à tel point qu'Edwy Plenel et Alain Rollat ont parlé dans les années 1980 d'un « effet Le Pen » (Mayer, 1998, p.3).

1987, p.13). Ne se laissant pas faire, « [d]evant [les] 15 millions de téléspectateurs [qui ont suivi l'émission], Le Pen pique les journalistes avec des déclarations » chocs (Doucet et Dejean, 2016, p.71). Avec un audimat de 54 % pour l'émission<sup>56</sup> (Marcilly, 1984, p.201), les retombées électorales ne vont pas tarder à se faire ressentir : au lendemain de l'émission, les intentions de vote pour le FN aux élections européennes de 1984 font une ascension fulgurante<sup>57</sup> (Bresson et Lionet, 1994, p.409).

La répercussion positive qu'a eue ce passage de Jean-Marie Le Pen à « l'Heure de vérité » sur le vote pour son parti est indéniable, et les attaques des médias ne semblent pas avoir empêché le FN d'en tirer profit. Il s'agit là d'un exemple qui illustre assez bien comment l'effet de visibilité permet d'impacter positivement le vote pour les partis de la droite radicale même s'ils sont l'objet d'attaques de la part des médias. Autrement dit, peu importe le cadrage médiatique – *framing*<sup>58</sup> – fait au FN, par le seul effet de la médiatisation dont il a bénéficié, il a pu se publiciser et se faire valoir comme une option électorale s'offrant aux électeurs. C'est ainsi que malgré la relation conflictuelle que va entretenir Jean-Marie Le Pen avec les médias tout au long de sa carrière politique, cela ne semble pas avoir stoppé son ascension électorale. L'affaire dite du « détail de l'histoire » en est probablement le meilleur exemple et le point culminant, mais qui ne sera que la première d'une longue série.

Le 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen est l'invité phare d'une des plus importantes

---

<sup>56</sup> L'invitation de Jean-Marie Le Pen aux grandes émissions de télévision s'avérera être une garantie d'une très bonne audience pour les chaînes. À titre d'exemple, « En juin 1997, parmi les dix meilleures audiences de l'émission « Envoyé spécial » (*France 2*), il y avait deux éditions sur J.-M. Le Pen : 33,7% le février 1997 [...] et 32,4% le 5 novembre 1992 » (Le Bohec 2004, p.147).

<sup>57</sup> « Le premier baromètre de la Sofres les fait passer de 3,5 à 7% » (Albertini et Doucet 2013, p.104).

<sup>58</sup> Selon Entman (1993), *to frame* – cadrer – « c'est sélectionné certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus saillants dans un texte communicant, de manière à promouvoir une définition particulière du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement » (Zakakis, Bantimaroudis et Bounia, 2012, p.3). Au niveau individuel, cela implique un « processus par lequel les individus développent une conceptualisation particulière d'un problème ou réorientent leur réflexion au sujet de celui-ci » (Chong et Druckman, 2007, p.104).

émissions politiques françaises de l'époque : « Grand-Jury RTL-Le Monde ». Appelé à se prononcer sur les thèses négationnistes qui remettent en cause l'existence des chambres à gaz nazies lors de la Deuxième Guerre mondiale, il déclare :

Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais, je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (reporté par Igounet, 2014, pp.187–188).

Cette déclaration suscite un tollé général dans la sphère politico-médiatique<sup>59</sup>. Pendant des semaines, la controverse est omniprésente dans la presse et le point de focalisation du débat politique (Bell, 1994, p.232). Le discours du FN est présenté comme « xénophobe, antisémite, néo-fasciste et comme l'expression naturelle du Régime de Vichy » (Bratten, 2005, p.518). À Jean-Marie Le Pen on collera désormais les statuts peu enviables « [d]'homme politique infréquentable », de « diable de la République » (Igounet, 2017a, p.189) et surtout de celui de « [l]'ennemi politique numéro 1 » des médias. Situation décrite par Pierre-André Taguieff (1996) comme de « l'antilepénisme médiatique », lui-même expression française d'un antiracisme médiatique « fait de bons sentiments et de pensées correctes [et qui] a eu son importance dans la compétition rituelle entre droite et gauche, en tant que ressource symbolique mobilisable et exploitable » du jeu politique français (p.12). Pas étonnant que dans ce contexte, la campagne électorale de Jean-Marie Le Pen pour la présidentielle de 1988 fut l'objet d'une intense couverture médiatique (Shields, 1995, p.25).

Or, malgré leur intensité, ces controverses ne semblent pas lui avoir nui. En effet, celles-

---

<sup>59</sup> Si, cette déclaration est probablement celle qui a suscité la plus grande controverse, néanmoins, elle ne sera pas la dernière. Se rendant compte de la grande exposition médiatique que ce genre de controverse lui assure, « Jean-Marie Le Pen [ne cessera pas ] de multiplier de détonantes déclarations sur les chambres à gaz en détail de l'histoire, l'occupation en France n'aurait pas été particulièrement inhumaine, le maréchal Pétain avec qui on aurait été sévère à la Libération, l'inégalité des races, etc. » (Barreau, 2017, p.7).

ci « affectent sa cote de popularité, mais pas ses résultats électoraux » (Mathias, 2007, p.40). Car Le Pen sera en mesure, « d'exploiter intelligemment la situation » en se présentant comme une « victime des élites » (Le Bohec, 2005, p.26) et l'homme qui tient tête à « *l'establishment* » (Singer, 1991, p.375) qui voudrait l'abattre. Cette attitude semble avoir porté ses fruits. La preuve en est son résultat à la présidentielle de 1988 qui sera décrit comme « une marée lepéniste » (Igounet 2017a, p.17). Ainsi, ce type de déclarations polémiques s'avèreront être pour Jean-Marie Le Pen des occasions en or pour s'assurer une visibilité médiatique et un redoutable moyen de diffusion des positions frontistes.

Par conséquent, « la tourmente médiatique et politique constante autour du vieux Le Pen a toujours donné à sa rhétorique une plus grande exposition et a permis d'attirer de nouveaux électeurs » (Reynié, 2016, p.52). De plus, ils ont toujours été un puissant outil permettant « de dynamiser les troupes les plus extrémistes qui étaient acquises à sa cause » (Barreau, 2017, p.7) et de s'ériger en « victime d'une sorte de complot médiatique et politique, tout en lançant une série de petites phrases provocatrices qui enclenchent aussitôt des réactions en chaîne et l'érigent en référence incontournable » (Le Goff 2011, p.60) du débat politique. Car pour les membres du FN, leur parti est indéniablement la cible « d'un effort coordonné de la part de l'État et des médias d'information les plus populaires pour faire taire ou marginaliser leur point de vue dans le débat public » (Bratten 2005, p.518). Si sa déclaration sur le « détail de l'histoire » fut reconnue, par lui-même, comme « la plus grosse connerie » qu'il aurait dite tout au long de sa carrière politique (Albertini et Doucet, 2013, p.145), Jean-Marie Le Pen se rend rapidement compte que « [p]eu importe qu'on parle du FN en bien ou en mal, l'important c'est qu'on en parle » (Le Pen rapporté par Bohec, 2005, p.25).

Il semble ainsi que ces « gaffes » – du moins celles des années subséquentes – ont

souvent été des événements savamment orchestrés (Stockemer, 2017, p.54) vu que ces « petites phrases et les expressions ne sont jamais innocentes, mais plutôt taillées sur mesure (Boilloux, 1997, p.79). S'il affirmait souvent que les médias ne parlent pas assez de son parti, Jean-Marie Le Pen, néanmoins, savait comment se « servir de propos polémiques pour attirer l'attention sur lui, à des moments généralement importants de la vie politique » (Mathias, 2007, p.39). Pour Lebourg et Beauregard (2012), il s'agissait là d'une vraie « tactique pour voir progresser la visibilité médiatique et les scores aux élections présidentielles » (p.174) favorisée par un paysage audiovisuel français en pleine mutation.

En effet, les années 1980 sont la période du tournant commercial pour les médias français<sup>60</sup>. Privatisation de la première chaîne publique, TF1, création de la première chaîne privée payante Canal+ et multiplication des stations de radio privées. La présence grandissante de Le Pen dans les médias s'inscrit également dans une recherche constante du sensationnalisme (Ellinas, 2010, p.188) et dans la course à l'audience, avec les revenus publicitaires qui vont avec. Décivant cette relation entre Le Pen et les médias comme « des liaisons dangereuses », Henri Deleersnijder (1997) observe qu'au cours des années 1980,

au fur et à mesure que fléchissait la cote [...] [du communiste] Georges Marchais, Jean-Marie Le Pen est devenu la coqueluche des studios de radio et de télévision (avec lui, c'était le spectacle et l'audience assurés !) ainsi que de la presse écrite, hebdomadaire en tête, à tel point que nombre de journalistes se sont demandés s'ils n'avaient pas été à leur insu des agents de l'émergence du FN dans le paysage politique français (p.48).

Ainsi, si tout au long de sa carrière politique à la tête du FN, Jean-Marie Le Pen n'a eu de cesse de dénoncer la diabolisation dont lui et son parti auraient été victimes, lui permettant

---

<sup>60</sup> « Le traitement médiatique journalistique du FN, en dopant les audiences et les ventes, a masqué pendant une décennie (1984-1995) le dilemme des émissions politiques télévisées (faible audience, survie improbable hors des campagnes » (Le Bohec, 2004, p.198).

notamment de se construire une image d'exclu à l'image des « exclus » qu'il affirma représenter (Bratten, 2005, p.518-520), dans les faits, le soi-disant « cordon sanitaire », dont il aurait été l'objet, n'a jamais vraiment pris au sein de la sphère médiatique. À titre d'exemple, à la veille de l'élection présidentielle de 1988, il avait déjà comptabilisé quatre passages à « L'Heure de vérité » (Warin, 1995). Et, en 1995, il en avait comptabilisé sept : « plus que n'importe quel autre homme politique français » (Stockemer, 2017, p.54). Ce qui a conduit Le Bohec (2004) à dire que « les journalistes ont indirectement et involontairement favorisé les succès électoraux » (p.6) du FN ou du moins, ils ont joué le rôle « d'une passerelle pour le marché électoral » (Ellinas, 2010, p.3) ce qui a permis au FN de publiciser son offre politique. Cela n'est pas anodin, car un « politicien qui n'est ni vu ni entendu dans le débat public médiatisé aura du mal à générer un soutien pour lui-même et son parti parmi les électeurs potentiels » (Vliegenthart et coll. 2012, p.317). Or, comme l'ont si bien résumé Albertini et Doucet (2013) dans leur ouvrage historique sur le FN, « si l'argent est le nerf de la guerre, l'accès aux médias est celui de la politique » (p.101).

L'importance de la visibilité médiatique pour les partis de la droite radicale semble se confirmer au-delà du cadre français. En effet, on sait aujourd'hui que « les leaders populistes de droite qui ont le plus réussi sont ceux qui sont le plus en vue », même dans les cas où ils seraient moins présents dans les médias que les leaders des partis traditionnels (Bos et coll. 2010, p.157). Ainsi, la droite radicale « est plus susceptible de prospérer dans les contextes politiques dans lesquels les médias sont disposés à accorder une visibilité » (Ellinas, 2010, p.7) peu importe le cadrage positif, négatif ou neutre sous-jacent à cette visibilité. En effet, bon nombre de partis de la droite radicale à succès en Europe (ex. la Ligue du Nord en Italie, le Parti de la liberté en Autriche et les Démocrates suédois en Suède) semblent avoir fortement bénéficié de l'effet de visibilité (Manucci, 2017, p.474). Par exemple, Koopmans et Muis

(2009) ont démontré qu'aux Pays-Bas, la liste de la droite radicale, *Lijst Pim Fortuyn*, n'a fait son entrée au parlement néerlandais lors des élections parlementaires de 2002 que grâce à la visibilité qu'a pu s'assurer dans les médias son leader Pim Fortuyn (p.462).

Probablement, l'étude la plus poussée sur l'impact de la visibilité dans les médias sur la fortune électorale des partis de la droite radicale demeure celle de Vliegthart, Boomgaarden et van Spanje (2012). Pour cette étude comparative longitudinale de six partis de la droite radicale aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne, ils ont démontré l'existence d'une forte relation de causalité entre la visibilité médiatique, plus particulièrement celle des chefs de ces partis, et leurs succès électoraux. Toute la puissance de leur démarche est qu'ils ont pu démontrer que si effectivement, la causalité inverse n'est pas à rejeter dans tous les cas étudiés – c'est-à-dire que les médias n'accordent de la visibilité médiatique aux PDR qu'à partir du moment où ceux-ci commencent à réaliser des gains électoraux – néanmoins, cette causalité inverse semble généralement faible (p.331) et donc insuffisante pour remettre en cause l'impact positif qu'a la visibilité médiatique des leaders des PDR sur le vote.

En somme, comme l'affirment Birenbaum et Villa (2003), les médias français ont assuré la visibilité du FN lepéniste à travers plusieurs canaux. Primo, en accordant une grande importance aux performances électorales du FN dès ses débuts, aussi minimes soient-elles, et en dramatisant les réactions politiques à ce sujet. Secundo, par leurs attaques contre Jean-Marie Le Pen et son parti et l'attention démesurée donnée à ses déclarations extrémistes. Tertio, par la personnalisation de la couverture médiatique de Le Pen, notamment en se focalisant sur ses traits de personnalité, là où les autres leaders politiques ne faisaient pas l'objet d'une telle approche. Quarto, en contribuant à construire sa différenciation par rapport aux autres hommes et femmes politiques. Chose qui a servi sa rhétorique d'homme politique à la fois différent et

en rupture avec de la classe politique française.

## **2.2. LA « DÉDIABOLISATION » : LA CONSTRUCTION MÉDIATIQUE DE LA NORMALITÉ DU FN**

Quand Marine Le Pen prend le contrôle du FN en janvier 2011, elle est déjà une figure bien établie du paysage politico-médiatique français. En effet, celle qui a fait ses classes politiques au sein de l'organisation des jeunes du FN est loin d'être une totale inconnue. Si, à son baptême du feu électoral lors des élections législatives de 1993 au 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, elle ne réussit pas à briller et doit se contenter d'une troisième place avec 11% des voix, néanmoins, elle parvient à attirer l'attention de *France 3* qui lui consacre un petit reportage de trois minutes (Doucet et Dejean, 2016, pp.127-130). Directrice juridique du FN et conseillère régionale dès 1998<sup>61</sup> (Gombin, 2016, p.85), elle se fait connaître du grand public le 5 mai de 2002, en apparaissant sur les plateaux de *France 2* pour commenter les résultats de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle. Autrice d'une bonne performance, elle sera décrite comme « La nouvelle "arme médiatique" du FN » par *Le Monde* et présentée comme le « lepénisme à visage féminin » par *Libération* (Dézé 2012, p.134).

Dans un FN encore saigné par le départ de bon nombre de ses cadres à la suite de la scission mégrétiste de 1998, qui l'a privée de plusieurs de ses têtes de file médiatiques, « Marine Le Pen s'empare du créneau et se met à truster plateaux et micros » (Dély, 2017, p.82). Elle devient rapidement la « porte-parole frontiste favorite des médias » et « une bonne cliente de ceux-ci » (Albertini et Doucet, 2013, pp.260–261). D'autant plus que le « chœur médiatique se réjouit inconsciemment d'avoir enfin une figure neuve à promouvoir dans l'univers frontiste

---

<sup>61</sup> À partir de 2003, elle est nommée par son père Jean-Marie Le Pen : vice-présidente et membre du bureau politique du FN (Dézé, 2012, p.135). En 2004, elle devient également députée européenne (Destal et Turchi 2017, p. 282).

monopolisé depuis si longtemps par celle, peu ragoûtante, et désormais usée, du fondateur » (Dély, 2017, p.85). Selon Gombin (2016),

Le succès médiatique de Marine Le Pen est attesté et en même temps renforcé par la campagne électorale qu'elle mène aux élections législatives [de 2002] à Lens [...] [c'est ainsi qu'elle] bénéficie d'une très grande attention médiatique, qui se concrétise par le score qu'elle obtient (24,2 % des suffrages exprimés) dans une circonscription historiquement socialiste et populaire (Gombin, 2016, p.81).

Fine stratège, elle va faire de « son image médiatique un outil de conquête du parti » (Monnot et Mestre, 2011, p.14) en 2011. En effet, « à peine entrée dans l'arène politique, Marine Le Pen a décidé de faire des médias, et plus particulièrement de la télévision, un marchepied de sa conquête du pouvoir, en interne d'abord, dans le pays ensuite » (Dély, 2017, p.125). Car, contrairement à son père, Marine Le Pen semble développer dès le départ une relation moins conflictuelle et plus apaisée avec les médias. Celle, qui « n'apprécie plus les bons mots provoquant des scandales médiatiques, notamment ceux dont Jean-Marie Le Pen est coutumier, qui la feraient reculer » (Corbière et Pena-Ruiz, 2012, p.18) va bénéficier même d'une certaine bienveillance de leur part, notamment durant sa campagne pour la présidence du FN. À titre d'exemple, Albertini et Doucet (2013) rapportent comment à quelques semaines de cette élection interne, Marine Le Pen fut l'invité d'une des principales émissions politiques françaises : « À vous de juger ». Invitation qui va lui permettre « d'affirmer sa stature présidentielle en s'exprimant sur les grands sujets d'actualité » (p.314), et cela contrairement à son concurrent Bruno Gollnisch, qui, lui, ne bénéficiera pas d'une telle attention. Conduisant Kling (2012) à affirmer qu'il était « clair que les médias ont choisi, bien avant les adhérents qui n'ont fait que suivre logiquement le mouvement initié par la médiatisation, celle qu'ils voulaient avoir à la tête du FN » (p.194).

Ce premier passage ne sera que le début d'une longue série qui ne va que se renforcer à

partir de son accession à la présidence du FN. Par exemple, « en 2013 et 2014, Marine Le Pen et Florian Philippot ont été les deux personnalités politiques les plus conviées dans les émissions [radio et télé] d'information matinale » (Europe, 2014, cité par Dézé, 2016, p.115). Elle fut également la femme qui a occupé le plus de place dans les gros titres des médias français durant la campagne électorale de 2012 (Murray, 2012, p.53). Ce qui fera dire à Dély (2017) que si « son père avait son rond de serviette à « L'Heure de vérité » [...] la fille va acquérir une place de choix à l'émission « Mots croisés », sur France 2, présentée par Arlette Chabot qui va se mettre à la convier régulièrement » (p.85). Son vice-président Philippot, « qui fait le tour des plateaux des chaînes d'information, gagnera deux années de suite, en 2015 puis 2016, la palme honorifique, mais significative de personnalité politique la plus invitée dans les matinales tété et radio » (p.125). À l'image de son père, trente ans auparavant, Marine Le Pen est devenue « un produit médiatique, avant même, de devenir un produit politique » (Carl Lang pour Dély, 2017, p.125). Cette visibilité accordée à Marine Le Pen et à son plus proche lieutenant ne passe pas inaperçue, notamment chez ses adversaires politiques qui se sont inquiétés de « la place que la société médiatique lui a attribuée » (Corbière dans Bernié-Boissard, 2013, p.7).

La bienveillance médiatique va également permettre à Marine Le Pen de déployer sereinement sa stratégie de « dédiablement ». Car contrairement aux tentatives passées de « normalisation » de l'image du FN, notamment celles impulsées par Bruno Mégret dans les années 1990, qui faisait souvent face à un certain scepticisme, cette fois-ci la « dédiablement » semble être endossée, ou du moins non questionnée par une importante partie des médias français, si ce n'est ouvertement cooptée. Pour Pierre Ivora (2015) :

dans une stratégie dangereuse visant à « casser » la droite [sarkosyste, les médias], donnent un écho démesuré et sans trop de distance critique au « nouveau positionnement » du Front national et de ses dirigeants qui, évidemment, n'hésite pas à se glisser dans la brèche ainsi ouverte » (Pierre Ivorra cité par

(Laurent et coll., 2015, p.60).

Pour Carl Lang, une des anciennes figures clés du FN, si « Jean-Marie Le Pen a fait sa carrière politique en traversant un champ de mines médiatique, Marine Le Pen mène sa carrière politique sur un tapis rouge médiatique. L'un s'est construit sans ou contre les médias, et l'autre grâce aux médias » (Entretien avec Dély (2017), le 18 novembre 2016, p.126).

Selon Dézé (2016), un des rares chercheurs qui ont mené une analyse approfondie du volet médiatique de la « dédiablement », celle-ci est avant tout le produit de l'action des médias au moyen de quatre leviers. Primo, la construction par les médias de l'idée de normalisation. Étant donné qu'ils « n'ont cessé, depuis 2011, de donner du FN l'image d'un parti renouvelé, modernisé, dédiablement » (p.114). Secundo, l'attention médiatique accordée à ce parti, vu sa rentabilité médiatique en matière d'audimat (p.114) et la recherche constante de la maximisation de cette rentabilité, parfois même par l'exagération du poids réel du FN (p.115). Tertio, la cordialité de la relation qu'entretiennent certains journalistes à l'égard de Marine Le Pen, à l'opposé de la relation généralement conflictuelle entretenue avec son père (p.117). Finalement, la forme de plus en plus « *people* » de la couverture des personnalités politiques en France<sup>62</sup> donnant lieu à une prolifération des émissions couvrant la vie privée de Marine Le Pen, contribuant à la « sympathisation » de son image de femme politique (p.118). Cela n'est pas anodin. En « accordant de l'importance...aux attributs des candidats, les médias jouent un rôle central dans la formation des [...] perceptions des électeurs » (Weaver, 1987, p.185), non seulement à leur sujet, mais également vis-à-vis de l'organisation politique qu'ils

---

<sup>62</sup> Selon Maarek (2018), la « peopolisation ou autrement, l'acceptation par les politiciens de l'exposition de leur intimité est devenue une pratique généralisée [en France], notamment du fait des conseillers en marketing politique » (p.163). Il cite à cet égard le cas de l'émission « *Une ambition intime* » présentée « par une animatrice de télévision non-journaliste précédemment éloignée de la politique, Karine Le Marchand » qui en « deux fois en "prime time", les 9 octobre et 6 novembre 2016 » a invité huit hommes et femmes politiques parmi les plus en vue dans la course vers l'élection présidentielle de 2017, parmi eux, Marine Le Pen (p.165).

représentent. Il faut savoir que

la personnalisation [...] est un phénomène général dans les médias... [qui se font] de plus en plus concurrence pour les audiences et les recettes publicitaires en se concentrant moins sur les nouvelles importantes et plus sur les personnalités, les conflits, la nouveauté et le besoin de fiction. La personnalisation est également devenue une stratégie importante sur la scène électorale. Les électeurs sont de plus en plus encouragés à utiliser les caractéristiques des candidats comme guide de leur choix de vote (Mughan, 2000). [C'est ainsi que [l]es recherches suggèrent que la force du leadership et l'affinité personnelle influencent efficacement le comportement de vote. (Akkerman 2011, p.934).

En se focalisant sur les qualités personnelles de Marine Le Pen, notamment, en mettant en avant des éléments de « modernité » de sa vie privée, les médias ont contribué à façonner l'image d'un FN renouvelé : un FN « mariniste » qui voudrait s'éloigner de ce que le FN « lepéniste » avait de plus controversable et qui était loin de rassurer bon nombre de Français. Certes le « style a changé, mais l'ancien contenu est toujours là » (Koulberg, 2017, p.54). Dès lors, la « dédiablement » apparaît avant tout comme « un phénomène de légitimation exogène : par les médias, par les sondages et par les acteurs politiques » du FN (Dézé, 2016, p.121), plus qu'une réelle transformation de ce parti. Pas conséquent, on ne peut que constater que Marine Le Pen a réussi à distiller sa stratégie de « dédiablement » dans les médias d'information sans que la véracité du « changement » mis en avant par celle-ci soit vraiment questionnée.

En s'intéressant au volet médiatique de la dédiablement, les spécialistes du FN, consciemment ou inconsciemment, se sont principalement focalisées sur les changements qu'a subis le cadrage – *framing* – médiatique de ce parti dans les médias. Cependant, si effectivement « le cadrage est un influent moyen par lequel les médias peuvent façonner l'opinion publique, en cadrant des événements et des sujets sous des formes particulières » (Vreese, 2005, p.51) favorisant ainsi, ou renforçant, certaines attitudes, positions ou lectures du monde parmi les

électeurs, cette approche présente néanmoins une importante limite analytique quand il s'agit de lier cela aux variations temporelles des résultats électoraux du FN.

En effet, comme on l'a évoqué précédemment, depuis ses premiers succès électoraux le FN a dû faire face à une hostilité des médias mainstream. C'est-à-dire qu'il fut l'objet d'un cadrage négatif. Pour que le changement de cadrage – qu'a incontestablement subi la couverture médiatique du FN depuis 2011 – soit admis comme une « variable explicative » des résultats électoraux sans précédent réalisés par le FN mariniste, il doit également être en mesure d'expliquer comment le cadrage négatif aurait impacté les résultats électoraux du FN avant 2011. Or, comme on l'a vu précédemment par un ensemble d'exemples, notamment celui de l'affaire du « détail de l'histoire », le cadrage négatif n'a jamais empêché le FN de réaliser des avancées électorales. En effet, au-delà du cas français il y a assez d'évidence pour affirmer que « la couverture médiatique négative ne semble pas nuire en soi aux acteurs populistes » (Aalberg et de Vreese, 2016, p.15). Évidemment, on peut toujours rétorquer que cela se peut que ce soit ce cadrage négatif qui l'aurait empêché de réaliser de meilleurs résultats électoraux. Certes, cette hypothèse est attrayante, il n'en demeure pas moins qu'en absence de données empiriques qui peuvent la corroborer, elle demeurera de l'ordre de l'hypothèse difficilement vérifiable.

D'autant plus qu'une partie de la littérature sur les effets des médias est très sceptique sur la capacité du cadrage médiatique à orienter les choix individuels. Étant donné qu'« un message n'est jamais reçu conformément aux attentes de ses concepteurs » (Stuart Hall 1980, rapporté par (Riutort, 2007, p.44). Cela relève de ce qu'on appelle

la perception sélective et de la rétention sélective (Stappers et coll., 1990). [En effet,] [l]es recherches ont montré [par exemple] que les personnes aux attitudes racistes interprètent des textes antiracistes, qui contredisent leurs opinions, de manière à leur permettre de conserver leurs attitudes

préexistantes (Maltezke, 1963; Stappers et coll., 1990) (rapporté par Marcel Lubbers et Scheepers, 2001, pp.433-434).

Par conséquent, sans remettre en cause la légitimité des analyses qui mobilisent le concept de « dédramatisation » pour appréhender le rôle des médias dans les succès électoraux du FN mariniste, néanmoins au regard des études sur les effets des médias on ne peut que constater que les affirmations sur l'impact positif qu'aurait eu celle-ci sur le vote FN présentent des limites, vu notamment l'absence de données empiriques qui les corroborent.

### **2.3. LES DISPARITÉS TERRITORIALES DU VOTE FN : UN EXEMPLE DES LIMITES EXPLICATIVES DE LA VISIBILITÉ MÉDIATIQUE**

Comme on l'a soulevé dans le premier chapitre, dès la première percée électorale d'envergure du FN à l'occasion des élections européennes de 1984, le vote frontiste se caractérise par une distribution géographique bien particulière. Une forte implantation tout au long d'un arc s'étalant du Nord-Pas-De-Calais au Nord jusqu'au Bouche-des-Rhône au sud en passant par l'Alsace à l'est. Or, si avec Marine Le Pen, le vote FN a pu réaliser des avancées au-delà de ces bastions traditionnels, néanmoins, les écarts entre ceux-ci et les autres régions demeurent significatifs. En effet, comme l'affirment Bussi, Fourquet et Colange (2012), « [s]i les scores de Marine Le Pen [...] dépassent ceux de [son] parti aux élections précédentes et ont pu être présentés par les médias comme des modifications majeures des équilibres politiques, la structure géographique de [son] électorat est loin d'être nouvelle » (p.942). Autrement dit, s'il est vrai que le FN a atteint avec Marine Le Pen des niveaux de scores jamais égalés auparavant en dehors de ses bastions historiques, des écarts significatifs existent toujours entre ceux-ci et le reste de la France.

Au gré de l'évolution de la recherche sur le FN, il est devenu évident que la

compréhension de ces disparités territoriales passe par la prise en considération des caractéristiques politiques, économiques et sociales des différentes régions (Jérôme et Jérôme-Speziari, 2003, p.248). C'est dans ce sens qu'on a pu un temps lier la force électorale du FN dans les Bouches-du-Rhône à la forte concentration des communautés pieds-noirs dans le sud-est de la France<sup>63</sup>. Dans les régions nord à l'amplification du chômage causé par désindustrialisation et du déclin minier auxquels ces régions ont dû faire face à partir des années 1970. Jumelé à une forte présence des populations d'origines immigrantes cela aurait créé un terreau fertile pour la rhétorique frontiste sur les immigrants « voleurs d'emplois ». Expliquant ainsi pourquoi dans le nord de la France « la base sociologique de l'électorat FN est beaucoup plus populaire et ouvrière qu'ailleurs » (Bussi et Fourquet, 2007, p.413) que dans les Bouches-du-Rhône par exemple. Ces explications s'inscrivent clairement dans l'approche structurelle<sup>64</sup> adoptée par cette thèse, dont la tradition française de géographie électorale peut être perçue comme une formulation particulière<sup>65</sup>. Elle consiste, entre autres, à affirmer que les comportements électoraux ne sont pas indépendants du contexte dans lequel les électeurs vivent.

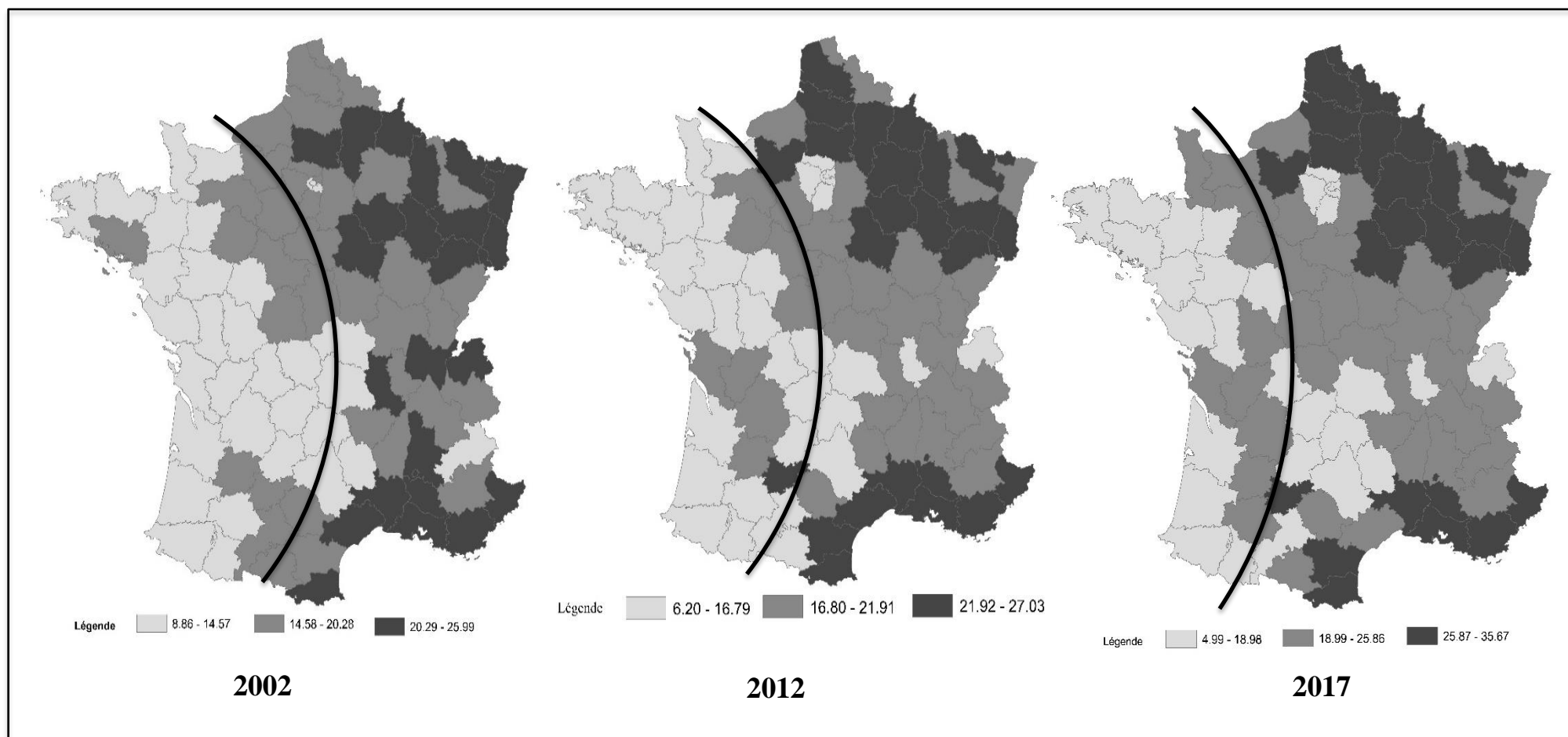
---

<sup>63</sup> Ceux-ci auraient développé un double sentiment d'aversion. D'une part, vis-à-vis de la classe politique traditionnelle, notamment la droite gaullienne à laquelle ils n'auraient jamais pardonné la « trahison » originelle de De Gaulle qui accorda l'indépendance à l'Algérie. Et d'autre part, envers les populations d'origines maghrébines, surtout algérienne, dans la présence sur le territoire français est vécue comme une forme d'invasion de la part des « indigènes » d'hier.

<sup>64</sup> Les tentatives d'explication du vote pour les partis de la droite radicale se sont généralement inscrites dans l'un des deux cadres analytiques qui structurent la recherche des sciences sociales depuis au moins un siècle. Les approches structurelles, pour qui les comportements électoraux sont déterminés par des facteurs externes aux individus face auxquels ils n'ont pas d'autonomie (ex. les conditions économiques, les institutions, la structure du pouvoir, etc.) Les approches individuelles, pour qui les comportements électoraux sont l'expression des préférences, des attitudes, des choix rationnels, etc. des individus et nullement le produit de facteurs externes.

<sup>65</sup> Bien qu'elle soit l'un des cadres analytiques les plus anciens, la géographie électorale n'a jamais vraiment connu un grand succès à l'extérieur de la France. Cependant, celle-ci semble « pren[re]un nouveau départ avec [avec le développement] des techniques mixtes, resituant les individus dans leur contexte, combinant données individuelles recueillies par sondage et données agrégées caractéristiques des territoires où ils résident (analyse multi-niveaux) » (Mayer, 2007b, p.24).

**Figure 3.1. Carte de la répartition géographique du vote frontiste aux élections présidentielles de 2002, 2012 et 2017**



En France, en plus des grands médias nationaux qui offrent un contenu informationnel uniforme<sup>66</sup> sur l'ensemble de l'hexagone, il existe une importante tradition de presse locale qui constitue une des principales sources d'informations pour les Français. En effet, « [l]a presse régionale, qu'elle soit quotidienne (PQR) ou hebdomadaire (PHR), constitue la forme d'information écrite la plus lue en France [...] malgré l'apparition de nouvelles concurrences (journaux gratuits dans les grandes villes, internet par tout) » (Ballarini, 2012, p.17). C'est ainsi que l'audience moyenne de la PQR atteint « 36,5 % de lecteurs un jour moyen de semaine, soit près de 18 millions d'individus », là où celui de la presse nationale ne dépasse pas 16,3 % (Duthoit, n.d, p. 4).

La PQR est également d'une grande variété, et loin d'être uniforme pour ce qui est des informations qu'elle rapporte. Vu que les quotidiens régionaux, par définition, ont tendance à se concentrer sur de l'information liée aux territoires géographiques qu'ils couvrent. Par conséquent, le contexte informationnel dans lequel s'active l'électorat français à un instant T présente des variations liées aux variations de la couverture médiatique de la presse régionale. Dit autrement, l'environnement informationnel des citoyens en France varie selon une base géographique. Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir comment des contextes informationnels différents peuvent favoriser la variation du vote frontiste.

La réponse n'est sûrement pas une variation du niveau de la visibilité du FN à travers la France, vu que cette visibilité médiatique, comme on a pu le voir précédemment, est avant tout le produit de l'action des médias nationaux. Certes, la presse régionale peut toujours être une source d'une variation territoriale de la visibilité, néanmoins, cela demeure peu probable. En

---

<sup>66</sup> Exception faite de *France 3*, héritière de *FR3*, qui en plus de son journal télévisé national offre des bulletins d'information régionaux dont le contenu diffère d'une région à une autre.

effet, Grossman et Jaber (2014) ont démontré que (1) de l'ensemble des médias (télévision, radio, presse nationale et locale), la PQR, est le type de média, qui accorda la plus petite visibilité aux candidats à la présidentielle de 2012; (2) dans les médias nationaux, Marine Le Pen fut sous-représentée dans les médias durant la campagne électorale comparativement au président Sarkozy et à son principal rival, François Hollande; (3) l'effet de visibilité n'a pas eu d'impact sur le vote lors des élections, peu importe le candidat. Dès lors, si la visibilité médiatique n'impacte pas le vote FN, et in fine n'est pas en mesure d'expliquer les disparités territoriales du vote frontiste, la question de savoir comment les médias favoriseraient-ils, ou non, le vote pour ce parti, demeure posée. C'est à cette question que le prochain chapitre répondra en présentant le cadre théorique de cette thèse.

## Chapitre III

# Au-delà de la visibilité frontiste : le rôle clé du *priming*

*“the media may be not very successful in telling us what to think, but they are very successful in telling us what to think about”<sup>67</sup>*

*(Cohen, 1963, p.13).*

Depuis les années 1920, les sciences de la communication ont développé bon nombre de paradigmes ou de théories qui ont tenté d’appréhender les effets des médias<sup>68</sup> sur les divers types de comportements et d’attitudes individuels, notamment ceux de nature politique. Sur ce point, et après presque un siècle de recherche, un consensus semble se dégager : « les informations [dans le sens de *news*] jouent un rôle pivot en politique » (Manucci, 2017, p.476). À cet égard, trois types d’effets<sup>69</sup> sont particulièrement mis en avant : l’effet agenda, l’effet de cadrage (*framing*) et l’effet d’amorçage (*priming*) (Gerstlé, 1999, p.144). Pourtant, malgré leur importance, « il y a peu d’explorations » réalisées la manière dont ces trois effets impacteraient

---

<sup>67</sup> Dans McCombs, Shaw et Weaver (2013), p. 64.

<sup>68</sup> Les études conduites ont permis le développement de plusieurs théories qui divergent sur l’existence ou non, ou sur les mécanismes en jeu quand il est question de l’impact des médias sur les comportements individuels. Il s’agit notamment de : *the Bullet Theory* (Lasswell, 1927), *the Limited Effects Model* (Lazarsfeld, Berelson, and Gaudet, 1957), *the Moderate Effects Model* (Marshall McLuhan, 1964), and *the Powerful Effects Model* (Ball-Rokeach, Rokeach, and Grube, 1984) (rapporté par Bryant, 2002, p. 41–42).

<sup>69</sup> En science de la communication, d’un point de vue conceptuel, les chercheurs auront tendance à privilégier l’utilisation du terme « d’effet » ou lieu de « théorie ».

le vote pour les PDR (Aalberg et de Vreese, 2016, p.13-14).

Tout l'intérêt de ces trois concepts est qu'ils ont permis une meilleure compréhension des mécanismes à travers lesquels les médias influencent les comportements individuels<sup>70</sup> (van Aelst et coll., 2008, p.195). C'est eux qui seront mobilisés dans cette thèse pour affirmer l'existence d'une relation de causalité entre le *priming* médiatique des thèmes que le FN s'approprie dans le champ politique français – qu'on appellera dorénavant « thèmes FN » – et les variations géographiques du vote FN aux élections présidentielles de 2012 et 2017.

Afin de bien cerner le mécanisme qui entre en jeu, on présentera tout d'abord, les concepts d'agenda et de saillance médiatique qui reflètent le rôle clé qu'occupent les médias dans la construction des enjeux électoraux (3.1). Ensuite, on traitera de la notion du *priming* : mécanisme cognitif permettant d'expliquer comment la saillance médiatique de certaines thématiques particulières conduit in fine à leur mobilisation comme critère d'évaluation des acteurs politiques en compétition (3.2). Finalement, on abordera la notion d'appropriation des enjeux qui poussent les électeurs à faire le lien entre des thématiques particulières et certains acteurs politiques (3.3).

### **3.1. L'AGENDA MÉDIATIQUE ET LA SAILLANCE**

La notion d'agenda fait référence à la « liste des sujets et événements qui sont perçus comme classés par hiérarchie d'importance à un moment donné » (Graber, 2007, p.85). Cette notion est le résultat des travaux de Shaw et McCombs<sup>71</sup> sur l'*agenda-setting* qui quant à lui

---

<sup>70</sup> Dépassant ainsi la conception « hypodermique » (Miller et Krosnick, 2000, p. 301) de l'impact des médias sur les individus qui avait prévalu jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Celle-ci voyait dans les médias de puissants agents d'influence au pouvoir d'influence quasi illimité.

<sup>71</sup> Bien que le concept d'*agenda-setting* soit principalement le résultat des travaux de Shaw et McCombs (1977), MaCombs et Reynolds (2002) affirment que « le père intellectuel » de ce concept est Lippmann qui sans utiliser le terme *agenda-setting* en identifie les particularités dans son ouvrage *Public Opinion* (p.2).

reflète « la capacité ... [d'un acteur à] orienter les enjeux et à imposer [...] à destination du public, des thèmes de campagne et l'ordre du jour du débat politique » (Riutort, 2007, p.39). Autrement dit, l'*agenda-setting* est le pouvoir que possède un acteur à déterminer les sujets<sup>72</sup> qui apparaîtront dans l'agenda public, ou plus important encore, qu'y occuperont une place centrale.

La production de l'agenda est un phénomène complexe. Car, résultat d'interactions et de jeux d'influence entre divers acteurs : gouvernements, organisations politiques, acteurs privés, mouvements sociaux, individus, etc. Elle peut être le produit de stratégies de communication bien ficelées ou tout simplement d'évènements subis. Cependant, comme démontré par de nombreuses recherches, les médias occupent une place clé, probablement plus que n'importe quel autre acteur, dans la détermination de l'agenda public leur procurant ainsi une immense influence (McCombs, 2011, p.1). Ce pouvoir d'agenda des médias est perçu, à la fois comme inhérent aux démocraties modernes, et comme un problème potentiel dans le champ politique (Green-Pedersen et Stubager, 2010, p.663).

En effet, parmi les « milliers de nouvelles intéressantes qui peuvent être rapportés [...] [la sélection par les médias de celles qui le seront au final] a un impact énorme sur les questions qui [en définitive] préoccuperont le plus le public et les dirigeants politiques » (Rozell, 2003, p.276). Souvent les acteurs politiques, par exemple les gouvernements, vont devoir interagir, se positionner, voire récupérer à des fins d'instrumentalisation les thèmes dominant l'agenda des médias. Dès lors, l'analyse du contenu de l'agenda médiatique, et le degré d'importance qui est accordé aux thématiques qui y figurent se présentent comme une variable importante

---

<sup>72</sup> En anglais, le terme utilisé est « issue » qui peut se traduire en français en « sujet », « enjeu », « thème » et « thématique ». Ceux-ci seront utilisés dans le cadre de cette thèse comme des synonymes.

qu'on ne peut ignorer dans toute analyse électorale.

L'importance médiatique d'un sujet, appelée la saillance,<sup>73</sup> reflète la place qu'occupe ce sujet dans l'agenda médiatique (Schuck et coll., 2011, p.42). Selon, « la théorie classique de *l'agenda-setting* [...] le niveau d'attention des médias pour un sujet donné influence la perception de ce sujet par le public ... Une simple attention quantitative des médias à un sujet suscite l'attention de l'opinion publique » (Walgrave et Swert, 2004, p.481) chose qui « va comme marquer le public et induire une hiérarchisation des priorités » (Gerstle, 1999, p.143). Dans le cadre d'une compétition électorale, la saillance d'une thématique va non seulement amener les électeurs à percevoir celle-ci comme importante, mais également va « influenc[er] les normes selon lesquelles les gouvernements, les présidents, les politiques et les candidats aux fonctions publiques sont jugés » (Iyengar and Kinder's, 1987, p.63, cités par Kosicki, 2003, p.70). Autrement dit, l'évaluation que les électeurs vont faire d'un acteur politique peut varier dépendamment de l'enjeu qui est saillant dans les médias. Dès lors, la saillance médiatique apparaît comme un des déterminants clés du vote (Walgrave, Lefevre, et Nuytemans, 2009, p.153).

Évidemment, cet effet ne s'opère pas dans le vide (*vacuum*). D'après Shaw et McCombs (1977), les chercheurs – en se basant sur la théorie générale de la cartographie cognitive développée par le psychologue Edward Tolman (1932, 1948) – ont « constaté que les électeurs qui avaient probablement le plus besoin d'orientation sur leur monde et les électeurs qui utilisaient le plus les médias avaient souvent tendance à avoir un agenda qui correspond à l'agenda des médias » (Bryant, 2002, p.145). L'étendue de l'effet agenda serait ainsi plus ou

---

<sup>73</sup> La saillance, de l'anglais « *saliency* » ou « *salience* », concept utilisé pour faire référence à la place qu'occupe un enjeu donné dans la couverture médiatique. La saillance d'un sujet donnée est ainsi la mesure de son importance.

moins modérée par un ensemble de caractéristiques ou de prédispositions individuelles, telles que les valeurs, les capacités cognitives (connaissances), etc. (Chong et Druckman, 2007, pp.111-112) préalables à l'exposition au contenu des médias et qui en modéreraient les effets potentiels.

Cependant, affirmer l'existence d'un rôle médiateur de ces variables ne remet pas en cause l'existence de l'effet lui-même. D'autant plus, qu'il est raisonnable d'affirmer qu'un phénomène, aussi complexe que les comportements électoraux, ne peut guère s'apprêter à une explication monocausale<sup>74</sup>. Du moins, cette thèse n'a aucunement la prétention d'affirmer que le contenu de l'agenda médiatique est LA variable explicative du vote FN. Autrement dit, affirmer l'existence d'un effet agenda ne devrait pas être considéré comme un rejet du rôle potentiel des autres « variables lourdes » explicatives, qu'elles soient sociologiques ou psychologiques. Cela permet de répondre, notamment aux critiques faites aux analyses basées sur l'agenda-setting pour qui « soucieuses de réapprécier le rôle des médias, les approches en termes d'agenda tendent parfois à les isoler artificiellement des autres acteurs avec lesquels ils se trouvent placés en indépendance » (Riutort, 2007, p.40).

En somme, bien qu'elles soient légitimes, ces critiques paraissent principalement d'ordre méthodologique plus qu'elles ne sont de nature conceptuelle, et loin de pouvoir remettre en cause la pertinence de ce cadre théorique. Car l'effet agenda demeure bien établi par plusieurs années de recherche et les « les preuves accumulées sur l'influence de l'agenda-setting des médias sur le grand public proviennent de différents contextes géographiques et historiques à travers le monde et couvrent de nombreux types de médias et une grande variété de sujets

---

<sup>74</sup> Selon Eatwell (1998) : « Il existe une longue tradition dans les sciences sociales d'essayer d'expliquer l'émergence du fascisme et de l'extrémisme par le biais d'une cause primaire » (p.19). Désormais, conscient de la complexité du phénomène que constitue l'émergence électorale des partis de la droite radicale, les recherches actuelles vont rarement se risquer à de telles affirmations.

d'intérêt public » (McCombs et Reynolds, 2002, p.3), ce qui en fait un effet dont l'existence est bien documentée et dont la mobilisation comme élément constitutif du cadre théorique de cette thèse paraît légitime.

S'agissant de l'extrême droite en Europe, uniquement quelques recherches semblent avoir traité de la relation entre le contenu de l'agenda médiatique et le vote pour ces partis. Plus rares encore, celles qui l'ont fait en utilisant des méthodes quantitatives. Primo, Walgrave et Swert (2004) ont mis en évidence, par une étude longitudinale couvrant la période 1990-2000, l'existence d'une relation de causalité entre la présence dans les médias des thématiques de l'immigration et la criminalité, thèmes favorisés du Vlaams Blok en Belgique, et les succès électoraux de ce parti. Secundo, Boomgaarden et Vliegenthart (2007) ont démontré comment la saillance de la thématique de l'immigration dans la presse nationale impactait positivement les intentions pour la droite radicale aux Pays-Bas, même après avoir contrôlé avec ce qu'ils appellent les facteurs du « monde réel<sup>75</sup>» (l'état de l'économie et le niveau d'immigration).

---

<sup>75</sup> Pour Boomgaarden et Vliegenthart (2007) : « les indicateurs du monde réel sont parfois une explication nécessaire, mais certainement pas suffisante pour expliquer ce qui définit le contenu de l'agenda médiatique » (p.296). Cependant, leur article fut l'objet de critiques très virulentes émanant de Pauwels (2010). Ainsi, après avoir mis en avant les limites des données qu'ils ont utilisées – notamment leur choix d'inclure des partis qui ne tomberaient pas tous sous le label de la droite radical, leur concentration sur la thématique de l'immigration et l'utilisation de données sur les intentions de vote au lieu de résultats réels d'élections – il émet des doutes sur la direction de la causalité établie par eux. Pour Pauwels (2010), « la causalité inversée a été négligée par Boomgaarden et Vliegenthart, vu que la présence de ces thématiques dans les médias dépend largement de la capacité des partis eux-mêmes à les faire médiatiser » (p.270). Autrement dit, que la présence de la thématique de l'immigration sur l'agenda médiatique est peut-être le produit de l'action des partis de la droite radicale qui auraient réussi à influencer l'agenda médiatique en y faisant apparaître leurs thématiques de prédilection; ou le reflet de l'intérêt que le public porte à cette question ce qui amena les médias à s'y intéresser également, et donc lui accorder une place dans l'agenda médiatique (pp.272-273). À ce à quoi Vliegenthart et Boomgaarden (2010) répondront que si l'hypothèse de l'influence des partis de la droite radicale sur l'agenda médiatique n'est pas totalement à rejeter, leur analyse prouve que cette influence n'est pas aussi directe qu'on peut le croire et que les analyses de la direction de causalité qu'ils ont faites, passées sous silence par Pauwels dans sa critique, permettent d'affirmer l'existence d'un impact positif de la saillance médiatique de l'immigration sur le vote pour la droite radicale aux Pays-Bas. De plus, on peut même s'avancer à dire que si la critique de Pauwels (2010) demeure d'intérêt, néanmoins, il s'agit là d'une problématique différente. En effet, dire que les partis de la droite radicale peuvent être des acteurs actifs du processus de production de l'agenda médiatique, ceci n'est pas pour autant suffisant pour remettre en cause l'intérêt d'étudier l'impact du contenu de celui-ci, une fois qu'il est établi. C'est-à-dire que s'intéresser aux mécanismes qui permettent l'apparition des thématiques de la droite radicale sur l'agenda médiatique est une chose, et s'intéresser aux effets de leur présence dans cet agenda sur les individus en est une autre.

Tertio, Sheets, Bos et Boomgaarden (2016), par le biais d'un design expérimental, ont démontré que la présence dans les médias de ce qu'ils appellent les « indices médiatiques populistes » (*populist media cues*) (l'anti-élitisme et l'immigration dans les médias); combinée avec les « les indices distinctifs des partis » (la référence aux PDR dans les médias) « affectent [positivement] les attitudes anti-immigrants et cyniques et [ainsi] indirectement stimule la possibilité de voter pour l'extrême droite populiste » (p.308). La recherche sur la manière dont la saillance médiatique de certaines thématiques particulières peut favoriser le vote pour les PDR voit de plus en plus de chercheurs s'intéresser aux médias comme étant eux-mêmes un acteur populiste. Autrement dit, est-ce que les médias ne seraient pas eux-mêmes un producteur d'un discours populiste? Et, non pas un simple canal de diffusion de celui produit par les PDR en autres (Bos et Brants et Rooduijn 2014; Manucci et Weber 2017). Dans quelle mesure ce discours populiste des médias aurait un impact électoral? (ex. Krämer 2014). Est-ce qu'en pointant du doigt la responsabilité des élites politiques dans les problèmes nationaux, les médias amènent les individus à être plus enclins à voter pour les partis populistes que les grands partis gouvernants (Hameleers, Bos, et De Vreese 2018).

En résumé, *l'agenda-setting* permet de supposer que si un, ou plusieurs thèmes (ex. chômage, criminalité, catastrophe naturelle, etc.) se retrouvent, à un moment donné à occuper une place centrale dans l'agenda médiatique – c'est-à-dire à être « saillants » dans l'environnement informationnel des individus – ce, ou ces thèmes pourront in fine impacter les choix électoraux. Cependant, pourquoi envisager que la saillance médiatique d'un ou plusieurs sujets va-t-elle favoriser un acteur politique particulier, en l'occurrence le FN? Autrement dit, quel est le mécanisme qui entre en jeu, et qui permet de lier la saillance d'un sujet dans les médias au vote?

Les études sur les effets des médias permettent également de répondre à cette question. En effet, celles-ci identifient quatre principaux mécanismes causaux permettant de lier le contenu des médias aux comportements individuels, en l'occurrence ici ceux de nature électorale : « (1) la formation et le changement d'opinion (2) les effets cognitifs (3) la perception et (4) le comportement » (McLeod et coll., 2009, p.229). Sans s'étaler sur les définitions et la nature de chacun de ces mécanismes, on retiendra quand il s'agit d'affecter la formation et le changement des opinions, notamment ceux de nature politique, le *priming*, dit amorçage, se présente comme celui qui permet d'affirmer que la saillance médiatique de certaines thématiques en particulier vont favoriser le vote pour le FN.

### **3.2. LE PRIMING : UN MÉCANISME D'ÉVALUATION SUR UNE BASE THÉMATIQUE**

Le *priming*, ou amorçage – développé à la base en psychologie<sup>76</sup> (Sanders, 2009, p.194) et mobilisé pour la première fois dans les recherches en communication politique par Iyengar et Kinder (1987) (Chong et Druckman, 2007, p.114) – est le mécanisme cognitif qui explique la manière avec laquelle les sujets les plus saillants des journaux d'information (*news*) impactent les choix électoraux des individus (McCombs et Reynolds, 2002, p.14). Il est présenté par Wolfsfeld (2011) comme l'un des effets des médias les plus intéressants que la recherche est parvenue à identifier (p.99). Plus précisément, le *priming* désigne « l'influence [qu'exercent] [l]es médias d'information sur les critères retenus [par les individus] pour évaluer

---

<sup>76</sup> D'après Miller et Krosnich (2000) : « Les psychologues utilisent le terme « *priming* » pour décrire les circonstances dans lesquelles un événement augmente l'accessibilité d'un concept dans la mémoire des individus (c.-à-d. La facilité avec laquelle cela vient à l'esprit). Ce qui est supposé renforcer l'impact du concept sur les jugements pertinents rendus par la suite (par exemple, Higgins et King, 1981). De nombreux travaux en psychologie confirment que le *priming* se produit effectivement de cette manière (par exemple, Bargh et Pietromonaco, 1982). Depuis sa création, la notion de *priming* des médias d'information a été explicitement décrite en ces termes: la couverture médiatique d'un sujet rend vraisemblablement des informations à son sujet particulièrement disponibles dans la mémoire des individus (par exemple, Iyengar et Kinder 1987; Price et Tewksbury 1997) » (p.302).

et produire des jugements » (Gerstlé, 1999, p.145) sur les acteurs politiques. Autrement dit, les médias auraient une « incidence sur les types de considérations (économiques, par exemple) que nous utilisons lorsque nous réfléchissons à des candidats ou à des problèmes politiques particuliers » (Wolfdsfeld, 2011, p.99). En effet, « en se focalisant sur certains évènements, faits et enjeux, l'information rendue accessible attire l'attention du public et l'incite à les utiliser comme critères d'évaluation des gouvernants, des candidats, des programmes » (Gerstle, 1999, p.145). Par exemple, si

une grande vague de criminalité domine l'agenda des médias juste avant une élection, et qu'un des candidats a la réputation d'adopter des positions dures sur la criminalité et que l'autre est considéré comme mou. Quand les individus seront amenés à penser à chacun des candidats, ils auront déjà été primés ou préparés par les médias pour comparer les candidats en ce qui concerne la qualité du traitement que chacun d'eux va avoir vis-à-vis de la criminalité (Wolfdsfeld, 2011, pp.106–107).

L'effet du *priming* « est de loin l'impact le mieux documenté de la saillance des objets et des sujets [qui composent l'agenda médiatique] sur l'élaboration de perspectives qui orientent ensuite les opinions publiques » (McCombs, 2011, p.12). Au même titre que l'effet agenda, il relève du mécanisme d'accessibilité qui voudrait « que les médias puissent rendre certains problèmes ou aspects des problèmes, plus accessibles (c'est-à-dire facilement rappelées) aux personnes, et influencer ainsi les normes qu'elles utilisent pour former des attitudes sur les candidats et les questions politiques » (Scheufele et Tewksbury 2007, p.11). Il s'agit donc d'un impact indirect qui passe par l'« activation des structures cognitives précédemment apprises, influençant ainsi le processus de jugement » (Fiske et Taylor, 1984 dans (Brewer, Graf et Willnat, 2003, p.494). Car, comme le résume si bien la célèbre formule de Cohen (1963), si « la presse ne réussit peut-être pas souvent à dire aux gens ce qu'il faut penser, elle réussit étonnamment bien à dire à ses lecteurs à quoi il faut penser<sup>77</sup> » (Rozell, 2003,

---

<sup>77</sup> « Dans notre société où les médias jouent un rôle si important, la convergence de leur battage sur des questions

p.275). C'est-à-dire que sans nécessairement être un facteur explicatif du positionnement que les individus peuvent développer sur une thématique particulière, les médias contribuent indéniablement à expliquer pourquoi cette thématique est perçue à un moment donné comme étant un enjeu important, ou non. Autrement dit, les individus « apprennent le niveau de l'importance qu'ils doivent donner à un sujet sur la base de l'accent qui est mis sur lui par les médias » (McCombs, 2011, p.1). Or, c'est « uniquement les sujets importants qui affectent les comportements politiques et les votes » (Walgrave et De Swert 2004, p.482). De ce fait, la variation du niveau du *priming* d'une thématique donnée dans les médias peut bénéficier aux différents acteurs politiques en lice selon deux scénarios. Primo, en primant un sujet précédemment absent de l'agenda médiatique, les médias en feront un nouveau critère d'évaluation entre les candidats. Secundo, en augmentant le *priming* d'un sujet déjà présent dans l'agenda médiatique, les médias conduiront à une plus forte mobilisation des électeurs qui utilisent ce sujet comme critère d'évaluation des candidats (Tavits, 2008, pp.51-52).

Cependant, « les sujets jugés importants par les individus sont limités et éphémères » (Walgrave et coll., 2002, p.6). Limités dans le sens où à un moment donné, l'électeur ne peut considérer qu'un nombre restreint de thématiques comme étant importantes. Cela relève de ce qu'on appelle en psychologie « l'attention sélective » pour qui les individus ne sont en mesure d'accorder leur attention qu'à un nombre limité de sujets (McCombs et Reynolds, 2002, p.14). En effet, « plutôt que de se lancer dans une analyse complète basée sur l'ensemble de leurs informations, les citoyens puisent systématiquement dans les informations particulièrement saillantes [mise à leur disposition par les médias] au moment où le jugement doit être rendu » (McCombs, 2011, p.12). Il en résulte que toute analyse en matière de *priming* consiste à

---

où la réalité se mêle à l'irrationnel conduit à fabriquer, non pas l'opinion, mais une réaction » (Buléon et Fourquet, 2003, p. 465).

identifier les sujets qui dominent l'actualité durant une période donnée, celle qui précède l'élection : en toute évidence, ceux qui occupent le haut de la couverture médiatique : les gros titres (*headlines*). Selon Iyengar et Kinder (1980), « les articles figurant dans le premier segment [...] à la une des journaux (c'est-à-dire les plus saillants) sont ceux que le public considère souvent comme les plus importants » (Iyengar and Kinder (1980) cité par Rozell, 2003, p.276). En effet,

Les journaux fournissent une foule d'indices sur la saillance des sujets de l'actualité quotidienne – article principal sur la première page, autre page de couverture, gros titres, etc. Les informations télévisées offrent également de nombreux indices sur l'actualité – le récit d'ouverture du journal télévisé, la durée du temps consacré à l'histoire, etc. (McCombs, 2011, p.1).

L'effet du *priming* est également éphémère vu que d'une part, sa contribution dans l'orientation des évaluations politiques des individus va s'exercer principalement à court terme (Riutort 2007, p.43); et que d'autre part, les sujets perçus comme saillants varient dans le temps, et cela au fil des changements que peut connaître l'agenda médiatique. Par conséquent, l'effet du *priming* est un effet temporellement circonscrit. À cet égard, les études qui se sont intéressées à la question parlent tout au plus de deux mois (Roskis-Ewoldse et coll., 2009, p.75). Passé ce délai, l'effet du *priming* ne serait que mineur, voire existant. Conséquemment, une thématique qui aurait fait l'objet de *priming* il y a plus de deux mois avant le jour de l'élection n'est pas supposée avoir d'effet sur les choix électoraux des individus. Cette particularité permet de limiter toute analyse en termes de *priming* à ce cadre temporel. Ce qui est indéniablement un atout quand il s'agit de collecter des données sur le contenu des médias. Analyser l'effet des médias en matière de *priming* offre également un autre avantage : tout en reconnaissant l'existence d'une relation de causalité entre la saillance des thématiques au cœur de l'agenda médiatique et les choix électoraux des individus, le *priming* ne rejette pas pour autant le rôle que peuvent jouer d'autres variables explicatives du vote, notamment celles de

nature sociologique. Effectivement, rien n'oblige à croire que deux électeurs faisant face aux mêmes types de sujets primés seront amenés à faire le même choix électoral.

Prenons l'exemple d'une campagne électorale qui oppose deux candidats durant laquelle c'est la question de la croissance économique qui est l'objet du *priming* médiatique. Le premier candidat proposerait l'augmentation des dépenses publiques pour stimuler la croissance par la demande. Le deuxième, quant à lui, favoriserait la réduction des taxes pour les entreprises pour stimuler la croissance par l'offre. Si en termes d'effet de *priming*, on peut supposer que les deux électeurs vont effectivement mobiliser la thématique de la croissance économique comme un critère d'évaluation entre les deux candidats en course, néanmoins, rien ne garantit que leurs évaluations respectives vont déboucher au final sur le même choix électoral. Ces différences de choix peuvent tout à fait être attribuables aux déterminants traditionnels du vote. Par conséquent, affirmer l'existence d'un rôle pour le *priming* dans les choix électoraux « n'implique pas [pour autant] qu'on dénie le poids des variables à long terme » (Gerstlé, 1999, p.142) ou ce qui est communément appelé les « variables lourdes » du vote.

Évidemment, cet exemple, qu'on vient de présenter, peut soulever un questionnement. Car, il pourrait faussement pousser à croire qu'en définitive le *priming* n'aurait qu'un rôle secondaire. Autrement dit, que les variations dans les thèmes qui font l'objet de *priming* médiatique n'impliqueraient pas de changements dans la distribution des votes entre les candidats. Cela est effectivement possible, mais uniquement sous deux conditions. Primo, que l'ensemble des électeurs accordent le même niveau d'importance à toutes les thématiques possiblement « primables ». Secundo, que pour l'ensemble des électeurs, quelle que soit la thématique objet du *priming*, c'est toujours le même candidat qui sera considéré comme celui qui s'approprie celle-ci. Autrement dit, qu'il existerait un candidat qui s'approprie l'ensemble

des enjeux possibles. Or, il est clair qu'une telle situation est peu probable, voire impossible.

En effet, si par définition l'espace thématique est multidimensionnel, ni les partis politiques ni les électeurs ne donnent le même niveau d'importance à l'ensemble des thématiques (Tavits, 2008, p.51). Selon, Miller et Krosnich (2000), « dans le cas du *priming*, l'attention des médias à une thématique provoque vraisemblablement un changement de la variable médiatrice dans l'esprit des citoyens, ce qui à son tour modifie le poids qu'ils attachent à cette thématique lorsqu'ils évaluent les performances » des gouvernants par exemple (p.301-302). De plus, si une part des électeurs, en l'occurrence ceux qui votent sur une base idéologique, peuvent avoir des idées claires sur les politiques qui traitent le mieux un problème [...] la plupart des électeurs sont pragmatiques et instrumentaux, ils sont surtout intéressés par la "résolution" des problèmes et constatent des différences dans la capacité des partis à résoudre les problèmes actuels (Petrocik, 1996, p.823).

Pour mieux illustrer ces propos, reprenons l'exemple précédent sur la croissance économique qui serait à un moment donné l'objet de *priming* médiatique. Supposons que dans ce cas, on ait un électeur X qui opte pour le candidat C1 proposant la stimulation de la croissance par les dépenses publiques. Maintenant supposons que durant la même période la thématique de la criminalité soit elle aussi primée par les médias. Donc, on serait devant une situation où deux thématiques sont primées. Dans ce cas de figure, il est tout à fait possible que l'électeur X fasse le choix de voter pour le candidat C2, et non C1, si cet électeur accorde plus d'importance à la question de la criminalité qu'à la question de la croissance économique, et qu'il identifie plus le candidat C2 à la question de la criminalité que le candidat C1. En d'autres termes, que c'est C2 qui s'approprie cette thématique dans le paysage politique, du moins, qu'une partie des électeurs le perçoit ainsi. Pas étonnant que Mudde (2007) affirme que s'agissant des partis

de la droite radicale, jusqu'à quel niveau un parti de la droite radicale va bénéficier du *priming* de certains thèmes dans les médias, telles la criminalité et la corruption, dépend largement de l'appropriation (*issue ownership*) (Mudde, 2007, p.300).

### **3.3. L'APPROPRIATION PARTISANE DES THÈMES (ISSUE OWNERSHIP)**

D'après Walgrave, Tresch et Lefevere (2015), on parle *d'issue ownership* ou d'appropriation, quand les électeurs associent un parti donné à un sujet particulier. Quand c'est le cas, ce parti est considéré comme celui qui s'approprie ce sujet dans l'espace partisan national (p.278). Les électeurs qui accordent une importance à ce sujet verraient dans le parti le plus associé à celui-ci, le mieux placé pour le traiter ou y apporter la réponse politique (*policy*) la plus adéquate. C'est ce que Walgrave, Lefèvre et Tresch (2014) nomment « la dimension de compétence » de l'*issue ownership* (p.1). C'est le cas, par exemple, des partis « sociaux-démocrates [...] [qui] dans de nombreux pays européens sont considérés comme les « propriétaires » des problèmes de protection sociale, là où les partis verts sont généralement considérés comme les mieux placés pour traiter des questions environnementales » (Walgrave, Lefevere et Nuytemans, 2009, p.153).

Pour les chercheurs de l'*issue ownership*, puisque les partis politiques développent « différents profils thématiques » ils ont « intérêt à attirer l'attention sur les enjeux dont ils seraient [considérés comme étant] les “ propriétaires ” » (Brouard et coll. 2012, p.258). Cette appropriation semble stable dans la durée. Quand un acteur politique « possède », ou qu'il est fortement associé à un thème dans le paysage partisan, toute tentative d'appropriation de ce thème par un autre acteur devient très difficile (Walgrave et De Swert, 2004, p. 482). Par conséquent, un acteur politique qui lancera dans une opération d'appropriation d'un sujet « déjà pris » pourra rarement réussir. Car, si des fluctuations dans l'appropriation thématique sont

possibles, néanmoins, elles demeurent occasionnelles, étant donné que l'appropriation est un phénomène de long terme (Petrocik, 1996, p.825).

Dans un contexte caractérisé par l'affaiblissement des identités partisanes et l'amplification de la volatilité du vote, l'intensification de la compétition entre partis politiques sur les questions thématiques s'est accrue (Narud et Valen, 2000, p.1). Selon (Walgrave, Lefevre et Nuytemans (2009), quand un parti P se lance dans une tentative d'appropriation d'un enjeu, la réussite de cette entreprise est conditionnelle à une accessibilité restreinte à la scène médiatique du propriétaire initial. En effet, si ce dernier a accès aux médias de façon équilibrée, la tentative d'appropriation menée par P sera un échec. Étant donné que sa stratégie de communication sera entièrement neutralisée par celle du « prioritaire » initial de l'enjeu (p.169). De plus, ce parti ne peut réussir que si la thématique visée « est aperçue comme étant ignorée ou non traitée de manière adéquate par les partis établis, ou par les électeurs qui considèrent cette thématique comme importante » (Mudde, 2007, p.300).

Dès lors, il n'est pas surprenant que les partis dits « de niche » – dont les partis de la droite radicale sont généralement présentés comme un des exemples typiques – se soient généralement restreints à un nombre limité de thématiques notamment pour se différencier des partis de la droite *traditionnelle* (Meguid, 2005, p.348). Car au-delà des considérations purement idéologiques, ces thématiques présentent trois avantages. Tout d'abord, la concentration sur des thématiques de base permet d'assurer un minimum de cohésion interne (Budge 2015, p.771), vu qu'elles font office de ciment interne liant parfois des courants très hétéroclites unis, par exemple, par leur rejet de l'immigration. Ensuite, cette concentration thématique est imposée par les ressources limitées dont disposent ces partis, du moins comparativement aux partis bien établis (Wagner et Meyer, 2014). Enfin, ces thématiques sont

considérées par ces partis comme les plus en mesure de leur assurer des gains électoraux. En effet, selon Mudde (2007),

certaines thématiques sont clairement favorables aux partis radicaux populistes de droite, car elles sont facilement liées à leurs caractéristiques essentielles, par exemple corruption et échec politique (populisme), crime et terrorisme (autoritarisme), société multiculturelle et immigration (nativisme). Lorsque ces questions gagnent de l'importance [dans l'agenda politique durant une période électorale], les populistes ont une chance d'accroître leur [...] [poids] électoral. Contrairement aux situations dans lesquelles les questions socio-économiques dominent la campagne électorale (p.300).

Les gains électoraux qu'un parti politique peut tirer d'une thématique particulière « ne dépendent pas uniquement de sa position sur cette thématique, mais également de l'importance qu'il accorde à cette thématique au moment de son entrée dans l'arène électorale » (Tavits, 2008, p.49). Dit autrement, un acteur politique qui se voit concurrencer sur une thématique X aura toujours une sorte « d'avantage comparatif » ou « de primeur historique » dans la mesure, où c'est lui qui fut le précurseur de la politisation de cet enjeu, ou du moins qu'il est perçu comme l'étant. Les électeurs qui accordent une importance à cette thématique auront dès lors toujours tendance à préférer la « marque déposée » à la « contrefaçon<sup>78</sup> »! Sauf, s'ils ont une bonne raison pour le faire. En somme, pour espérer réaliser des gains électoraux, les acteurs politiques auront tendance, d'une part, à se focaliser sur les questions pouvant leur assurer le plus haut niveau de soutien et à ignorer les autres (Tavits, 2008, p.51). Et, d'autre part, ils vont constamment tenter d'influencer l'agenda médiatique pour y voir figurer leurs sujets de prédilection (Schuck et coll. 2011, p.43). Néanmoins, une question apparaît, dans le système partisan français, existe-t-il une appropriation des enjeux?

Sur ce point, Brouard, Grossman et Guinaudeau (2012) sont plutôt sceptiques. Leur

---

<sup>78</sup> Conscient de cette réalité Jean-Marie Le Pen a formulé son « célèbre dicton selon lequel les électeurs préfèrent l'original à la copie » (Mudde, 2007, p. 241).

recherche sur la question, la première à avoir testé de manière systémique et longitudinale (p.258) l'existence d'un effet d'appropriation dans le paysage électoral français, conclut à l'absence d'un tel phénomène en France. Mobilisant les données du *Comparative Manifesto Project* – qui a produit une analyse des programmes électoraux des partis politiques français aux élections législatives sur la période s'étendant de 1981 à 2007 – Brouard et ses collègues affirment que malgré l'importance qu'a gagnée l'analyse du vote par enjeu même en France, on ne peut aller jusqu'à affirmer l'existence d'une appropriation d'enjeux. Ils évoquent deux raisons à cette situation.

Primo, les programmes électoraux des partis traditionnels français, qui font office de « partis attrape-tout », se rejoignent sur l'importance qu'ils donnent aux différentes thématiques qu'ils couvrent. Autrement dit, aussi bien les grands partis de gauche que ceux de droite ne présentent pas de différences significatives quand il s'agit de la place qu'occupent les différents enjeux dans leurs programmes électoraux. Par exemple, on ne peut pas dire, comme c'est le cas dans d'autres contextes nationaux, que les partis de droite, UMP-Centristes, sont les partis qui s'approprient l'enjeu de l'économie en France, là où, les partis de gauche, PS-PC, seraient ceux qui s'approprient l'enjeu social. Secundo, les thématiques privilégiées par les partis de niche, par exemple l'immigration pour le FN et l'environnement pour les Verts, sont tout aussi présentes dans les programmes électoraux des grandes formations politiques traditionnelles françaises aussi bien de gauche que de droite. Cela est particulièrement le cas durant les périodes où ces thématiques s'imposent dans l'agenda politique. Cependant, malgré la pertinence des points soulevés par Brouard et ses collègues, on estime, que cela n'est pas suffisant pour remettre en cause l'existence d'un effet d'*issue ownership* en France, encore moins la pertinence de mobiliser ce concept comme un des éléments constitutifs du cadre théorique de cette thèse. Cela pour un ensemble de raisons.

Tout d'abord, la manière dont Brouard et ses collègues appréhendent le concept d'appropriation thématique présente une limite théorique. En effet, dans leur analyse, l'*issue ownership* est uniquement comprise en termes de présence ou non d'une ou d'un ensemble de thématiques, dans le programme électoral d'un parti. C'est-à-dire que pour eux la présence d'une thématique dans le programme électoral d'un parti politique est utilisée comme la « *proxy* » de l'importance que ce parti accorde à l'enjeu et in fine à statuer sur son appropriation, ou non, de cet enjeu dans le système partisan français. Or, on peut légitimement estimer que cette approche est incomplète. Car mettre en avant une thématique dans son discours politique n'est qu'une partie du phénomène d'appropriation, et non pas le phénomène en sa totalité. En effet, comme on l'a vu précédemment, l'existence d'une appropriation thématique est conditionnelle à l'existence du lien que les électeurs, qui accordent de l'importance à l'enjeu, font entre cette thématique et un acteur politique particulier.

Ensuite, qu'un parti aborde un enjeu dans son programme, ou même qu'il y consacre une place conséquente dans celui-ci n'est pas synonyme de son appropriation. Par exemple, si effectivement l'immigration se retrouve dans les programmes électoraux de l'ensemble des partis politiques, notamment la droite traditionnelle, cela n'est pas suffisant pour affirmer l'absence de l'appropriation de cette thématique par un parti en particulier. Surtout si dans le paysage partisan il existe un parti qui a joué un rôle clé dans la politisation de cette thématique. Autrement dit, qui dispose d'une « prééminence historique » sur cet enjeu. À cet effet, on peut citer l'exemple des élections présidentielles de 2007 et 2012. En 2007, dans « les domaines de la sécurité et de l'immigration, la politique menée [par Sarkozy] à grand renfort de communication est apparue de plus en plus proche » des positions défendues par le FN (Le Goff, 2011, p.57) donnant ainsi l'impression d'avoir réussi à contester à ce dernier ses thématiques de prédilections et attirant ainsi une partie de l'électorat frontiste. Cependant, cette

« appropriation » est vite apparue comme contextuelle et temporaire, voire de l'ordre de l'exception. Pour preuve : en adoptant un discours sécuritaire et accès sur le durcissement des politiques migratoires lors de sa campagne électorale de 2012, dans la lignée de celle de 2007, Sarkozy sera incapable d'exercer une aussi forte attraction sur l'électorat frontiste, comme il avait réussi à le faire cinq ans auparavant.

Finalement, il y a une forme de consensus chez les spécialistes de la droite radicale pour dire que toutes les tentatives d'appropriation de ses thématiques par la droite traditionnelle ont généralement eu l'effet opposé. C'est-à-dire servir électoralement les PDR. En effet, comme l'affirme Mudde (2007), ce genre de tentatives d'appropriation « ont “légitimé”<sup>79</sup> [les thèmes de] la droite radicale populiste et ont ainsi accru son succès électoral » (p.241) et le FN va être souvent cité comme l'exemple de cette situation. Car, du moment où les électeurs auront tendance à lier certaines positions à des partis politiques particuliers, ils les trouvent plus crédibles sur ces questions (Narud et Valen, 2000, p.6) que ceux qui les challengent sur ces positions. De plus comme démontré par Tavits (2008), dans la mesure dans laquelle un parti va électoralement tirer profit du *priming* d'un enjeu donné « ne dépend pas uniquement de sa position sur cet enjeu, mais aussi de l'importance qu'il accordait à celui-ci lors de son entrée dans l'arène électorale » ( p.49). En résumé, affirmer qu'un acteur politique est en mesure de tirer profit électoralement du *priming* d'une thématique, ou d'un ensemble de thématiques données, suppose au moins qu'il existe une forte association entre cet acteur et ces thématiques. Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir qu'elles sont les thématiques qui sont le plus associées au FN dans le système partisan français?

---

<sup>79</sup> La question de la légitimation des thèmes FN dans le débat politique français, et par conséquent du FN lui-même, n'est pas anodine. En effet, selon Eatwell (1998), la perception de la légitimité de la droite radicale paraît une condition nécessaire sans laquelle aucun électeur ne serait en mesure de considérer le vote pour celle-ci.

# Chapitre IV

## Les thèmes FN à travers l'évolution de son programme électoral

*“Therefore, the main struggle of the populist radical right party family is to increase the saliency of ‘their’ issues.”*  
(Mudde, 2010, p.1179)

Comme spécifié dans le premier chapitre, le FN des années 1970 est un parti avec une plateforme électorale « particulièrement radicale, appelant à défendre les Français, et décriant la crise morale et politique que vit la France [...] [préconisant entre autres un] retour aux valeurs traditionnelles, et à la mobilisation contre le parti communiste présenté comme étant aux « portes du pouvoir » (Shields, 2011, p.80). À cette triade de base (nationalisme - traditionalisme- anticommunisme), s'ajoute une grande aversion pour « l'héritage de la Révolution française et des droits de l'homme » (Reynié, 2016, p.51), la hantise du libéralisme (Lavau, 1987, p.9), une forme d'antisémitisme, « une vision apocalyptique » de la France (Mayer 1993, p.120) et la perception d'une « menace toujours renaissante [face à laquelle le FN] se donne le titre d'unique et ultime barrage<sup>80</sup>» (Taguieff, 1984, p.116). Cependant, avec le tournant des années 1980, le discours politique du FN va être remodelé autour de trois thématiques clés qui continueront à être fortement mobilisées même avec l'avènement de

---

<sup>80</sup> Le FN à sa création est loin d'être une entité homogène idéologiquement : alliant à la fois des nostalgiques de l'Algérie française, des militants de la Nouvelle droite, des catholiques intégristes, des poujadistes, des éléments monarchistes, des néolibéraux, et quelques personnalités issues de la droite traditionnelle, pour ne citer que ceux-là (Davies, 1999, p.27-35 repris par McCulloch, 2006, p. 158). En résumé, un amalgame « de pétainisme, d'autoritarisme, d'antisémitisme, et d'anticommunisme » (Lavau, 1987, p.12).

Marine Le Pen en 2011, à savoir : l'immigration, l'insécurité et le populisme (4.1). À ces trois « grands classiques », les « thématiques renouvelées » de l'islam et l'Europe, qui sans être totalement absentes durant l'ère de Le Pen père, prendront avec Marine Le Pen plus d'envergure sur la liste des thématiques particulièrement mises en avant par le FN (4.2).

#### **4.1. LES GRANDS CLASSIQUES : IMMIGRATION, INSÉCURITÉ ET POPULISME**

S'« il suffit d'assister à un meeting du FN pour comprendre l'importance de la place qu'elle occupe pour eux : l'évocation des thèmes classiques du parti (l'immigration, l'insécurité, la critique de la classe politique) » (Dézé 2016, p.122–23) – ou ce que certains ont appelé très tôt les créneaux porteurs du FN (Dumont et coll. 1985, p.157) – l'appropriation, par celui-ci, de ces trois thématiques, présente deux réalités. La première, celle qui concerne l'immigration et l'insécurité que le parti semble s'être appropriées au fil des années au sein du paysage partisan français, et cela malgré les multitudes tentatives menées par la droite traditionnelle pour lui contester cela. La deuxième, celle qui concerne le populisme anti-élite. Car, nonobstant la place qu'occupe cette thématique dans le discours politique du FN, celui-ci ne semble jamais avoir été en mesure de se l'approprier totalement dans le champ politique français. Étant donné la compétition exercée à ce niveau par la gauche radicale, notamment celle de Jean-Luc Mélenchon dans le contexte des élections présidentielles de 2012 et 2017.

##### **4.1.1. L'IMMIGRATION**

Les partis de la droite radicale populistes « se distinguent généralement par l'emphase [qu'ils] font porter dans leurs programmes politiques sur un petit nombre de questions “culturelles”, au premier rang desquelles l'immigration » (Ivaldi, 2019, p.14). Portant, le

programme électoral du FN de 1973 n'avait fait qu'une référence sommaire à l'immigration<sup>81</sup>, ce qui ne laissait en rien présager de l'importance qu'allait occuper par la suite cette thématique dans l'offre politique frontiste (Shields, 2011, p.80). En effet, c'est au tournant des années 1980 que le FN opère ce qui peut être appelé, un « virage migratoire ». En adoptant un discours politique fait d'une « combinaison de xénophobie nationaliste et de populisme anti-élite politique » (Kestilä et Söderlund, 2007, p.776), le FN deviendra à partir de ce moment-là le prototype des partis « national-populistes<sup>82</sup>» (Taguieff, 1984). Selon Betz (2004), le FN fut l'un des premiers partis de la droite radicale populiste à avoir adopté un discours « nativisme différentialiste<sup>83</sup>» en affirmant la nécessité de préserver des traditions nationales distinctes (Bornschieer et Lachat, 2009, p.361) face à « l'invasion » de l'immigration principalement nord-africaine et subsaharienne.

Cela constitua une importante réadaptation idéologique produit de l'influence qu'exerçait la Nouvelle Droite sur le FN de la fin des années 1970 dont l'une des conséquences les plus emblématiques est le développement du discours frontiste sur la « préférence nationale » (McCulloch, 2006, p.158) et l'intronisation de la question de l'immigration comme « la pièce maîtresse d'un programme beaucoup plus radicalisé » sur la question (Shields 2011, p.85). L'immigration constituera à partir de ce moment-là, la thématique qui permettra à Jean-Marie Le Pen et à son parti de se faire connaître et de se démarquer dans l'espace politique

---

<sup>81</sup> Shields (2011) affirme que dans le contexte électoral de l'élection présidentielle de 1974, François Duprat, une des figures clé du FN naissant et son stratège en chef avait poussé le FN à durcir sa position sur l'immigration dans des publications adressées aux militants (p. 82)

<sup>82</sup> Selon Pierre-André Taguieff (1998), le national-populisme reflète la particularité de « ces nouveaux mouvements populistes [qui émergent en Europe des années 1980], oscillant entre un pôle protestataire et un pôle identitaire (nationaliste ou national-populiste), on [y] reconnaît l'appel au peuple, à la fois comme démos et comme éthos, contre les élites et contre les étrangers » (p.5).

<sup>83</sup> Pour Souchard et coll. (1997) le différentialisme « c'est le culte de la différence des races, qui n'est plus exprimé en termes de hiérarchie, mais en termes de droit à la différence, conduisant au refus du métissage, du mélange » (p.77). Dès lors le « nativisme différentialiste » se présente selon Pierre-André Taguieff comme « une phobie du métissage » (Camus, 1998, p. 132).

français et de s'assurer une porte d'entrée aux principaux médias français<sup>84</sup> (Souhard et coll. 1997, p.62). L'immigration va également s'avérer un « thème fédérateur » des différents courants internes qui traversent le FN, aux considérations idéologiques parfois contradictoires (Schor, 1997, p.117).

Bien que le FN ne fut, ni le premier parti ni le seul à avoir tenté de politiser la question migratoire en France<sup>85</sup> dans le but d'en faire un enjeu électoral, aucun parti politique n'aura réussi à le faire au même niveau que les frontistes, notamment sur des bases discriminatoires (Shields 2011, p.81). Le lien entre le FN et la thématique de l'immigration est tellement fort que c'est à l'émergence électorale du FN à partir des années 1980 qu'on attribue l'inscription de la question de l'intégration des populations immigrantes dans l'agenda politique (Morgan 2017, p.892). Se caractérisant par « leur simplisme, les thèses du Front national [sur l'immigration], ont largement influencé le débat politique, en mal de contenu idéologique » (Wenden, 1988, p.63).

Le succès du FN dans la politisation de la question de l'immigration<sup>86</sup> est souvent perçu comme l'élément à l'origine du premier succès électoral de taille du FN aux élections européennes de 1984 (Lavau, 1987, p.8). Ces élections s'avèrent le point de départ d'une

---

<sup>84</sup> Pour van der Brug et Fennema (2007), l'immigration serait même l'unique « argument de vente » des partis de la droite radicale (*Rapporté* par Lucassen et Lubbers 2012, p.548).

<sup>85</sup> Il convient de noter que si la politisation de la question l'immigration ne va se faire en France qu'à partir des années 1980 avec l'émergence électorale du FN, il ne fut, ni le premier, ni le seul avoir essayé de le faire. Par exemple, les tentatives menées par Jacques Chirac, alors Premier ministre, qui avait décalé en janvier 1976 en pleine crise économique : « Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs, mais où il y a plus de deux millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble » (Shields, 2011, p.83). La France des années 1970 est également

le théâtre d'une importante vague de racisme. L'opinion se passionna pour les questions que soulevèrent les nombreux incidents entre Français et immigrés. Cette flambée de racisme suscita le début d'un malaise face à l'immigration en provenance d'Afrique du Nord, malaise largement développé depuis (Gastaut, 1993, p. 61).

<sup>86</sup> Pour Belot et Bréchon (2012) c'est avec « l'émergence électorale du Front national en 1984, que l'immigration va devenir un enjeu important de la politique française » (p.213).

restructuration profonde du système partisan français sur fond de « changements importants dans la répartition du vote entre les partis établis » (Martin, 2000 dans Bornschier et Lachat, 2009, p.368) dans lesquels la politisation de la question de l'immigration semble avoir été l'un des moteurs clés.

En effet, dès les élections européennes de 1984 ce qui distingue le plus les électeurs frontistes est l'importance qu'ils donnent aux questions de l'immigration et de l'insécurité qu'ils considèrent comme une grande priorité (Schain, 2006, p.277). Dans une France ravagée par un chômage structurel – qui s'est installé depuis le milieu des années 1970 dans la foulée du choc pétrolier et ce qu'on a appelé « la crise de l'État providence » – pour le FN, « l'immigration devient [...] en premier lieu, la clé d'explication du chômage par l'intervention d'un simple procédé de mise en équivalence des ces deux phénomènes » (Dézé, 2012, p.95). Probablement, l'exemple le plus emblématique à ce niveau est l'« équation aussi efficace qu'absurde : « Deux millions de travailleurs immigrants = deux millions de chômeurs » (Schor 1996, p.247) (voir l'annexe A : affiche électorale du FN). Cette appropriation du FN de la thématique de l'immigration ne pouvait réussir sans contribution des médias. En effet, durant la période 1986-1988, pendant laquelle le FN disposait d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, « les médias ont identifié le FN avec l'immigration et invité ses leaders à s'exprimer sur la question, à chaque fois qu'un débat public émergeait sur la question<sup>87</sup> » (Ellinas, 2010, p.188). Par cela, les médias ont très tôt favorisé l'idée selon laquelle dans le système partisan français, s'il y a un parti pour qui l'immigration est au centre de son projet

---

<sup>87</sup> Ce rôle actif des médias dans la construction de l'appropriation thématique des partis de la droite radicale est loin d'être une particularité française. Dans l'analyse menée par Walgrave et de Swert (2004, 2007) sur le Vlaams Blang flamand, ceux-ci ont mis en évidence comment « l'appropriation de celui-ci des thématiques de l'immigration, de l'intégration et de loi et l'ordre ne s'est pas faite de façon indépendante. [Vu qu'] il a profité grandement [...] de l'attention des médias à ces sujets, renforçant par la même occasion son appropriation de ceux-ci » (de Lange et Akkerman, 2012, p.37).

politique c'est bien le FN.

Si avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN l'offre programmatique sur l'immigration est remodelée (Goodliffe 2016, p.127), il n'en demeure pas moins qu'elle occupe une place toujours aussi importante (Dumitrescu, 2017, p.4). Sans changer sur le fond, les positions du FN mariniste sur l'immigration s'inscrivent dans la continuité de celle du FN lepéniste. Tout au plus, il y a une redéfinition des « opérateurs symboliques » traditionnels du FN sur la question. À « préférence nationale », « identité française », « immigration de masse », etc. s'ajoutent, ou sont désormais remplacées par, « islamisation de la France », « racisme anti-blanc », « racisme inversé », « grand remplacement » (Barrault-Stella et Pudal, 2015, p.78; Kauffmann, 2016, p.82; Dézé, 2016, p.41). Pour bon nombre de chercheurs qui ont analysé les changements qu'aurait connus le discours du FN sur l'immigration sous la direction de Marine Le Pen, lesdits changements sont avant tout un recadrage du discours sur les motivations sous-jacentes au rejet de l'immigration qui serait « désormais combattue au nom des préjugés culturels et/ou religieux » (Kauffmann, 2016, p.83) en abandonnant les reliquats raciaux qui avaient tinté le rejet de l'immigration sous son père.

Cependant, on est plutôt réservé à ce sujet. En effet, on estime que ce « nouveau » cadrage de l'immigration n'est en rien différent du différentialisme ethnique mis en avant par le FN lepéniste au début des années 1980 pour qui l'incompatibilité de la culture nord-africaine avec l'héritage chrétien était un des arguments phares mobilisés dans le rejet de l'immigration magrébine. De plus, même si Marine Le Pen met en avant le principe de la laïcité républicaine pour légitimer et ancrer son rejet de l'immigration dans le cadre institutionnel de la République française, il n'en demeure pas moins que Marine Le Pen « développ[e] [...] un discours xénophobe qui fait de l'immigration la cause de tous [...] [les] maux » de la France (Le Goff

2011, 60), économique, identitaire et sécuritaire dans la lignée du discours traditionnel du FN. Révélateur de cette continuité dans l'obsession frontiste avec l'immigration, le programme électoral défendu par Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017 dans lequel il est question de fermeture des frontières, d'expulsion de migrants, de fournir les logements publics et les services de santé exclusivement aux citoyens français (Mény, 2017, p.274)

En somme, s'il y a un enjeu que le FN s'approprie dans le paysage politique français c'est bien l'immigration. Dès lors, il est raisonnable de s'attendre à ce que le *priming* de la thématique de l'immigration dans l'environnement informationnel des électeurs durant la période qui précède une élection, jumelée à l'appropriation par le FN de cette thématique, le favorise électoralement à travers le mécanisme du *priming*. Partant de là, on pose l'hypothèse suivante :

*H1 : Plus le priming de la thématique de l'immigration dans un département augmente plus les résultats électoraux du FN dans celui-ci vont augmenter.*

#### 4.1.2 L'INSÉCURITÉ

Généralement, corollaire de la question de l'immigration dans la rhétorique frontiste, l'insécurité constitue le second créneau important investi par ce parti depuis les années 1980. Pour le FN, l'insécurité est la matérialisation de la « décadence » qui frapperait la France, dont l'immigration en serait une autre manifestation (Boily, 2005, p.31). Au discours réducteur, immigration = chômage, est jumelé celui tout aussi réducteur d'immigration = insécurité (Alidières, 2012, p.24). L'importance qu'accorde le discours frontiste à la question de l'insécurité est l'expression de l'autoritarisme porté par le FN depuis sa création, faisant ainsi du binôme de l'ordre et du respect de l'autorité une de ses préoccupations.

Selon Nonna Mayer (2013), peu importe la méthode utilisée pour analyser l'idéologie

des partis de la droite radicale, l'autoritarisme apparaît comme une des caractéristiques communes de ces partis (p.162). Dans leur offre programmatique, cet attachement à une vision autoritaire du monde va notamment prendre la forme d'une part, d'une posture forte contre la criminalité, notamment, celle des « cités » – forme de ghettos modernes avec une forte concentration des populations immigrantes socialement défavorisées – qui sont présentées comme des zones de non-droits échappant au contrôle des forces de l'ordre et dans lesquelles les délinquants « beurs ou blacks » régneraient. Et d'autre part, la dénonciation du supposé laxisme de la classe politique traditionnelle qui non seulement ne serait pas en mesure d'apporter une réponse efficace à cette délinquance, mais l'aurait favorisée par ses politiques migratoires.

L'autoritarisme apparaît également comme un des traits distinctifs de l'électorat frontiste dès ses débuts (Mayer et Perrineau, 1992, p.131) et dont l'importance qu'accorde cet électorat à la question de l'insécurité d'élection en élection (Schain, 2006, p.277) est probablement une des manifestations les plus connues. C'est dans ce sens que les électeurs frontistes se présentent très tôt comme les plus favorables au retour de la peine de mort abolie par le gouvernement socialiste au début des années 1980 (Charlot, 1986, p.38). Ils sont aussi, à l'image de leur parti, ceux qui lient le plus l'insécurité à l'immigration. Ils considèrent ainsi les immigrants « comme les principaux auteurs de troubles » (Mayer, 1993, p.117) et estiment qu'ils « sont directement responsables de l'augmentation des taux de criminalité » (Lamontagne et Stockemer, 2010, p.44). Cela n'est pas étonnant, vu que partout en Europe, pour les soutiens des partis de la droite radicale : « l'immigration est étroitement liée à la [in]sécurité. [Plus encore] là où les immigrés sont concentrés, on suppose que la délinquance augmente<sup>88</sup> »

---

<sup>88</sup> Dinas et van Spanje (2011) ont pu empiriquement démontrer que c'est uniquement parmi les individus qui associent l'immigration à la criminalité et qui ont un positionnement dur sur la criminalité (*tough on crime*), qu'une plus grande présence des immigrants va impliquer un vote anti-immigration (p. 658).

(Ignazi, 1992, p.24).

Et pour cause, ce lien « quasi-dogmatique » entre immigration et insécurité apparaît comme une constante omniprésente dans la vision du monde de l'ensemble des partis de la droite radicale. En effet, pour ces partis l'immigration est approchée à travers le prisme de la menace à quatre niveaux. Primo, les immigrants : menace pour l'identité ethnique. Secundo, les immigrants : source d'insécurité sociale et cause majeure de la criminalité. Tertio, les immigrants : menace pour l'emploi des autochtones et donc, source de chômage. Et, finalement, les immigrants : menace pour l'État-providence et des profiteurs de la générosité des subventions étatiques (Rydgren et Ruth 2011, p.209). La relation intrinsèque qui existerait entre la « menace » et la tendance à développer des « attitudes droitières a été confirmée par de nombreuses études en psychologie politiques » (Onraet, Hiel, et Cornelis, 2013, p.791). Or, si le FN, avec Marine Le Pen, semble avoir laissé de côté, ou du moins à avoir relégué au second plan, le cadrage socio-économique de la question migratoire, notamment en mettant de côté l'image de l'immigrant « voleur » d'emplois des « vrais » Français, la mise en relation de l'immigration avec la criminalité, quant à elle, persiste. D'après, Le Bras (2015),

Le danger que sont censées représenter l'immigration et la montée de l'insécurité constitue sans discontinuer, de 1984 à 2015, la référence incontournable des discours lepénistes, en contraste avec la grande variabilité de leurs prises de position économiques et sociales. La constance des deux leitmotifs tient à leur capacité à attirer les électeurs, sinon ils auraient été abandonnés (p.51).

En somme, au même titre qu'elle est liée à la politisation de la question de l'immigration, l'émergence électorale du FN puis son implantation dans la durée apparaissent comme « étroitement liées à la question de l'insécurité » (Alidières, 2012, p.18). En effet, « la

plupart des enquêtes d'opinion réalisées dans les années 1980 sur les motivations du vote frontiste ont confirmé qu'il existait une certaine adéquation entre l'offre politique de la propagande frontiste et la « demande sécuritaire » (p.20). Cela « indépendamment des risques objectifs qu'ils courent, c'est chez [l'électorat frontiste] que le sentiment d'insécurité personnelle est le plus accentué » (Mayer, 1993, p.117). Or, cette déconnexion, entre une insécurité objective reflétée par le niveau réel de la criminalité, et une insécurité subjective ressentie par les individus, questionne le rôle des médias.

Probablement, l'exemple le plus évocateur est celui de l'élection présidentielle de 2002 où par la bonne grâce des médias, « l'insécurité s'est trouvée au fur et à mesure des mois placée en une position centrale de la politique française » (Buléon et Fourquet, 2003, p.464) avant d'apparaître tout au long de la campagne électorale comme l'enjeu crucial au sujet duquel les différents candidats devaient se positionner. D'autant plus que « certains incidents de violence, de troubles urbains et de terrorisme<sup>89</sup> très publicisés ont coïncidé avec la campagne électorale » (Hainsworth, 2004, p.107). C'est ainsi que Gerstlé (2013) rapporte qu'entre février et mars 2002, la couverture médiatique de l'insécurité a augmenté de 126%. Elle « a été médiatisée deux fois plus que l'emploi, huit fois plus que le chômage (rapporté à partir du journal Le Monde du 28 mai 2002, p.22) (p.42). Partant de là, Birenbaum et Villa (2003) ont même parlé de « responsabilité » des médias dans le « séisme du 21 avril ». Selon eux, Jean-Marie Le Pen a pu profiter de la primauté de la question de l'insécurité dans le débat politique dans cette élection sous l'effort conjugué des médias et de la classe politique traditionnelle, se contentant juste de répéter : « J'ai toujours dit qu'il y avait un problème d'insécurité » sans avoir même à faire l'effort de lier à la question d'immigration (p.65).

---

<sup>89</sup> L'auteur fait référence aux émeutes urbaines qu'a connues la France dans la foulée d'un décès au commissariat d'Évreux au mois de février 2002 (La Croix, 2012) et aux attaques du 11 septembre 2001.

En somme, au même titre que l'immigration que le FN est arrivé à s'approprier depuis les années 1980, le FN a pu s'assurer la posture du parti politique le plus dur sur la question de l'insécurité dans le paysage partisan français, au moins aux yeux de l'électorat qui accorde une grande importance à cette question. Ce qui nous amène à formuler l'hypothèse suivante :

*H2 : Plus le priming de la thématique de l'insécurité dans un département augmente plus les résultats électoraux du FN vont augmenter dans celui-ci.*

#### 4.1.3 LE POPULISME ANTI-ÉLITE : LES SCANDALES POLITIQUES

L'émergence électorale des partis de la droite radicale en Europe en général, et en France en particulier, à « coïncider à la fois avec une profonde insatisfaction vis-à-vis des élites politiques » (Betz, 1993, p.678). Bien que la nature du populisme demeure encore largement débattue, notamment entre ceux qui le conçoivent comme une pseudo-idéologie, et ceux que le voient comme une technique ou stratégie communicationnelle<sup>90</sup> (Hawkins et coll. 2019), néanmoins, l'existence d'un discours anti-élite est généralement admise comme étant un élément indissociable de toutes les formes de populisme. Si, au-delà du contexte académique, le terme est utilisé aussi bien par les médias que par des acteurs politiques pour jeter le discrédit sur un concurrent politique dont le discours est taxé de manque de bon sens ou de rhétorique politicienne par l'opposition qu'il construit entre « le peuple vertueux » et « l'élite corrompue », les chefs frontistes quant à eux, aussi bien Jean-Marie Le Pen, que sa fille par la suite, ne se sont pas vraiment agacés de cette description. En effet, assumant le qualificatif de populiste, Jean-Marie Le Pen se présente dès ses premières apparitions télévisées comme celui qui dénonce « le fossé entre le peuple et l'élite » (Souchard et coll., 1997, pp.136-137), le champion

---

<sup>90</sup> Selon Hawkins et ses collègues (2019), l'appréhension du populisme comme un ensemble d'idées, ou ce qu'ils appellent l'approche idéationnelle, se présente aujourd'hui comme le courant dominant dans l'étude des partis et acteurs populistes.

des

« petits » contre les « gros » (ou les « simples », les « sains » et les « honnêtes », ceux d'en bas, contre ceux d'en haut, élites corrompues et corruptrices); et [...] [du] «peuple » authentique, enraciné dans son « identité» substantielle (ceux d'ici), contre les « cosmopolites », le « parti de l'étranger » ou le « parti des étrangers » (ceux d'ailleurs) » (Taguieff, 1998, p.5).

Sans être totalement absent du discours frontiste originel, l'anti-élitisme du FN ne devient un marqueur essentiel de ce parti qu'au tournant des années 1990. En effet, avec l'élargissement de l'électorat frontiste vers les couches les plus « populaires » à partir de l'élection présidentielle de 1988, le FN va accentuer son discours anti-élite, notamment par un appel continu au rejet des « partis de l'établissement minés par des scandales » ( Shields, 1997, p.28). S'attaquant à la « bande des quatre », en référence au PS-PC-RPR-UDC, il critique l'« énarchie » (Winock, 1997, p.88), dénigre les « ripublicains» (Maurice, 1995, p.128) et « dénonce l'action occulte des agents de l'ombre, ceux de "l'anti-France" » (Boily, 2005, p.32). Jean-Marie Le Pen et son parti ne rateront jamais une occasion pour « vilipender cette "oligarchie" qui "détourne" à son profit les institutions républicaines, de stigmatiser cette "caste d'apparatchiks" repliée sur ses "privilèges" et "coupée" d'un peuple dont elle ignore les aspirations » (cité par Maurice, 1995, p.128). C'est également un « populisme identitaire » qui s'adresse aux « Français de souche », par opposition aux « Français de l'immigration » (Boily, 2005, p.44).

Contrairement à bon nombre d'éléments avec lesquels Marine Le Pen a tenté de se présenter comme étant en rupture, ou du moins, sur lesquels elle a essayé de présenter une posture moins radicalisée que son père ou de développer un nouveau cadrage, l'héritage populiste anti-élite historique frontiste semble être celui qui est le plus assumé. En effet, celle-ci, à l'image de son prédécesseur, adosse ouvertement le qualificatif populiste, même si elle dit qu'elle lui préfère le terme « populaire » en voulant lui donner une vraie assise doctrinale bien

plus ficelée que le populisme lepéniste qui semblait plus relever du style caractéristique au personnage qu'il s'est construit au fil des années. Pour Mény (2017), la stratégie développée par Marine Le Pen

visait à donner une image de modération, de calme, d'une personne raisonnable et douée de « bon sens populaire ». Conformément au discours dominant des partis populistes, pour qui les sentiments et les idées du « peuple » sont convenables, contrairement aux élites « globalisées » qui ont trahi le l'intérêt national de leur pays en faveur des entreprises multinationales, des banques et des Eurocrates (p.274).

En dénonçant « Le “système UMPS” ; les “ ‘grands’ partis, ces vieux mastodontes, archétypes d'un système à bout de souffle” ; le “monstre à trois têtes technocratiques ‘FMI-BCE-UE’ ” » (Dézé, 2016, p.65–66), le FN mariniste opère un enrichissement lexical et un élargissement de la catégorie des « élites ». Il est aidé en cela par les diverses « affaires » qui secouent la classe politique française depuis 2011. Selon, Le Goff (2011),

La dénonciation des élites par l'extrême droite est [certes] démagogique, mais elle s'appuie sur une réalité : la dégradation du rapport entre gouvernés et gouvernants, que l'on ne peut nier au nom de la notion fourre-tout de « Populisme ». Le Front national n'a pas eu grand mal à s'appuyer sur divers scandales : salaires et gains divers touchés par les grands patrons, financement occulte des grands partis politiques et, plus récemment, « l'affaire DSK » [...] [qui] viennent réalimenter le vieux slogan de l'extrême droite: «Tous pourris!» (p.54)

Cependant, bien que l'anti-élitisme soit une des thématiques auxquelles le FN est le plus associé, encore plus de depuis 2011, il y a fort à douter que celui-ci se l'approprie, du moins de façon exclusive, dans le paysage partisan français. En effet, comme on l'a vu précédemment, la réussite de l'appropriation d'une thématique donnée par un parti est conditionnelle à un ensemble d'éléments, notamment la « prééminence historique » dans sa politisation. Condition que le FN ne semble pas remplir quand il s'agit de l'anti-élitisme. En effet, à l'entrée du FN sur la scène électorale au début des années 1980, la thématique n'était pas « libre », car mise en

avant par une partie de la gauche française. C'est le cas notamment du Parti communiste français qui au moins jusqu'à 1981, date de son entrée au gouvernement sous le président Mitterrand, présentait un discours clairement anti-élitiste. Si avec le temps ce parti est devenu une force politique marginale, ce n'est que pour laisser place à des partis de la gauche radicale, comme le Parti de gauche, puis la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon qui depuis 2011 conteste clairement au FN le monopole de la thématique anti-élite<sup>91</sup>.

De toutes les thématiques FN, le populiste-anti-élite est celui-ci qui offre, d'un point de vue analytique, le plus de difficulté à opérationnaliser. En effet, d'une part, le *priming*, comme cadre théorique, ne s'intéresse qu'à la récurrence dans les titres des médias des thématiques objet de l'étude, abstraction faite du cadrage qui leur est fait. D'une part, l'anti-élitisme est en soi porteur d'une perception négative des élites. En termes de théories sur l'impact des médias, on dira qu'il est intrinsèquement lié à un cadrage négatif. De plus, le concept d'élite est éminemment vague. Identifier qui fait partie des élites, et qui n'en fait pas partie est une question qui, en tout état de cause, a une réponse équivoque. Conscient de cette difficulté, on a fait le choix de s'intéresser à la présence dans les médias non pas de l'anti-élitisme à proprement parler, mais des scandales politiques.

Ce choix présente au moins deux avantages. Premièrement, rapporter des faits liés à des scandales politiques dans les médias, tout en étant en relation avec à la question des « élites », relève avant tout de l'information qui n'est pas nécessairement teintée d'un jugement, d'une opinion ou d'une posture anti-élites. Deuxièmement, les scandales politiques offrent l'avantage de limiter l'analyse aux élites politiques qui dans toutes les formes de populisme sont le premier

---

<sup>91</sup> Aalberg et de Vreese (2016) distinguent entre le populisme complet (*Complete populism*), affichant un anti-élitisme conjugué à de l'ethnocentrisme, comme celui du FN, du populisme uniquement anti-élitiste (*anti-elitist populism*) basé sur l'appel constant au peuple, de la gauche radicale (p.15).

objet, sinon l'objet central, de l'anti-élitisme. L'ensemble de ces éléments nous amène à formuler l'hypothèse suivante :

*H3a : L'augmentation du priming des scandales politiques dans un département va produire une augmentation du vote pour le FN dans celui-ci, à condition que le poids électoral de la gauche radicale soit marginal.*

Cependant, si l'approche idéationnelle domine aujourd'hui l'étude des phénomènes populistes, il demeure pertinent de ne pas rejeter totalement l'idée selon laquelle le populisme est un style lié à l'existence d'un chef charismatique doté de qualités communicationnelles. En effet, comme on l'a vu dans la revue de l'histoire électorale du FN, au-delà des appréciations personnelles qu'on peut avoir de Jean-Marie Le Pen, ses qualités de tribun et de redoutable débateur furent reconnues même par ses ennemis. Marine Le Pen n'est pas en reste. Si sa piètre performance lors du débat présidentiel de 2017 a pu soulever des doutes, ses talents de communicatrice, sa forte personnalité et sa maîtrise de la rhétorique sont indéniables. Elle a pu à plusieurs reprises en donner la preuve depuis sa première apparition sur un plateau de télévision en 2002. Il est même difficile de concevoir qu'elle aurait pu s'imposer de la manière avec laquelle elle a pu le faire dans un parti réputé « masculiniste » comme le FN; ou dans le paysage politique français qui fait de la maîtrise de l'art oratoire et des joutes verbales un élément indispensable que tout homme ou femme politique doit avoir maîtrisé avant d'espérer réussir.

Cela est d'autant plus important que dans le jeu politique moderne, où les leaders politiques « sont les représentants du parti les plus visibles dans les médias, ceux-ci sont dans une large mesure l'image de leur parti auprès du public et des autres hommes [et femmes] politiques » (Bos et coll., 2011, p.182). Encore plus quand il s'agit des partis populistes dont la

structure organisationnelle et l'image qu'ils véhiculent tournent autour d'un leader fort (Bos et coll., 2011). Partant de là, il est tout à fait admissible de supposer que le contenu des médias pourrait favoriser « l'aspect populiste » du FN, non seulement en couvrant les scandales des élites politiques, mais également en accordant une présence importante à la présidente du FN dans les médias. Autrement dit, la visibilité de Marine Le Pen. Cette présence serait un vecteur renforçant sa stature de « chef » parmi l'électorat autoritaire qui serait à la recherche d'une « personnalité forte » capable de s'imposer dans le champ politique, et dont la saillance médiatique serait perçue comme révélatrice. Cependant, tirer profit électoralement de cette présence médiatique demeure conditionné encore une fois à la faiblesse électorale de la gauche populiste de Jean-Luc Mélenchon dont la présence médiatique serait gouvernée par la même logique. En effet,

Le Pen et Mélenchon partagent un certain nombre de compétences de leadership : les deux sont d'excellents débatteurs, tous deux sont de puissants orateurs, probablement les meilleurs parmi l'ensemble des chefs de parti, du moins quand ils sont en mesure d'exploiter leurs capitales rhétoriques, c'est-à-dire le mélange de protestation, d'agressivité et de simplification exagérée (Mény, 2017, 276)

Ces éléments conduisent à formuler l'hypothèse suivante :

*H3b: L'augmentation de la visibilité médiatique de Marine Le Pen dans un département va impliquer une augmentation des résultats électoraux de celle-ci à condition que le poids électoral de la gauche radicale soit marginal.*

#### **4.2. LES THÉMATIQUES RENOUVELÉES : ISLAM ET EUROPE**

S'il est généralement admis que l'immigration, l'insécurité et le populisme anti-élite sont les thématiques centrales du discours frontiste depuis les années 1980, celles de l'islam et de l'anti-européanisme, sont quant à elle présentées comme étant spécifiques au FN martiniste.

On s'attellera à démontrer ici que cela est loin d'être le cas. De nouveauté, il n'y a point. Tout au plus, il s'agit d'un recadrage discursif de ces deux thématiques pour « étoffer » les assises idéologiques du rejet frontiste de l'immigration et des élites. En effet, d'une part, l'islam et l'anti-européanisme sont historiquement tout aussi présents dans le discours frontiste que les trois « grands classiques ». D'autre part, il existe assez d'évidences pour ne pas considérer ces deux thématiques comme étant proprement autonomes.

#### 4.2.1. L'ISLAM

La critique de l'islam ou plus précisément de l'immigration musulmane n'est pas un élément nouveau du discours politique frontiste. En effet, dès les années 1980, et dans la foulée de la révolution islamique en Iran, le FN commençait à soutenir l'idée selon laquelle la France faisait face à un projet d'islamisation (voir l'annexe B : affiche de propagande frontiste) qui « menac[er]ait [sa] propre identité, [sa] civilisation occidentale et chrétienne » (Le Pen, 1985, p.53, rapporté par Winock, 1997, p.89). Dès lors, le FN ne va jamais se gêner à instrumentaliser politiquement tout événement qui renforcerait cette vision des choses. Les exemples les plus emblématiques en sont probablement l'affaire de l'écrivain Salman Rushdie en 1988 qui a eu un grand écho mondial et qui fut très médiatisée en France<sup>92</sup>; et « l'affaire du voile » de deux jeunes collégiennes à Creil en 1989 qui s'étaient vu refuser l'accès à leur établissement par le proviseur à cause du voile qu'elles portaient (Blavignat, 2018). Cette affaire donna lieu à un débat passionné sur la laïcité des institutions publiques en France et mit sur le devant de la scène politique la question de l'intégration des populations d'origines maghrébines. Jean-Marie Le Pen y trouva l'occasion idéale pour étaler sa rhétorique anti-musulmane en affirmant

---

<sup>92</sup> Auteur d'un livre controversé en 1988 sur l'islam titré : « Les Versets sataniques ». Jugé blasphématoire par le Guide la révolution iranienne, Ayatollah Khomeini. Celui-ci promulgua une fatwa – opinion jurisprudentielle émanant d'une autorité religieuse – autorisant la liquidation physique de Salman Rushdie.

notamment « que “l’invasion” islamique de la France venait de débiter » (Morgan, 2017, p.892), puis en organisant le 12 décembre 1993, « une manifestation contre “la colonisation islamique de la France” » (Schor, 1996, p.250) face à laquelle « il s'agit avant tout de mener croisade pour défendre les frontières mythiques menacées » ( Wenden, 1988, p.63).

Ainsi, contrairement à ce qu'on peut penser, l'instrumentalisation de l'islam par le FN n'est pas propre à la période mariniste. Si on devait absolument identifier une différence, ça serait le fait qu'avec Marine Le Pen, la question de l'islam en France n'est plus une affaire d'événements périodiques, mais constitue désormais la base du cadrage privilégié du rejet de l'immigration. En effet, Marine Le Pen est considérée comme celle qui a opéré une forme de « dé-ethnisation » de la question de l'immigration pour l'amener dans le champ de la laïcité et des principes républicains auxquels adhère une écrasante majorité des Français (Perrineau 2014, p.139). Le rejet frontal de l'immigration par des arguments économiques ou ethnodifférentialistes laisse la place dorénavant au rejet de l'islam au nom des droits des femmes<sup>93</sup>, des minorités sexuelles, des juifs et de la laïcité républicaine (Mayer, 2013, p.163).

La réadaptation sémantique du discours anti-immigration du FN est probablement un des exemples les plus criants de sa stratégie de « dédiabolisation » sur fond de bienveillance médiatique dans une France où la « question musulmane » ne semble jamais avoir été aussi présente. Dans un contexte caractérisé par les attentats terroristes d'inspiration islamiste qui ont touché la France depuis 2012, la tendance à approcher la question de la diversité ethnique et du multiculturalisme à travers le prisme de l'islam a gagné en popularité dans le débat politique (Tiberj et Michon, 2013, p.585).

---

<sup>93</sup> Selon Murray (2012), « le fait qu'elle soit une femme a pu augmenter la crédibilité du FN sur les questions de genre », néanmoins, sur le fond, les positions traditionalistes du FN n'ont que très peu changé (p. 53).

Cependant, le constat est sans équivoque, la défense des « valeurs libérales » n'est rien d'autre qu'une nouvelle manière de défendre des positions politiques anti-immigration (Morgan 2017, p.887). En mettant de côté les « affirmations racistes ou des expressions de mépris xénophobe » (Reynié, 2016, p.53) qui caractérisaient son père, et en prenant ses distances avec l'antisémitisme originel du FN, Marine Le Pen a favorisé un changement de l'approche frontiste sur l'immigration en surfant sur le sentiment de rejet des musulmans (Murray, 2012, p.53). En présentant l'islam en opposition tantôt avec les principes universels de la tradition républicaine, tantôt avec « l'héritage judéo-chrétien » européen, Marine Le Pen ne fait que reprendre une formule qui a fait ses preuves aux Pays-Bas et dans certains pays scandinaves<sup>94</sup> : Danemark et Norvège<sup>95</sup>. En effet, un peu partout « en Europe, les partis d'extrême droite se sont refondus en tant que populistes du patrimoine national, montrant une habileté formidable à s'approprier le rôle des défenseurs de la société libérale » (Reynié, 2016, p.53) contre les supposés dangers de l'islam.

Partant de là, deux hypothèses gagnent à être considérées :

*H4a : Une augmentation du priming de la thématique de l'islam va produire une augmentation des résultats électoraux du FN dans celui-ci.*

*H4b : Une augmentation du priming de la thématique de l'islam, jumelée au priming de l'immigration, va produire une augmentation des résultats électoraux du FN.*

---

<sup>94</sup> « La remise en cause du multiculturalisme est centrale dans les populismes scandinave, suisse, néerlandais, nord-italien. Elle se focalise sur l'incompatibilité supposée entre la présence musulmane et les fondamentaux civilisationnels européens » (Camus, 2011, p. 156).

<sup>95</sup> D'après, Kauffman (2016) affirme que c'est 2009, « au lendemain du référendum suisse interdisant la construction de minarets » qu'elle commence à faire des attaques de l'islam un élément central de sa stratégie politique (p.86).

#### 4.2.2. L'EUROPE

Avec l'accélération de l'intégration européenne, « l'Europe » fait son entrée comme enjeu dans le débat politique français à partir des années 1980 (Bornschieer et Lachat 2009, p.366). Au départ, le FN adopte plutôt une approche conciliante vis-à-vis de l'unification européenne. En effet, sous l'influence du GRECE, le FN voyait en l'Europe le « bastion de la Chrétienté » (Ignazi et Ysmal, 1992, p.113) dont la particularité devrait être conservée en totale conformité avec sa vision ethnodifférentialisme du monde. Défenseur de la « civilisation européenne » (Boily, 2005, p.36), le FN, néanmoins, affirmait les bienfaits de l'Europe des nations, chacune d'elles à l'identité propre et distincte, et mettait en avant le droit de celles-ci à l'autodétermination (McCulloch, 2006, p.172). Preuve de cette bienveillance à l'égard de l'Europe, Jean-Marie Le Pen, candidat à l'élection présidentielle de 1988, déclarait qu' : « Avec vous je me bats pour que le nom de la France et de l'Europe continue de briller dans le monde » (Ruffin, 2014, p.48).

Cependant, l'indulgence du FN vis-à-vis du projet européen, ou du moins l'absence d'hostilité vont rapidement laisser place à un rejet, voire une europhobie. En effet, au fur et à mesure que la droite chiraquienne abandonnait son souverainisme de départ, opposé au projet d'intégration européenne, et qu'elle s'alignait sur l'europhilie socialiste et sur celle de ses alliées centristes de l'UDF (Bornschieer et Lachat, 2009, p.366), le FN va récupérer le thème de l'Europe, pour en faire, à l'image de l'immigration, une des principales causes des difficultés économiques, sociales et sécuritaires auxquelles la France ferait face (Souchard et coll. 1997, p.64). Ainsi, la position conciliante vis-à-vis de l'Europe va laisser place à un rejet viscéral de l'Europe communautaire.

C'est dans la foulée de l'adoption du Traité de Maastricht<sup>96</sup> en 1992 et l'entrée en vigueur des accords Schengen<sup>97</sup> en 1995, alors que le Parti communiste<sup>98</sup> – qui fut un certain moment le principal parti politique français « *mainstream* » qui continuait à s'opposer au projet d'intégration – finit lui aussi par devenir « eurocompatible » (Ruffin, 2014, p.50), que le FN engage ce repositionnement en adoptant la posture de champion de la souveraineté française et seul véritable rempart face au « Léviathan bruxellois » qui fait office de « synthèse de tous les périls » auxquels la France ferait face (Boily, 2005, p.36). Le FN appellera désormais au retrait de la France de l'Union européenne (UE), cette institution supranationale irréfutable et voulant la mort de la souveraineté française (Hainsworth, 2004, p.106). Pour Pierre-André Taguieff (2007), un de ceux qui se sont le plus intéressés à l'analyse du discours populiste du FN, « l'antieuropéisme n'est [...] qu'une variante de l'antiélitisme » et l'UE est présentée comme une organisation « dirigée par des élites “coupées du peuple” » (Pierre-André Taguieff, 2007, p.28, cité par Thomas 2017, p.8).

Avec Marine Le Pen, l'importance accordée au rejet de l'UE dans le discours politique du FN va s'intensifier pour faire de celui-ci le parti « qui développe les positions les plus anti-union européennes dans le débat politique français, [voire] l'unique parti “Europhobe” » parmi

---

<sup>96</sup> Le Traité de Maastricht, signé dans la ville du même nom aux Pays-Bas le 7 février 1992 (Parlement européen, s.d.), un moment clé dans le processus d'intégration européenne qui a conduit à la création de l'Union européenne (UE) comme on la connaît aujourd'hui à la place de la Communauté économique européenne (CEE), dont le but d'en faire une institution politique et non uniquement économique. C'est ce traité qui dota l'UE de compétences supranationales, créa une citoyenneté européenne et mit en place des mécanismes de coopération de politique étrangère et de sécurité et en matière de justice et d'affaires intérieures (Toute l'Europe, 2018).

<sup>97</sup> « Le 14 juin 1985, cinq [É]tats membres de la CEE (la Belgique, la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Luxembourg et les Pays-Bas) décident de créer un territoire sans frontières intérieures. Le premier accord est signé à bord du navire Princesse Marie-Astrid, ancré sur la Moselle, non loin de Schengen, une petite ville du Luxembourg. L'espace Schengen est un territoire dans lequel la libre circulation des personnes est garantie. L'accord initial a été complété en 1990 par une convention, entrée en application en 1995. Elle abolit les contrôles aux frontières intérieures et cré[e] une frontière extérieure unique. Aujourd'hui, 26 pays sont membres de l'espace Schengen » (Euronews, 2015).

<sup>98</sup> Durant la période (1988-1995) qui voit l'émergence de « l'Europe » comme enjeu politique en France, la gauche se retrouvera divisée durant des années sur la question, entre un Parti socialiste europhile et un parti communiste euroseptique (Bornschieer et Lachat, 2009, p. 376).

les grandes formations politiques (Goodliffe 2016, p.131). L'Europe « politique » est plus que jamais en opposition à celle des « nations » et « les traités de Schengen, Maastricht, et d'Amsterdam [sont présentés] comme les fondations “d'une entité supra-nationale” » ( Shields 2011, p.91). Responsable de la « submersion migratoire [qui] menacerait l'identité française, nuirait à la sécurité des citoyens, plongerait l'État dans l'austérité; l'euro<sup>99</sup> serait synonyme de chômage et de baisse de compétitivité » (Berès, 2017, p.26) d'où la nécessité de retrouver la souveraineté monétaire de la France en quittant la zone l'Euro et de renégocier les traités, voire même « d'un Frexit dans le cas d'échec des négociations avec les partenaires européens » (Mény, 2017, p.275).

L'Europe serait également « le véhicule institutionnel par lequel la mondialisation néolibérale a été imposée de manière antidémocratique à la France par les élites économiques et politiques dominantes » (Goodliffe, 2016, p.130). Dénonçant, « “la collusion entre les élites politiques et les puissances financières”, ‘les connivences mondialistes liguées de l'OMC et la prétendue “Union européenne” » (Alduy et Wahnich 2015, p.145), Marine Le Pen présente le « mondialisme » comme étant sa principale cible « dont la main omnipotente serait partout » (p.149). Usant du filigrane complotiste, caractéristique des rhétoriques de la droite radicale, le messianisme des leaders populistes est également présent, Marine Le Pen présente son projet politique comme une « lutte entre le bien et le mal, entre détenteurs de la vérité du peuple et “caste” manipulatrice, élites mondialisées » (Commin, 2016, p.59). C'est ainsi que « l'euroscepticisme frontiste est intégré dans un cadre idéologique plus large qui postule un conflit structurel opposant les "patriotes" aux soi-disant "mondialistes" » (Ivali, 2018, p. 280). C'est-à-dire, une opposition, entre élites mondialisées et peuple souffrant, entre technocratiques

---

<sup>99</sup> L'appel à sortie de l'Euro va être mis en avant par le FN avant même le début de la crise économique de 2007 (Ecolinks 2017, 49).

Bruxellois, à la solde des institutions financières internationales, et vraies gens, a fait de l'UE, pas uniquement une atteinte à la souveraineté française et un véhicule de l'immigration, par la libre circulation des personnes qu'elle a mises en place, mais également un élément clé de ces élites corrompues décriées par le FN. Autrement dit, ce qui distingue le cadrage mariniste quand il s'agit d'aborder l'UE c'est son anti-élitisme populiste.

Cependant, au même titre que l'anti-élitisme populiste qui ne semble pas être l'apanage du FN dans le paysage partisan français, on peut difficilement affirmer que le FN fut en mesure de s'appropriier totalement l'enjeu européen. En effet, les analyses menées par Thomas (2017) des discours de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon reflètent comment les deux se rejoignent aussi bien dans leur dénonciation du néolibéralisme que du déficit démocratique qui distinguerait l'UE (p.17). Pour Mélenchon également « le combat contre l'hégémonie néolibérale s'affirme aussi comme une lutte pour la souveraineté nationale, une entrée en résistance à l'Union européenne et à la globalisation » (Ivaldi 2018, p.869). De plus les électeurs de la gauche radicale, avec ceux du FN sont ceux qui ont toujours présenté un fort rejet de l'intégration européenne, bien que pour des raisons différentes<sup>100</sup> (Mayer 2011, p.109). En fait, « la critique de l'Union européenne et de la globalisation contribue fortement à différencier les électeurs populistes [marinistes et mélenchonistes confondus] de leurs homologues *mainstream* » (Ivaldi, 2018, p.869). Par conséquent, le FN et la gauche radicale apparaissent comme en compétition quand il s'agit de tirer profit du priming médiatique de le l'Europe, ce qui implique la formulation de l'hypothèse suivante :

---

<sup>100</sup> Comme le précise Nonna Mayer (2011) dans un article au nom très évocateur, « *Why Extremes Don't Meet* », le rejet de l'UE par les électeurs de la gauche radicale semble avant tout motivé par l'association qui est faite entre celle-ci et libéralisme économique et la volonté de défendre le service public. Alors que pour l'électorat FN, le rejet de l'UE est dû à l'association de celle-ci à l'ouverture des frontières et aux flux d'immigrants (Mayer 2011, p. 109).

*H5a : L'augmentation du priming de l'Europe dans un département entraînera une augmentation du score FN dans celui-ci, à condition que le poids électoral de la gauche radicale soit marginal.*

*H5b : L'augmentation du priming de l'Europe dans un département, jumelée au priming des scandales politiques entraînera une augmentation du score FN dans celui-ci, à condition que le poids électoral de la gauche radicale soit marginal.*

En somme, ce chapitre a tenté d'identifier les thématiques qui peuvent être considérées comme faisant l'objet d'une appropriation par le FN dans le système partisan français, ce qui a permis la formulation d'un ensemble d'hypothèses sur la relation de causalité qui lie le *priming* de celles-ci au vote frontiste. Trois configurations ont été identifiées. Primo, les thèmes dont le *priming* a un impact positif sur le vote FN (l'immigration et l'insécurité). Secundo, les thèmes, dont le *priming* ne favoriserait le vote pour le FN que dans la mesure où la gauche radicale est faible électoralement (les scandales politiques et l'Europe). Trio, les thèmes dont le *priming* médiatique a un impact positif sur le vote FN tout en demeurant une formulation particulière d'une thématique plus large (l'islam et l'Europe). Partant de là, le prochain chapitre s'attellera à présenter le cadre méthodologique qui permettra de tester la validité des hypothèses retenues.

# Chapitre V

## Le cadre méthodologique

Tester les différentes hypothèses développées implique la spécification tout d'abord de la variable dépendante et de l'unité d'analyse (4.1). Ensuite, de la variable indépendante et des variables de contrôle qui doivent nécessairement être prises en considération au regard des études passées de type contextuel (4.2). Et finalement, présenter les outils statistiques qui seront mobilisés, en l'occurrence l'indicateur de *priming* thématique (IP) et l'équation générale du modèle de régression qui sera mobilisé (4.3).

### 5.1. LA VARIABLE DÉPENDANTE ET L'UNITÉ D'ANALYSE

La variable dépendante retenue est la proportion du vote reçue par Marine Le Pen dans le département à l'occasion des élections présidentielles de 2012 et 2017. Ces résultats départementaux ont été compilés à partir des résultats officiels disponibles sur le site du Ministère de l'Intérieur français<sup>101</sup>. Le pourcentage du vote reçu par Marine Le Pen dans un département D est égal à la proportion du nombre des voix reçues par elle dans ce département par rapport au total des voix exprimées multipliées par cent. Le choix de l'unité d'analyse et des élections gagne à être expliqué.

#### 5.1.1. L'UNITÉ D'ANALYSE : LE DÉPARTEMENT

Favoriser le département comme unité d'analyse au lieu de la région offre au moins deux avantages. Premièrement, il permet d'avoir un nombre plus élevé d'observations.

---

<sup>101</sup> <https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>

L'utilisation d'une unité d'analyse plus circonscrite géographiquement permet également de mieux cerner les caractéristiques du contexte dans lequel s'activent les électeurs. Autrement dit, plus l'unité d'analyse est petite, plus l'analyse menée gagne en validité d'un point de vue statistique. Deuxièmement, contrairement aux frontières géographiques des régions, qui ont été redessinées dans le cadre de la réforme territoriale de 2015, les départements n'ont pas subi des changements : ni dans leur nombre ni dans leur délimitation géographique. À noter qu'on a fait le choix de ne retenir que les 96 départements de la métropole. En effet, on estime qu'en raison de leur histoire propre, leur composition démographique et leurs enjeux spécifiques, les départements français d'outre-mer présentent des singularités qui font qu'ils ne s'inscrivent pas forcément dans la même logique qui anime la compétition politique dans l'hexagone.

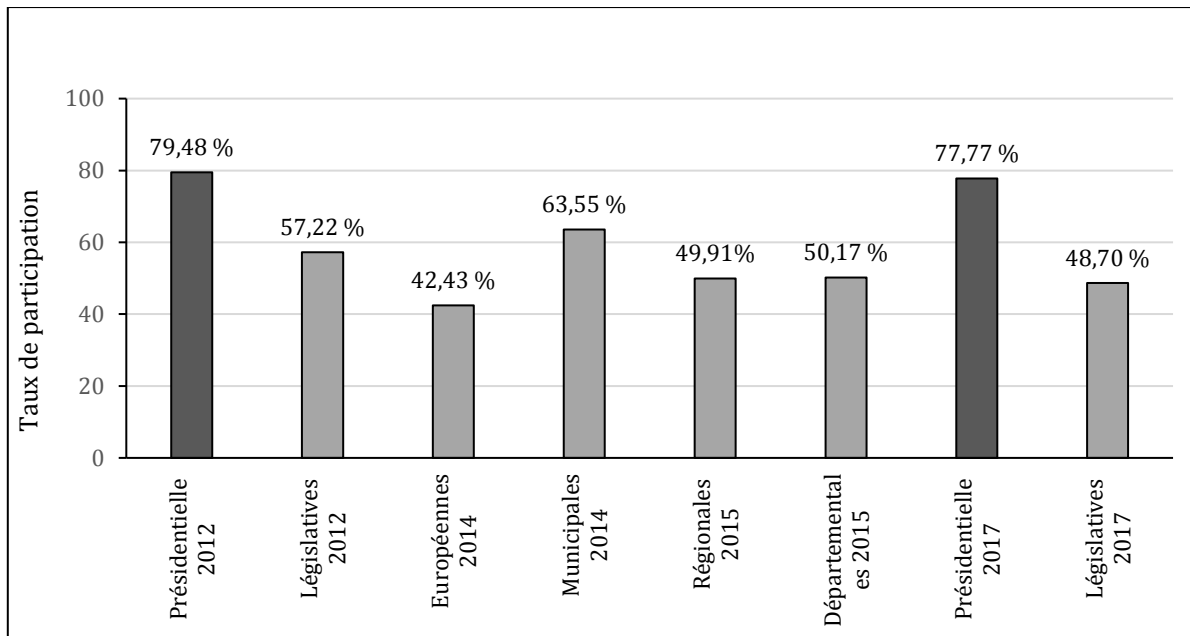
#### 5.1.2. POURQUOI LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2012 ET 2017?

Se limiter à l'analyse des élections présidentielles de 2012 et 2017 est un choix méthodologique qui se justifie à plusieurs égards. Tout d'abord, par la nature de la configuration institutionnelle qui caractérise la Cinquième République et qui fait du Président de la République le personnage clé de la politique française. L'élection présidentielle en France est « l'Élection » par excellence.

Ensuite, le système électoral utilisé uninominal à deux tours, jumelé au taux de participation le plus élevé de toutes les élections françaises (voir figure 5.1.) et la grande diversité idéologique des candidats qui prennent part à son premier tour font des résultats de ce dernier la meilleure mesure du poids électoral réel de chaque formation politique en France. D'autant plus que contrairement à toutes les autres élections (parlementaires, régionales, etc.), l'élection présidentielle est la seule élection durant laquelle chaque organisation politique présente un seul candidat sur l'ensemble du territoire ce qui permet de tester l'hypothèse sur

l'impact de la visibilité de Marine Le Pen sur le vote frontiste.

**Figure 5.1. Taux de participation au premier tour des élections tenues en France entre 2012 et 2017**



Source des données : Ministère de l'Intérieur français (2019)

Finalement, inclure les élections présidentielles précédant l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN en 2011 n'apparaît pas analytiquement judicieux. Certes, comme on a pu le démontrer, le FN n'a pas totalement muté avec Marine Le Pen, toutefois, on ne peut nier que le FN mariniste n'est pas tout à fait le même parti que le FN lepéniste. Ne pas considérer cela serait prendre le risque d'introduire dans l'analyse un biais important. Sans oublier que l'accès au contenu de la PQR pour la période pré-2011 n'était pas une chose assurée.

## **5.2. LA VARIABLE INDÉPENDANTE : L'INDICATEUR DE *PRIMING***

La variable indépendante est la fréquence moyenne avec laquelle revient quotidiennement dans les unes de la PQR dans le département chacune des thématiques FN durant les deux mois qui précèdent le jour du premier tour des élections présidentielles de 2012

et 2017. Cette variable sera dénommée indicateur de *priming* (IP). L'IP reflète le niveau global du *priming* de chacune des thématiques analysées dans l'environnement informationnel du département. Le calcul de cet IP pour chacun des départements se fait selon la formule suivante :

$$IP = (\sum_{i=1}^n x_i / n) * 100$$

Avec,  $x_i$ , le nombre de titres de la une du jour traitant de la thématique visée; et n, le nombre des unes codées pour le département. Le multiplicateur 100 a quant à lui un objectif purement pratique afin de faciliter la lecture des IP. À chaque département correspondent cinq IP thématiques qui se lisent de la manière suivante. Par exemple, un IP de l'immigration égal à 100 en 2012 pour le département de Paris signifie que durant les deux mois qui se sont écoulés du 22 février au 22 avril 2012 (jour de l'élection inclus) il y avait quotidiennement un titre à la une de la presse locale du département de Paris qui était consacré à la thématique de l'immigration.

De la même manière, un indicateur de visibilité (IV) du FN, reflétant le niveau global de la visibilité du FN dans l'environnement informationnel du département, est calculé selon la formule suivante :

$$IV = (\sum_{i=1}^n x_i / n) * 100$$

Avec,  $x_i$ , le nombre de titres de la une du jour traitant du FN; et n, le nombre des unes codées pour le département. De la même manière, le multiplicateur 100 a un objectif purement pratique afin de faciliter la lecture des IV. Un IV du FN égal à 50 en 2012 dans un département X signifie qu'une fois tous les deux jours un titre traitant du FN figurait dans la presse du département. Quand les IP et l'IV sont calculés à partir du contenu de la presse nationale, ils

reflètent dans ce cas le niveau de *priming* des thématiques du FN et sa visibilité dans les médias nationaux durant les deux mois qui ont précédé les élections présidentielles de 2012 et de 2017.

### 5.2.1. LE CHOIX DES JOURNAUX LOCAUX

Le choix du journal à retenir dans chaque département s'est fait à partir des données sur la diffusion de la presse régionale quotidienne disponible sur le site de l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM). Dans 66 départements, un seul titre de presse régional est distribué. Et dans ceux qui sont couverts par plus d'un journal, le rapport entre la diffusion du premier et du deuxième est généralement supérieur à 3 dans 18 départements<sup>102</sup>. Dès lors, ne retenir que le journal le plus diffusé dans chaque département (voir l'annexe C) est un choix raisonnable permettant d'approcher la contribution de la presse locale dans l'environnement informationnel.

On a également retenu deux journaux nationaux (Le Figaro et Le Monde) afin d'avoir un point de repère sur la manière dont les présences des sujets FN dans la presse nationale et la presse locale sont corrélées. Le choix des journaux n'est pas anodin. Il s'agit de deux organes bien établis de presse nationale et qui tous les deux ont une place importante dans l'espace politico-médiatique français. On estime que leurs unes permettront l'identification des sujets qui dominent l'espace médiatique national et in fine la contribution des médias nationaux dans la constitution de l'environnement informationnel des électeurs.

### 5.2.1. LA COLLECTE DES UNES DE LA PRESSE

#### 5.2.1.1. LES SOURCES DES DONNÉES

L'accès aux unes des journaux retenus s'est fait à travers quatre outils. Primo, par le

---

<sup>102</sup> Calculer à partir des données de diffusion pour l'année 2012.

biais des archives en ligne des unes de la presse régionale française du site 366.fr<sup>103</sup>. Secundo, via les archives des différentes éditions d'un même journal disponible via le réseau interne de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Tertio, les archives microfilmées ou en format papier (voir l'exemple annexe D) des archives de la BNF. Quarto, les archives numériques de la presse régionale non disponibles gratuitement, ni en ligne ni à la BNF, pour lesquelles on a payé des droits d'abonnement (ex. certaines éditions départementales de Ouest-France). Le recours à ces multiples sources s'est imposé à partir du moment où, pour certains journaux, par exemple Ouest-France, une seule édition départementale était disponible en accès gratuit en ligne ou à la BNF.

La collecte des unes de la presse régionale couvre la période des deux mois qui précèdent le premier tour des élections présidentielles visées par cette étude. Entre le 22 février et le 22 avril pour la présidentielle de 2012, et le 22 février et le 23 avril 2017. Cette opération s'est étalée sur plusieurs mois et a permis de collecter les données relatives à l'ensemble de la presse régionale, à l'exception de l'Indépendante Semaine (édition de l'Aude) pour 2012 et l'Union-Ardennais (édition d'Aisne) et La Voix du nord (édition du Pas-de-Calais) pour 2017, qu'on n'a pas été en mesure de trouver. Dans certains cas, les unes de certaines journées n'étaient pas disponibles, notamment pour des raisons de mouvements sociaux (grèves) au sein du journal. Au final, on a pu avoir accès et coder les unes pour 11 559 jours, soit un taux de réussite dans la collecte des données de 95,27 % sur les 11 712 jours visés pour la PQR. À cela, s'ajoute le codage des unes des journaux Le Monde et Le Figaro sur la même période pour un total de 248 jours.

---

<sup>103</sup> <https://www.366.fr/unnes-du-jour/>.

**Tableau 5.1. Liste des journaux utilisés par département**

Journal	Départements de diffusion
Centre Presse Aveyron Semaine	Aveyron
Centre Presse Poitiers	Vienne (2017)
Corse Matin	Corse-du-Sud; Haute-Corse
Dernières Nouvelles d'Alsace	Bas-Rhin
La Charente Libre	Charente
La Dépêche du Midi	Ariège; Gers; Haute-Garonne; Hautes-Pyrénées; Lot; Tarn; Tarn-et-Garonne
La Montagne	Allier; Cantal ; Corrèze; Creuse; Puy-de-Dôme;
La Nouvelle République du Centre-Ouest	Deux-Sèvres ; Indre; Indre-et-Loire; Loir-et-Cher; Vienne (2012)
La Provence	Alpes-de-Haute-Provence; Bouches-du-Rhône; Vaucluse
La République du Centre	Loiret
La Voix du Nord	Nord ; Pas-de-Calais
L'Alsace	Haut-Rhin
L'Ardennais	Ardennes (2012)
Le Berry Républicain	Cher
Le Bien public	Côte d'Or
Le Courrier de l'Ouest	Maine-et-Loire
Le Courrier Picard	Somme
Le Dauphiné Libéré	Ardèche; Drôme; Haute-Savoie; Hautes-Alpes; Isère; Savoie
Le Journal de la Haute-Marne	Haute-Marne
Le Journal de Saône et Loire	Saône-et-Loire
Le Journal du Centre	Nièvre
Le Maine Libre	Sarthe
Le Parisien	Essonne; Hauts-de-Seine; Oise; Paris; Seine-et-Marne; Seine-Saint-Denis; Val-de-Marne; Val-d'Oise; Yvelines
Le Populaire du Centre	Haute-Vienne
Le Progrès - La Tribune/Le Progrès	Ain; Jura; Loire; Rhône
Le Républicain Lorrain	Moselle
Le Télégramme	Finistère
L'Écho républicain de Chartres	Eure-et-Loir
L'Est Éclair	Aube
L'Est républicain	Doubs; Haute-Saône ; Meurthe-et-Moselle; Meuse; Territoire de Belfort
L'Éveil de la Haute-Loire	Haute-Loire
L'Indépendant Semaine	Aude; Pyrénées-Orientales
L'Union-L'Ardennais	Aisne; Ardenne (2017); Marne
L'Yonne Républicaine	Yonne
Midi libre Semaine	Gard; Hérault; Lozère
Nice Matin	Alpes-Maritimes
Ouest France	Calvados; Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine; Loire-Atlantique; Manche; Mayenne; Morbihan; Orne; Vendée
Paris Normandie	Eure; Seine maritime
Sud-Ouest	Charente-Maritime; Dordogne; Gironde; Landes; Lot-et-Garonne; Pyrénées-Atlantiques
Var Matin	Var
Vosges Matin	Vosges

À noter que les journaux analysés présentent certaines disparités quant à leurs fréquences de parution quotidienne. Pour certains, il y a un nouveau numéro chaque jour. C'est le cas de la grande majorité des journaux de la PQR. Par exemple, le Progrès, le Midi Libre, L'Est Républicain, La Montagne et Le Parisien. Pour d'autres, il y a un numéro double certains jours de la semaine. Par exemple, l'Ouest-France (le samedi et le dimanche), le Figaro (le dimanche et le lundi) et L'Éveil de la Haute-Loire (le lundi et le mardi). Dans ce cas, celle-ci est utilisée pour les deux journées. Une troisième configuration existe. Celle des journaux qui sont remplacés la fin de semaine par un titre du dimanche qui est utilisé comme source de données. La dernière possibilité est celle des journaux qui tout en ne couvrant pas la totalité de la semaine, ne sont pas remplacés par une autre édition. Par exemple, La Nouvelle République du Centre-Ouest qui paraît uniquement du lundi au samedi et qui ne dispose pas d'une édition du dimanche. Dans ce cas, uniquement les uns des jours disponibles sont prises en considération dans le codage et in fine dans le calcul des IP thématiques.

#### 5.2.1.2. LE CODAGE DES TITRES

Le codage de titres des unes de la presse régionale s'est fait selon un ensemble de principes. Le premier est que le titre doit être lié à des événements ou rapporte des faits qui se soient passés en France hexagonale. Néanmoins, deux exceptions à ce principe général sont retenues. Primo, les attentats ou les attaques d'organisations terroristes qui ont eu lieu à l'extérieur de la France si celles-ci sont ont en lien avec le pays (ex. : les attaques de Londres de mars 2017 desquels de jeunes Français ont été témoins, l'implication des troupes françaises au Mali, la question des combattants français en Syrie, etc.). Secundo, la nature supranationale de l'Union européenne et les aspects internationaux de la thématique de l'immigration dans certains cas ne pouvaient être ignorés, même si les faits rapportés ne sont pas « intra-

hexagonaux » à proprement parler. Par exemple, c'est le cas des titres qui traitent de la question de la crise des réfugiés et des dépenses engagées par l'Union pour y faire face, ou des plans d'austérité imposés par celles-ci à ses États membres, comme la Grèce.

Le deuxième principe est qu'on retient aussi bien les titres faisant une référence directe et/ou explicite à la thématique visée que ceux qui y font référence de façon indirecte et/ou implicite. Par évocation directe, on veut dire que le titre contient des éléments lexicaux explicites sur la nature thématique de celui-ci ne nécessitant aucune réflexion sur celle-ci. Par exemple, « Sarkozy lance une salve de propositions sur la justice et l'immigration » (La Montagne, 4 mars 2012, département de l'Allier). Alors, que par façon indirecte, on signifie les titres qui au premier abord n'évoquent pas la thématique de façon frontale, du moins d'un point de vue lexical, mais n'en demeure pas moins qu'ils s'inscrivent dans celle-ci. Par exemple pour l'immigration, « Clause Molière, quel chantier! » (Le Courrier Picard, 16 mars 2017, département de la Somme). Ici, la « clause Molière » fait allusion à la volonté affichée par certains politiciens issus de la droite française d'imposer l'usage du français aux ouvriers des chantiers financés par des fonds (Marchés publics PME, 2017). Cette clause vise clairement la main-d'œuvre étrangère, notamment celles provenant de l'Europe de l'Est. Dès lors, ce titre tombe sous la catégorie la thématique de l'immigration.

Il va de soi que dans nombre de cas des recherches additionnelles ont souvent été nécessaires pour pouvoir se prononcer sur la nature de la thématique des titres analysés. C'est le cas par exemple, des sujets d'actualité « très locaux », desquels on n'avait pas forcément une connaissance et qui ne pouvaient être codés sans des recherches complémentaires pour en saisir le sens et la catégorie thématique. Parfois, une lecture du corps de l'article s'imposait. Par exemple, les chroniques d'opinion apparaissant dans les unes de certains journaux dont les

rédacteurs traitent de sujets d'actualité, mais qui choisissent parfois des « titres originaux » qui ne permettent pas forcément de saisir la nature du sujet directement.

Le troisième critère porte sur les titres qui peuvent être classés dans plus qu'une catégorie. Il s'agit plus particulièrement de titres portant sur les attentats et les « affaires ». Pour les premiers, ils sont codés simultanément sous les catégories insécurité et islam. Ce double classement est également privilégié pour les titres sur l'immigration clandestine ou rapportant des faits de nature criminelle commis par des personnes dont le nom à connotation « non-francophones » est précisé dans le titre. À l'opposé, les titres traitants des scandales politiques quand ils rapportent des faits liés à des affaires de corruption, qui sont, à la base, des actes criminels, ne font pas l'objet d'un double classement. Par exemple, l'ensemble des titres traitant des « affaires Fillon » ne sont comptabilisés que sous les scandales politiques et ne font pas dès lors l'objet d'une double classification sous la thématique insécurité. Car, contrairement aux deux premiers cas, on juge que si les affaires de corruption relèvent effectivement du champ criminel, ils demeurent avant tout, du moins dans le cadre idéologico-sémantique frontiste, une question touchant aux élites politiques et non pas à l'insécurité. D'autant plus, il est peu probable pour le commun des citoyens de considérer qu'une augmentation de la corruption entraînera une augmentation de l'insécurité. Il convient de noter que pour ce qui est des « affaires Marine Le Pen » qui ont pu emmailler la campagne de l'élection présidentielle de 2017, celles-ci furent classées aussi bien dans la thématique scandales politiques que dans la catégorie de la visibilité du FN.

**Tableau 5.2. Liste des principaux sujets classés sous chaque thématique FN**

Thématiques FN	Principaux sujets classés dans la thématique	Exemple d'évocations directes	Exemples d'évocations indirectes
<b>Immigration</b>	Immigration, immigrants, réfugiés, sans-papiers, régularisation, intégration, racisme, Roms et gens du voyage, Harki, titre portant sur des personnes aux noms à la consonance de « souche non française »	Ex.1 : « 62 demandeurs d'asile priés de plier bagage » (Le Progrès, 22 mars 2012, département de l'Ain) Ex.2 : « Migrants : entre peurs et solidarités » (La Provence du 18 avril 2017, département des Alpes-de-Haute-Provence)	Ex.1 : « Pourquoi ils ont choisi d'être français? » (Le Progrès du 23 février 2017, département de l'Ain). Ex.2 : « BTP: la clause Molière à l'épreuve des chantiers » (La Charente libre du 24 mars 2017, département de la Charente)
<b>Insécurité</b>	Crimes, délits, poursuites et condamnations judiciaires, violences urbaines, investigations policières, mises en accusation, système sécuritaire, décès et incendies à l'origine non précisée, découvertes d'armes, intégrisme religieux.	Ex.1 : « Pourquoi l'insécurité reste au cœur du débat » (Nice Matin, 10 avril 2012, département des Alpes-Maritimes) Ex.2 : « Insécurité Crimes et sentiment » (La Provence, 11 avril 2017, département des Alpes-de-Haute-Provence)	Ex.1 : « Dix ans de réclusion pour un viol à Porto-Vecchio » (Le Dauphiné Libéré, 22 février 2012, département du Drôme) Ex.2 : « RHÔNE Un fourgon chargé d'or et de bijoux braqué » (Le Progrès, 13 avril 2017, département de l'Ain) Ex.3 : « Un enfant fauché par un chauffard à Paris » (Le Parisien, du 20 avril 2012, département de la Seine Saint-Denis)
<b>Scandales politiques</b>	Affaires de corruption, trafics d'influence, collusions de personnes avec une charge publique; doutes sur la régularité du financement des campagnes électorales; évasions et « exil » fiscaux, scandales relevant des mœurs et de l'éthique personnelle.	Ex.1 : « AFFAIRE DU CARLTON DE LILLE La garde à vue prolongée de DSK » (L'Union, 27 mars 2012, Département de l'Aisne) Ex.2 : « PRÉSIDENTIELLE François Fillon mise sur son programme pour sortir des affaires, La Montagne, 14 mars 2017, département de l'Allier)	Ex.1 : « Sous les pavés bordelais, les soupçons » (Sud-Ouest, 7 mars 2012, département de la Charente maritime) : évoquant des soupçons de collusion dans marchés publics. Ex.2 : « CABINET NOIR François Hollande riposte vivement à François Fillon » (La Montagne, 25 mars 2017, département de l'Allier) : faisant référence aux accusations de Fillon au président de la République. Fillon se présentant comme la victime d'un « Cabinet noir » à l'Élysée qui serait derrière ses déboires judiciaires.

**Tableau 5.2. Liste des principaux sujets classés sous chaque thématique FN (suite)**

Thématique FN	Sujets classés dans la thématique	Exemple évocation directe	Exemple évocation indirecte
<b>Islam</b>	Islam, mosquée, viande halal, voile islamique, laïcité, attentats et intégrisme religieux.	<p>Ex. 1 : « L'islam s'invite dans la campagne » (Le Dauphiné Libéré, 18 mars 2012, département du Drôme)</p> <p>Ex.2 : « Des islamistes radicaux cueillis à l'aube et placés en garde à vue » (L'Yonne républicaine, 1<sup>er</sup> avril 2012, département de l'Yonne)</p>	<p>Ex.1 : « MOSQUÉE À EVREUX Un terrain à disposition à La Madeleine » (Paris Normandie, 22 février 2012, département de l'Eure)</p> <p>Ex. 2 : « Laïcité : le maire veut une charte pour les associations » (Le Journal de Saône et Loire, 11 avril 2017, département de la Saône-et-Loire)</p>
<b>Europe</b>	L'Union européenne, ses institutions, ses décisions, ses politiques, ses leaders, l'Europe comme espace géographique, sécuritaire et culturelle.	<p>Ex.1 : « Sarkozy veut secouer l'Europe » (Sud-Ouest, 12 mars février 2012, département de la Charente-Maritime)</p> <p>Ex. 2 : « Économie La Commission européenne étrille la clause Molière » (Le Parisien, 19 mars 2017, département de l'Oise)</p>	<p>Ex.1 : « Caen. – 1 500 manifestants contre l'austérité » (Ouest France, 1<sup>er</sup> mars 2012, département du Calvados) : Le titre fait référence aux mesures d'austérité imposées par l'UE aux états membres.</p> <p>Ex.2 : « Marine Le Pen : « Ma priorité est de retrouver des frontières » (Le Dauphiné Libéré, 9 avril 2017, département de l'Ardèche)</p>
<b>Front national</b>	Mentions du FN ou de ses dirigeants dont les noms sont explicitement évoqués et/ou leurs photos sont utilisées et/ou les propos sont rapportés.	<p>Ex.1 : « Marine Le Pen à l'attaque » (Midi Libre Semaine, 15 mars 2012, département du Gard)</p> <p>Ex.2 : « FRONT NATIONAL La cheffe de cabinet de Marine Le Pen mise en examen » (La Montagne, 23 février 2017, département de l'Allier)</p>	<p>Ex.1 : « La gauche a trahi le peuple » (Midi Libre Semaine, 16 mars 2012, département du Gard) : déclaration de Marine Le Pen en une.</p> <p>Ex.2 : « PRÉSIDENTIELLE Dérapage autour du Vel d'Hiv » (L'indépendant semaine, 11 avril 2017, département de l'Aude) : Le titre rapporte une déclaration de Marine Le Pen.</p>

Figure 5.2. Exemple de l'opération de codage

The newspaper page features the following content:

- Top Section (Political News):**
  - PRÉSIDENTIELLE:** Emmanuel Macron a présenté son projet économique. PAGES FRANCE
  - AFFAIRES:** Marine Le Pen refuse de répondre à une convocation de la police. PAGES FRANCE
  - AFFAIRE FILLON:** Une information judiciaire confiée à trois juges d'instruction. PAGES FRANCE
- Header:** lamontagne.fr, LA MONTAGNE, Centre France, BRIVE, SAMEDI 25 FÉVRIER 2017 - 1,10 €
- Main Article:** La fibre tisse sa toile. Includes a photo of a technician working on fiber optic equipment. Text: "Le déploiement de la fibre se poursuit à Brive et a débuté à Malemort. Le point sur les travaux et les démarches à accomplir pour se raccorder." and "Déploiement. Sur les 33.000 logements à Brive, il y en a un peu plus de 15.000 pour lesquels le réseau est déployé dans la rue et 7.300 foyers sont déjà éligibles." PAGES 10
- Left Column (Insécurité):**
  - BRIVE:** Sans permis sans assurance mais au volant. PAGE 11
  - BRIVE:** En détention pour trafic de cannabis. PAGE 4
  - SAINT-PANTALÉON:** Mobilisation contre les cambriolages. PAGE 12
- Bottom Left:** BUDGET: Le département doit trouver trois millions. PAGE 6
- Bottom Middle:** LE CABCB VEUT RESTER INVAINCU À DOMICILE POUR CONTINUER À RÉVÉR: Les Brivistes jouent gros ce soir dans le derby face à Feytiat. PAGES SPORTS
- Bottom Right:**
  - PROPOS D'UN MONTAGNARD:** Coup de projecteur. C'est moins une question d'image que de cliché. Sur le premier plan, les réalisatrices françaises font aussi bien que leurs homologues masculins. Sur le second plan, on se pète leur bobine. Car, au cinéma comme dans la vraie vie, les femmes sont discriminées. À preuve, le salaire moyen d'une réalisatrice française est inférieur de 42 % à celui de son homologue masculin, a révélé le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) dans une étude parue hier. Menée de 2006 à 2015, cette étude révèle que, tous métiers confondus, les revenus des femmes sont inférieurs de 38 %. On se croirait à l'époque du muet...
  - ON EN PARLE:** L'accès au droit des moins connectés limité par la fracture numérique. Le Défenseur des droits pointe du doigt un certain retrait du service public au profit de procédures numérisées. PAGES FRANCE
  - INISUP:** Formations diplômantes en Alternance de bac à bac+5. commerce, vente, gestion, marketing, international, ressources humaines... Qualité-Sécurité-Environnement... Inscription & Recrutement en cours. 25 av. Herriot - Brive - 05 55 18 80 06

(La Montagne, département de la Corrèze, 25 février 2017)

On a également procédé au codage des titres relevant de la thématique « emploi ». Le but est de disposer de données relatives au *priming* d'un enjeu important de l'agenda politique en France et qui n'entre pas dans la catégorie des thématiques associées au FN afin de l'utiliser comme outil de validation des résultats. C'est-à-dire, d'être en mesure d'affirmer, le cas échéant, que la relation de causalité entre la présence des thématiques FN dans l'environnement informationnel des électeurs; et le niveau du vote pour celui-ci dans le département n'est pas le fait du hasard ni de la nature des données utilisées dans l'analyse. Autrement dit, d'être en mesure de prouver que pour un enjeu comme l'emploi, qui n'est pas associé dans le paysage partisan français au FN, le niveau de présence de celui-ci dans les médias n'a pas d'impact sur le vote FN. Le choix de cette thématique n'est pas fortuit. En effet, elle est le prototype des enjeux économiques pour lesquels le FN n'a jamais pu construire une image de compétence.

On a personnellement réalisé l'opération de collecte et de codage des titres des unes. Cela a l'avantage de garantir une certaine constance des critères du codage tout au long de l'opération. Une fois que la base de données primaire contenant l'ensemble des titres collectés – plus de 19.000 titres codés – et afin de s'assurer de la qualité de l'opération réalisée, on a procédé à plusieurs opérations de vérification minutieuse. Par exemple, on a fait, au moins trois fois, une vérification de l'ensemble des titres retenus dans la base de données pour s'assurer de la pertinence de l'opération du codage réalisé et ainsi diminuer le nombre d'erreurs. Évidemment, il serait prétentieux d'affirmer que de telles erreurs sont totalement absentes du produit final obtenu, néanmoins, on estime que le degré de présence minimale de celles-ci ne remet aucunement en cause la validité des résultats obtenus.

### **5.3. LES VARIABLES DE CONTRÔLE**

Comme on l'a affirmé dans l'introduction de cette thèse, l'explication du vote pour les

PDR, à l'image du FN, par le biais d'une approche contextuelle<sup>104</sup>, n'est pas nouvelle. Les chercheurs ont identifié pas moins d'une vingtaine de variables de type contextuel avec des résultats parfois contradictoires (Amengay et Stockemer, 2019). Cependant, il convient d'incorporer dans le cadre de cette analyse celles qui se présentent comme les plus consistantes à titre de « variables de contrôle ». Il s'agit ici de la proportion d'immigrants, du taux de chômage, du taux de criminalité et de la densité de la population.

### 5.3.1. LA PROPORTION DES IMMIGRANTS DANS LA POPULATION

En raison de la centralité de la question migratoire dans les programmes électoraux des partis de la droite radicale, il n'est pas surprenant que la question de savoir si l'expansion électorale de ces partis est liée à la présence des populations immigrantes<sup>105</sup> fût très tôt posée. À cet égard, deux cadres ont largement dominé la théorisation de la potentielle relation de causalité qui existerait entre les deux. Le premier, celui de la théorie de la compétition ethnique

---

<sup>104</sup> « L'émergence des partis populistes de droite radicaux [...] en Europe occidentale dans les années 1980 a donné lieu au développement de diverses théories visant à expliquer leur succès [...] [les explications produites] ont essentiellement appliqué et combiné deux types d'approches [...] les théories axées sur la demande et leurs dérivés empiriques ont exploré les attitudes individuelles vis-à-vis de l'immigration, la protestation contre l'élite politique et les institutions démocratiques, ainsi que la perception des individus face à des changements socio-économiques personnels ou structurels drastiques et à l'émergence de valeurs post-matérialistes (Betz 1994; Lubbers et coll., 2002; Mayer et Perrineau, 1992). Les approches axées sur l'offre se sont concentrées sur les plateformes des partis (Cole, 2005, Abedi 2002), le leadership charismatique (Pedahzur & Brichta 2002), les rôles des médias, des traditions nationales et de la structure d'opportunités politiques (Knigge 1998; Golder 2003)» (Kestilä et SöDerlund 2007, p. 773–74).

<sup>105</sup> La France se présente aujourd'hui comme « un pays majeur de l'immigration en Europe. Aujourd'hui, les personnes d'origine immigrée représentent un cinquième à un quart de la population du pays (Tribalat, 2004) et présentent une grande variété d'origines et de motivations: l'immigration postcoloniale (principalement maghrébine ou d'autres régions d'Afrique et certains Vietnamiens), l'immigration économique européenne traditionnelle (d'Italie, d'Espagne, du Portugal, etc.) et, plus récemment, l'immigration non européenne (par exemple un nombre croissant de Turcs) » (Tiberj et Michon 2013, 580). Partant de là, les études se sont questionnées si la présence des immigrants n'était pas un des éléments explicatifs du vote FN. C'est dans ce sens que certains « ont attribué l'augmentation du soutien au FN à la présence de communautés d'immigrés, principalement musulmanes et arabes d'Afrique du Nord » (Hester 2009, 21). C'est le cas notamment, de « Mayer (2002) qui a trouvé que le Front national français a plus de succès dans les quartiers où vivent de nombreux immigrants » (Coffé, Heyndels, et Vermeir 2007, p.145). De leur côté, Eatwell (1998) et Della Posta (2013) la relation entre la présence des immigrants et le vote pour le FN est tributaire du niveau d'analyse mobilisé. Pour eux, la relation de causalité entre la proportion des immigrants et le soutien pour le FN se confirme au niveau du département, mais pas forcément au niveau de la commune<sup>105</sup> (DellaPosta, 2013, p. 249 et Eatwell, 1998 p. 14).

pour qui « les segments vulnérables des populations autochtones du pays se tournent contre les immigrants, car ils les perçoivent comme des concurrents » dans l'accès aux ressources matérielles (Cochrane et Nevitte 2014, p.2), aussi bien sur le marché de l'emploi que les programmes de l'État-providence. C'est pour cela, par exemple, que ces partis obtiendraient de gros scores auprès des classes populaires, des chômeurs et des jeunes peu scolarisés<sup>106</sup>. Le deuxième est la théorie de la menace ethnique pour qui les populations « autochtones [...] percevoir l'immigration de masse comme une défiance à la position dominante de leur culture [...] [avec tout ce que cela implique comme] avantages symboliques et matériels » (Hainmueller et Hiscox, 2007, cité par Dinas et van Spanje 2011, p.659). Autrement dit, le vote pour la droite radicale n'est pas nécessairement lié à la relation que les personnes font entre leur situation matérielle objective réelle et la présence des immigrants, mais plutôt à une identification de cette présence à une menace pour le groupe d'appartenance. Perception de menace dont les motivations peuvent être aussi bien matérielles que culturelles.

Vu l'absence de données de types « ethniques » en France qui permettrait par exemple d'évaluer le nombre de personnes d'origine magrébine ou musulmane par département, on utilisera les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) qui donnent le nombre de personnes immigrantes et étrangères par département<sup>107</sup>. Étant donné que les chiffres de 2017 n'étaient pas encore disponibles, on a procédé à une extrapolation de ceux-ci à partir de ceux de 2016 en appliquant le taux de croissance des populations immigrantes et étrangères dans chaque département de l'année précédente. Les nombres des immigrants et des étrangers dans chaque département sont additionnés. Le résultat de cette

---

<sup>106</sup> Pour Ivaldi (2019), « il est ...essentiel de "désagrèger" certaines des grandes catégories démographiques ou de mieux en définir les contours » quand il s'agit des électeurs des PDR. Il cite à cet égard, l'exemple de la « jeunesse » qui selon lui « renvoie...à des réalités très différentes selon le niveau de diplôme et de qualification, l'environnement urbain ou rural et le capital social des individus » (p.243)

<sup>107</sup> Disponible sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques>.

addition est ensuite divisé par le nombre total de la population du département pour obtenir la variable taux de la population immigrante et étrangère dans le département.

### 5.3.2. LE TAUX DE CHÔMAGE

Dans la foulée des études historiques qui ont lié l'émergence électorale du fascisme dans l'entre-deux-guerres aux conditions économiques désastreuses qu'a connues l'Europe au lendemain de la grande crise économique de 1929, les chercheurs ont essayé de savoir dans quelle mesure l'émergence électorale des partis de la droite radicale en Europe occidentale est liée à la situation économique, notamment au niveau du chômage structurel qui s'est installé dans nombre de régions depuis les années 1970. Probablement la thèse économique la plus populaire, et celle dite des « perdants de la mondialisation » – *globalization losers* – développée par Betz (1993). Pour lui, le déclin des grandes industries, qui mobilisaient une part importante de la main-d'œuvre peu qualifiée, contribue à la marginalisation des personnes qui ne sont pas en mesure de faire face aux mutations économiques induites par la mondialisation (Betz 1993, p.421). Du moment, où, ces perdants de la mondialisation, principalement

les chômeurs, les sous-employés, les travailleurs non qualifiés et ceux dont les emplois sont menacés par les avancées technologiques » [...] [ne se sentaient plus adéquatement représentés par] les partis traditionnels, qui ont mis en œuvre les politiques de marché axées sur la mondialisation [...] [ils se sont] tourn[és]...vers les partis populistes (Hawkins, Read, et Pauwels 2017, p.271)

Selon Rydgren et Ruth (2011), avec la théorie des perdants de la mondialisation, celle de la « privation relative » – *relative deprivation* – se présentent comme les deux « théories les plus influentes sur le rôle de la marginalisation sociale dans l'émergence et la création de partis populistes d'extrême droite » (p.206) . Pour cette dernière « les perceptions de divergences entre la situation du groupe d'appartenance et celle d'un autre groupe plus

privilegié, ou entre, ses attentes et ses réalisations personnelles, produisent un état d'inconfort. Ce qui à son tour pousse l'individu à protester ou à se rebeller » (Walker et Mann 1987, p.275). Cette thèse a principalement été opérationnalisée en termes de l'impact que peut avoir la dégradation des conditions économiques (Rydgren 2007, p.248). Généralement en utilisant des indicateurs reflétant la situation du marché de l'emploi et son indicateur phare, le taux de chômage. C'est ce choix qu'on privilégie ici. Les données sur le taux de chômage dans chaque département proviennent de l'INSEE.

### 5.3.3. LE TAUX DE CRIMINALITÉ

Étant donnée la centralité de l'ordre et de la loi dans les programmes électoraux des PDR se matérialisant dans des propositions dures sur la criminalité – *tough on crime policies* – les chercheurs se sont demandés si la criminalité élevée favorisait les succès électoraux de la droite radicale. En d'autres termes, ils ont posé la question : « est-ce que la criminalité est payante? » pour les partis de la droite radicale (Smith, 2010). D'autant plus que l'émergence électorale de ceux-ci « coïncide avec l'augmentation fulgurante des taux de criminalité de nombreux pays d'Europe occidentale » (p.1472). Cependant, contrairement à l'étude d'impact de l'immigration ou du chômage sur le vote pour les partis de la droite radicale, la prise en considération de la criminalité comme facteur explicatif de ce vote, n'a pas quant à elle donné lieu au développement de cadres théoriques, du moins pas aussi diverses que pour les deux premiers.

Cela est surprenant. Vu que la criminalité, comme on a pu le démontrer ailleurs dans le cadre d'une méta-analyse<sup>108</sup> est l'une des rares variables contextuelles qui semble avoir un

---

<sup>108</sup> Voir à ce sujet : Amengay et Stockemer (2018). "The Radical Right in Western Europe: A Meta-Analysis of Structural Factors." *Political Studies Review*, <https://doi.org/10.3917/her.144.0018>.

impact positif consistant sur le vote pour les partis de la droite radicale au fil des études (ex. Coffé, Heyndels, et Vermeir (2007), Smith (2010) et Dinas et van Spanje 2011). Dès lors, il est impératif de la prendre en considération dans cette analyse. D'autant plus que le *priming* de la criminalité dans un département pourrait n'être en définitive qu'un reflet de la criminalité réelle dans celui-ci. Autrement dit, que le *priming* de la criminalité et le taux de criminalité soient des variables fortement corrélées ne faisant au final du *priming* de l'insécurité qu'un *proxy* possible du niveau réel de la criminalité dans le département.

Les données sur la criminalité ont été obtenues à partir des données mensuelles du Service de la statistique de la sécurité intérieure accessible via le site du ministère de l'Intérieur français<sup>109</sup>. Celui-ci comptabilise l'ensemble des crimes, délits et infractions commis dans chacun des départements français. À partir de ces données, on a calculé le taux de criminalité dans chaque département qui se présente comme le rapport entre le total des actes commis (toutes catégories confondues) sur les trois mois (de janvier à avril) qui précèdent le jour des élections présidentielles de 2012 et 2017 et le total de la population dans chaque département.

#### 5.3.4. DENSITÉ DE LA POPULATION

Pendant longtemps, le vote FN fut principalement urbain ou périurbain. À l'opposé, les zones rurales furent imperméables à la droite radicale et demeurèrent des bastions de la droite traditionnelle. Deux explications sont possibles à cela. La première de nature économique, qui permet d'expliquer les scores élevés des partis de la droite radicale dans les zones urbaines par l'une ou l'autre des différentes théories économiques sur le vote pour ces partis. Par exemple, la nature urbaine de ce vote serait due à la forte concentration des « perdants de la

---

<sup>109</sup><https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/chiffres-departementaux-mensuels-relatifs-aux-crimes-et-delits-enregistres-par-les-services-de-police-et-de-gendarmerie-depuis-janvier-1996/>

mondialisation » dans ses zones, en l'occurrence des travailleurs peu qualifiés et des chômeurs. En effet, pour des raisons historiques, l'industrialisation, la désindustrialisation et le chômage de masse sont avant tout des phénomènes urbains. La deuxième de nature culturelle, qui lie la difficulté des partis de l'extrême droite, du moins en France, à bien s'implanter dans les zones rurales par l'enracinement des valeurs traditionnelles dans ces régions, notamment la place qu'y occupe la religion catholique. En effet, comme on l'a déjà mentionné, la pratique religieuse en France fonctionnait comme une sorte de rempart face au FN, particulièrement avec le rejet longtemps affiché des instances ecclésiastiques françaises des idées défendues par le FN.

Certes, depuis l'élection présidentielle de 2002 la singularité urbaine du vote FN est de moins en moins vraie. Chose qui semble s'être accentuée depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN en 2011, néanmoins, la prise en considération de cette dualité (urbain vs rural) dans l'analyse du vote frontiste demeure un élément d'intérêt. C'est dans ce sens qu'on utilisera la densité de la population comme indicateur de la nature principalement urbaine ou rurale de chaque département. Plus la densité de la population est élevée dans le département, plus il est urbain, et vice-versa. Là aussi les valeurs de cette variable ont été calculées à partir des statistiques de l'INSEE sur la population française dans chaque département, divisée par la superficie de celui-ci afin d'obtenir la densité de la population par m<sup>2</sup> dans chacun des départements de la métropole.

### 5.3.5. LES RÉSULTATS DE JEAN-LUC MÉLENCHON

Afin de pouvoir tester les hypothèses sur la compétition qu'aurait exercée la gauche populiste, plus précisément Jean-Luc Mélenchon, vis-à-vis de Marine Le Pen dans l'appropriation de la thématique populiste durant les élections présidentielles de 2012 et 2017, les résultats de celui-ci vont être utilisés comme variable de contrôle. La collecte des résultats

de Jean-Mélenchon dans chaque département s'est faite selon les mêmes modalités que les résultats électoraux du FN.

#### 5.4. LES OUTILS DE L'ANALYSE

Les différents IP, en plus de l'IV, seront mobilisés pour réaliser un ensemble d'analyses de type descriptif, notamment afin d'étudier le contenu des médias nationaux et locaux en 2012 et 2017 et dégager les premières conclusions sur la relation qui existerait entre la présence dans l'environnement informationnel départemental des thèmes FN et le niveau de vote pour celui-ci dans le département. Il s'agira également de déceler ce qui caractérise la distribution spatiale des IP et de se questionner sur la possible corrélation entre le niveau du *priming* des thèmes FN et les facteurs contextuels du monde réel. Par exemple, la corrélation entre l'IP Immigration et la proportion d'immigrants dans le département. De son côté, tester les hypothèses formulées dans le chapitre précédent se fera en mobilisant principalement des modèles de régression linéaire, étant donnée la nature contenue de la variable dépendante (pourcentage de vote obtenu par le FN au niveau du département). L'équation générale de ces modèles prend la forme suivante :

$$\text{Vote FN} = \beta_0 + \beta_1.\text{IP Immigration} + \beta_2.\text{IP Islam} + \beta_3.\text{IP Insécurité} + \beta_4.\text{IP Scandales politiques} + \beta_5.\text{IP Europe} + \beta_6.\text{Densité population} + \beta_7.\text{Taux d'immigration} + \beta_8.\text{Taux de criminalité} + \beta_9.\text{Taux de chômage} + \varepsilon$$

Avec  $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5, \beta_6, \beta_7, \beta_8$  et  $\beta_9$  les paramètres de l'équation et  $\varepsilon$  le terme d'erreur. Cette équation sera adaptée au regard des hypothèses présentées et des résultats des analyses descriptives qui seront réalisées. Pour chacun des thèmes FN, une équation spécifique sera élaborée pour tester l'hypothèse correspondante, avant qu'une équation générale englobant

l'ensemble des thématiques ne soit utilisée.

En somme, dans ce chapitre on a présenté les grandes lignes qui gouvernent l'opérationnalisation du cadre théorique afin de pouvoir tester les hypothèses qui y sont formulées. Comme tout passage de la théorie à l'empirique cela impliquait de faire des choix et des adaptations. Cela est bien illustré par le cas de la thématique du populisme anti-élite. On a également mis en avant la nécessité de prendre en considération les autres théories explicatives de nature contextuelle dans cette analyse vu que l'impact des médias ne s'opère pas dans un vide. Cela a été fait à travers l'incorporation de variables de contrôle dans l'équation générale. Cependant, avant de se lancer dans les tests permettant de valider ou de réfuter les hypothèses développées sur la relation entre la présence des thèmes FN dans la presse locale et le vote pour ce parti, il convient dans un premier temps de dresser le portrait de la présence de ces thèmes dans les médias en 2012 et 2017. C'est l'objectif que se donne le chapitre qui suit.

## Chapitre VI

# Les thèmes FN dans les médias aux élections présidentielles de 2012 et 2017

Avant de tester la validité des hypothèses formulées dans le chapitre précédent, on analysera la base de données collectée. Plusieurs buts sont à atteindre. Primo, savoir dans quelle mesure les thématiques FN furent réellement présentes, ou non, dans l'environnement informationnel des électeurs durant la période de deux mois qui a précédé le premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017. Secundo, comparer la présence des thèmes FN dans les médias nationaux et leur présence dans les médias locaux. Tertio, appréhender comment le *priming* des thématiques FN, plus exactement l'immigration et l'insécurité, ne serait en définitive que le reflet d'un contexte local caractérisé par une forte présence de l'immigration et un taux de criminalité élevé. Quarto, dégager les premières conclusions sur la relation qui existerait entre le niveau de présence des thématiques FN dans l'environnement informationnel départemental et la distribution territoriale du vote FN.

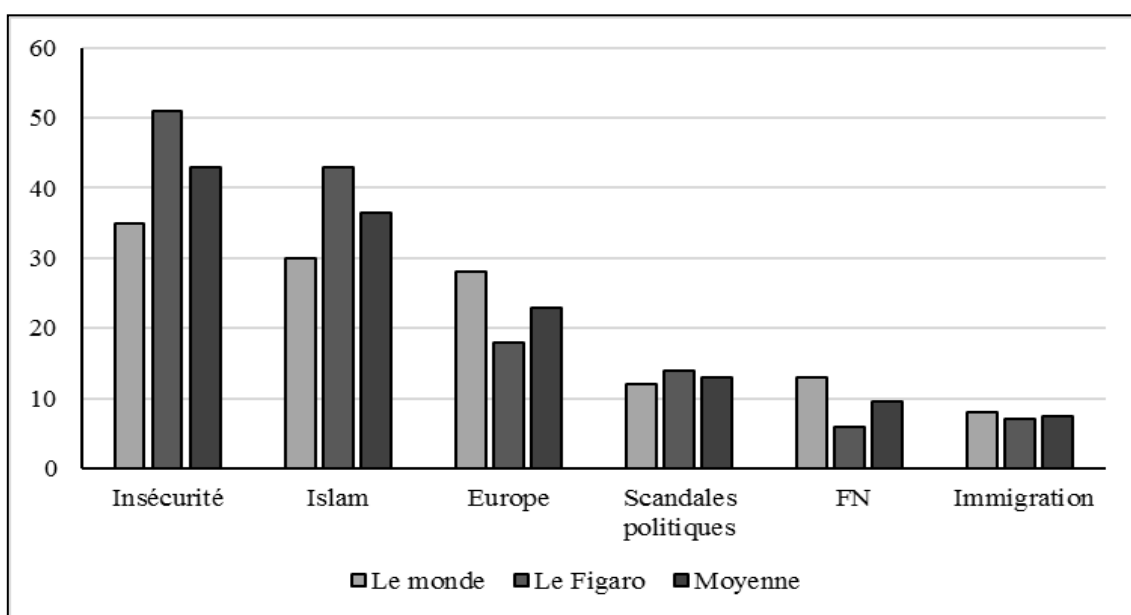
### 6.1. LE PRIMING DES THÈMES FN DANS LES MÉDIAS NATIONAUX

Un des postulats de départ de cette thèse est que des médias nationaux exposent les électeurs à un même contenu médiatique sur tout le territoire national. Cependant, cette uniformité géographique ne veut pas pour autant dire que ce contenu est temporellement statique. Moins encore que le contenu de la presse locale soit totalement indépendant de celui des médias nationaux.

### 6.1.1. DE 2012 À 2017 : LA VISIBILITÉ ACCRUE DU FN ET DE SES THÈMES

Les figures 6.1 et 6.2 représentent les fréquences des thèmes FN dans les journaux Le Monde et Le Figaro, ainsi que leur moyenne. En 2012, parmi toutes les thématiques étudiées, l'insécurité est celle qui apparaît le plus dans les uns des deux journaux avec une moyenne de 43 récurrences. Elle est suivie de l'islam (36.5), de l'Europe (18), des scandales politiques (13) et finalement de l'immigration<sup>110</sup> (7.5) (figure 6.1.).

**Figure 6.1. Nombre de titres liés aux thématiques FN en 2012**

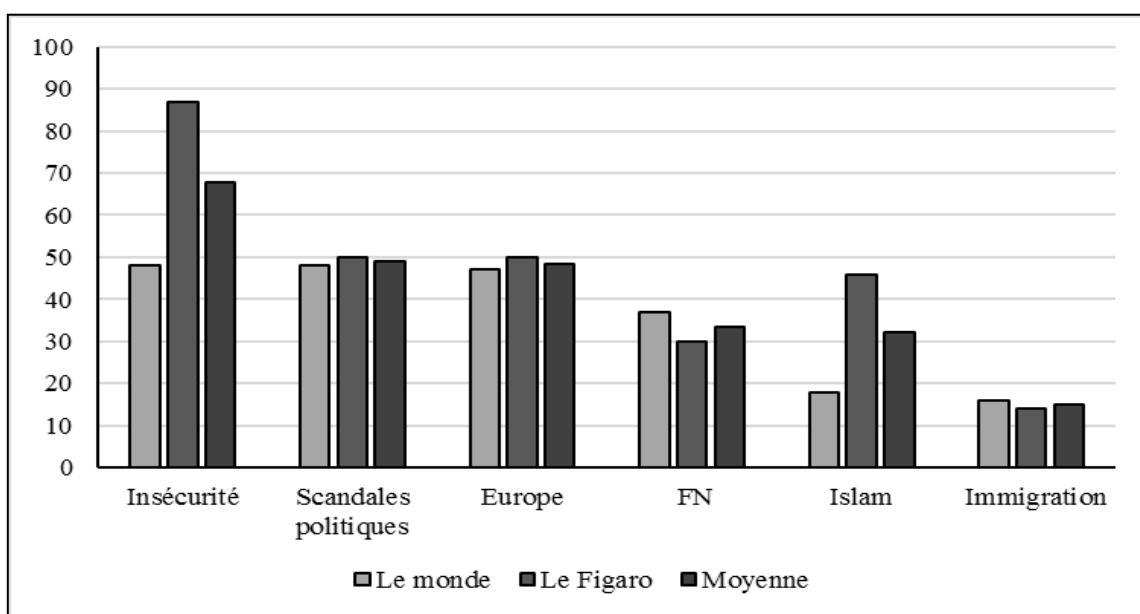


L'ordre quasi identique des thématiques les plus primées dans les deux organes de presse est très frappant en 2012. Certes, des différences existent dans le nombre de titres

<sup>110</sup> De façon globale, Le Figaro a accordé plus de place à la couverture de l'insécurité et de l'islam que Le Monde en 2012. Cela n'est pas surprenant en soi, vu la ligne éditoriale de cet organe de presse proche de la droite traditionnelle et dont le soutien à Nicolas Sarkozy et à sa campagne électorale axée sur les questions identitaires fut pleinement assumé. Ce qui est par contre plus surprenant, c'est que malgré la volonté de Sarkozy – comme président sortant ayant fait l'objet de la plus importante visibilité médiatique cette année-là (Grossman et Jaber, 2014) – de mettre l'enjeu de l'immigration au centre de l'agenda médiatique, celle-ci est loin d'avoir fait l'objet d'un *priming* de la part des médias nationaux. En effet, sur les deux mois qui ont précédé l'élection la moyenne de cette thématique est de 7.5, soit en moyenne un seul titre tous les huit jours.

consacrés par chacun d’eux aux thèmes FN <sup>111</sup>, néanmoins, les données mettent clairement en évidence que les deux journaux se rejoignent sur l’importance relative qu’ils accordent à une thématique FN X par rapport à une thématique FN Y. Cela est confirmé par les données de l’élection présidentielle de 2017. En effet, l’ordre est identique encore une fois (figure 6.2). Ce qui prouve la tendance des médias nationaux à se rejoindre sur l’importance qu’ils donnent à une thématique particulière sur une période donnée.

**Figure 6.2. Nombre de titres liés aux thématiques FN en 2017**



La comparaison entre 2012 et 2017 fait ressortir cinq éléments. Premièrement, aussi bien en 2012 qu’en 2017, l’insécurité se présente comme la thématique FN la plus primée. Elle a même enregistré une augmentation de 56.6 % du nombre moyen de titres qui lui y sont consacrés en 2017 par rapport à 2012. Cette augmentation est très intrigante. Étant donné que contrairement à 2012, la période analysée n’a pas connu des attaques terroristes d’ampleur

<sup>111</sup> Ce qui est en soi normal et peut s’expliquer par un ensemble de facteurs. Par exemple, la structure de la une qui peut varier d’un journal à un autre, la place qu’y occupent les publicités, les choix graphiques et les effets visuels privilégiés, etc.

comme ce fut le cas 5 ans auparavant. Donnant ainsi un premier indicateur sur la possible déconnexion entre la place qu'occupe la thématique de l'insécurité dans les médias et le niveau d'insécurité objectif qui prévaut dans l'environnement.

Deuxièmement, le *priming* des titres liés aux scandales politiques, ou ce qui est communément appelé en France « les affaires », a connu une augmentation fulgurante en 2017 : avec une moyenne de 49 titres en 2017, contre uniquement 13 en 2012. Elle occupe ainsi la deuxième place en 2017, juste après l'insécurité, alors que cinq ans auparavant, elle était en avant-dernière position, pas loin de l'immigration. Cette inflation du *priming* des scandales politiques dans les médias nationaux est principalement due aux « affaires Fillon » qui ont surgi en pleine campagne électorale, et dans une moindre mesure aux « affaires Le Pen ».

Troisièmement, le *priming* de la thématique de l'islam a connu un recul considérable en 2017 par rapport à 2012. D'une part, le nombre moyen de titres qui lui ont été consacrés dans la presse nationale a baissé de 36.5 en 2012 à 32.2 en 2017. D'autre part, comparativement aux autres thèmes FN, l'islam se retrouve en quatrième position en 2017. Là, où il était le deuxième thème le plus primé en 2012, juste après l'insécurité. Corollaire du *priming* des attentats et de l'intégrisme islamiste dans les médias nationaux, il n'est pas surprenant que le *priming* de l'islam ait connu une forte baisse en 2017 vu l'absence d'événements de la même envergure que ceux qui ont marqué la présidentielle de 2012.

Quatrièmement, la thématique FN qui est l'objet de la plus forte appropriation thématique du FN, à savoir l'immigration, et celle qui a fait l'objet du *priming* le plus bas. En effet, avec des récurrences aussi faibles que 7.5 et 13.5 consécutivement en 2012 et 2017, on est amené à se demander si on peut même parler de *priming* médiatique de cette thématique. Avec une récurrence égale à 7.5, l'immigration ne faisait en moyenne la une des médias

nationaux qu'une fois tous les 8 jours en 2012. Néanmoins, cette fréquence va passer à une fois tous les quatre jours ce qui est incontestablement une augmentation significative.

Cinquièmement, la thématique de l'Europe, tout en maintenant sa troisième place de la thématique FN la plus primée en 2012, a enregistré une appréciation importante de sa récurrence dans la presse nationale dans un contexte marqué par le processus du Brexit enclenché par le parlement britannique. La présence de cette thématique de façon substantielle dans l'ouverture des médias nationaux, aussi bien en 2012 qu'en 2017, n'est pas surprenante vu que l'Europe constitue depuis les années 1990 un enjeu central de l'agenda politico-médiatique national.

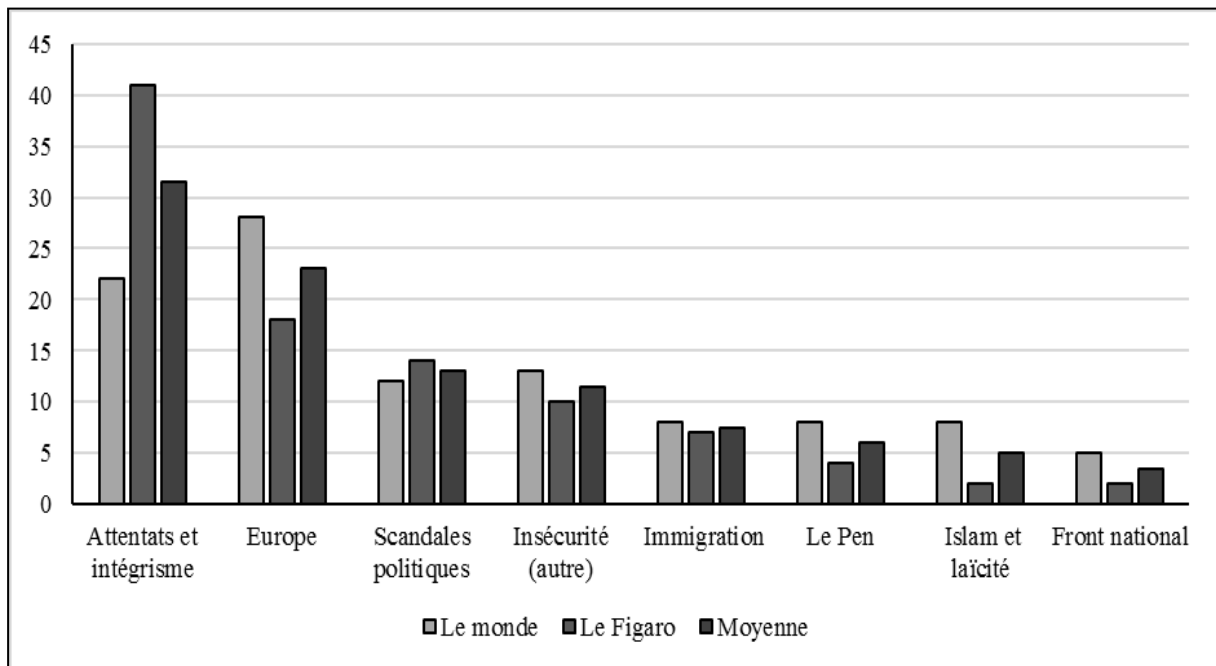
Ce premier portrait comparatif du *priming* des thèmes FN dans les médias nationaux en 2012 et 2017 permet de dégager les premières tendances. Il met également en relief les possibles corrélations entre le *priming* de ces thèmes et l'importance de prendre en considération le contexte qui a caractérisé chacune des deux élections pour bien appréhender les variations qu'a connues le *priming* des thématiques FN entre 2012 et 2017. C'est ce que les trois prochaines sections s'attelleront à faire.

### 6.1.2. L'INSÉCURITÉ ET L'ISLAM : LES INDISSOCIABLES ?

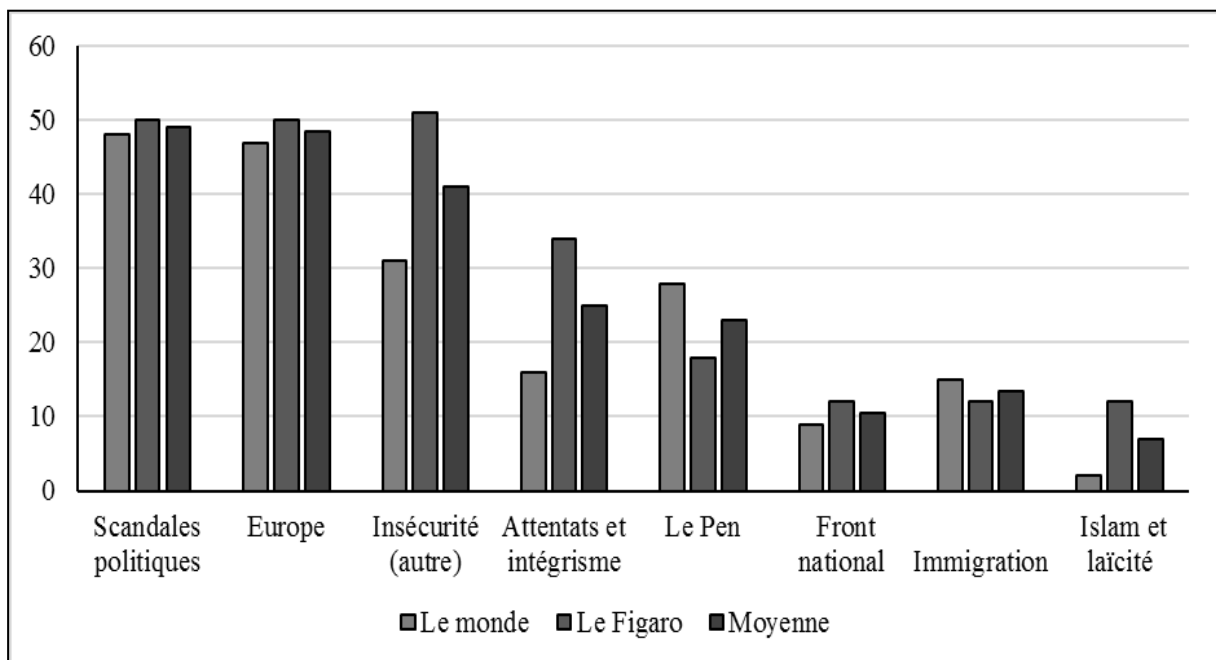
En 2012, l'analyse des titres liés à l'insécurité dans la presse nationale révèle la place centrale qu'y ont occupée les attaques terroristes de Toulouse et Montauban du 11 et 19 mars 2012, dites « l'affaire Merah ». C'est-à-dire en plein milieu de la campagne électorale et à moins d'un mois du premier tour du 22 avril. En effet, comme il apparaît dans le graphique 6.3, qui distille les thèmes FN en plusieurs sous-catégories, le *priming* de l'insécurité dans les médias nationaux est avant tout le *priming* des attaques terroristes, des opérations policières et du débat médiatique et politique qu'ils ont engendré, notamment sur la présence de l'intégrisme islamiste

en France.

**Figure 6.3. Fréquences des titres liés aux thématiques FN en 2012**



**Figure 6.4. Fréquences des titres liés aux thématiques FN en 2017**



Si on ne considère que les titres des unes qui ont traité de cette thématique « insécurité-attentats » – abstraction faite de tous les autres titres liés à une autre forme de criminalité ou

d'insécurité physique – le *priming* de l'insécurité-attentats occupe la première place de l'ensemble des thématiques analysées en 2012. Pour Le Figaro les titres liés aux attentats représentent 80.3 % de l'ensemble du *priming* de l'insécurité et 62.8 % pour Le Monde. Malgré cette différence, il ne fait aucun doute que pour les médias nationaux en 2012, le *priming* de l'insécurité est principalement un *priming* de « l'insécurité-attentats ».

Par la force des choses, le *priming* de l'islam dans les médias nationaux se trouve intrinsèquement associé au *priming* de l'insécurité-attentats. Dans les faits, 86% des titres en lien avec l'islam traitent de l'insécurité en 2012. Le reste traitant principalement du débat sur l'alimentation halal qui agissait durant cette période la droite traditionnelle (Le Monde, 8 mars 2012). Ce sont ces titres qui apparaissent dans le graphique 6.3 et 6.4 sous la catégorie « islam et laïcité ». Le caractère contextuel de la prédominance des titres sur les attentats/intégrisme en 2012 se confirme à travers l'analyse des données de 2017. Effectivement, contrairement à 2012, les titres liés à d'autres formes de criminalité (« insécurité (autre) » dans les graphiques », ou à une approche plus globale de l'insécurité, prédominent. Avec 64.6 % et 58.2 %, respectivement dans Le Monde et Le Figaro (voir figure 6.4). L'indissociabilité du *priming* de l'islam de celui de « l'insécurité-attentats » s'affirme également en 2017 avec 78% de l'ensemble des titres de la catégorie islam qui tombent également sous la thématique de l'insécurité.

### 6.1.3. LES ÉLITES POLITIQUES FRANÇAISES SOUS LE FEU DES SCANDALES

En 2012, les titres portant sur les scandales politiques se classent en quatrième position (figure 6.1) avec une moyenne de 13 titres. Deux affaires sont les plus évoquées. D'une part, « l'affaire du Carlton », du nom du célèbre hôtel, impliquant Dominique Strauss-Kahn qui après son retour des États-Unis, où il a pu trouver un « arrangement » financier à « l'affaire DSK » évoquée précédemment, il devait faire face, cette fois-ci en France, à des accusations de

« proxénétisme aggravé » (Le Monde, 28 mars 2012). D'autre part, « l'affaire Veolia » battait son plein. La potentielle nomination de l'ancien ministre de l'Écologie de Sarkozy, Jean-Louis Borloo, à la tête de Veolia, une des plus grosses sociétés françaises en matière d'aménagement environnemental, a mis au grand jour un possible accord secret entre les deux hommes, selon lequel, le populaire Borloo s'abstiendrait de se présenter à l'élection présidentielle de 2012, en échange de l'interférence de Sarkozy en sa faveur dans le processus de nomination à la tête de Veolia (Le Monde, 21 février 2012). Néanmoins, cela n'était rien comparativement à la place qu'allaient occuper les scandales politiques durant la même période électorale cinq ans après.

En 2017, les scandales politiques se retrouvent à la deuxième place avec une moyenne de 49 titres sur deux mois. Soit une augmentation de 273 % par rapport à la même période en 2012. Une fois la distinction faite entre les titres liés aux attentats et les autres, les « affaires » se retrouvent même en première place des thèmes FN les plus primés par les médias nationaux. En 2017, « l'affaire Fillon », avec sa multitude de rebondissements, domine l'actualité de la presse nationale. Accusations d'emplois fictifs en faveur de membres de sa famille, des « cadeaux » en nature qu'il aurait reçus de la part « d'un ami » et déchirement au sein de la droite, entre ceux qui voudrait le pousser vers l'abondant de la course, et ceux qui crient au complot sont parmi les éléments reportés. « Les affaires Fillon » représentent à elles seules pas moins de 75,5 % de l'ensemble des titres des unes qui ont traité des scandales politiques en 2017. Loin devant « l'affaire Le Pen », qui elle, faisait face à des accusations d'utilisation de fonds européens à des fins partisans ; et « l'affaire Le Roux », éphémère ministre de l'Intérieur du président François Hollande, qui aurait fait bénéficier ses enfants de contrats d'assistants parlementaires sans n'avoir jamais réalisé les tâches pour lesquels ils auraient été payés (Le Figaro, 21 mars 2017).

#### 6.1.4. QU'EN EST-IL DE LA VISIBILITÉ DE MARINE LE PEN ?

L'analyse des titres liés au FN permet clairement de voir comment la visibilité du Front national dans la presse nationale est avant tout celle de sa présidente. Comme le reflètent les graphiques 6.3 et 6.4, qui distinguent entre le nombre de titres consacrés à Marine Le Pen et ceux consacrés à son parti durant les deux mois qui précèdent les élections présidentielles de 2012 et 2017, deux titres FN sur trois sont consacrés à Marine Le Pen. Cette tendance se vérifie aussi bien en 2012 qu'en 2017.

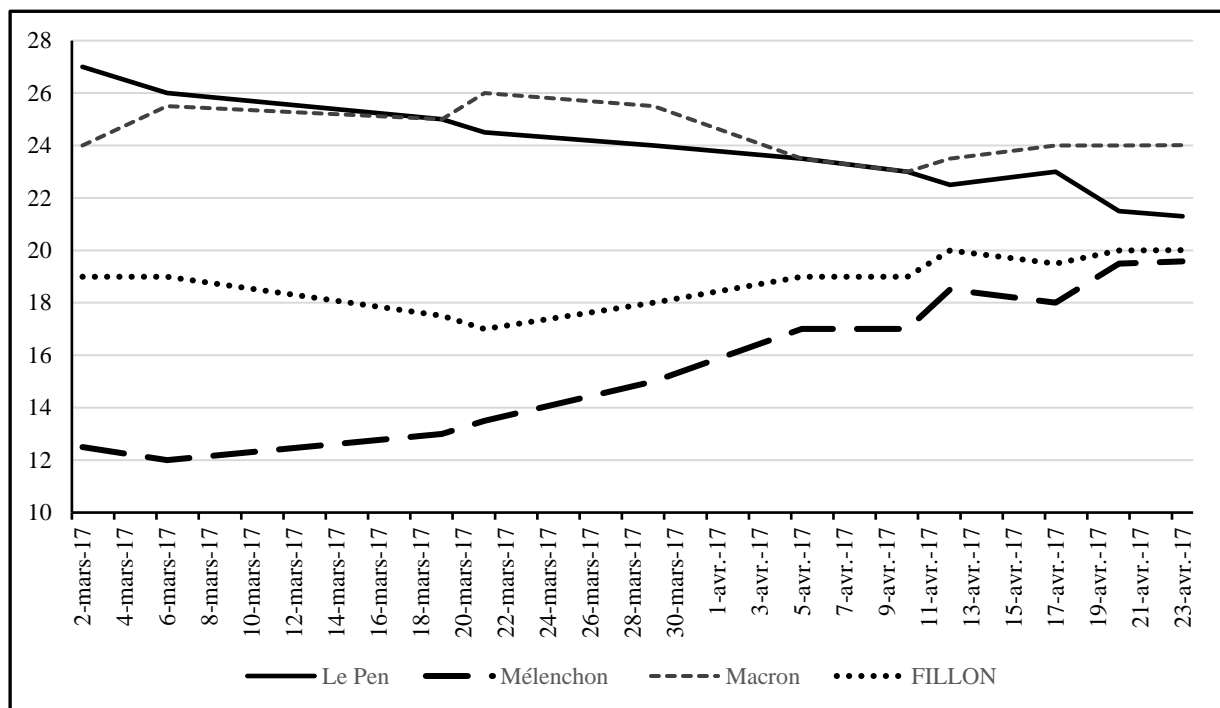
La visibilité de Marine Le Pen dans la presse nationale s'est accrue de presque 400% entre 2012 et 2017. En 2012, Marine Le Pen n'a fait en moyenne l'objet que de 6 titres sur toute la période étudiée, alors qu'en 2017 cette moyenne est passée à 38 titres. C'est-à-dire, elle faisait au moins deux fois les gros titres tous les trois jours des médias nationaux français en 2017, contre en moyenne un titre tous les dix jours en 2012. Ces résultats ne laissent aucun doute sur le gain conséquent qu'a réalisé Marine Le Pen en termes de visibilité médiatique entre les deux élections. Cette situation s'explique au moins par deux raisons.

Premièrement, à l'opposé de 2012, où Marine Le Pen venait de prendre depuis moins d'un an la tête d'un parti politique qui ne s'était pas encore tout à fait remis de sa crise post-élection présidentielle de 2007, Le Pen entama la course en 2017 dans la posture de la favorite des sondages (figure 6.5.). Ce statut lui a garanti une visibilité médiatique plus importante qu'en 2012, où elle était plus un outsider face au binôme Sarkozy-Hollande qui quant à lui bénéficiait de la plus importante visibilité médiatique (Grossman et Jaber, 2014).

Deuxièmement, la visibilité médiatique de Marine Le Pen s'est trouvée également accentuée, au moins partiellement, par les scandales politiques qui ont éclaté ou prédominé durant la campagne électorale de 2017. Faisant elle-même face à des déboires judiciaires repris

par les médias. Certes, ceux-ci n'ont pas pris la même envergure que ceux de François Fillon, néanmoins, ils ont contribué à lui assurer une visibilité médiatique additionnelle. Est-ce que pour autant dire que cette visibilité médiatique aurait été moins importante en l'absence de « ses » affaires ? Il y a fort à douter au regard du premier élément.

**Figure 6.5. Variation des intentions de vote pour Marine Le Pen avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2017**



Source des données : Baromètre ELABE pour BFMTV et L'Express le 21 avril 2017

Néanmoins, on ne peut totalement rejeter que les scandales politiques de 2017 aient pu accentuer sa visibilité médiatique. Cependant, malgré l'augmentation de la visibilité médiatique nationale du FN en général, et celle de Marine Le Pen en particulier en 2017 par rapport à 2012, une fois comparé au *priming* de ses thématiques, la visibilité du FN se classe derrière le *priming* l'insécurité, l'Europe et les scandales politiques. Autrement dit, les thèmes FN sont médiatiquement plus présents que le parti lui-même dans les médias nationaux.

## 6.2. LE PRIMING DES THÈMES FN DANS LES MÉDIAS LOCAUX

Après avoir identifié ce qui caractérise le contenu des médias nationaux en matière de *priming* des thèmes FN durant les deux mois qui précèdent le premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017, il s’agira dans cette deuxième partie de ce chapitre de comparer le *priming* de ces thèmes dans la presse locale par rapport à leur *priming* dans la presse nationale.

### 6.2.1. LES THÈMES FN ENTRE MÉDIAS NATIONAUX ET MÉDIAS LOCAUX

Un des postulats théoriques de cette thèse est que l’environnement informationnel dans lequel baignent les individus est alimenté à la fois par du contenu médiatique local et par du contenu médiatique national. Si le premier est admis comme uniforme à travers la France, le deuxième est censé connaître des variations sur une base territoriale. Une des manières d’appréhender les variations du *priming* des thèmes FN à travers la presse locale est d’utiliser le contenu de la presse nationale comme un repère. C’est-à-dire calculer pour chaque département la différence qui existe entre la récurrence de chaque thématique FN dans la presse locale et celle-ci dans la presse nationale. Le tableau 6.1 présente les résultats de cette comparaison.

**Tableau 6.1. Présence des thèmes FN dans les médias locaux par rapport aux nationaux**

Thème	Nombre de départements en 2012		Nombre de départements en 2017	
	Plus présent	Moins présent	Plus présent	Moins présent
Immigration	1	94	0	94
Islam	0	95	1	94
Insécurité	84	11	33	61
Scandales politiques	0	95	0	94
Europe	0	95	0	94
Visibilité FN	0	95	0	94
Total	95		94	

En 2012, on note qu'à l'exception de la thématique de l'insécurité, l'ensemble des départements français<sup>112</sup> affichent des IP thématiques locaux inférieurs aux IP thématiques nationaux. Il en est de même de la visibilité du FN. Autrement dit, durant la période des deux mois qui se sont écoulés jusqu'au premier tour du 22 avril, l'immigration, l'islam, les scandales politiques et l'Europe furent plus primés par les médias nationaux que par la presse locale sur l'ensemble des départements français. Cependant, une fois on fait la distinction entre le *priming* de l'insécurité liée aux attentats et les autres formes d'insécurité, une autre configuration apparaît. Dans les 94 départements analysés, l'IP « insécurité autre » est supérieur à celui de la presse nationale dans la totalité des départements (tableau 6.2).

**Tableau 6.2. Les types d'insécurité dans les médias locaux et nationaux**

Thème insécurité	Nombre de départements en 2012		Nombre de départements en 2017	
	Plus présent	Moins présent	Plus présent	Moins présent
Attentats et intégrisme	1	94	94	0
Insécurité autre	94	0	71	23
Total	95		94	

En 2017, encore une fois les IP de l'immigration, de l'islam et de l'Europe, des scandales politiques, mais également la visibilité du FN sont inférieurs à ceux des médias nationaux dans la quasi-totalité des départements (tableau 6.1.). L'IP insécurité de la presse nationale est supérieur à celui au niveau local dans 61 sur 94. Cependant, une fois la distinction faite, entre le *priming* des attentats et le reste de l'insécurité, principalement composé par les titres rapportant de la criminalité (tableau 6.2), on retrouve une configuration assez proche de celle de 2012. C'est-à-dire qu'il y a un rôle prépondérant pour la presse locale dans le *priming* de la « criminalité usuelle », contre une prépondérance des médias nationaux dans le *priming*

<sup>112</sup> Le département des Pyrénées orientales est le seul dont l'IPM est supérieur à la moyenne de l'IPM nationale en 2012.

de la « criminalité exceptionnelle » des attentats/intégrisme islamiste.

En somme, la comparaison entre médias nationaux et médias locaux permet de tirer quatre conclusions. Premièrement, de façon globale les médias nationaux sont plus enclins à primer l'immigration, l'islam, l'Europe et les scandales politiques que les médias locaux. Deuxièmement, les médias nationaux accordent une plus grande visibilité au FN que les médias locaux. Troisièmement, l'insécurité est la seule thématique FN dont le rapport de *priming* entre médias nationaux et médias locaux peut varier dans le temps. Quatrièmement, le *priming* de l'insécurité liée aux attentats est principalement l'œuvre des médias nationaux, alors que celui des autres formes de l'insécurité (délinquance, infractions, homicides, etc.) est largement le produit des médias locaux.

## 6.2.2. LES VARIATIONS TERRITORIALES DES THÈMES FN DANS LA PRESSE LOCALE

Après avoir dressé le portrait de l'évolution qu'a connu le *priming* des thèmes FN dans les médias nationaux entre les élections présidentielles de 2012 et 2017 et comparé celui-ci au contenu de la presse locale, il s'agira dans cette section d'analyser les variations territoriales de ce *priming* entre les départements pour chacune des élections étudiées.

### 6.2.2.1. LES THÈMES FN DANS LA PRESSE LOCALE EN 2012

#### 6.2.2.1.1. LES STATISTIQUES DESCRIPTIVES ET LES DISTRIBUTIONS

En 2012, de l'ensemble des thèmes FN, l'insécurité est loin d'être celle qui fait l'objet de plus *priming* le plus élevé par la PQR. La moyenne de l'IP départemental de l'insécurité est de 113.90. Loin devant l'islam, la corruption, l'Europe et l'immigration (tableau 6.3). Autrement dit, en moyenne, plus d'un titre est consacré à l'insécurité quotidiennement. Elle est

ainsi la seule thématique FN qui a fait en moyenne l'objet d'un *priming* quotidien de la part de la presse locale.

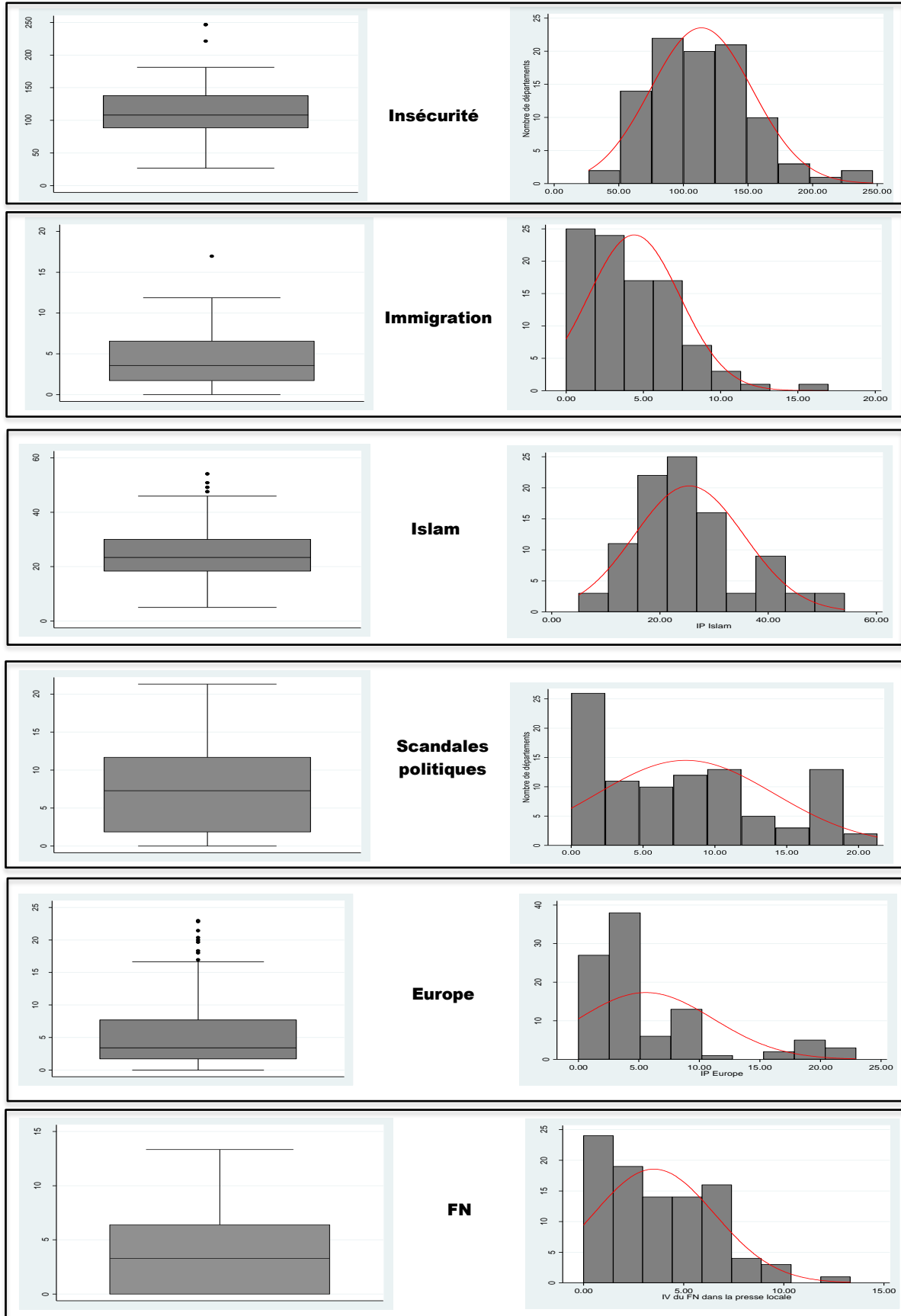
**Tableau 6.3. Statistiques descriptives des thèmes FN en 2012**

<b>IP thématiques</b>	<b>N.</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Min.</b>	<b>Max.</b>
IP Insécurité	95	113.91	26.67	246.66
IP Islam	95	25.40	5.00	54.09
IP Scandales politiques	95	7.98	0	21.31
IP Europe	95	5.57	0	22.95
IP Immigration	95	4.40	0	16.94
Visibilité FN	95	3.52	0	13.33

Cet écart conséquent entre le *priming* de l'insécurité d'une part, et le reste des thématiques FN d'autre part, ressort clairement à travers l'analyse des statistiques descriptives de 2012. Probablement, l'élément le plus représentatif de ce constat est que les valeurs maximums des IP de l'immigration, des scandales politiques et de l'Europe sont tous inférieurs à la valeur minimale de l'IP de l'insécurité. Cependant, au-delà de ces moyennes des disparités importantes existent pour ce qui est de la distribution pour chaque thématique entre les départements comme le reflète la figure 6.6.

Pour l'insécurité, l'IP varie entre 26.67 pour le département de la Haute-Loire et 246.67 pour la Haute-Corse. Cette dernière se présente avec la Corse-du-Sud et la Moselle comme des valeurs aberrantes (*outliers*) dépassant 193 comme IP. Il s'agit en effet des seuls départements dans lesquels l'insécurité fait l'objet de plus de deux titres de la une quotidiennement tout au long des deux mois qui précèdent l'élection présidentielle de 2012. À l'opposé, le département de la Haute-Loire affiche l'IP insécurité le plus bas avec 20.67, ce qui équivaut à une moyenne d'un titre sur la question tous les 5 jours. Là, où la majorité des départements ont des IP insécurité se situant entre 50 et 175. C'est-à-dire que dans la majorité des départements il y a au moins un titre sur l'insécurité tous les deux jours.

**Figure 6.6. Distributions des IP thématiques et de la visibilité du FN en 2012**



Pour ce qui est de l'islam, qui apparaît comme la deuxième thématique FN affichant l'IP le plus élevé dans la PQR en 2012, les départements présentant des valeurs aberrantes sont au nombre de quatre. Il s'agit de la Haute-Garonne, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées et le Gers, respectivement avec des IP Islam égaux à 54.10, 50.82, 49.18 et 47.54. Là où le département de la Haute-Loire a la valeur la plus faible de 5. C'est-à-dire que dans ce dernier, il y avait en moyenne un titre lié à la thématique de l'islam une fois tous les 20 jours. La majorité des départements ont un IP islam inférieur à 30. Autrement dit, en 2012, dans la majorité des départements français, il y avait en moyenne un titre tous les 3.3 jours traitant de l'islam. Comme soulevée précédemment, la thématique de l'Islam n'est pas totalement indépendante de l'insécurité avec un coefficient de corrélation entre l'IP islam et l'IP insécurité-attentats qui est égal à 0.97.

S'agissant de l'immigration, son IP varie entre 0 et 16.94. Dans huit départements, la Haute-Loire, le Finistère, le Cher, les Deux-Sèvres, le Vaucluse, la Loire-Atlantique, le Rhône et le Calvados, l'immigration ne fait l'objet d'aucun titre de la une durant les deux mois qui précèdent le premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Le département des Pyrénées-Orientales affiche la valeur maximale de 16.94. Soit moins d'un titre tous les six jours sur l'immigration. La distribution des IP immigration laisse clairement apparaître que l'extrême majorité des départements (93 sur 95) sont en dessous d'un titre consacré à cette thématique FN durant toute la période étudiée. Avec un IP aussi faible pour l'ensemble des départements, il est difficile de dire qu'en 2012 la thématique de l'immigration a vraiment pu faire l'objet d'un *priming* de la part des médias locaux. Cette conclusion n'est pas anodine; car il s'agit là de la thématique la plus fortement associée au FN.

Pour l'IP Europe, celui-ci varie entre 0 et 22.95. Dans onze départements, aucun titre en

relation avec cette thématique ne figure dans les unes analysées. En l'occurrence, les départements de la Haute-Loire, Deux-Sèvres, le Rhône, la Côte-d'Or, la Loire, le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire, la Saône-et-Loire, la Corse-Sud, la Haute-Corse et la Vienne. À l'opposé, les départements de Vendée, du Haut-Rhin, de la Manche, de la Loire-Atlantique, de l'Orne, du Calvados, de la Mayenne, du Morbihan, des Côtes-d'Armor et de l'Ille-et-Vilaine sont les valeurs aberrantes (voir la figure 6.6.) avec des IP dépassant 16. Pour l'IP Europe, la distribution laisse apparaître deux groupes de départements. D'un côté, 84 départements avec un IP inférieur à 10. Soit une moyenne inférieure à un titre sur l'Europe tous les dix jours. De l'autre, les départements cités précédemment, avec un IP autour de 20, soit un titre sur l'Europe tous les 5 jours.

Pour ce qui est des scandales politiques, leur IP varie entre 0 et 21.31. Huit départements affichent une valeur de 0. Il s'agit de la Haute-Loire, de la Côte-d'Or, de la Vienne, de l'Aveyron, du Jura, de l'Eure, du Cantal et des Ardennes. De son côté, les Hauts-de-Seine sont le département dans lequel les scandales politiques ont été les plus présents dans les unes de la presse locale avec en moyenne un titre tous les cinq jours. Dans 63 départements sur 95, les IP Scandales politiques sont inférieurs ou égaux à 10. Dans plus des deux tiers des départements, ou plus exactement 66 %, les scandales politiques ont fait la une de la presse locale moins d'une fois tous les dix jours. Par conséquent, il est difficile de parler de *priming* pour cette thématique dans ces départements, durant les semaines qui ont précédé l'élection présidentielle de 2012.

Finalement, la visibilité du FN, quant à elle, varie entre 0 à 13.33. Le FN n'a fait l'objet d'aucun titre de la une en 2012 dans 24 départements<sup>113</sup> (25%). À l'exception du Var qui affiche

---

<sup>113</sup> Il s'agit de la Haute-Loire, de l'Aveyron, du Jura, de l'Eure, de la Loire, du Loir-et-Cher, des Deux-Sèvres, du Cher, de l'Ain, de la Saône-et-Loire, de la Seine-Maritime, du Bas-Rhin, du Rhône, du Territoire de Belfort, de la Seine-Maritime, du Tarn-et-Garonne, du Gers, du Tarn, de la Haute-Garonne, du Lot, de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées, de l'Aube et des Pyrénées-Orientales.

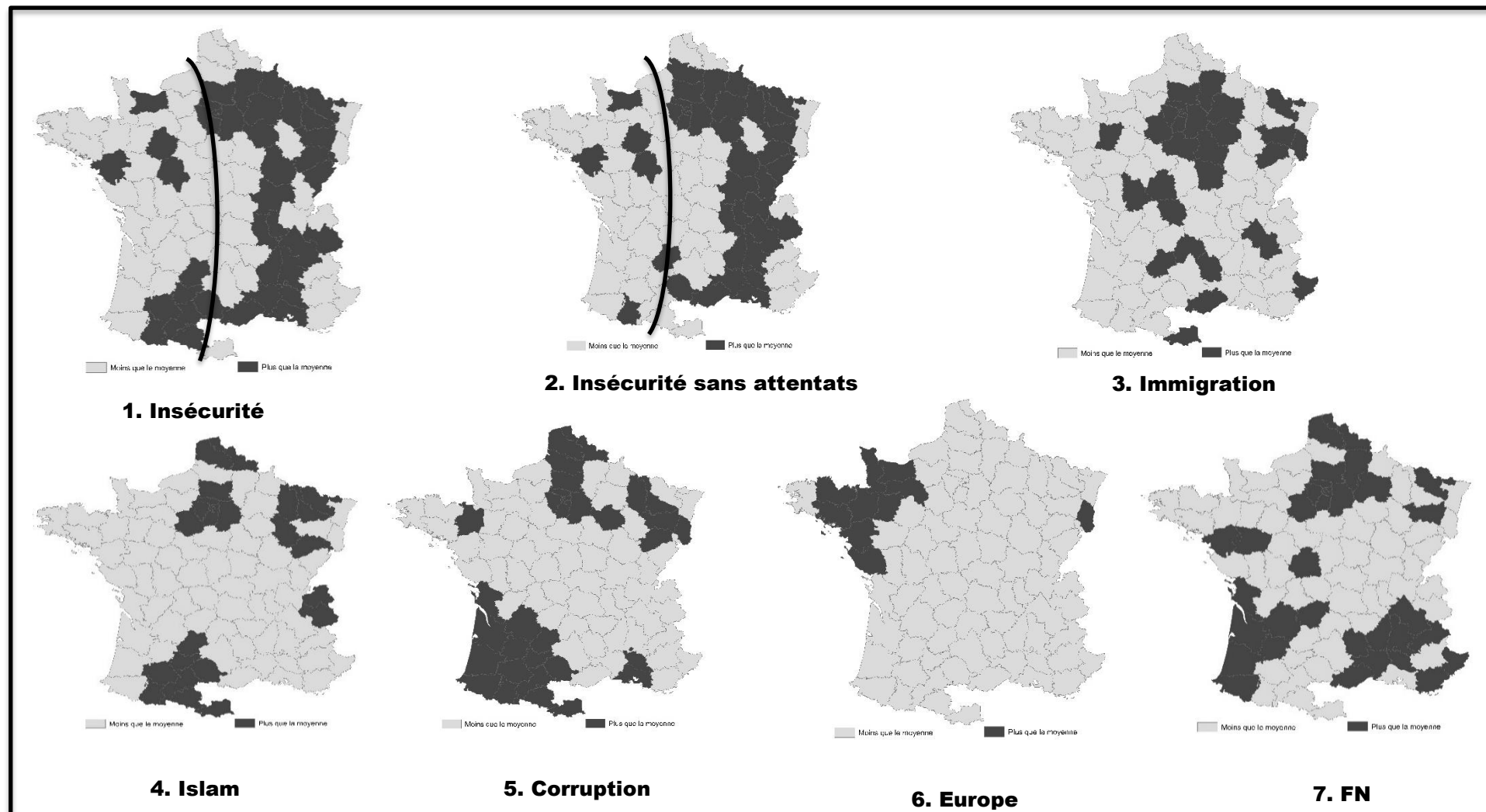
la visibilité la plus élevée, pour l'ensemble des départements, 94 sur 95, celle-ci est inférieure ou égale à 10. Autrement dit, le FN y a fait la une moins d'une fois tous les dix jours. De plus, dans 65 d'entre eux (68%), son indicateur de visibilité est inférieur ou égal à 5. Soit, tout au plus un titre consacré au FN tous les 20 jours. De ce fait, la visibilité médiatique du FN qui serait le produit de la presse locale paraît être un phénomène plutôt accessoire dans la majorité des départements.

#### **6.2.2.1.2. LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES IP THÉMATIQUES**

Afin de mieux identifier ce qui a caractérisé le *priming* des thèmes FN par la presse locale en 2012, on a procédé à la réalisation d'un ensemble de cartes présentées dans la figure 6.7. Celles-ci permettent de voir la répartition géographique du *priming* de chacune des thématiques étudiées, selon qu'elle présente un IP supérieur à la moyenne de l'ensemble des départements (en noir) ou inférieur à celle-ci (en gris clair). L'analyse des cartes présentées permet de retenir un ensemble d'éléments.

Primo, s'agissant de l'insécurité, on note comment la majorité des départements, qui ont un IP supérieur à la moyenne sont à l'est d'un arc nord-sud qui n'est pas sans rappeler la répartition géographique du vote FN. Ce parallélisme est plus accentué quand on se limite au *priming* de la criminalité qui fait passer le département de la Haute-Garonne et ceux qui lui sont contigus de la catégorie des départements à l'IP insécurité supérieur à la moyenne, à celle de ceux à l'IP criminalité inférieur à la moyenne. Cela n'est surprenant vu que la présence de ces départements dans la catégorie des départements à l'IP insécurité supérieur à la moyenne est avant tout le résultat du *priming* des attentats Merah qui ont visé principalement la région Toulousaine.

**Figure 6.7. Répartition géographique du rapport à la moyenne des IP thématiques en 2012**



Secundo, la majorité des départements qui affichent un IP immigration supérieur à la moyenne se concentrent en Île-de-France et la couronne formée par les départements qui l'entourent. L'IP islam est aussi au-dessus de la moyenne dans cette région, bien que sur une aire géographique plus limitée, à laquelle s'ajoutent des départements du sud et les régions frontalières du nord et de l'est de la France qui connaissent une très forte implantation électorale du FN. Encore une fois à cause des attentats on retrouve la Haute-Garonne et les départements qui lui sont contigus de la catégorie des départements à l'IP islam supérieur à la moyenne.

Tertio, l'IP de l'Europe dépasse la moyenne dans un ensemble de départements concentrés à l'ouest de la France ceux couverts par le journal Ouest-France. L'importance qu'accorde ce journal à la couverture de l'Europe n'est pas surprenante. En effet, Ouest-France malgré son statut de journal de la PQR, il est un de ceux qui accordent le plus de place dans sa couverture aux enjeux nationaux. De leur côté, les IP corruption au-dessus de la moyenne se regroupent dans deux principaux blocs. D'une part, le sud-ouest de la France, sur une région allant des départements pyrénéens frontaliers de l'Espagne à l'Aquitaine. D'autre part, une zone géographique s'étalant de façon discontinue dans le nord-est de la France.

Quarto, la visibilité du FN présente une configuration très particulière. En effet, on note que les départements dans lesquels la visibilité médiatique du FN est supérieure à la moyenne se regroupent en deux pôles géographiques qui sont à l'opposé pour ce qui est de la force électorale du FN. D'un côté, le sud-est, le nord et le nord-est de la France, où le FN obtient ses meilleurs scores. De l'autre côté, la région Aquitaine, qui sans forcément être la région la plus défavorable au FN, est loin d'être une terre conquise pour les frontistes.

En somme, l'analyse des IP thématiques en 2012 permet de parvenir à trois conclusions.

Tout d'abord, parmi l'ensemble des thèmes FN, l'insécurité est la seule qui semble véritablement avoir fait l'objet, à des degrés différents, d'un *priming* consistant des médias locaux. Ensuite, le *priming* de l'islam n'est nullement indépendant du *priming* de la thématique de l'insécurité. Finalement, la thématique de l'immigration, qui est la plus fortement associée au FN, est loin d'avoir été la plus présente dans la presse locale.

#### 6.2.2.2. LES THÈMES FN DANS LA PRESSE LOCALE EN 2017

##### 6.2.2.2.1. LES STATISTIQUES DESCRIPTIVES ET LES DISTRIBUTIONS

À l'image de 2012, l'insécurité est de loin la thématique FN qui a fait l'objet du *priming* le plus élevé (tableau 6.4). L'IP Insécurité a une moyenne de 104.65, une valeur minimale de 37.25 enregistrée par l'Indre et une valeur maximale de 265.57 dans la Haute-Corse suivie en cela par le Vaucluse (188.52) et l'Aude (177.05). Autrement dit, la présence de l'insécurité dans les unes de la presse locale a oscillé, entre un titre tous les 2.68 jours en Indre et plus de deux titres quotidiennement en Haute-Corse en 2017.

Comparé à 2012, le *priming* de l'insécurité dans la presse locale a connu une baisse de la moyenne qui est passée de 113.90 à 104.67. À titre d'exemple, le nombre de départements ayant un IP supérieur ou égal à 100 est passé de 58 en 2012 à 49 à 2017. La difficulté de dissocier le *priming* de l'islam de celui de l'insécurité se confirme également en 2017. En effet, les IP insécurité et islam (lui aussi en baisse) présentent une corrélation de 0.64. L'IP islam enregistre sa valeur minimale de 0 dans le département de la Vienne et sa valeur maximale est de 136.06 dans la Haute-Corse (voir figure 6.8), loin devant les Alpes-Maritimes avec 42.6.

**Tableau 6.4. Statistiques descriptives des thèmes FN en 2017**

Thème	N.	Moyenne	Min.	Max.
Insécurité	94	104.65	37.25	265.57
Scandales politiques	94	25.80	0	55.73
Islam	94	16.44	0	136.06
Europe	94	10.73	0	49.18
Immigration	94	6.72	0	18.03
FN	94	8.67	0	37.70

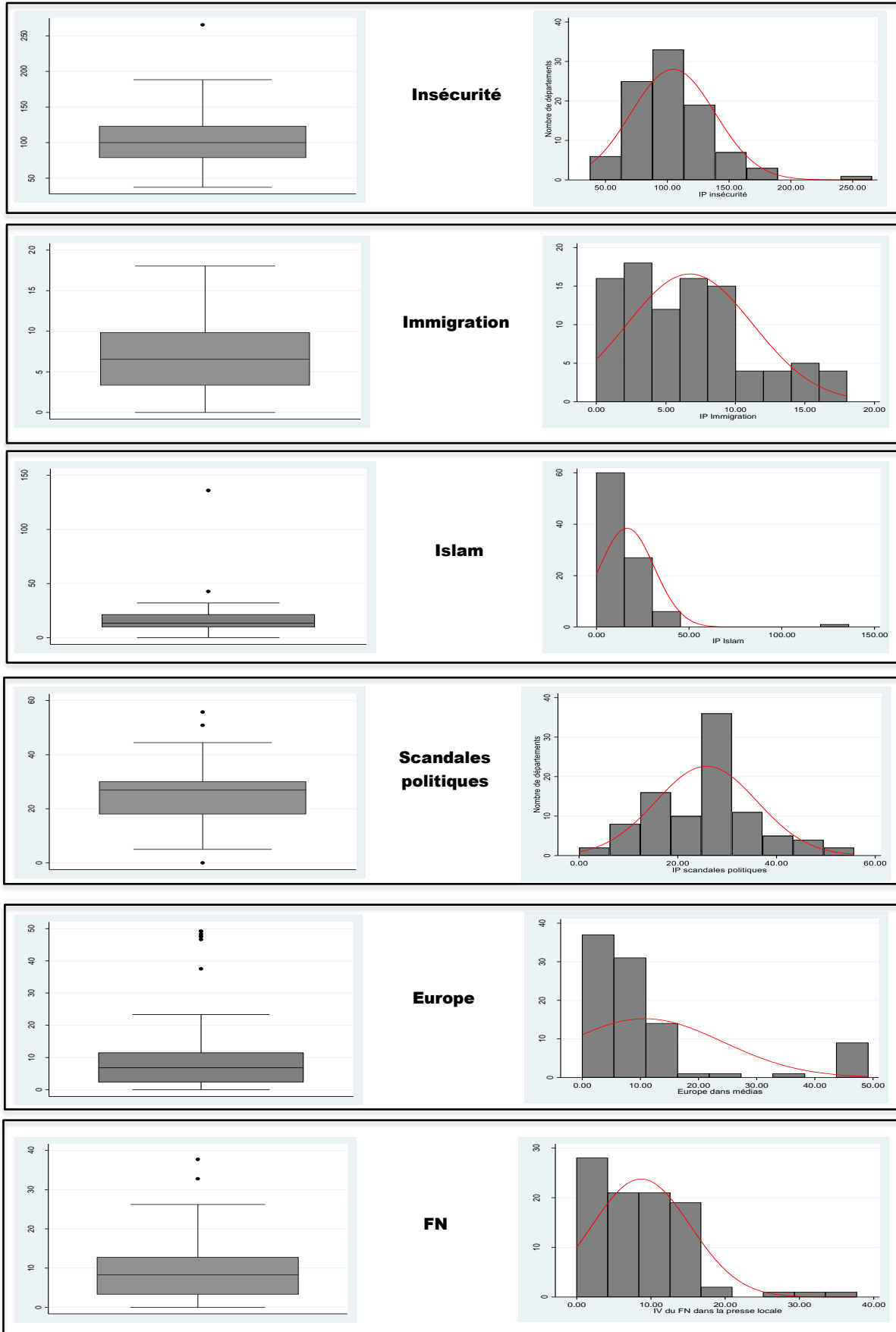
À l’opposé, tous les autres IP ont connu une augmentation en 2017. En premier lieu, celui des scandales politiques dont la moyenne est passée de 7.96 à 25.80, soit du simple au triple. En 2017, cette thématique est absente uniquement dans un seul département, la Haute-Loire, l’IP scandales politiques est de 0. Alors que celui des Alpes-de-Haute-Provence est égal à 55.7, soit presque un titre dans la une consacré à la question une fois tous les deux jours. La distribution de l’IP des scandales politiques montre que dans plus des deux tiers des départements (64 sur 94) l’IP des scandales politiques est supérieur à 22 en 2017 (figure 6.8). Autrement dit, il y a un gain conséquent en ce qui concerne le *priming* des scandales politiques dans la presse locale en 2017 par rapport à 2012, quand tous les départements avaient un IP inférieur à 22.

Ensuite, l’IP Europe est passé d’une moyenne de 5.57 à 10.73, soit du simple au double entre les deux élections. Enregistrant sa valeur minimale de 0 dans quatorze départements<sup>114</sup> et sa valeur maximale dans trois départements : Mayenne, l’Ille-et-Vilaine, l’Orne qui ont un IP de 49.18. À l’image de 2012, on retrouve les IP Europe les plus élevés dans les départements de la Bretagne et de la Normandie couverts par Ouest-France.

---

<sup>114</sup> Il s’agit des départements suivants : la Haute-Loire, la Saône-et-Loire, l’Indre, le Loir-et-Cher, la Côte-D’Or, la Haute-Saône, le Territoire de Belfort, l’Ain, la Loire, le Doubs, les Vosges le Jura, le Rhône et le Var.

**Figure 6.8. Distributions des IP thématiques en 2017**



À l'exception de cette région, dans laquelle l'Europe fait son apparition dans les gros titres une fois tous les deux jours, dans 72% des départements (68 sur 94) sa présence est sporadique : tout au plus, une fois tous les dix jours.

Par ailleurs, l'immigration confirme sa stature de la thématique FN la moins présente. Avec un IP Immigration, qui est certes passé de 4.40 à 6.72, mais encore totalement absente des unes dans le Loir-et-Cher, le Territoire de Belfort, la Loire, l'Aveyron et le Cantal. L'IP immigration atteint sa valeur maximale de 18.03 dans trois départements : l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et la Manche. La difficulté de parler de l'existence d'un *priming* de l'immigration dans la presse locale est également vraie en 2017. En effet, dans 82% des départements, l'IP immigration est inférieur ou égale dans à 10. C'est-à-dire que dans 77 départements sur 94, l'immigration n'a fait en moyenne la une qu'une fois tous les dix jours durant les deux mois qui se sont écoulés jusqu'au premier tour du 23 avril 2017.

Finalement, la visibilité du FN affiche en 2017 une moyenne de 8.67, soit une augmentation de 146 % par rapport à 2012. C'est un gain substantiel de visibilité comparativement à cinq plutôt. L'illustration en est le nombre de départements dans lesquels le FN n'a pas fait l'objet d'aucun titre durant les deux mois qui ont précédé l'élection présidentielle qui a chuté de 24 en 2012 à seulement quatre en 2017. En l'occurrence, les départements de la Haute-Loire, de l'Indre-et-Loire, du Jura et de la Moselle. Alors que la visibilité la plus importante fut atteinte dans le Vaucluse (37.30), les Alpes-de-Haute-Provence 32.79 et les Bouches-du-Rhône (26.23) : en moyenne un titre consacré au FN tous les 4 jours dans ceux-ci.

En somme, l'analyse des statistiques descriptives et des distributions des IP thématiques des thèmes FN en 2017 permet de retenir les quatre éléments suivants. Primo, de

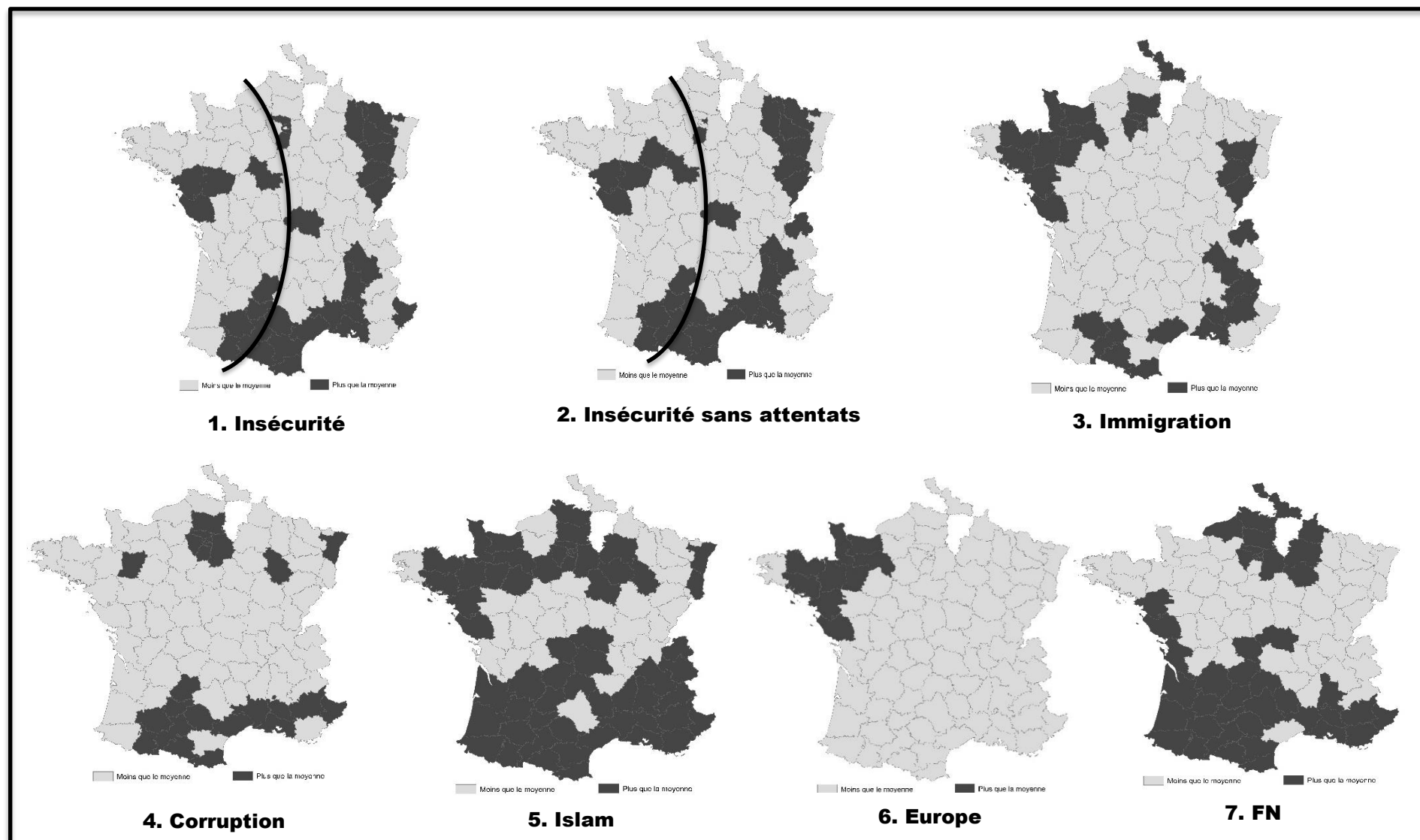
l'ensemble des thèmes FN, l'insécurité est celle qui a fait l'objet du *priming* le plus élevé dans la presse locale. Secundo, la difficulté de dissocier le *priming* de l'islam de celui de l'insécurité se confirme en 2017. Tertio, si de façon globale la présence dans les médias des thèmes FN s'est accrue pour l'ensemble des thématiques, les scandales politiques sont ceux qui ont connu l'augmentation la plus conséquente. Quarto, l'immigration, la thématique la plus fortement associée au FN, est quasi absente des unes de la presse locale aussi bien en 2012 et 2017 durant la période étudiée. Ce résultat n'est pas anodin, on y reviendra dessus.

#### **6.2.2.2.2. LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES IP THÉMATIQUES**

Suivant le même principe, on a procédé à la réalisation d'un ensemble de cartes (figure 6.9) qui représentent la distribution géographique des IP thématiques selon que leur valeur soit supérieure (en noir) ou inférieure (en gris clair) à la moyenne de l'ensemble des départements. L'analyse de celles-ci permet de retenir les éléments suivants.

Premièrement, pour ce qui est du *priming* de l'insécurité : bien que sa distribution géographique ait connu des changements par rapport à 2017, néanmoins, encore une fois, la majorité des départements qui ont un IP supérieur à la moyenne se trouvent à l'est de l'arc nord-sud. Le changement le plus significatif touche la région formée de la Haute-Garonne et ses départements avoisinants qui affichent des IP insécurité supérieurs à la moyenne, cette fois-ci même en l'absence de titres liés aux attentats et à l'intégrisme.

Figure 6.9. Carte de la distribution géographique du rapport à la moyenne des IP thématiques en 2017



Secundo, les départements affichant un IP immigration supérieur à la moyenne se concentrent tout au long des régions frontalières en 2017. Au sud, près de l'Espagne et de la Méditerranée, à l'est près des frontières italiennes, suisses et allemandes, au nord sur la frontière belge et à l'ouest, bordant la frontière maritime avec la Grande-Bretagne. Cela serait-il en relation avec le fait que ces régions frontalières constituent généralement des portes d'entrée ou de passage de l'immigration? Autrement, y aurait-il une corrélation entre la présence des immigrants et le *priming* de celle-ci dans les médias? On reviendra sur cette question dans la section suivante.

Tertio, la concentration territoriale dans l'ouest de la France des départements affichant les IP Europe les plus élevés se confirme en 2017. Encore, une fois, il s'agit des départements couverts par Ouest-France, un journal, qui tout en faisant partie de la presse locale, consacre une place importante aux thématiques à « portée nationale » telle que l'Europe. Cela exemplifie la manière dont les thématiques présentes dans les unes peuvent être le résultat de choix éditoriaux totalement indépendants du contexte géographique dans lequel le journal est distribué.

Quarto, sans aucun doute, de l'ensemble des thématiques FN, les scandales politiques sont ceux dont la distribution géographique a connu la mutation la plus importante. Deux blocs de départements avec des IP des scandales politiques au-dessus de la moyenne apparaissent. Le premier, sur l'ensemble de la partie sud de la France s'étalant des Alpes jusqu'à l'Aquitaine. Le deuxième, au nord, partant de l'Alsace, en passant par l'Ile-de-France jusqu'en Bretagne et en Normandie. Ce changement reflète la manière avec laquelle les scandales politiques ont gagné en *priming* dans la presse locale dans un grand nombre de départements français, notamment dans le sud-est de la France, fief traditionnel du FN.

Quinto, la distribution géographique particulière de la visibilité du FN se maintient. À l'image de 2012, les départements dans lesquels la visibilité du front est supérieure à la moyenne reflètent deux réalités différentes du vote FN. D'une part, ses bastions traditionnels du nord et du sud-ouest de la France. D'autre part, la région s'étalant de la vallée de la Garonne jusqu'à la côte atlantique, notamment l'Aquitaine, qui tout en ayant enregistré des avancées électorales du FN, ne sont pas des bastions traditionnels de celui-ci. Une sorte de territoire intermédiaire dans lequel le FN semble être en mesure de réaliser des gains. Est-ce que pour autant on peut affirmer que la visibilité du FN est une fonction du niveau de son implantation?

### **6.3. LE CONTENU DE LA PRESSE LOCALE : UN SIMPLE REFLET DU CONTEXTE?**

Les analyses menées jusqu'à présent imposent de répondre à la question suivante : dans quelle mesure le *priming* des thèmes FN ou sa visibilité dans la presse locale ne serait en définitive que le reflet de la réalité contextuelle qui caractérise son milieu? Dit autrement, est-ce que le niveau de *priming* de ses thèmes et sa visibilité dans l'environnement informationnel des départements est en soi indépendant du contexte ? Cette question n'est pas anodine, car elle relève du risque de la causalité inverse évoquée dans le troisième chapitre. Elle est particulièrement cruciale dans le cas de deux thèmes: l'insécurité et l'immigration. En effet, si les IP de l'insécurité et de l'immigration s'avèrent être de simples reflets des taux de criminalité et d'immigration cela posera deux types de problèmes.

Le premier, sans aucun le plus important, est de type analytique. L'absence d'indépendance des IP insécurité et immigration vis-à-vis de la criminalité et de l'immigration réelles amoindrira fortement le cadre théorique, pour ne pas dire qu'il deviendrait caduc. Étant donné que la présence de ces deux thématiques dans les unes ne serait plus dans ce cas « une

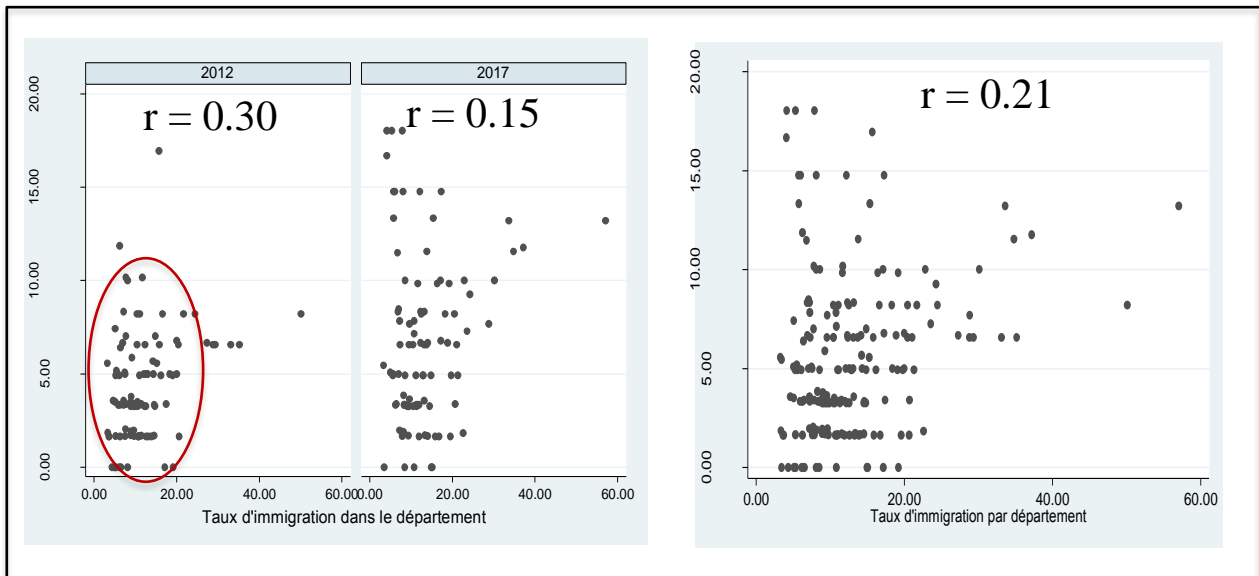
variable indépendante » en soi, mais une simple mesure, parmi d'autres, reflétant le niveau de criminalité et d'immigration dans le département. Au même titre que le taux de criminalité ou la proportion des immigrants. Si une telle configuration se vérifie, il deviendra difficile de parler d'un impact propre du *priming* des médias dans l'explication du vote FN.

Le deuxième problème est quant à lui de type statistique. En effet, si les IP de l'insécurité et de l'immigration ne se sont pas indépendants des taux de criminalité et d'immigration, cela veut dire qu'ils sont fortement corrélés. Ce qui posera un problème de multicollinéarité. Certes, des outils statistiques existent pour limiter le biais dans l'estimation des paramètres induit par la multicollinéarité, néanmoins, le problème analytique demeurera posé. Conscient de cela, on a évalué les corrélations qui existent, d'une part, entre l'IP immigration et le taux d'immigration; et d'autre part, entre l'IP insécurité et le taux de criminalité.

### 6.3.1. LE *PRIMING* DE L'IMMIGRATION ET DE L'INSÉCURITÉ : UN RELAI DE LA RÉALITÉ?

Comme le reflète la figure 6.10 la corrélation entre l'IP immigration et le taux d'immigration est de faible à très faible. En 2012, celle-ci est égale à 0.30 avant de chuter à 0.15 en 2017. Si le coefficient de corrélation est significatif au seuil de 0.05 en 2012, il ne l'est pas en 2017. La distribution des départements sur les trois plans laisse clairement entrevoir l'absence de relation linéaire entre les deux variables dans les trois configurations présentées. Visuellement, on voit comme un ensemble de départements ayant des taux d'immigration très proches ou égaux (l'ovale sur la figure 6.10) ont des IP immigration de valeurs très différentes. Autrement dit, deux départements ayant un même taux d'immigration peuvent avoir des niveaux de *priming* de l'immigration très différents.

**Figure 6.10. Corrélation entre l'IP immigration et le taux d'immigration**

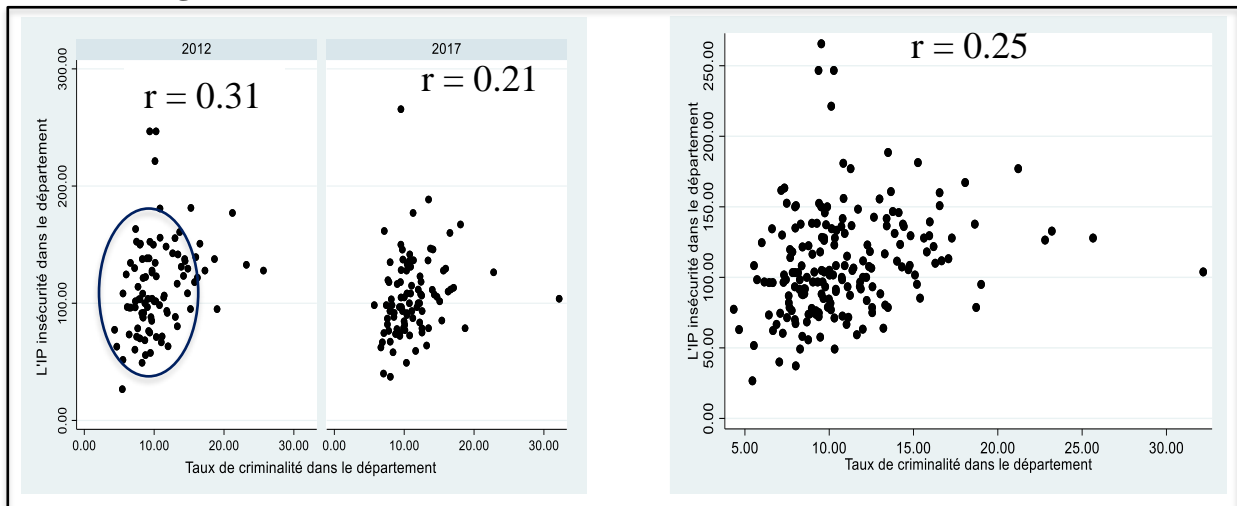


Par exemple, si les cinq départements qui ont les taux d'immigration les plus élevés sont dans l'ordre la Seine-Saint-Denis, Paris, le Val-de-Marne, le Val-D'Oise et les Hauts-de-Seine, alors que ceux qui enregistrent les IP immigrations les plus élevés sont les Pyrénées-Orientales, l'Indre, l'Aube, la Vienne et la Lozère. Il apparaît donc que la place qu'occupe l'immigration dans la couverture médiatique locale est loin d'être une fonction du niveau de présence des immigrants. Par conséquent, l'IP immigration et le taux d'immigration ne présentent pas de risque de multicollinéarité pour notre modèle.

S'agissant de la corrélation entre l'IP insécurité et le taux de criminalité, elle se présente également comme faible aussi bien en 2012 qu'en 2017, avec des coefficients de corrélation respectivement de 0.30 et 0.21 significatifs à 0.05. Une fois les données de 2012 et 2017 agrégées, le coefficient de corrélation s'établit à 0.25 et demeure donc faible. La distribution des départements sur les trois plans reflète là aussi l'absence de relation linéaire entre les deux variables dans les trois configurations présentées (figure 6.11). Visuellement, le plan de l'année 2012, ayant la corrélation la plus forte entre l'IP insécurité et le taux de criminalité, fait

apparaître que pour un ensemble de départements ayant des taux de criminalité relativement proches, voire égaux, le *priming* de la criminalité varie de façon importante entre eux. C'est-à-dire que deux départements avec un taux de criminalité identique peuvent avoir deux niveaux de *priming* de l'insécurité très différents.

**Figure 6.11. Corrélation entre l'IP insécurité et le taux de criminalité**



C'est dans ce sens qu'on note, qu'aucun des cinq départements ayant les taux de criminalité les plus élevés en 2012, en l'occurrence Paris, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Val-D'Oise ne se classent pas dans le top cinq des départements ayant les IP insécurité les plus élevés. À savoir, la Haute-Corse, la Corse-Sud, la Moselle, le Vaucluse et l'Aisne. Par conséquent, on peut affirmer que la présence des titres liés à l'insécurité dans les unes de la presse locale n'est pas une fonction du niveau réel de la criminalité et ainsi conclure que l'IP insécurité et le taux de criminalité ne présentent pas de risque de multicollinéarité pour notre modèle.

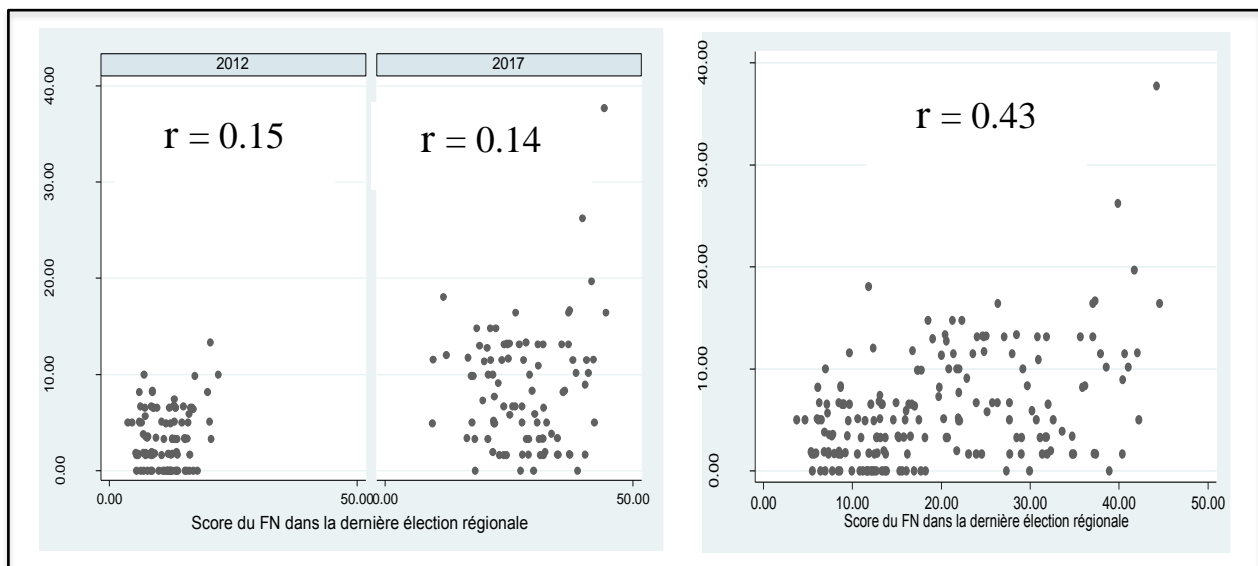
### 6.3.2. LA VISIBILITÉ DU FN : UNE FONCTION DE SON IMPLANTATION LOCALE?

La dernière question qu'on aura à traiter est relative à la potentielle relation qui existerait en la visibilité du FN et son implantation locale. Autrement dit, est-ce que la visibilité offerte

au FN dans la presse locale ne serait en définitive qu'un simple reflet de son niveau de présence dans le département? En Effet, on peut s'attendre à ce que dans les départements dans lesquels le FN se présente comme une force politique importante, sa présence dans les médias locaux soit plus élevée que dans les départements dans lesquels il ne possède pas une telle stature.

L'analyse de la corrélation entre la visibilité du FN dans la presse locale et son niveau d'implantation locale, mesurée par les résultats électoraux du FN lors des dernières élections régionales tenues avant les élections présidentielles, laisse apparaître deux résultats. D'une part, la corrélation entre ces deux variables est très faible, avec des coefficients de corrélation, respectivement de 0.15 et 0.14 (figure 6.12). Par conséquent, il est clair que la visibilité du FN n'est aucunement une fonction de son niveau d'implantation avant les élections présidentielles de 2012 et 2017.

**Figure 6.12. Corrélation entre la visibilité du FN et son implantation locale**



D'autre part, les données agrégées font état d'une appréciation importante de la corrélation entre la visibilité du FN et son implantation électorale. Cette appréciation est déroutante vu qu'on s'attendrait plutôt à ce que celle-ci soit une moyenne des corrélations des

deux élections prises séparément. Deux explications sont possibles. Primo, le nombre d'observations plus petit dans chaque d'élection engendrant une sous-estimation de la « force » réelle de la corrélation entre les la visibilité du FN et son implantation locale. Secundo, une simple « coïncidence » due à la forme particulière des distributions (figure 6.12) qui une fois agrégées dans un seul jeu de données auraient engendrées une appréciation du coefficient de corrélation. Cependant, au-delà de l'explication est la plus juste, le coefficient de corrélation, entre la visibilité du FN et l'implantation locale de celui-ci dans les départements, demeure en soi faible pour constituer un biais lors des tests des hypothèses sur l'impact de la visibilité du FN sur le vote pour celui-ci.

#### 6.4. CONCLUSIONS SUR LE CHAPITRE

En somme, l'analyse que nous avons menée tout au long de ce chapitre permet de retenir les conclusions suivantes :

- Le contenu de la presse locale, sans être totalement indépendant de celui de la presse nationale, est loin d'être un simple reflet de celle-ci. L'importance relative accordée par chacun d'eux, à l'une ou l'autre des thématiques, permet de déceler une classification en trois groupes. (1) Les thématiques nationales dont le *priming* d'une élection à une autre est principalement l'œuvre des médias nationaux. L'exemple type en est l'Europe. (2) Les thématiques locales, dont le *priming* est essentiellement résultant de la presse locale. L'exemple type en est l'insécurité liée à la criminalité. (3) Les thématiques, qu'on pourrait qualifier de natio-locales, faisant l'objet d'un *priming* combiné des deux niveaux de médias. L'exemple type en est les scandales politiques.

- La très faible présence de la thématique de l'immigration, aussi bien, dans la presse locale que nationale, rend difficile la possibilité de parler de l'existence même d'un *priming* de cette thématique durant les deux mois qui ont précédé le premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017. Est-ce que ça serait le reflet d'une tendance générale dans la presse française, tous niveaux confondus, à éviter de traiter cette thématique qui a toujours été perçue comme sensible et potentiellement faisant le jeu de l'extrême droite en période électorale? Ou tout simplement, est-elle un signe de l'incapacité du FN à imposer sa thématique fétiche dans l'agenda médiatique durant la période étudiée? Cependant, les éléments empiriques dont on dispose ne permettent pas de répondre à ces questions.
  
- L'existence d'un *priming* de l'islam indépendant de celui de l'insécurité est difficile à affirmer. Cela est dû à la très forte corrélation qui existe entre cette thématique et les titres attentats/intégrisme qui font partie de la thématique de l'insécurité. En fait, contrairement aux attentes théoriques, la thématique de l'islam paraît, du moins depuis 2012, plus associée à l'insécurité qu'à l'immigration. Il faudra donc y apporter une attention particulière quand il s'agira de tester les hypothèses développées, notamment en distinguant entre le *priming* de l'insécurité lié aux attentats/intégrisme et celui des autres formes de criminalité.
  
- Le *priming* des thèmes FN n'est pas un simple reflet de la réalité comme le démontrent les cas du *priming* de l'immigration et de l'insécurité et de la visibilité médiatique du FN. Autrement dit, le *priming* de l'immigration et de l'insécurité, d'une part, et la visibilité du FN, d'autre part, se présentent comme des variables indépendantes par rapport aux variables contextuelles que sont le taux d'immigration, le taux de criminalité et l'implantation locale du FN.

# Chapitre VII

## L'impact du contenu des médias sur le vote FN

Ce chapitre a pour principal objectif de tester les hypothèses formulées dans le quatrième chapitre. Pour ce faire, il sera organisé en quatre sections. La première démontrera que la visibilité médiatique du FN ne se présente pas comme un facteur explicatif du vote frontiste, ou du moins, qu'elle ne l'est plus. On verra que, conformément au postulat de départ, ni la visibilité de Marine Le Pen ni celle de l'ensemble de son parti ne permet d'expliquer les disparités territoriales du vote pour le FN mariniste (7.1). La deuxième section sera consacrée à la présentation des analyses de corrélation entre le vote mariniste et chacune des thématiques étudiées, ce qui permettra un réajustement de l'équation du modèle général (7.2). La troisième section présentera les résultats des modèles de régression, testant l'ensemble des hypothèses précédemment développées selon deux principaux scénarios retenus. Ces scénarios prennent en considération les conclusions du sixième chapitre sur les caractéristiques des thèmes FN durant les périodes étudiées en ce qui concerne l'existence ou non d'un réel *priming* et des potentielles intercorrélations entre les thématiques (7.3). La quatrième section, quant à elle, fera un retour sur l'ensemble des hypothèses pour distinguer entre celles qui ont été confirmées, rejetées, ou sur lesquelles il est difficile de se prononcer (7.4).

### 7.1. LA VISIBILITÉ DU FN : L'ABSENCE D'EFFET SUR LE VOTE FN

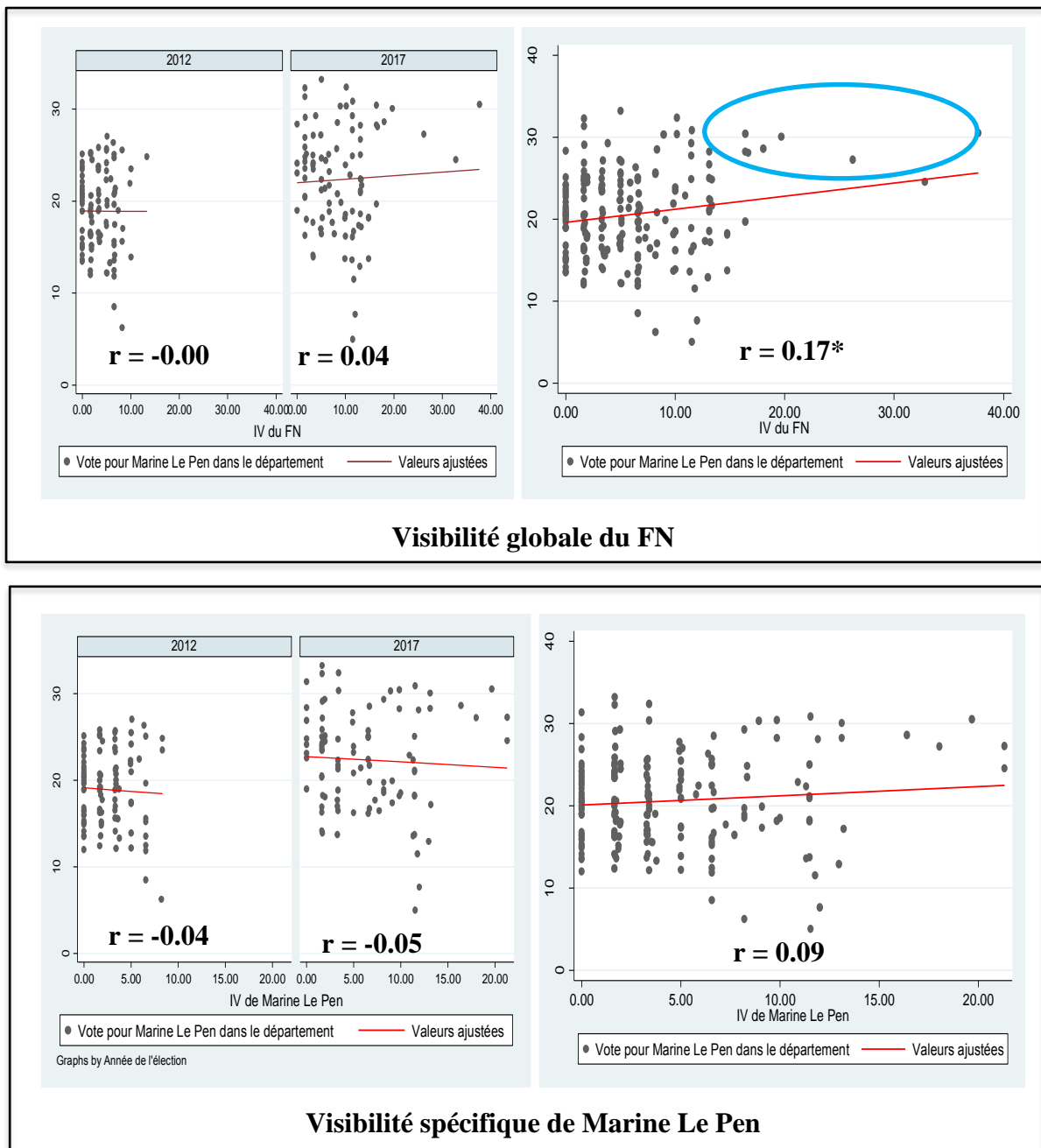
Comme on a pu l'affirmer dans le deuxième chapitre, la visibilité médiatique des PDR est considérée comme le principal mécanisme à travers lequel les médias sont amenés à favoriser le vote pour ce courant politique. On y a également affirmé que si cette explication

paraît tout à fait admissible dans le cas du FN lepéniste, il y a de bonnes raisons de croire que la visibilité médiatique de l'organisation politique bien établie dans le paysage partisan français qu'est devenue le FN mariniste ne peut plus être admise comme une explication valable de la manière dont le contenu des médias favoriserait le vote pour ce parti. Démontrer la validité de cette affirmation est dès lors nécessaire avant de se lancer dans tout test de l'explication alternative basée sur le *priming* qu'on propose. Pour le faire, on mènera dans un premier temps une analyse de la corrélation entre le vote mariniste et la visibilité médiatique du FN et de sa présidente (7.1.1). Puis, dans un deuxième temps, on présentera les résultats d'un ensemble de modèles de régression permettant de rejeter définitivement l'existence d'une relation de causalité entre les deux (7.1.2).

#### 7.1.1. LE VOTE MARINISTE ET LA VISIBILITÉ DU FN : ANALYSE DES CORRÉLATIONS

La figure 7.1 présente visuellement la relation de corrélation entre le vote pour Marine Le Pen et la visibilité médiatique du FN dans trois configurations : le premier tour de l'élection présidentielle 2012, le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et les données globales pour les deux élections. Chaque graphique représente la distribution des départements sur un plan dont l'indicateur de visibilité (IV) constitue l'axe des abscisses; et où le pourcentage du vote pour le FN est représenté par l'axe des ordonnées. Ils sont accompagnés des coefficients de corrélation entre les deux variables dans chacune des trois configurations. L'analyse de ceux-ci permet de retenir ce qui suit.

**Figure 7.1. Corrélation entre les indicateurs de visibilité (IV) et le vote mariniste**



Parmi les six configurations présentées, le coefficient de corrélation n'est statistiquement significatif que dans un seul cas. Celui de la série de données qui englobe à la fois les données de 2012 et de 2017. Dans ce cas, il affiche une valeur de 0.17. C'est-à-dire qu'au-delà du contexte particulier des élections de 2012 et 2017, il y aurait bien une relation positive entre la visibilité médiatique du FN et le niveau de vote pour celui-ci. Cependant, on

ne peut que noter que malgré sa significativité statistique, cette corrélation demeure très faible et son interprétation doit être nuancée. D'autant plus que l'analyse visuelle de la distribution des départements sur le plan laisse clairement présager que cette significativité est avant tout due à l'impact d'un ensemble de départements qui affichent des valeurs aberrantes pour ce qui est de leur IV (voir l'ovale sur la figure 7.1.).

Si analytiquement les affirmations sur la dédramatisation médiatique qui aurait permis à Marine Le Pen de construire une image personnelle plus positive pouvaient laisser présager une relation positive plus forte entre sa propre visibilité et le vote frontiste, cela n'est pas le cas. En effet, cette distinction entre la visibilité de Marine Le Pen et la visibilité du FN n'offre que peu d'intérêt. Aucune des corrélations n'est significative et par conséquent, il est difficile de présager l'existence d'une relation explicative entre le vote mariniste et sa visibilité. Ce constat est confirmé par les modèles de régression.

#### 7.1.2. LE VOTE MARINISTE ET LA VISIBILITÉ DU FN : LES RÉGRESSIONS

Le tableau 7.1 présente les résultats des modèles de régression permettant de tester l'existence ou non d'une relation de causalité entre le vote frontiste et la visibilité du FN et de celle de sa cheffe. Chacune des deux hypothèses (visibilité de Marine Le Pen et visibilité globale du FN) est testée via des modèles incluant quatre variables de contrôle : taux d'immigration, taux de chômage, densité de la population et taux de criminalité qui sont considérés des « variables lourdes » du vote FN.

L'estimation des paramètres de chaque variable indépendante est faite par la méthode *robust* – qui permet une meilleure estimation des paramètres de l'équation de régression que la méthode des moindres carrés ordinaires quand des valeurs aberrantes sont présentes dans le jeu

de données<sup>115</sup> – sur le logiciel *Stata*. On optera également pour le *clustering* des départements couverts par le même journal étant donné que ceux-ci ne sont pas totalement indépendants les uns des autres.

L'analyse des résultats obtenus permet de conclure aux deux éléments suivants. Premièrement, pour ce qui est de l'impact de la visibilité de Marine Le Pen sur le vote frontiste (modèles 1 à 3), la variable IV Marine Le Pen n'est pas significative. Autrement dit, les différences qui existent au niveau de la visibilité médiatique de Marine Le Pen entre les départements ne peuvent pas être acceptées comme une variable explicative des variations du niveau du vote frontiste entre ceux-ci, ni en 2012 ni en 2017. L'absence d'une telle relation est également confirmée dans le cas de la prise en considération du vote Jean-Luc Mélenchon (Annexe E) qui vise à tester l'hypothèse H3b qui est dès lors rejetée.

Deuxièmement, pour ce qui est de la visibilité globale du FN (modèle 4 à 6), qui prend en compte l'ensemble des titres de la presse qui traitent du FN (incluant Marine Le Pen elle-même), la variable visibilité du FN n'est pas statistiquement significative. C'est-à-dire que les différences qui existent au niveau de la visibilité médiatique du FN entre les départements ne sont pas une variable explicative des variations du niveau du vote frontiste entre ceux-ci, ni en 2012 ni en 2017. En fait, pour l'ensemble des modèles, qui affichent des R<sup>2</sup> oscillant entre 0.45 et 0.52, c'est le taux de chômage et la densité de population qui sont les seules variables indépendantes ayant un réel impact sur le vote FN.

---

<sup>115</sup> <https://stats.idre.ucla.edu/stata/dae/robust-regression/>

**Tableau 7.1. Régression linéaire de l'impact de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen**

	Vote pour Marine Le Pen					
	2012	2017	2012 et 2017	2012	2017	2012 et 2017
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6
Indicateur visibilité	B(es)	B (es)	B (es)	B(es)	B (es)	B (es)
IV Marine Le Pen	0.115(0.205)	-0.160(0.125)	0.169(0.190)			
IV FN				0.016(0.184)	-0.123(0.098)	0.039(0.187)
<b>Var. de contrôle</b>						
Densité population	-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)**	-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***
Taux d'immigration	0.030(0.137)	-0.072(0.139)	-0.023(0.136)	0.032(0.134)	-0.092(0.137)	-0.032(0.134)
Taux de criminalité	-0.024(0.143)	0.019(0.253)	-0.019(0.164)	0.004(0.150)	0.050(0.242)	0.013(0.165)
Taux de chômage	1.358(0.211)***	1.891(0.268)***	1.621(0.220)***	1.348(0.211)***	1.918(0.260)***	1.616(0.221)***
Année 2017			4.546(0.794)***			4.167(0.909)***
<b>Variables interactions</b>						
Année 2017*IV Le Pen			-0.319(0.168)			
Année 2017*IV FN						-0.142(0.177)
<b>Constante</b>	6.709(1.757)**	7.153(2.751)***	4.792(2.217)***	6.710(2.111)**	6.888(2.811)*	4.916(2.229)***
<b>N</b>	95	94	189	95	94	189
<b>Prob. F</b>	91.34***	102.97*	82.15***	88.59***	105.60***	78.91*
<b>R2</b>	0.45	0.50	0.52	0.45	0.50	0.52

\*p<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.

Par conséquent, la visibilité n'a pas de pouvoir explicatif du vote frontiste. Plus exactement, on dira que les variations dans le niveau de visibilité frontiste dans les environnements informationnels départementaux à travers la France ne sont pas un facteur explicatif des variations territoriales du vote FN aux premiers tours des élections présidentielles de 2012 et 2017.

Cependant, qu'en est-il des variations de la visibilité dans un même département entre les deux élections étudiées. Pour répondre à cette question, on a élaboré un nouveau jeu de données dans lequel l'ensemble des variables sont des variables variations qui représentent la différence entre la valeur de la variable originale en 2017 et sa valeur en 2012 dans chaque département selon les formules suivantes :

$$\Delta \text{ du vote Marine Le Pen} = (\text{Vote Marine Le Pen en 2017} - \text{Vote Marine Le Pen en 2012})$$

$$\Delta \text{ IV} = (\text{IV en 2017} - \text{IV en 2012})$$

$$\Delta \text{ variable de contrôle X} = (\text{variable contrôle X 2017} - \text{variable contrôle X en 2012})$$

Le tableau 7.2 présente les résultats des modèles de régression dont les paramètres ont été calculés selon les mêmes modalités techniques que le premier modèle. L'analyse de celui-ci permet de dire que les variations temporelles de la visibilité FN n'expliquent pas les variations temporelles du vote FN dans le même département entre 2012 et 2017, allant ainsi dans le sens des modèles 3 et 6 du tableau 7.1. Autrement dit, les changements dans le temps qu'a connu la visibilité du FN et celle de sa présidente dans chaque département n'expliquent aucunement la variation du vote pour Marine Le Pen entre ces deux élections. En fait, ces modèles de variations n'offrent qu'un très faible pouvoir explicatif dans l'ensemble, comme l'indiquent les très faibles valeurs des R<sup>2</sup> ne dépassant guère 0.10.

De ce fait, si la visibilité médiatique du FN et de sa cheffe a incontestablement connu une appréciation considérable en 2017 par rapport à 2012, celle-ci ne peut être admise comme une variable explicative de l'appréciation qu'a connue le vote mariniste sur la même période.

**Tableau 7.2. Régression linéaire de l'impact de la variation de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen entre 2012 et 2017**

$\Delta$ Indicateur visibilité	$\Delta$ du vote Marine Le Pen	
	Modèle 7	Modèle 8
	B(es)	B (es)
$\Delta$ IV Marine Le Pen	-0.013(0.035)	
$\Delta$ IV Front national		0.010(0.019)
<b>Var. de contrôle</b>		
$\Delta$ Densité population	-0.002(0.001)	-0.002(0.001)
$\Delta$ Taux d'immigration	-0.209(0.128)	-0.213(0.131)
$\Delta$ Taux de criminalité	-0.168(0.0183)	-0.163(0.181)
$\Delta$ Taux de chômage	0.092(0.423)	0.052(0.421)
<b>Constante</b>	3.895(0.395)***	3.804(0.366)***
<b>N</b>	93	93
<b>Prob. F</b>	9.19***	9.77***
<b>R2</b>	0.10	0.10

\*p<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.

En somme, cette section a permis de confirmer empiriquement un des postulats de départ de cette thèse, à savoir que la visibilité médiatique ne serait plus être admise pour rendre compte de la manière dont le contenu des médias permet aujourd'hui au FN mariniste de tirer profit de la couverture médiatique, même si par le passé une telle explication pouvait être valable.

## **7.2. LA RELATION ENTRE LES THÈMES FN ET LE VOTE POUR MARINE LE PEN : ANALYSE DES CORRÉLATIONS**

Après avoir démontré que les visibilités médiatiques du FN et de sa cheffe n'ont pas eu d'impact sur le vote pour Marine Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2012 et de 2017, il s'agit dans ce qui suit de dresser un premier portrait des potentielles relations qui existeraient entre ce vote et le *priming* des thèmes FN. Pour le faire, on examinera dans un

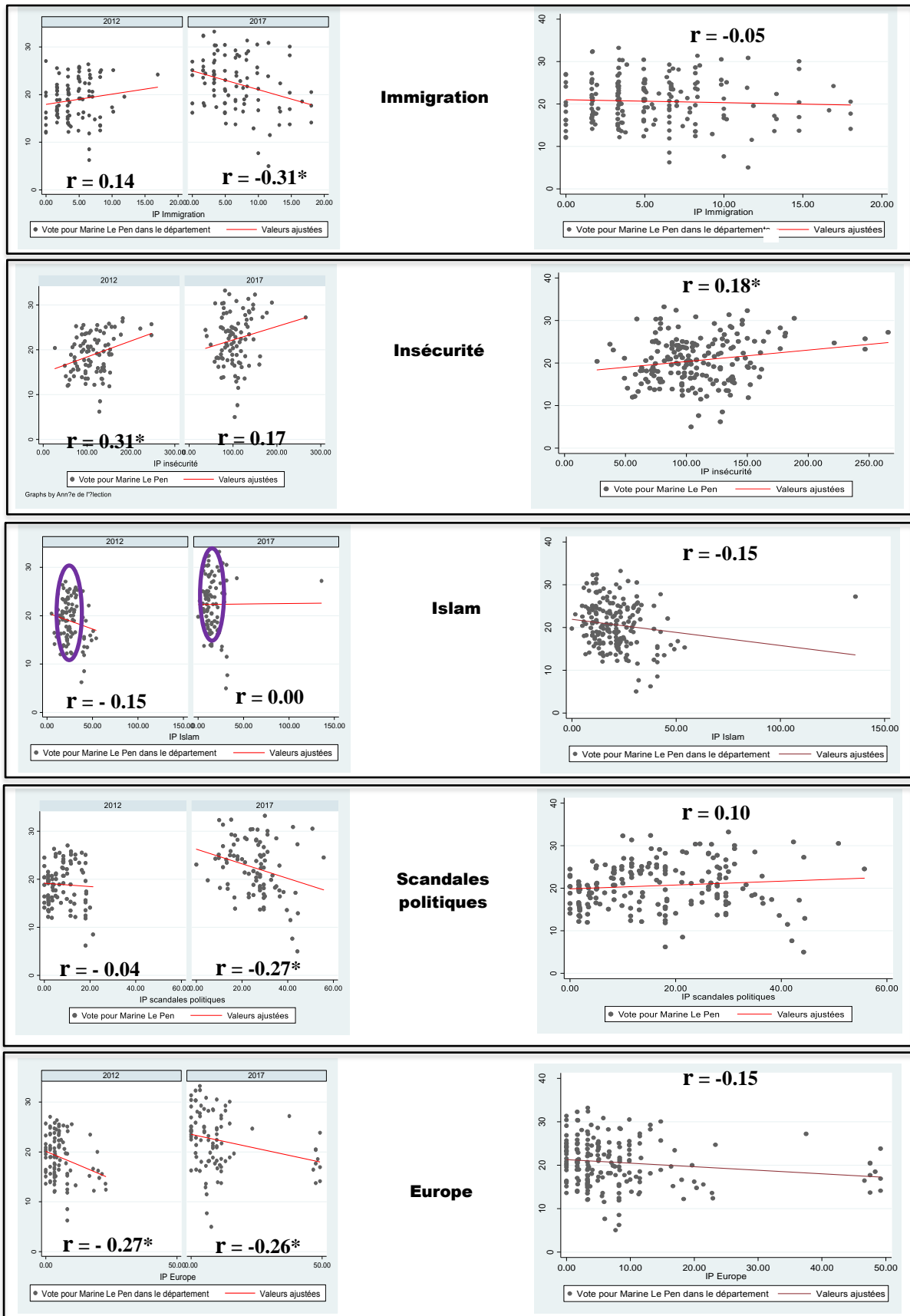
premier temps la corrélation entre les IP thématiques et le vote mariniste (7.2.1). Puis dans un deuxième temps, la corrélation entre ce vote et ce qu'on appellera les IP thématiques détaillés (7.2.1).

### 7.2.1 LA CORRÉLATION ENTRE LE VOTE MARINISTE ET LES IP THÉMATIQUES

La figure 7.2 est un ensemble de représentations graphiques de la distribution des départements sur un plan euclidien dont l'axe des abscisses représente consécutivement les IP de l'immigration, de l'insécurité, de l'islam, des scandales politiques et de l'Europe. Alors que l'axe des ordonnées matérialise le pourcentage du vote reçu par Marine Le Pen au premier tour des élections de 2012 et de 2017, séparément puis pour le jeu de données englobant les deux années. Chaque graphique est accompagné du coefficient de corrélation entre les deux variables présentées. L'analyse de ces graphiques met en relief les éléments suivants :

Primo, l'IP Immigration et le vote mariniste ont des coefficients de corrélation variant de faible (-0.31) en 2017 à très faible (0.14) en 2012. La corrélation est statistiquement significative uniquement en 2017 dans laquelle une relation négative apparaît entre le vote pour le FN et le *priming* de l'immigration dans la presse locale. Autrement dit, en 2017, plus la thématique de l'immigration est présente dans l'environnement informationnel d'un département, plus le vote pour Marine Le Pen baisse. Conceptuellement, cette relation, qui est à l'opposé des attentes théoriques, est très intrigante. Sans prendre le risque d'explications hasardeuses, à ce stade on retiendra que l'analyse de la corrélation ne laisse pas apparaître une relation consistante entre l'IP immigration et le vote FN qui se maintient d'une élection à une autre.

**Figure 7.2. Corrélation entre les IP thématiques et le vote mariniste**



Secundo, la corrélation entre l'IP Insécurité et le vote pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle est positive dans les trois configurations présentées. Cette corrélation atteint un coefficient de 0.31 en 2012 et baisse à 0.17 en 2017, en perdant sa significativité statistique ce qui demeure une faible corrélation. Néanmoins, contrairement au cas de l'IP immigration, la corrélation entre le *priming* de l'insécurité et le vote mariniste est conforme aux attentes théoriques. Ainsi aussi bien en 2012 qu'en 2017, un score élevé de Marine Le Pen dans un département coïncide avec un *priming* plus élevé de l'insécurité.

Tertio, l'IP Islam est le seul qui ne présente aucune corrélation statistiquement significative avec le vote mariniste dans aucune des trois configurations présentées. Cela n'est pas surprenant vu la distribution très particulière qui caractérise l'IP Islam. Comme l'analyse visuelle de la distribution des départements permet de le voir sur la figure 7.1. : pour un ensemble de valeurs égales ou très proches de l'IP islam, le vote pour le FN varie grandement. Pour des départements qui ont un même niveau de *priming* de l'islam, le niveau du vote frontiste présente des disparités très importantes autant en 2012 qu'en 2017.

Quarto, l'IP des scandales politiques et le vote pour Marine Le Pen sont négativement corrélés en 2017 avec un coefficient significatif de -0.27 à l'opposé de 2012 où celui-ci est quasi nul, avec une valeur égale à -0.04. Certes pour 2017, la corrélation négative entre le vote mariniste et le *priming* des scandales politiques demeurent de l'ordre du faible, néanmoins, elle donne une première indication sur le potentiel impact négatif qu'aurait eu les affaires judiciaires qui ont secoué la campagne électorale sur le vote pour Marine Le Pen dans cette élection.

Quinto, l'IP Europe est le seul IP thématique qui affiche des coefficients de corrélation avec le vote frontiste qui soient statistiquement significatifs dans les deux élections avec une valeur quasi constante de -0.27 et -0.26. La direction négative de cette corrélation va à l'opposé

des attentes théoriques. En effet, une augmentation du *priming* de l'Europe dans la presse locale d'un département correspond à une baisse du vote frontiste et non à une augmentation. Est-ce que cela serait un signe de l'échec du FN mariniste dans sa tentative d'appropriation de cette thématique? C'est une question sur laquelle on aura à revenir dans les sections subséquentes.

## 7.2.2. LA CORRÉLATION ENTRE VOTE MARINISTE ET IP THÉMATIQUES DÉTAILLÉS

À partir des attaques de Toulouse et Montauban entre le 11 et 19 mars 2012 qui ont fait 7 morts (Le Figaro, 2017), la France entre dans un cycle d'attentats terroristes. Cinq ans après, à la veille de l'élection présidentielle de mai 2017, le risque d'attentats était toujours présent<sup>116</sup>. Dans ce climat particulier, le *priming* de la thématique de l'islam est difficilement dissociable du *priming* des attentats. Par conséquent, il apparaît judicieux d'isoler l'insécurité liée aux attentats de celle qui ne l'est pas, afin de calculer ce qu'on appellera les « IP thématiques détaillés » : IP criminalité (sans attentats) et IP Islam/attentats dont les corrélations avec le vote mariniste sont présentées dans la figure 7.3.

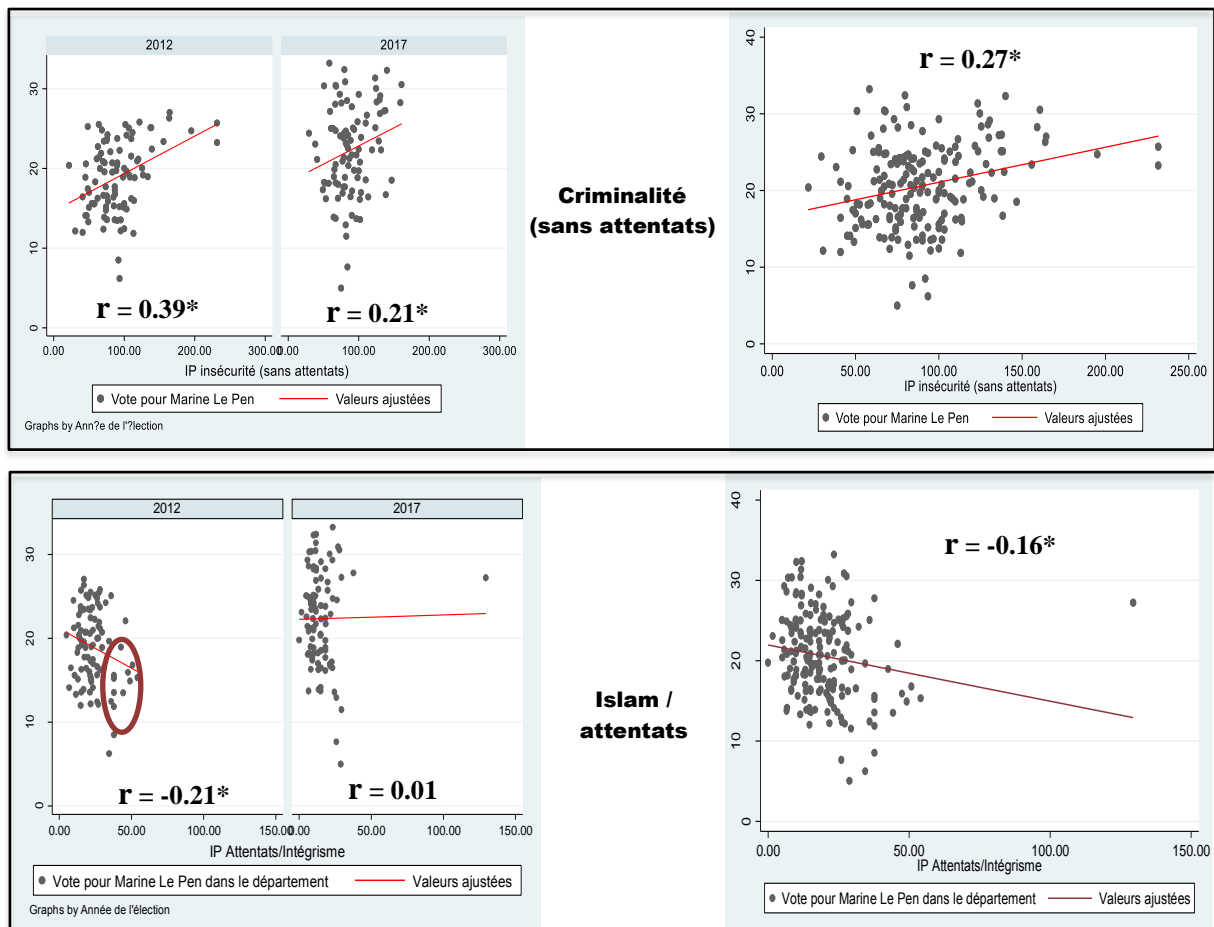
L'IP criminalité, qui ne prend en considération que le *priming* de l'insécurité « normale » ou « usuelle<sup>117</sup> », est le seul IP thématique affiche une corrélation statistiquement significative dans l'ensemble des configurations étudiées avec des coefficients positifs de 0.39 en 2012 et 0.21 en 2017.

---

<sup>116</sup> Sur cette période, Le Monde a comptabilisé pas moins de 10 attentats aboutis, 17 échoués et 48 déjoués avec 241 morts et plus de 900 blessés. Les plus sanglants demeurent de loin ceux perpétrés par « [n]euf djihadistes, rentrés de Syrie en suivant la route des migrants, [qui ont] mené [...] trois attaques simultanées devant le Stade de France (à Saint-Denis), au Bataclan et devant des terrasses de café à Paris » le 13 novembre 2015 causant la mort de 130 personnes et blessant 400 d'autres (Seelow, Baruch et Dahyot, 2018).

<sup>117</sup> À proprement parler l'IP Criminalité englobe l'ensemble des titres liés à l'insécurité qui ne tombent pas sous la catégorie attentats/intégrisme. Il s'agit essentiellement des titres en liaison avec la délinquance sous toutes ses formes, les crimes, les jugements de tribunaux, les prisons et le thème de l'insécurité sans évocation des attentats.

**Figure 7.3. Corrélation entre les IP thématiques détaillés et le vote mariniste**



Ainsi, pour les deux élections étudiées, une augmentation du *priming* de la criminalité dans la presse locale d'un département coïncide avec une appréciation du vote mariniste. Non seulement cette relation est conforme au schéma théorique, mais elle est également plus forte que dans le cas de l'IP Insécurité, étant donné l'appréciation des coefficients de corrélation. Cette appréciation due à la mise de côté des titres traitant des attentats /intégrisme présage d'un effet particulier de ceux-ci sur le vote FN qui ne serait pas le même que celui de la criminalité.

Cette probabilité est renforcée par l'analyse de la corrélation entre l'IP islam/attentats et le vote frontiste. L'IP islam/attentats calculé à partir des titres traitant des attentats et de l'intégrisme islamiste est négativement corrélé au vote FN en 2012 affichant un coefficient statistiquement négatif de -0.21. Cependant, la lecture visuelle du graphique pousse à la

prudence. En effet, en 2012 la pente de la droite des valeurs ajustées penche vers le bas sous l'influence d'un petit groupe de départements (voir la figure 7.3) dans lesquels des IP islam/attentats élevés sont jumelés à des scores FN bas. Il s'agit essentiellement de la Haute-Garonne et des départements avoisinants qui sont dans la région géographique touchée par les attentats Merah de 2012. Par conséquent, la présence d'une relation entre le *priming* de l'islam/attentats et le vote frontiste apparaît être conditionnelle à l'existence d'événements factuels comme le corrobore l'absence de corrélation significative entre les deux en 2017.

La question du *priming* de l'islam soulève une autre question. Qu'en est-il de l'impact du *priming* de l'aspect « culturel » de l'islam notamment, mais pas uniquement, à travers le prisme de question de la laïcité ? C'est-à-dire, est-ce que le *priming* de sujets tels que le voile islamique, la construction de mosquées ou la viande halal, par exemple, n'aurait pas un impact différent sur le vote FN de celui de l'islam/attentats? Même si l'analyse des thématiques menée dans le chapitre précédent met en évidence le fait que l'aspect culturel de l'islam dans la couverture de la presse locale est très sporadique, rendant ainsi l'utilisation du concept de *priming* plutôt inadéquat dans ce cas.

La corrélation entre « l'IP » Islam/laïcité et le vote pour Marine Le Pen est statiquement significative en 2012 avec un coefficient égal à 0.29 affichant ainsi une corrélation positive à l'opposé de celle de l'IP Islam/attentats et le vote mariniste pour la même année, mais dans le sens du schéma théorique. Encore une fois, cette relation ne se vérifie qu'en 2012. En effet, en 2017 le coefficient de corrélation entre les deux est proche de zéro. Ce résultat permet de penser que la relation que peut avoir le *priming* de l'Islam avec le vote FN dépend de l'aspect de l'islam qui est l'objet du *priming* : « l'islam des organisations terroristes » ou l'islam comme ensemble de pratiques religieuses. Cependant, les données dont on dispose qui couvrent une période

temporelle où seul l'islam/attentats peut raisonnablement être admis comme ayant fait l'objet de *priming*, c'est uniquement l'impact du *priming* de ce dernier sur le vote mariniste qui peut être testé.

En somme, les analyses de corrélation entre les différents IP thématiques « généraux » et détaillés et le vote mariniste en 2012 et 2017 permettent de retenir l'ensemble des éléments suivantes :

- Parmi les cinq thématiques FN étudiées, l'insécurité, les scandales politiques et l'Europe sont celles dont la direction de la relation qui les lie au vote FN ne varie pas entre 2012 et 2017, à l'opposé des thématiques de l'immigration et de l'islam dont la direction de la relation avec le vote mariniste est inconsistante.
- La corrélation positive entre la thématique de l'insécurité et le vote Marine Le Pen est la seule qui va dans le sens des attentes théoriques. Là où celles des scandales politiques et de l'Europe présentent des corrélations négatives qui vont plutôt dans le sens opposé de ceux que le schéma théorique présage.
- L'inconsistance de la relation entre la thématique islam et vote mariniste tient à la nature double de cette thématique. D'une part, l'aspect sécuritaire de la thématique. D'autre part, l'aspect culturel. Chacun d'eux présente une corrélation avec le vote FN qui va dans le sens opposé de l'autre. Dans les faits, on ne pourra se prononcer dans cette thèse que sur l'impact de l'aspect sécuritaire de l'islam sur le vote FN.
- Le caractère composé de la thématique de l'insécurité. D'un côté, l'insécurité « ordinaire » présente quasi quotidiennement dans la couverture de la PQR; et dont la corrélation avec le vote FN se présente comme la plus forte de l'ensemble des

thématiques étudiées. De l'autre, une insécurité « exceptionnelle » liée au terrorisme d'inspiration islamiste dont le *priming* est occasionnel et la relation avec le vote FN est fluctuante entre négative et inexistante.

### **7.3. L'IMPACT DU *PRIMING* DES THÈMES FN SUR LE VOTE MARINE LE PEN**

Considérant l'ensemble des éléments qui ressortent, aussi bien des analyses descriptives sur le contenu de la presse réalisées tout au long du sixième chapitre, que l'étude des corrélations entre le vote FN et les IP thématiques qu'on vient de présenter, la présente section va s'atteler à tester les hypothèses formulées sur l'impact du *priming* des thèmes FN sur le vote mariniste aux élections présidentielles de 2012 et 2017. Cela va se faire selon deux « scénarios » distincts.

#### **7.3.1. LE PREMIER SCÉNARIO : LE *PRIMING* LIMITÉ À TROIS THÉMATIQUES**

Comme on a pu le voir dans le cadre théorique, un des éléments clés du concept du *priming* est que les médias par la place qu'ils accordent dans leur couverture à une thématique donnée contribuent intrinsèquement à construire son importance. Un des mécanismes de cette construction de l'importance est la récurrence élevée de la thématique étudiée sur une période donnée. Celle-ci doit atteindre un seuil minimum pour qu'on puisse véritablement parler de *priming*. Certes, l'établissement d'un tel seuil peut s'apparenter à un exercice pas totalement dépourvu de subjectivité, néanmoins, on estime qu'il est difficile de dire qu'une thématique qui apparaît à la une d'un journal local une fois tous les quinze ou vingt jours fait réellement l'objet de *priming*.

Or, l'analyse de la présence médiatique des thèmes FN dans la presse locale, durant les deux mois qui précèdent le premier tour des élections présidentielles françaises de 2012 et 2017, fait ressortir que parmi les cinq thématiques étudiées, la quasi-stagnation des IP de l'immigration pour l'ensemble des départements aux deux élections étudiées autour de valeurs très faibles ne permet aucunement d'affirmer que l'immigration fut l'objet d'un *priming*. Dès lors, ce premier scénario la mettra de côté en se concentrant uniquement sur les autres thématiques dont les IP varient suffisamment pour assurer qu'ils ont fait l'objet d'un *priming* médiatique, au moins dans certains départements.

De son côté, bien que la récurrence de la thématique de l'islam atteint des niveaux suffisants pour pouvoir parler de *priming*, néanmoins, elle aussi ne sera pas incluse dans ce premier scénario, et cela pour deux raisons. La première est analytique. En effet, comme on a pu le voir, en France, du moins depuis les attentats Merah, l'islam est indissociable de la thématique de l'insécurité. De plus, l'IP insécurité englobe tous les titres des unes traitant de toutes les formes d'insécurité, y compris les attentats/intégrisme religieux. Par conséquent, ce premier scénario va tester l'impact du *priming* de l'insécurité de façon globale sans égard à la différence entre l'insécurité liée aux attentats et les autres formes d'insécurité. La deuxième raison est statistique. Il s'agit d'éviter l'introduction d'un biais dans l'estimation des paramètres, dû à l'intercorrélation entre les variables dépendantes de notre modèle. En effet, dans ce cas l'IP Insécurité et l'IP Islam présentent une corrélation moyenne de 0.51.

Par conséquent, l'équation de ce premier scénario « conservateur » se présente comme suivante :

$$\text{Vote FN} = \beta_0 + \beta_1.\text{IP Insécurité} + \beta_2.\text{IP Scandales politiques} + \beta_3.\text{IP Europe} \\ + \beta_4.\text{Densité population} + \beta_5.\text{Taux d'immigration} + \beta_6.\text{Taux de criminalité} + \varepsilon$$

Avec  $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$  et  $\beta_6$  les paramètres de l'équation et  $\varepsilon$  le terme d'erreur.

Étant donné le caractère linéaire de la variable dépendante (pourcentage du vote pour le FN au niveau du département), l'estimation des paramètres de ce modèle est faite selon les mêmes considérations des modèles précédents. À savoir, la technique *robust* qui est une alternative à la méthode des moindres carrés ordinaires permettant une meilleure estimation en cas de présence de valeurs extrêmes (*outliers*) dans les données<sup>118</sup>. Et de la même manière, le *clustering* des départements couverts par le même journal sera réalisé étant donné que ceux-ci ne sont pas totalement indépendants les uns des autres.

Les résultats des différents tests sont présentés dans le tableau 7.3. Les modèles 9 et 12 qui testent l'impact du *priming* de l'insécurité, des scandales politiques et de l'Europe sur le vote pour Marine Le Pen en 2012 et 2017 sont statistiquement significatifs avec des R2 successivement de 0.17 et 0.19. Autrement dit, à elles seules, ces trois variables sont en mesure d'expliquer 17% de la variance totale du vote frontiste au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, et de 19 % en 2017, ce qui est considérable.

Ces deux modèles permettent de voir comment l'insécurité et l'Europe ont un impact statistiquement significatif sur le vote FN. D'une part, l'IP insécurité affiche un paramètre de signe positif de 0.037 en 2012 qui passe à 0.047 en 2017. Ainsi, le *priming* de l'insécurité a favorisé le vote pour Marine Le Pen au premier de l'élection présidentielle lors des élections. D'autre part, le *priming* de l'Europe, comme le présageaient les analyses préliminaires, s'affirme comme une variable impactant négativement le vote FN, avec des paramètres de -0.188 et -0.110 successivement en 2012 et 2017. Autrement dit, là où le *priming* de l'insécurité favorise le vote FN, celle de l'Europe le désavantagerait. Ce résultat se confirme également

---

<sup>118</sup> <https://stats.idre.ucla.edu/stata/dae/robust-regression/>

pour le modèle 15 qui englobe l'ensemble des observations des deux années d'élection en contrôlant pour l'année.

Cette relation apparaît néanmoins plus consistante dans le cas de l'insécurité que dans celui de l'Europe. Comme les modèles 10 et 13 le reflètent, là, où l'effet de l'IP Europe s'estompe en 2012, une fois les variables structurelles « lourdes » du vote FN introduit dans le modèle –à savoir la densité de la population, les taux d'immigration, d'insécurité et de chômage– l'IP insécurité demeure statistiquement significative avec des paramètres affichant des valeurs de 0.029 et 0.031. Ainsi en 2012, quand on passe d'un département, dont l'IP insécurité est égal à 0, à un autre dont l'IP est de 100, le vote pour Marine Le Pen s'apprécie de 2.9% en 2012 et de 3.1% en 2017. C'est-à-dire qu'entre un département dans lequel l'insécurité n'a pas fait l'objet d'aucun titre durant la période étudiée et celui dans lequel un titre lui a été consacré par jour, une différence de 2.9% existait en 2012, et de 3.1% en 2017, toutes choses égales par ailleurs.

De son côté, le *priming* de l'Europe, comme le présageaient les analyses préliminaires, a impacté négativement le vote FN. Cette relation se présente comme moins forte en 2012. C'est année-là, une fois les variables de contrôle introduites (modèle 10), l'IP Europe affiche un coefficient négatif, mais statistiquement non significatif. Cependant, pour les données globales du modèle 16 qui contrôle pour l'année de l'élection, le *priming* de l'Europe semble effectivement impacter négativement le vote FN abstraction faite de l'année de l'élection. Ainsi, le passage de l'IP Europe de 0 à 100 entraîne une baisse du vote frontiste de 11.1 points de pourcentage, ce qu'est un effet très important. Néanmoins, il convient de rappeler qu'une telle variation de l'EP Europe n'apparaît pas dans les données. Par exemple, en 2017 la valeur maximale atteinte par l'IP Europe est de 49.18.

**Tableau 7.3. Régression linéaire de l'impact des IP thématiques détaillés sur le vote pour Marine Le Pen (scénario 1)**

IP thématiques	Vote pour Marine Le Pen								
	2012			2017			2012 et 2017		
	Modèle 9	Modèle 10	Modèle 11	Modèle 12	Modèle 13	Modèle 14	Modèle 15	Modèle 16	Modèle 17
IP Insécurité	<b>0.037(0.010)**</b>	<b>0.029(0.010)**</b>	<b>0.019(0.007)*</b>	<b>0.047(0.013)**</b>	<b>0.031(0.014)*</b>	0.011(0.010)	<b>0.043(0.009)***</b>	<b>0.030(0.011)*</b>	<b>0.031(0.011)**</b>
IP Scand. politiques	-0.103(0.130)	-0.093(0.082)	<b>0.491(0.230)*</b>	-0.149(0.113)	-0.061(0.038)	<b>-0.532(0.171)**</b>	-0.135(0.112)	-0.078(0.041)	-0.052(0.094)
IP Europe	<b>-0.188(0.081)*</b>	-0.116(0.071)	0.056(0.248)	<b>-0.110(0.038)**</b>	<b>-0.122(0.035)**</b>	-0.054(0.101)	<b>-0.121(0.031)***</b>	<b>-0.111(0.028)***</b>	-0.119(0.076)
<b>Var. de contrôle</b>									
Densité population		-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***		-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***		<b>-0.001(0.000)***</b>	-0.001(0.000)***
T. Immigration		-0.013(0.117)	0.079(0.065)		-0.171(0.113)	-0.109(0.068)		-0.097(0.108)	-0.097(0.111)
T. Criminalité		0.021(0.149)	-0.053(0.110)		0.037(0.196)	0.124(0.175)		0.036(0.144)	0.032(0.144)
T. Chômage		1.241(0.1175)***	1.711(0.195)***		1.504(0.155)***	1.932(0.144)***		<b>1.363(1.139)***</b>	1.360(0.138)***
Score Mélenchon			-0.463(0.285)			<b>-1.623(0.235)***</b>			
<b>Interaction 1</b>									
IP Scan. Pol.* Score Mélenchon			<b>-0.050(0.021)*</b>			<b>-0.026(0.009)**</b>			
IP Europe* Score Mélenchon			-0.019(0.025)			-0.003(0.005)			
<b>Interaction 2</b>									
Année 2017							6.874(1.717)***	5.510(0.713)***	6.109(1.361)***
IP Insécurité*2017									-0.002(0.008)
IP Scan. Pol.*2017									-0.035(0.082)
IP Europe*2017									0.114(0.087)
<b>Constante</b>	16.658(1.415)***	6.129(1.955)**	8.096(3.685)	22.460(3.002)***	10.429(2.417)***	36.725(2.331)*	15.786(1,267)***	5.593(1.813)***	5.442(1.947)**
<b>N</b>	95	95	95	94	94	94	189	189	189
<b>Prob. F</b>	6.68**	142.13***	449.10***	27.99***	133.65***	633.66***	36.79***	275,15***	320.27***
<b>R2</b>	0.17	0.54	0.72	0.19	0.58	0.78	0.26	0.60	0.60

\*p<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.

Pour ce qui est de l'impact du *priming* des scandales politiques sur le vote FN pour le modèle de base, dans les trois configurations testées : modèle 10 (données de 2012), modèle 13 (données de 2017) et modèle 16 (données de 2012 et 2017), celui-ci n'a pas d'impact absolu sur le vote FN, mais plutôt un impact conditionnel au poids électoral de la gauche populiste de Jean-Luc Mélenchon. En effet, l'effet conditionnel du *priming* des scandales politiques est clair dans les modèles 11 et 14 dans lesquels l'IP Scandales politiques devient significatif et le terme d'interaction entre IP Scandales politiques et le vote pour Jean-Luc Mélenchon affichent un paramètre statistiquement significatif de signe négatif. C'est-à-dire, aussi bien pour les élections présidentielles de 2012 que de 2017, la capacité de Marine Le Pen à tirer profit du *priming* des scandales politiques dépendait du niveau du vote pour la gauche radicale. Plus exactement, on dira que le *priming* des scandales politiques n'avait d'impact positif sur le vote frontiste que dans le département où la gauche radicale était faible électoralement. Pour ce qui est de l'impact conditionnel du *priming* de l'Europe au poids électoral de la gauche radicale (hypothèse H4b), celui-ci ne se confirme pas vu l'absence de la significativité statistique de la variable interaction entre les résultats de Jean-Luc Mélenchon et le *priming* de l'Europe.

En somme, le modèle 16 peut être considéré comme celui qui résume au mieux ce qu'on pourrait retenir de ce premier scénario. Affichant un R2 de 0.60 celui-ci permet d'expliquer presque plus des deux tiers de la variance totale du vote pour Marine Le Pen. On peut voir que, d'une part, conformément au cadre théorique, le *priming* de l'insécurité. D'autre part, le *priming* de l'Europe produit un impact en opposition au cadre théorique. Il permet également de noter comment le taux de criminalité, qui rend compte du niveau de l'insécurité réelle dans chaque département, n'a quant à lui aucun impact sur le vote mariniste. Autrement dit, s'il existe bel et bien un lien entre le *priming* de l'insécurité et le vote FN dans chaque département,

cela est déconnecté de la réalité objective. Pour ce qui est des autres variables contextuelles, certaines confirment leur pouvoir explicatif du vote FN. Tout d'abord, la relation négative entre la densité de la population et le vote FN est une preuve de la persistance du caractère urbain du vote FN. En effet, plus la densité du département augmente, c'est-à-dire, plus il est urbain, plus le vote pour Marine Le Pen augmente. Ce qui porte à croire que malgré les études qui parlent d'un virage rural du vote frontiste qui aurait débuté depuis l'élection présidentielle de 2002, les différences entre contexte urbain et rural, du moins à l'échelle du département, se présente toujours comme un facteur déterminant de ce vote.

Ensuite, la présence des immigrants impacterait négativement le vote frontiste. Plus un département connaît une présence élevée des populations immigrantes, plus le vote pour Marine Le Pen aura tendance à diminuer. Sans y avoir une confirmation de la théorie de la proximité ethnique pour qui la présence des populations immigrantes réduirait les attitudes anti-immigrants, et in fine le vote pour les PDR, on dira plutôt que plus un département enregistre une forte présence des populations immigrantes plus cela tend à réduire la taille des bassins d'électeurs potentiels pour le FN. Finalement, la relation positive entre le vote frontiste et la précarité économique du département se confirme. Ainsi, plus le taux de chômage augmente plus le vote pour le FN augmente. En fait, le taux de chômage se présente avec la densité de population comme les variables contextuelles présentant la plus forte relation causale avec le vote mariniste. La significativité statistique de ces deux variables se maintient tout au long des différents modèles. Dès lors, si les « explications économiques » du vote frontiste ont eu tendance à être remise en question avec le gain de popularité des « explications culturelles » ce résultat démontre qu'ils demeurent d'intérêt.

### 7.3.2. LE DEUXIÈME SCÉNARIO : LA DISTINCTION ENTRE INSÉCURITÉ « USUELLE » ET INSÉCURITÉ « EXCEPTIONNELLE »

Au regard des analyses précédentes, le deuxième scénario qu'on testera fait la distinction entre, d'un côté, les titres liés aux attentats/intégrisme islamistes, et le reste de l'insécurité qu'on a décrit comme « usuelle ». Si cette deuxième ne se limite pas à la criminalité et à la délinquance, néanmoins, elle est principalement constituée de celles-ci. Dès lors on privilégiera l'utilisation du terme IP Criminalité pour rendre compte de cette forme d'insécurité. Comme on a pu le développer précédemment l'intérêt de cette dissociation est impliqué par l'impossibilité de dissocier la thématique de l'islam de la question sécuritaire dans le contexte français post-2012. Ce scénario donne lieu à la définition de l'équation suivante, dont l'estimation des paramètres s'est faite selon les mêmes modalités que les précédentes :

$$\begin{aligned} \text{Vote FN} = & \beta_0 + \beta_1.\text{IP Criminalité (sans attentats)} + \beta_2.\text{IP Islam/attentats} + \\ & \beta_3.\text{IP Scandales politiques} + \beta_4.\text{Densité population} + \beta_5.\text{Taux d'immigration} \\ & + \beta_6.\text{Taux de criminalité} + \varepsilon \end{aligned}$$

Avec  $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$  et  $\beta_6$  les paramètres de l'équation et  $\varepsilon$  le terme d'erreur.

Les résultats des trois configurations testées sont compilés dans le tableau 7.4 dont l'analyse fait ressortir un ensemble d'éléments. Premièrement, le *priming* de la criminalité se présente comme ayant un impact positif sur le vote martiniste. En fait, comparativement l'IP Insécurité global, l'IP Criminalité à effet marginal plus élevé. À titre d'exemple, si on ne compare que les modèles 9 (premier scénario) et 18 (deuxième scénario) mobilisant les données 2012, on note comment l'écart de *priming* de la criminalité entre deux départements – le premier dans lequel la criminalité est totalement absence des titres de la presse locale (IP Criminalité =0) et le deuxième dans lequel un titre lui est consacré de façon quotidienne (IP Criminalité =100) – entraîne l'appréciation du vote pour le FN de 4.6 points.

**Tableau 7.4. Régression linéaire de l'impact des IP thématiques détaillés sur le vote pour Marine Le Pen (scénario 2)**

Vote pour Marine Le Pen									
IP thématiques	2012			2017			2012 et 2017		
	Modèle 18	Modèle 19	Modèle 20	Modèle 21	Modèle 22	Modèle 23	Modèle 24	Modèle 25	Modèle 26
IP Criminalité (sans attentats)	<b>0.046(0.010)***</b>	<b>0.037(0.009)***</b>	<b>0.023(0.007)**</b>	<b>0.052(0.020)*</b>	0.021(0.017)	0.017(0.013)	<b>0.049(0.010)***</b>	<b>0.332(0.008)***</b>	<b>0.038(0.009)***</b>
IP Islam / Attentats	-0.086(0.049)	-0.068(0.066)	-0.003(0.048)	0.027(0.032)	<b>0.058(0.026)*</b>	0.005(0.020)	0.004(0.039)	0.017(0.040)	-0.059(0.076)
IP Scand. politiques	0.014(0.119)	-0.002(0.091)	<b>0.720(0.216)**</b>	-0.146(0.106)	-0.064(0.036)	<b>0.390(0.154)*</b>	-0.120(0.101)	-0.074(0.037)	0.035(0.109)
IP Europe	-0.150(0.077)	-0.087(0.072)	<b>0.364(0.131)**</b>	<b>-0.105(0.041)*</b>	<b>-0.129(0.38)**</b>	0.131(0.175)	<b>-0.111(0.036)**</b>	<b>-0.108(0.334)**</b>	-0.091(0.080)
<b>Var. de contrôle</b>									
Densité population		-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***		-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***		-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***
T. Immigration		-0.010(0.113)	0.087(0.060)		-0.188(0.116)	-0.026(0.078)		-0.094(0.115)	-0.101(0.110)
T. Criminalité		0.209(0.134)	-0.039(0.110)		0.061(0.200)	0.043(0.201)		0.030(0.144)	0.036(0.141)
T. Chômage		1.207(0.175)***	1.666(0.201)***		1.494(0.151)***	1.995(0.166)***		1.364(0.138)***	1.342(0.134)***
Score Mélenchon									
<b>Interaction 1</b>									
IP Scan. Pol.* Mélenchon			<b>-0.070(0.019)**</b>			<b>-0.022(0.007)**</b>			
IP Europe* Mélenchon			<b>-0.047(0.014)**</b>			-0.014(0.010)			
<b>Interaction 2</b>									
Année 2017							6.242(1.506)***	5.330(0.792)***	5.774(1.728)**
IP Criminali.*2017									-0.016(0.014)
IP Islam*2017									0.103(0.70)
IP Scan. Pol.*2017									-0.125(0.105)
IP Europe*2017									-0.019(0.092)
<b>Constante</b>	17.676(1.651)***	7.221(2.235)**	3.215(2.136)	22.167(2.895)	10.998(2.553)***	5.090(2.462)*	15.909(1.301)***	5.584(1.816)	6.309(2.235)**
<b>N</b>	95	95	95	94	94	94	189	189	189
<b>Prob. F</b>	9.92***	277.92***	380.50***	21.90***	118.93***	760.16***	29.25***	485.63	451.82***
<b>R2</b>	0.23	0.57	0.72	0.19	0.58	0.73	0.27	0.60	0.61

\*p<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.

contre 3.7 points pour l'IP insécurité globale analysé dans le premier scénario. L'explication de cet impact plus forte de l'insécurité « usuelle » se trouve dans l'impact négatif qu'a la thématique Islam/Attentats sur le vote FN et qui est caché si on prend l'insécurité globale.

Deuxièmement, l'impact du *priming* criminalité usuelle disparaît en 2017 pour laisser place à l'impact du *priming* de l'islam/attentats le reflète le modèle 21. En effet, cette année-là, le *priming* de l'islam/attentat a favorisé le vote pour Marine Le Pen, au moment même où dans « le monde réel » il n'y avait pas d'éléments objectifs, c'est-à-dire des attentats, du moins pas au même niveau, qu'en 2012. C'est ainsi que l'appréciation de l'IP islam/attentats de 100 points entre deux départements en 2017 entraîne une augmentation du vote mariniste de 5.8 points, toutes choses égales par ailleurs. Cependant, il convient de noter que pour les données globales (modèles 24 à 26) l'IP islam/attentats n'a aucun impact sur le vote mariniste une fois que les variables de contrôle sont prises en considération et que c'est la criminalité usuelle qui reprend sa significativité statistique. Avec des résultats qui peuvent paraître contrastés, que peut-on retenir? Que le *priming* de l'islam/attentat prend place durant une période où des événements d'un caractère exceptionnel arrivent, par exemple une vague d'attentats, particulièrement meurtrière, le vote frontiste n'est pas en mesure de tirer bénéfice de cette thématique. Par contre, quand ce *priming* prend place en l'absence de ce genre d'événements, autrement dit quand ce n'est pas un simple reflet du niveau réel du « danger islamiste », le FN en tire profit électoralement. Autrement dit, plus le *priming* de l'insécurité « islamiste » est subjectif et déconnecté de la réalité empirique dans le contexte des électeurs, plus cela favorise le vote FN. À l'opposé, plus le *priming* de cette thématique est lié à des événements objectifs du contexte des électeurs, plus cela défavorise le vote FN électoralement.

Ensuite, aussi bien le *priming* des scandales politiques que celui de l'Europe confirment leur relation de causalité conditionnelle au niveau du vote de la gauche populiste comme mise

en avant par le premier scénario. D'une part, le *priming* des scandales politiques ne favorise le vote pour le FN (modèles 20 et 23) qu'à condition que le vote pour Jean-Luc Mélenchon soit faible. D'autre part, le *priming* de l'Europe confirme dans le deuxième scénario son impact négatif sur le vote mariniste en 2017. Cet effet, se confirme également en 2012 avant l'introduction des variables de contrôle et est évident dans le modèle 25 qui englobe les données des deux années d'élections.

Quatrièmement, les variables de contrôle : densité de la population et taux chômage confirment leurs impacts sur le vote FN dans ce deuxième scénario conduisant ainsi à la même conclusion. D'une part, la criminalité et la présence d'immigrants n'ont pas d'impact sur ce vote mariniste. Et d'autre part, le taux de chômage apparaît comme l'une des variables ayant le pouvoir explicatif le plus consistant de l'ensemble des variables incluses; et cela, quel que soit le scénario retenu. Par exemple, pour les modèles globaux (16 du premier scénario et 25 du deuxième scénario) mobilisant les données agrégées de 2012 et 2017, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de chômage induit une appréciation du vote pour Marine Le Pen respectivement de 1.36 point de pourcentage.

Certes, le cadre d'analyse contextuel mobilisé dans cette thèse n'autorise pas de tirer des conclusions sur le profil socio-économique des personnes qui auraient été le plus amenées à voter pour Marine Le Pen, néanmoins, les résultats obtenus ne laissent pas de doute sur deux éléments. Primo, sur le fait que des conditions socio-économiques difficiles dans le contexte des électeurs favorisent incontestablement le vote frontiste. Secundo, sur le fait que si effectivement un certain contenu des médias favorise le vote pour le FN, il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que les autres facteurs contextuels traditionnellement mobilisés pour expliquer ce vote perdent de leur pertinence.

### 7.3.3. QUEL IMPACT SUR LE VOTE POUR LA VARIATION TEMPORELLE DU *PRIMING*?

Qu'en est-il de l'impact de la variation du *priming* des thèmes FN entre la présidentielle de 2012 et 2017 sur le vote mariniste? Autrement dit, est-ce que la variation qu'a connue le niveau du vote dans chaque département entre les deux élections peut s'expliquer par la variation qu'a connue le *priming* de chacune des thématiques FN? Pour le savoir, on a évalué cela pour chacun des deux scénarios présentés. Dans ceux-ci l'ensemble des variables se représentent comme la différence entre la valeur de la variable initiale en 2017 et sa valeur en 2012, selon la même logique mobilisée dans la section sur l'impact de la visibilité sur le vote FN qui conduit à retenir 93 départements pour lesquels on dispose de données pour les deux années d'élection.

Les résultats des différentes régressions, qui ont été réalisées selon les mêmes modalités techniques mobilisant la méthode *robust* d'estimation des paramètres et le *clustering* des départements couverts par le même journal sont présentés dans le tableau 7.6. L'analyse de ceux-ci confirme d'une part, le caractère conditionnel au niveau de vote de la gauche radicale, de l'impact du *priming* des scandales politiques sur le vote frontiste, non seulement entre les départements lors d'une élection, mais également dans la variation que peut connaître ce vote entre deux élections (modèle 29 et 32) dans le même département, étant donné la significativité statistique avec un signe négatif de la variable interaction ( $\Delta$  du vote Jean-Luc Mélenchon\*  $\Delta$  IP Scandales politiques) dans les deux scénarios testés.

**Tableau 7.6. Régression linéaire de la variation des IP thématiques détaillés sur la variation du vote pour Marine Le Pen entre 2012 et 2017**

	<b>Δ vote pour Marine Le Pen</b>					
	Scénario 1			Scénario 2		
<b>IP thématiques (Sc.1)</b>	<b>Modèle 27</b>	<b>Modèle 28</b>	<b>Modèle 29</b>	<b>Modèle 30</b>	<b>Modèle 31</b>	<b>Modèle 32</b>
Δ Insécurité	0.001(0.005)	0.001(0.006)	0.000(0.006)			
Δ Scandales politiques	-0.050(0.027)	-0.046(0.024)	0.091(0.033)**			
Δ Europe	-0.010(0.025)	-0.013(0.021)	-0.048(0.027)			
<b>IP thématiques (Sc.2)</b>						
Δ Criminalité (sans attentats)				-0.000(0.005)	0.000(0.006)	-0.001(0.006)
Δ Islam / Attentats				0.004(0.006)	-0.002(0.008)	-0.002(0.011)
Δ Scandales politiques				-0.050(0.028)	-0.046(0.025)	<b>0.091(0.033)**</b>
Δ Europe				0.011(0.027)	-0.011(0.023)	-0.040(0.047)
<b>Var. de contrôle</b>						
Δ Densité population		-0.002(0.001)*	-0.001(0.001)		-0.002(0.001)*	-0.001(0.001)
Δ Taux d'immigration		-0.193(0.123)	-0.124(0.057)*		-0.195(0.128)	-0.127(0.059)*
Δ Taux de criminalité		-0.171(0.177)	-0.216(0.197)		-0.173(0.183)	-0.219(0.204)
Δ Taux de chômage		0.164(0.401)	0.028(0.421)		0.168(0.414)	0.022(0.427)
<b>Interaction</b>						
Δ Score Mélenchon* Δ Scandales politiques			<b>-0.017(0.004)***</b>			<b>-0.017(0.004)***</b>
Δ Score Mélenchon* Δ Europe			0.004(0.004)			0.003(0.005)
<b>Constante</b>	4.488(0.377)***	4.710(0.488)***	4.701(0.479)***	4.507(0.357)***	4.670(0.452)***	4.664(0.459)***
<b>N</b>	93	93	93	93	93	93
<b>Prob. F</b>	4.05*	12.56***	11.09***	3.71*	12.31***	13.19***
<b>R2</b>	0.08	0.17	0.25	0.08	0.17	0.25

\*p<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.

#### 7.4. RETOUR SUR LES HYPOTHÈSES

Les analyses qu'on a menées tout au long de ce chapitre ont eu comme but ultime de nous permettre de nous prononcer sur les différentes hypothèses développées à partir du cadre théorique de cette thèse. Il convient donc de faire un retour sur chacune d'elles et de voir de quelle manière les résultats obtenus permettent de les confirmer ou de les rejeter.

Primo, selon l'hypothèse *H1* une augmentation du *priming* de l'immigration dans les médias devrait entraîner une augmentation du vote FN. C'est-à-dire que dans deux départements dans lesquels l'ensemble des facteurs explicatifs du vote FN seraient égaux, celui dans lequel le *priming* de l'immigration serait le plus élevé impliquerait un vote pour le FN plus élevé. Dans l'état actuel des données dont on dispose, cette hypothèse ne peut être ni rejetée ni confirmée. Étant donné que les analyses descriptives qu'on a réalisées au sujet de la présence de la thématique de l'immigration dans la presse locale et nationale font ressortir qu'il est difficile d'un point de vue conceptuel de parler de l'existence même d'un *priming* de celle-ci aussi bien en 2012 qu'en 2017. Dès lors, on estime que tester la validité ou non de cette hypothèse ne pouvait se faire qu'en abandonnant un certain nombre de postulats du cadre théorique mobilisé, chose qui nous semble peu judicieuse.

Secundo, pour l'hypothèse *H2* une augmentation du *priming* de l'insécurité entraînerait une augmentation du niveau du vote pour le FN. C'est-à-dire que dans deux départements dans lesquels l'ensemble des facteurs explicatifs du vote FN seraient égaux, celui dans lequel le *priming* de l'insécurité serait plus élevé impliquerait un vote pour le FN plus élevé. Cette hypothèse est confirmée. En effet, la variation du *priming* de l'insécurité dans la presse locale est une variable explicative consistante des variations territoriales du vote le FN, peu importe l'élection.

Ce pouvoir explicatif est renforcé par l'indépendance qui existe entre, d'une part, le *priming* de l'insécurité et le taux de criminalité; et d'autre part, entre ce dernier et le vote frontiste. À cet égard, on a également mis en avant quel aspect particulier du *priming* de l'insécurité qui a favorisé le vote FN peut changer d'une élection à une autre. C'est ainsi qu'en 2012, dans un contexte caractérisé par une vague d'attentats, c'est le *priming* de « l'insécurité banale », celle que les individus seraient amenés à croire qu'ils ont le plus de chance à d'expérimenter, et non « l'insécurité exceptionnelle » lié aux attentats/intégrisme qui a favorisé le plus le vote FN. Alors qu'en 2017, en l'absence d'attentats, c'est le *priming* de la thématique des attentats/islam qui favorisé le vote frontiste. Ce qui en soi reflète comment la capacité du FN de tirer électoralement profit du *priming* de l'insécurité en totale déconnexion du niveau réel de l'insécurité objective dans le contexte des individus, comme reflété par le taux de criminalité dans le département.

Tertio, l'hypothèse *H3a* avançait que plus les scandales politiques seraient primés dans la couverture médiatique, plus le vote FN augmenterait. Celle-ci est confirmée. Malgré le contexte très spécifique de l'élection présidentielle de 2017 qui a vu Marine Le Pen face à des accusations d'emplois fictifs, il y a assez d'évidence pour affirmer que le *priming* médiatique des scandales politiques favoriserait le vote FN que dans la mesure où le poids électoral de la gauche radicale, ou plus exactement la gauche populiste, est marginal. En l'absence de cette condition, le *priming* des scandales politiques n'a pas d'impact. De son côté, l'hypothèse *H3b* qui conditionnait l'existence d'un impact positive de la visibilité de Marine Le Pen à la faiblesse électorale de la gauche radicale est rejetée .

Quarto, l'hypothèse *H4a* s'attendait à ce que l'augmentation du *priming* médiatique de l'islam implique une augmentation du score du FN. Cette hypothèse est rejetée. En fait, les

analyses qu'on a réalisées questionnent l'existence même d'une thématique islam indépendante de l'insécurité, du moins depuis le début de la série d'attentats qui ont frappé la France à partir de mars 2012. À proprement parler, l'étude de l'impact du *priming* de « l'islam/attentats » peut être approchée comme un exemple de la manière dont le *priming* de l'insécurité peut avoir un impact négatif sur le vote FN lorsqu'il n'est pas déconnecté de la réalité. Par la force des choses, l'hypothèse H4b n'a plus raison d'être, car celle-ci liait la thématique de l'islam à l'immigration.

Quarto, l'hypothèse H5a est rejetée. Le *priming* médiatique de l'Europe dans la presse locale ne favoriserait aucunement le vote pour le FN. C'est plutôt le contraire qui s'est avéré. En effet, plus les médias parlent de l'Europe, plus les résultats du FN baissent. Quelle explication peut être offerte? La plus probable est que le FN ne s'approprie pas cette thématique dans le paysage partisan français, voire qu'il ne reflète pas l'image d'un parti particulièrement compétent en matière de politiques européennes. D'autant plus qu'au-delà des questions identitaires que l'UE peut soulever en France, notamment le débat sur les supposées pertes de la souveraineté nationale ou de l'identité française, l'Europe, de par ses prérogatives, demeure une question économique par excellence.

En effet, malgré la mutation de l'UE vers une forme d'institution politique supranationale, celle-ci demeure avant tout une institution économique, ou du moins ses politiques en la matière sont celles qui ont le plus d'impacts directs sur les citoyens français au quotidien. De l'Euro à la politique agricole commun (PAC) aux fonds de développement régionaux et les politiques de protections du consommateur, en passant par les politiques en matière de mobilité des travailleurs, le principal prisme à travers lequel les attaques et les critiques des frontistes de l'UE demeurent de nature économique, monétaires et sociales en faisant de l'Europe une des principales causes de la souffrance et des inégalités auxquelles font

face les Français, ne fait que renforcer le cadrage économique de l'UE. Or, l'économie a toujours été le talon d'Achille du FN et de sa présidente. Il en découle également que le cadrage populiste que le FN et sa cheffe ont voulu donner à l'Europe n'a pas pris. Ce qui fait que l'hypothèse H5b qui se proposait de jumeler les thématiques de l'Europe et des scandales politiques ne présente pas d'intérêt analytique particulier pour être testée.

# Conclusion

Durant les trente dernières années, l'étude du vote pour les PDR en Europe fut l'objet d'une production scientifique impressionnante dont aucun autre courant politique ne peut se prévaloir. Pourtant, l'impact du contenu des médias sur le vote pour ces partis n'a que très rarement fait l'objet de recherches empiriques, et les rares exceptions en la matière portent presque toutes sur le cas de la droite radicale populiste néerlandaise. Contribuer à remédier à cette situation fut le point de départ de cette thèse. La question principale à laquelle elle a voulu répondre est : comment les médias favorisent-ils le vote pour les PDR?

Pour y répondre, on a fait le choix du FN, estimant qu'il constitue le cas idéal pour mener une telle étude. Car, il est le parfait exemple des PDR à propos desquels on a souvent évoqué l'importance cruciale qu'auraient eue les médias dans ses performances électorales successives. Pour ces recherches, c'est la visibilité médiatique des leaders frontistes, Jean-Marie Le Pen puis Marine Le Pen, qui permet de rendre compte de la manière avec laquelle les médias ont pu favoriser le vote pour le FN tout au long de ces années.

Cependant, cette thèse a voulu contester cette explication. Car, si effectivement la visibilité peut être acceptée comme le mécanisme par lequel les médias ont pu favoriser le FN lepéniste, du moins durant sa phase d'émergence électorale, on estime que celle-ci ne permet pas de rendre compte de l'impact du contenu des médias sur le vote pour cette force politique majeure qu'est devenu le FN mariniste. Encore moins quand il s'agit de mobiliser le contenu des médias comme variable explicative des importantes disparités territoriales qui ont toujours caractérisé le vote pour ce parti. Partant de là, et (1) en approchant les médias comme un facteur d'opportunité politique pouvant favoriser ou non les résultats électoraux des PDR; (2), en mobilisant les théories du *priming*, de l'agenda médiatique et de l'appropriation thématique

développées par le champ d'étude sur les effets des médias; (3) en utilisant le département comme unité d'analyse; et (4) en compilant une base de données rendant compte du niveau de présence dans l'environnement informationnel dans chaque département de la métropole des thèmes FN (l'immigration, l'insécurité, scandales politiques, l'islam et l'Europe), en plus de la visibilité médiatique du FN, on a pu démontrer un ensemble d'éléments.

Primo, s'il est vrai que la visibilité médiatique du FN en général, et celle de sa présidente en particulier, a effectivement connu une augmentation importante au fil du temps, cette visibilité ne permet aucunement d'expliquer le niveau du vote frontiste. Secundo, de l'ensemble des thèmes FN, le *priming* de l'insécurité est le plus puissant déterminant du niveau du vote pour le FN, même après avoir contrôlé avec les facteurs du monde réel comme le taux de criminalité. Tertio, l'impossibilité de parler d'un effet propre pour le *priming* de l'islam vu son indissociabilité de la thématique de l'insécurité dans la foulée des attentats qui ont touché la France à partir de 2012. Quarto, de façon globale le *priming* des scandales politiques, mobilisé comme *proxy* du populisme anti-élite, favorise le vote frontiste uniquement quand la gauche populiste est faible électoralement. Quinto, le *priming* de l'Europe est le seul à avoir un impact négatif sur le vote frontiste, ce qui serait lié à la nature économique de cette thématique.

Pour ce qui est du *priming* de l'immigration, l'impossibilité de se prononcer sur l'impact de celui-ci sur le vote mariniste, peut être perçue comme la principale limite de cette thèse. Étant donné que la thématique de l'immigration est au centre de la quasi-totalité des études qui ont étudié l'impact de la saillance médiatique ou du *priming* des thèmes des PDR sur le vote (ex. Walgrave et de swert (2004); Boomgaarden et Vliegenthart (2007); Bos et coll. (2014)). Cependant, ce résultat s'apprête également à une autre interprétation. En effet, le fait que le FN soit en mesure de tirer électoralement profit du *priming* de l'insécurité, de façon absolue, et des

scandales politiques, sous condition, même en l'absence de sa thématique « fétiche » démontre clairement que si le *priming* de l'immigration peut-être est une condition suffisante pour que les médias favorisent le vote pour les PDR, il n'est aucunement une condition nécessaire. De plus, pour ce qui est du *priming* de l'insécurité, la distinction qu'on a faite entre « criminalité usuelle » et « criminalité attentats » devrait être un élément à considérer pour toutes les recherches qui traiteraient de la question de l'impact du *priming* de l'insécurité sur le vote pour les partis de la droite radicale.

Au niveau théorique, tout en inscrivant l'impact des médias sur le vote pour les PDR dans la lignée des analyses en termes d'opportunités politiques, cette thèse affine cette approche en distinguant entre deux mécanismes causaux qui sont fonction du degré du développement électoral du parti sous l'étude. D'une part, celui des PDR mineurs. C'est-à-dire, les PDR marginaux dans leur système de partis, ou dont l'émergence électorale en est encore à ses premières heures. Pour ceux-ci, le degré d'exposition médiatique dont ils peuvent se prévaloir est crucial. Elle est même le mécanisme par lequel le contenu médiatique impacterait le vote pour ces partis. Dans ce cas, cette médiatisation est synonyme d'une modification apportée au système partisan effectif qui englobe les partis politiques dont les électeurs sont conscients de l'existence; et pour lesquels ils peuvent envisager de voter.

D'autre part, les PDR majeurs. C'est-à-dire ceux qui sont bien établis dans les systèmes partisans de chacun de leurs pays et dont les succès électoraux sont devenus quelque chose de commun, voire des acteurs indépassables des gouvernements, soit par une participation directe, soit par soutien parlementaire. C'est le cas notamment, en Autriche, en Suisse, au Danemark et dernièrement en Norvège. Pour ces PDR, acteurs clés du jeu politique dans leurs pays, c'est le *priming* par les médias des thèmes qu'ils s'approprient dans l'agenda politique (en premier lieu,

l'immigration, l'insécurité et le populisme anti-élite) qui se présente comme le mécanisme causal permettant de rendre compte de la manière dont le contenu des médias impacterait le vote pour ces partis.

Cette distinction permet également de normaliser l'étude des PDR. En effet, les recherches sur le vote pour ces partis ont trop souvent pour supposition intrinsèque que le vote pour ces partis n'est pas gouverné par les mêmes mécanismes que celui pour les autres courants politiques. Autrement dit, un vote à part qui ne pourrait *in fine* être assujéti aux outils et aux paradigmes explicatifs traditionnels mobilisés pour l'analyse du vote. En effet, en se focalisant sur la manière dont la visibilité des leaders de ses partis leur servirait électoralement, les études sur les PDR à succès tiennent selon nous trop facilement pour acquis que les leaders populistes seraient à eux seuls en mesure de tirer profit de l'exposition médiatique. On estime qu'il ne suffit pas d'affirmer que par leur charisme et leur qualité de tribun, les hommes et les femmes politiques populistes seraient les seuls en mesure de profiter de leur médiatisation.

Car, le charisme est un élément éminemment subjectif; et dont l'opérationnalisation dans le cadre de recherche empirique présente un vrai défi pour ne pas dire qu'il est problématique. Ensuite, il est difficile de comprendre pourquoi le charisme ou les bonnes capacités oratoires seraient propres aux leaders de ces partis. Et finalement, la visibilité offerte aux leaders populistes ne se fait ni dans le vide (*vacuum*) ni limité à eux, du moins dans un contexte de pluralité démocratique dans lequel la visibilité médiatique garantie aux principales forces politiques tend à être plus équilibrée, voire à favoriser les candidats *mainstream* qui exercent le pouvoir gouvernemental comme l'ont démontré Grossman et Jaber (2014) dans le cas français.

Par contre, en limitant le « pouvoir explicatif » de la visibilité à la phase d'émergence

des PDR et en affirmant qu'une fois ceux-ci bien établis c'est le degré de *priming* de leurs thématiques phares qui rend le mieux compte de l'impact des médias sur le vote en leur faveur, on normalise l'étude de cette question. Étant donné que ce cadre d'analyse peut être appliqué à tout parti politique, peu importe son positionnement idéologique. Étant donné qu'il est tout à fait admissible de s'attendre à ce que la visibilité soit bénéfique électoralement, à toute organisation partisane marginale ou en phase d'émergence – évidemment à des degrés divers dépendants d'autres facteurs contextuels – peu importe son programme. Mais également, que pour tout parti politique bien implanté électoralement, il est raisonnable d'affirmer que le *priming* des thèmes auxquels il est le plus associé dans l'agenda politique, que ce soit l'immigration, l'emploi ou l'environnement, favorise une augmentation du vote pour celui-ci, qu'il soit un parti de gauche ou de droite, radical ou traditionnel.

Toujours au niveau théorique, cette thèse a mis en évidence le fait que si le contenu des médias comme facteur contextuel est effectivement une variable explicative du vote pour les PDR, il n'en demeure pas moins qu'elle ne peut occulter le rôle clé des autres facteurs contextuels dont la « puissance explicative » est plus forte que le contenu des médias. En particulier, le contexte socio-économique comme reflété par le taux de chômage qui est apparu un important déterminant du vote frontiste. L'impact de la précarité économique sur le vote pour les PDR est de loin le plus débattu; et nombre de chercheurs demeurent perplexes sur l'impact réel de celui-ci sur le vote pour ces partis, en évoquant souvent des cas comme celui de la Suisse, où la droite radicale est fortement implantée dans des régions économiquement prospères, ou celui de l'Espagne, du moins jusqu'à dernièrement, dont les régions les plus touchées par le chômage, comme l'Andalousie, dans lesquelles aucun PDR n'a pu émerger. Néanmoins, au-delà de ce débat, on estime que les résultats devraient nous amener à dire que si effectivement le contenu des médias s'avère être une variable explicative contextuelle de

nature « immatérielle », il ne faut pas pour autant croire que le vote pour les PDR est totalement déconnecté de la réalité matérielle qui prédomine dans le contexte dans lequel les électeurs vivent. Autrement dit, loin de nous l'idée d'affirmer que le contenu des médias est LA variable clé dans les succès électoraux des PDR.

Au niveau empirique, cette thèse a mis en relief la nature composite de l'espace informationnel des individus, à la fois constitué d'informations émanant des médias nationaux et des médias locaux. Plus encore, ces deux niveaux de médias présentent des différences importantes en ce qui a trait aux thématiques qui vont faire l'objet de *priming* par chacun d'eux durant une période donnée. Or, trop souvent, pour ne pas dire dans la totalité des études traitant de la question de l'impact du contenu des médias sur le vote pour les PDR qu'on a eu à consulter, celles-ci tiennent pour acquis que le contenu des médias nationaux est le principal déterminant de l'environnement informationnel à l'intérieur du territoire national et que celui-ci est homogène pour l'ensemble de la population. Autrement dit, qu'à un instant T, les électeurs vivent dans un espace informationnel homogène dont les seules variations possibles seraient de type temporel, et non sectionnel.

Évidemment, une telle situation peut être toujours possible dans certaines configurations nationales dans lesquelles, par exemple, il n'y a pas une grande présence ou culture de la presse locale ou régionale comme c'est le cas en France. Néanmoins, il nous apparaît nécessaire que toute étude qui se donne comme objectif d'évaluer l'impact de contenu des médias sur le vote doit mener en premier lieu une analyse préliminaire du système médiatique du pays dans lequel le parti objet de l'étude s'active, afin d'identifier dans quelle mesure l'homogénéité de l'environnement informationnel est un postulat de départ valide. Car sans cette précaution la légitimité d'utiliser le contenu des médias nationaux comme *proxy* du contenu de

l'environnement informationnel des individus serait fortement questionnable.

Le caractère composite de l'environnement informationnel qu'on met en avant et la nature diverse des types des médias qui contribuent dans la détermination des enjeux qui y sont les plus saillants conduisent inexorablement à s'interroger sur le rôle des réseaux sociaux. Car, dans un monde dans lequel ceux-ci occupent une place de plus en plus importante, on ne peut faire fi de leur rôle potentiellement important dans la composition de l'environnement informationnel dans lequel les électeurs baignent. Cependant, la prise en considération des médias sociaux dans le cadre d'analyses de type contextuel du vote présente d'innombrables difficultés théoriques et opérationnelles. D'un point de vue théorique, la nature même des médias sociaux est difficile à déterminer : sont-ils un simple canal de diffusion de l'information produite par toute forme d'acteurs (médias, organisations politiques et groupes d'intérêts de tout type)? C'est-à-dire, pas plus qu'un forum dans lequel se retrouvent toutes formes d'information qui ne sont déjà dans le monde réel. En définitive, un simple écho à celui-ci. Autrement dit, les réseaux sociaux ne contribuent pas à proprement parler dans la détermination de l'environnement informationnel des électeurs. Ou au contraire, s'il s'agit d'un média de type particulier et différent des médias traditionnels indépendants, qui contribue de façon autonome à l'environnement informationnel des individus, et qui en ce sens devrait être pris en considération dans toute étude qui se donnerait comme objectif de déterminer l'impact du contexte informationnel dans le vote pour les PDR. Répondre à ces questions peut être au centre de futures recherches.

Une autre question qui gagnerait à être étudiée et qui selon nous ne peut se faire qu'à travers une approche qualitative est celle de savoir pourquoi certains organes de presse sont amenés à accorder une place plus importante à la couverture de certains enjeux qu'à d'autres,

notamment l'insécurité. Car, comme nous l'avons vu, si les différences qu'on a trouvées entre la presse nationale et la presse régionale pour ce qui a trait à la nature des thématiques prioritaires peuvent être mises sur le compte de leurs natures différentes qui les amènent à favoriser certains des « thèmes locaux » versus des « thèmes nationaux » pour les autres; il est difficile de formuler une réponse convaincante sur les causes importantes qui existent entre les journaux de la PQR quant à la place qu'occupe la criminalité dans leur couverture médiatique. D'autant plus que d'une part, la place qu'occupe cette thématique dans cette presse est loin d'être un simple reflet du niveau réel de la criminalité dans le contexte qu'ils couvrent. De plus, contrairement à d'autres pays, en France, il n'existe pas une tradition de la presse « tabloïde » basée sur le sensationnalisme qui la conduirait à accorder une place centrale dans sa couverture à la criminalité, comme c'est le cas par exemple en Grande-Bretagne et qui pourrait expliquer la tendance de certains journaux à accorder une plus grande place à cette thématique par rapport à d'autres.

En somme, cette thèse est loin d'être uniquement une énième recherche sur le FN, un des partis les plus étudiés de la science politique, non seulement française, mais européenne. Les conclusions qu'elle tire ouvrent de nouvelles perspectives dans l'analyse du vote pour les PDR en Europe et ailleurs. Vu le nouveau souffle qu'ont pris depuis quelques années les acteurs populistes de la droite radicale, d'une part, dans la foulée de la guerre en Syrie et le flux de réfugiés et de déplacés auxquels elle a donné lieu; et d'autre part, suite à la prise du pouvoir dans un ensemble de démocraties occidentales d'acteurs populistes, l'intérêt des chercheurs pour ces partis est loin d'être terminé.

# Bibliographie

- Aalberg, Toril, and Claes H. de Vreese, "Comprehending Populist Political Communication." In Aalberg, Toril; Esser, Frank; Reinemann, Carsten; Stromback, Jesper. 2016, *Populist Political Communication in Europe*. Routledge, (11-16).
- Aelst, Peter van, Bart Maddens, Jo Noppe, and Stefaan Fiers. 2008. "Politicians in the News: Media or Party Logic?: Media Attention and Electoral Success in the Belgian Election Campaign of 2003." *European Journal of Communication*, 23 (2): 193–210. <https://doi.org/10.1177/0267323108089222>.
- Akkerman, Tjitske. 2011. "Friend or Foe? Right-Wing Populism and the Popular Press in Britain and the Netherlands." *Journalism: Theory, Practice, and Criticism*, 12 (8): 931–945. <https://doi.org/10.1177/1464884911415972>.
- Albertini, Dominique, et David Doucet. 2013. *Histoire Du Front National*. Paris: Tallandier.
- Alduy, Cécile, et Stéphane Wahnich. 2015. *Marine Le Pen Prise Aux Mots: Décryptage Du Nouveau Discours Frontiste*. Paris: Seuil.
- Alidières, Bernard. 2012. « Les temps du vote Front national et de ses représentations ». *Hérodote*, 144 (1): 18-37. <https://doi.org/10.3917/her.144.0018>.
- Amengay, Abdelkarim., Anya Durovic, et Nonna Mayer. 2017. « L’impact du genre sur le vote Marine Le Pen ». *Revue Française de Science Politique*, 67 (6): 1067–1087. <https://doi.org/10.3917/rfsp.676.1067>.
- Amengay, Abdelkarim, and Daniel Stockemer. 2018. "The Radical Right in Western Europe: A Meta-Analysis of Structural Factors." *Political Studies Review*. <https://doi.org/10.1177/1478929918777975>.
- Andersen, Robert, and Jocelyn A. J. Evans. 2003. "Values, Cleavages and Party Choice in France, 1988–1995." *French Politics*, 1 (1): 83–114. <https://doi.org/10.1057/palgrave.fp.8200019>.
- Arzheimer, Kai. 2008. "Protest, Neo-Liberalism or Anti-Immigrant Sentiment: What Motivates the Voters of the Extreme Right in Western Europe?" *Zeitschrift Für Vergleichende Politikwissenschaft*, 2 (2): 173–197. <https://doi.org/10.1007/s12286-008-0011-4>.
- Arzheimer, Kai, and Elisabeth Carter. 2006. "Political Opportunity Structures and Right-Wing Extremist Party Success." *European Journal of Political Research*, 45 (3): 419–443. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2006.00304.x>.

- Arzheimer, Kai, and Elisabeth Carter. 2009a. "Christian Religiosity and Voting for West European Radical Right Parties." *West European Politics*, 32 (5): 985–1011. <https://doi.org/10.1080/01402380903065058>.
- Arzheimer, Kai, and Elisabeth Carter. 2009b. "How (Not) to Operationalise Subnational Political Opportunity Structures: A Critique of Kestilä and Söderlund's Study of Regional Elections." *European Journal of Political Research*, 48 (3): 335–58. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2009.00842.x>.
- Bachl, Marko, and Frank Brettschneider. 2011. "The German National Election Campaign and the Mass Media." *German Politics*, 20 (1): 51–74. <https://doi.org/10.1080/09644008.2011.554100>.
- Ballarini, Loïc. 2012. « Pourquoi lire la presse régionale aujourd'hui ? » *Sciences de la société*, 84–85: 17–31. <https://doi.org/10.4000/sds.1795>.
- Balu Matthieu. (2017). « Audrey Pulvar au bord des larmes en évoquant le FN ». Huffpost France. [https://www.huffingtonpost.fr/2017/05/02/audrey-pulvar-au-bord-des-larmes-en-evoquant-le-fn\\_a\\_22065835/](https://www.huffingtonpost.fr/2017/05/02/audrey-pulvar-au-bord-des-larmes-en-evoquant-le-fn_a_22065835/)
- Barrault-Stella, Lorenzo, et Bernard Pudal. 2015. « Représenter les classes populaires ? » *Savoir/Agir*, 34 (4): 71. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0071>.
- Barreau, Jean-Michel. 2017. *Le Front National: Une Identité Antirépublicaine*. Vulaines-sur-Seine: Éditions du Croquant.
- Bell, David S. 1994. "The French National Front." *History of European Ideas*, 18 (2): 225–240. [https://doi.org/10.1016/0191-6599\(94\)90007-8](https://doi.org/10.1016/0191-6599(94)90007-8).
- Belot, Céline, and Pierre Bréchon. 2012. "Moving towards a More Tolerant Society? Attitudes towards Immigrants in French Politics." *French Politics* 10 (3): 209–32. <https://doi.org/10.1057/fp.2012.11>.
- Berès, Pervenche. 2017. *Son Vrai Visage: Témoignage Sur Le FN Au Parlement Européen*. Paris: Éditions Fondation Jean-Jaurès.
- Bernié-Boissard, Catherine. 2013. *Vote FN, pourquoi ?* Vauvert: Au diable Vauvert.
- Betz, Hans-georg. 1993. "The Two Faces of Radical Right-Wing Populism in Western Europe." *The Review of Politics* 55 (4): 663–686. <https://doi.org/10.1017/S0034670500018040>.
- Betz, Hans-Georg. 2004. *La droite populiste en Europe : extrême et démocrate?* Paris: Autrement.

- Birenbaum, Guy, and Marina Villa. 2003. The Media and Neo-Populism in France. In Mazzoleni, Gianpietro, Stewart Julianne and Horsfield, Bruce (eds.). *The Media and Neo-Populism: a Contemporary Comparative Analysis*. Westport, Connecticut : Praeger, (45-70).
- Blavignat, Yohan. 2018. « L'affaire des « foulards de Creil » : la République laïque face au voile islamique », *Le Figaro* du 27 juillet 2018. <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/07/27/01016-20180727ARTFIG00053-l-affaire-des-foulards-de-creil-la-republique-laique-face-au-voile-islamique.php> (consulté le 14/05/2019).
- Boilloux, Nicolas. 1997. « Face au racisme ». *Autres Temps*, 53 (1): 73–83. <https://doi.org/10.3406/chris.1997.1940>.
- Boily, Frédéric. 2005. « Aux Sources Idéologiques Du Front National : Le Mariage Du Traditionalisme et Du Populisme ». *Politique et Sociétés*, 24 (1): 23–47. <https://doi.org/10.7202/011494ar>.
- Boomgaarden, Hajo G., and Rens Vliegenthart. 2007. “Explaining the Rise of Anti-Immigrant Parties: The Role of News Media Content.” *Electoral Studies*, 26 (2): 404–17. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2006.10.018>.
- Bornschieer, Simon, and Romain Lachat. 2009. “The Evolution of the French Political Space and Party System.” *West European Politics*, 32 (2): 360–383. <https://doi.org/10.1080/01402380802670677>.
- Bos, Linda, Jonas Lefevere, Roos Thijssen, and Penelope H. Sheets. 2014. " The impact of media coverage on right-wing populist parties: the role of issue ownership." Paper prepared for presentation at the ECPR General Conference 2014. <https://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/7d42382b-2596-4823-b3f4-488447220389.pdf>
- Bos, Linda, & Brants, Kees. 2014. Populist rhetoric in politics and media: A longitudinal study of the Netherlands. *European Journal of Communication*, 29(6): 703–719. DOI: 10.1177/0267323114545709.
- Bos, Linda, Wouter van der Brug, and Claes de Vreese. 2010. “Media Coverage of Right-Wing Populist Leaders.” *Communications: The European Journal of Communication*, 35(2):141–163. <https://doi.org/10.1515/COMM.2010.008>
- Bos, Linda, Wouter van der Brug, and Claes de Vreese. 2011. “How the Media Shape Perceptions of Right-Wing Populist Leaders.” *Political Communication*, 28 (2): 182–

206. <https://doi.org/10.1080/10584609.2011.564605>.
- Bratten, L. Clare. 2005. "Online Zealotry: La France Du Peuple Virtuel." *New Media & Society*, 7, (4): 517–532.
- Bresson, Gilles, et Christian Lionet. 1994. *Le Pen: Biographie. Épreuve Des Faits*. Paris: Éditions du Seuil.
- Brewer, Paul, Joseph Graf, and Lars Willnat. 2003. "Priming or Framing: Media Influence on Attitudes Toward Foreign Countries." *International Communication Gazette*, 65 (6): 493–508. <https://doi.org/10.1177/0016549203065006005>.
- Brouard, Sylvain, Emiliano Grossman, et Isabelle Guinaudeau. 2012. « La compétition partisane française au prisme des priorités électorales ». *Revue française de science politique*, 62 (2): 255–76. <https://doi.org/10.3917/rfsp.622.0255>.
- Bryant, Jennings. 2002. *Fundamentals of Media Effects* (1st ed.). Boston, Massachusetts: McGraw-Hill.
- Budge, Ian. 2015. "Issue Emphases, Saliency Theory and Issue Ownership: A Historical and Conceptual Analysis." *West European Politics*, 38 (4): 761–77. <https://doi.org/10.1080/01402382.2015.1039374>.
- Buléon, Pascal, et Fourquet, Jérôme. 2003. « Vote Front National 1984-2002, Géographies et Interprétations Successives : Une Équation Politique ». *Espace, Populations, Sociétés*, 21 (3): 453–67. <https://doi.org/10.3406/espos.2003.2098>.
- Bussi, Michel, et Jérôme Fourquet. 2007. « Élection présidentielle 2007: Neuf cartes pour comprendre ». *Revue française de science politique*, 57 (3): 411–428. <https://doi.org/10.3917/rfsp.573.0411>.
- Bussi, Michel, Jerome Fourquet, and Celine Colange. 2012. « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012. L'apport de la géographie électorale ». *Revue française de science politique*, 62(5): 941–63. <http://search.proquest.com/docview/1335017903/>.
- Calan, Maël de. 2016. *La Vérité Sur Le Programme Du Front National*. Paris: Plon.
- Camus, Jean-Yves. 1998. « Une avant-garde populiste: peuple et nation dans le discours de Nouvelle Résistance ». *Mots*, 55 (1): 128–138. <https://doi.org/10.3406/mots.1998.2352>.
- Camus, Jean-Yves. 2011. « Le processus de normalisation des droites radicales en Europe ». *Cités*, 45: 153–156. <https://doi.org/10.3917/cite.045.0153>.

- Catherine Wihtol de Wenden. 1988. « Le discours politique ». *Hommes et Migrations*, 1112: 59–65. <https://doi.org/10.3406/homig.1988.1164>.
- Charlot, Monica. 1986. « L'émergence du Front national ». *Revue Française de Science Politique*, 36 (1): 30–45. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1986.394234>.
- Chiche, Jean, et Isabel Boussard. 1997. « Le comportement des ruraux lors des élections municipales de juin 1995 ». *Économie rurale*, 237 (1): 10–14. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1997.4836>.
- Chong, Dennis, and James N. Druckman. 2007. “Framing Theory.” *Annual Review of Political Science*, 10 (1): 103–26. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.10.072805.103054>.
- Cochrane, Christopher, and Neil Nevitte. 2014. “Scapegoating: Unemployment, Far-Right Parties and Anti-Immigrant Sentiment.” *Comparative European Politics*, 12 (1): 1–32. <https://doi.org/10.1057/cep.2012.28>.
- Coffé, Hilde, Bruno Heyndels, and Jan Vermeir. 2007. “Fertile Grounds for Extreme Right-Wing Parties: Explaining the Vlaams Blok’s Electoral Success.” *Electoral Studies*, 26 (1): 142–55. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2006.01.005>.
- Commin, Ida Paola Angèle. 2016. « Tuer le père? : la communication politique du Front national de Marine Le Pen » Mémoire de Maîtrise en science politique. Université du Québec à Montréal, Montréal (Québec, Canada).
- Corbière, Alexis. 2013. La réponse au FN, enjeu européen. Dans Bernié-Boissard Catherine, Élian Cellier, Alexis Corbière et Raymond Huard, *Vote FN, pourquoi ? Vauvert : Au diable Vauvert (7-20)*.
- Corbière, Alexis, and Pena-Ruiz, Henri. 2012. *Le Parti de L'étrangère : Marine Le Pen Contre L'histoire Républicaine de La France*. Bruxelles: Éd. Tribord.
- Crépon, Sylvain, Alexandre Dézé, et Nonna Mayer. 2015. Les faux-semblants du Front national. Académique. Paris : Presses de Sciences Po.
- Crépon Sylvain, Alexandre Dézé, et Nonna Mayer. 2016. “Marine Le Pen’s Challenge : Could the Extreme Right National Front Leader Become France’s Next President? ” *Cairo Review*, 22: 72-78.
- De Lange, Sarah L., and Tjitske Akkerman. 2012. Populist Parties in Belgium: a Case of Hegemonic Liberal Democracy? In Mudde, cas and Cristobal Rovira Kaltwasser, *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy? (27-45)*.

Cambridge: Cambridge University Press,

- Deléan, Michel. 2018. « Penelope Fillon et son emploi fictif: Marc Ladreit de Lacharrière plaide coupable », *Médiapart*, en ligne le 11 décembre 2018 (consulté le 15/05/2018).
- Della Posta, D. J. 2013. “Competitive Threat, Intergroup Contact, or Both? Immigration and the Dynamics of Front National Voting in France.” *Social Forces*, 92 (1): 249–73. <https://doi.org/10.1093/sf/sot046>.
- Dély, Renaud. 2017. *La Vraie Marine Le Pen: Une Bobo Chez Les Fachos*. Paris: Éditions Plon.
- Der Brug, Wouter van, and Joost Berkhout. 2015. “The Effect of Associative Issue Ownership on Parties' Presence in the News Media” *West European Politics*, 38(4):869-887. <https://doi.org/10.1080/01402382.2015.1039379>.
- Destal, Mathias, and Marine Turchi. 2017. “*Marine Est Au Courant de Tout...*”: *Argent Secret, Financements et Hommes de l'ombre: Une Enquête Sur Marine Le Pen*. Paris: Flammarion.
- Dézé, Alexandre. 2012. *Le Front National: À La Conquête Du Pouvoir? Éléments de Réponse*. Paris: Armand Colin.
- Dézé, Alexandre. 2016. *Comprendre Le Front National*. Thèmes & Débats. Société. Levallois-Perret: Bréal.
- Dinas, Elias, and Joost van Spanje. 2011. “Crime Story: The Role of Crime and Immigration in the Anti-Immigration Vote.” *Electoral Studies*, 30 (4): 658–671. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2011.06.010>.
- Doucet, David, et Mathieu Dejean. 2016. *La Politique Malgré Elle: La Jeunesse Cachée de Marine Le Pen*. Collection Ces Jeunes Qui Nous Gouvernement. Paris: Éditions La Tengo.
- Dumitrescu, Delia. 2017. “Up, Close and Personal: The New Front National Visual Strategy under Marine Le Pen.” *French Politics*, 15 (1): 1–26.
- Dumont, Serge. 1985. *Le Système Le Pen*. Anvers: Editions EPO asbl.
- Duret, Pascal. 2005. « Les suffrages “Front national”, reflets d’identités blessées ». *Lien social et Politiques*, 53: 37–43. <https://doi.org/10.7202/011643ar>.
- Duthoit, Vivien (n.d). Annexe I: Quelques statistiques sur la presse et le numérique en France

et dans le Monde, réalisé dans le cadre d'un stage au ministère de la Culture en France.  
[https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwirv7PK9K\\_kAhULnKwKHfi4AlcQFjAAegQIAhAC&url=http%3A%2F%2Fwww.culture.gouv.fr%2FMedia%2FThematiques%2FPresse%2FFiles%2FAnnexe-1&usg=AOvVaw30DpAfIE2TeZa5WK6OAd1J](https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwirv7PK9K_kAhULnKwKHfi4AlcQFjAAegQIAhAC&url=http%3A%2F%2Fwww.culture.gouv.fr%2FMedia%2FThematiques%2FPresse%2FFiles%2FAnnexe-1&usg=AOvVaw30DpAfIE2TeZa5WK6OAd1J)

- Eatwell, Roger. 2000. "The Rebirth of the 'extreme Right' in Western Europe?" *Parliamentary Affairs*, 53 (3): 407–425. <https://doi.org/10.1093/pa/53.3.407>
- Eatwell, Roger. 1998a. "The Dynamics of Right-wing Electoral Breakthrough." *Patterns of Prejudice*, 32 (3): 3–31. <https://doi.org/10.1080/0031322X.1998.9970263>.
- Eatwell, Roger. 1998b. "The Dynamics of Right-wing Electoral Breakthrough." *Patterns of Prejudice*, 32 (3): 3–31. <https://doi.org/10.1080/0031322X.1998.9970263>.
- Ecolinks. 2017. *Petit Manuel Économique Anti-FN*. Mobilisations. Paris: Le Cavalier Bleu.
- Ellinas, Antonis A (2010). *The Media and the Far Right in Western Europe: Playing the Nationalist Card*. New York: Cambridge University Press.
- Élysée. s.d. Bibliographie officielle du Président français Emmanuel Macron, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron> (consulté le 14/05/2019)
- Esser, Frank, Agnieszka Stpiska, and David Nicolas Hopmann. 2016. Populism and the Media, Cross-National Findings and Perspectives. In Aalberg, Toril, Frank Esser, Carstern Reinemann, and Jesper Strömbäck (Eds.), *Populist political communication in Europe*. New York, NY: Routledge, (254-263).
- Etienne, Anne. 2007. "Do Election Results Represent People's Political Ideologies? A Study of the French 2002 Presidential Elections." *French Politics*, 5 (1): 20–32. <https://doi.org/10.1057/palgrave.fp.8200110>.
- Euronews. 2015. « Qu'est-ce que l'accord de Schengen? », <https://fr.euronews.com/2015/09/01/qu-est-ce-que-l-accord-de-schengen> (consulté le 14/05/2019).
- Europe 1. 2017. « Le Pen : "Macron est le meilleur candidat du système » », <https://www.europe1.fr/politique/le-pen-macron-est-le-meilleur-candidat-du-systeme-2960147> (consulté le 14/05/2019).
- Evans, Jocelyn, and Gilles Ivaldi. 2012. "Forecasting the FN Presidential Vote in 2012." *French Politics*, 10 (1): 44–67. <https://doi.org/10.1057/fp.2011.21>.

- Fowler, Erika Franklin. 2012. "Making the News Is Local Television News Coverage Really That Bad?" In Aalberg, Toril, and Curran James (Eds), *How media inform democracy. A comparative approach*. New York, NY: Routledge, (45-60).
- Froio, Caterina, et Emiliano Grossman. 2019. "The *Front National* in France", recherche en cours, non encore publiée et présenté dans le cadre des travaux du *First Annual Workshop of the CEPR Research and Policy Network on Populism*, du 1<sup>er</sup> ou 2 juillet 2019 à Sciences Po Paris. 21p. Disponible sur : [http://econ.sciences-po.fr/sites/default/files/file/melissa/FroioGrossman\\_RN\\_3.pdf](http://econ.sciences-po.fr/sites/default/files/file/melissa/FroioGrossman_RN_3.pdf).
- Francieries, Franck. 1993. « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire ». *Politix*, 22 (2): 119–137.
- Gautier, Jean-Paul. 2015. *De Le Pen à Le Pen: Continuités et Ruptures*. Collection "Mauvais Temps." Paris: Syllepse.
- Gerstlé, Jacques. 1999. « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture ». *Revue européenne des sciences sociales*, 37(114) : 139-157.
- Gerstlé, Jacques. 2003. « Une fenêtre d'opportunité électorale », Pascal Perrineau (éd.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*. Presses de Sciences Po, (27-52).
- Gerstlé, Jacques, and Magni-Berton, Raul. 2014. 2012, : *La Campagne présidentielle : Observer Les médias, Les électeurs, Les Candidats*. Paris : Pepper-L'Harmattan
- Goldey, David B. 1993. "The French General Election of 21–28 March 1993." *Electoral Studies*, 12 (4): 291–314.
- Goldhammer, Arthur. 2015. "Explaining the Rise of the Front National: Political Rhetoric or Cultural Insecurity?" *French Politics, Culture & Society*, 33 (2): 134-142. <https://doi.org/10.3167/fpcs.2015.330208>.
- Gombin, Joël. 2016. *Le Front National*. Paris: Eyrolles.
- Goodliffe, Gabriel. 2016. "From Political Fringe to Political Mainstream: The Front National and the 2014 Municipal Elections in France." *French Politics, Culture & Society*, 34 (3): 126-147,157-158 <https://doi.org/10.3167/fpcs.2016.340307>.
- Gougou, Florent. 2008. "The 2008 French Municipal Elections. The Opening and the Sanction." *French Politics*, 6 (4): 395–406. <https://doi.org/10.1057/fp.2008.15>.
- Gougou, Florent, and Simon Labouret. 2010. "The 2010 French Regional Elections:

- Transitional Elections in a Realignment Era.” *French Politics*, 8 (3): 321–341. <https://doi.org/10.1057/fp.2010.17>.
- Gougou, Florent, and Simon Labouret.. 2011. “The 2011 French Cantonal Elections: The Last Voter Sanction before the 2012 Presidential Poll.” *French Politics*, 9 (4): 381–403. <https://doi.org/10.1057/fp.2011.19>.
- Gougou, Florent, and Simon Persico. 2017. “A New Party System in the Making? The 2017 French Presidential Election.” *French Politics*, 15 (3): 303–321.
- Graber, Doris A. 2007. *Media Power in Politics* (5th ed.). Washington, DC: CQ Press.
- Green-Pedersen, Christoffer, and Rune Stubager. 2010. “The Political Conditionality of Mass Media Influence: When Do Parties Follow Mass Media Attention?” *British Journal of Political Science*, 40 (3): 663–677.
- Grossman, Emiliano, Asmaa Jaber (2014). Le rôle des médias dans la campagne présidentielle de 2012. Dans Jacques Gerstlé et Raul Magni Berton (dir.). *2012, la campagne présidentielle. Observer les médias, les électeurs, les candidats* (-). Paris, France : L’Harmattan.
- Hainsworth, Paul, and Paul Mitchell. 2000. “France: The Front National from Crossroads to Crossroads?” *Parliamentary Affairs* 53, (3): 443–456. <https://doi.org/10.1093/pa/53.3.443>.
- Hainsworth, Paul. 2004. “The Extreme Right in France: The Rise and Rise of Jean-Marie Le Pen’s Front National.” *Representation*, 40 (2): 101–114.
- Hameleers, Michael, Linda Bos, and Claes De Vreese. 2018. “Framing Blame: Toward a Better Understanding of the Effects of Populist Communication on Populist Party Preferences.” *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 28 (3): 380–398. <https://doi.org/10.1080/17457289.2017.1407326>.
- Hawkins, Kirk A., Madeleine Read, and Teun Pauwels. 2017. Populism and Its Causes. In Kaltwasser, Cristóbal Rovira, Taggart, Paul, Espejo, Paulina Ochoa, and Ostiguy, Pierre. (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.013.13>.
- Hawkins Kirk A., Ryan E. Carlin, Levente Littvay and Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.) (2019). *The Ideational Approach to populism: Concept, Theory, and Analysis*. London; New York: Routledge.

- Hayot, Alain. 2014. *Face au FN : la contre-offensive*. Paris: Arcane 17.
- Henri Deleersnijder. 1997. « Le “point de détail”, dix ans après...: les liaisons dangereuses des médias avec Jean-Marie Le Pen. » *Quaderni*, 33 (1): 45–55. <https://doi.org/10.3406/quad.1997.1202>.
- Henri Rey. 1998. « Les représentations de l'électorat populaire du front national ». *Hommes et Migrations*, 1211(1): 92–99. <https://doi.org/10.3406/homig.1998.3096>.
- Hester, Robert James. 2009. “Co-Opting the Immigration Issue within the French Right.” *French Politics*, 7 (1): 19–30. <https://doi.org/10.1057/fp.2009.4>.
- Hopmann, David Nicolas, Rens Vliegthart, Claes De Vreese, and Erik Albæk. 2010. “Effects of Election News Coverage: How Visibility and Tone Influence Party Choice.” *Political Communication*, 27 (4): 389–405. <https://doi.org/10.1080/10584609.2010.516798>.
- Hubé, Nicolas, and Naomi Truan. 2016. France: The reluctance to use the word populism as a concept. In Aalberg, Toril, Frank Esser, Carstern Reinemann, and Jesper Strömbäck (Eds.), *Populist political communication in Europe*. New York, NY: Routledge, (181–195).
- Husbands, Christopher T. 1981. “Contemporary Right-Wing Extremism in Western European Democracies: A Review Article.” *European Journal of Political Research*, 9 (1): 75–99.
- Husbands, Christopher T. 1991. “The Support for the Front National: Analyses and Findings.” *Ethnic and Racial Studies*, 14 (3): 382–416.
- Husbands, Christopher T. 1992. “The Other Face of 1992: The Extreme-Right Explosion in Western Europe.” *Parliamentary Affairs*, 45 (3): 267–284.
- Ignazi, Piero. 1992. “The Silent Counter-Revolution.” *European Journal of Political Research*, 22 (1): 3–34.
- Ignazi, Piero, and Colette Ysmal. 1992. “New and Old Extreme Right Parties.” *European Journal of Political Research*, 22 (1): 101–121. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1992.tb00307.x>.
- Igounet, Valérie auteur. 2014. *Le Front National de 1972 à Nos Jours: Le Parti, Les Hommes, Les Idées*. Paris: Éditions du Seuil.
- Igounet, Valérie auteur. 2017a. *Les Français d'abord: Slogans et Viralité Du Discours Front National (1972-2017)*. Paris: Inculte/Dernière marge.

- Igounet Valérie. 2017b. « Nous avons tout à perdre et rien à gagner. Cela a bien changé » Derrière Le Front, Histoires, analyses et décodages du Front national, *France Info*, <https://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/2017/08/20/nous-avons-tout-a-perdre-et-rien-a-gagner-cela-a-bien-change.html> (consulté le 18/06/2018).
- Immerzeel, Tim, Eva Jaspers, and Marcel Lubbers. 2013. "Religion as Catalyst or Restraint of Radical Right Voting?" *West European Politics*, 36 (5): 946–968. <https://doi.org/10.1080/01402382.2013.797235>.
- Ivaldi, Gilles. 2015. "Towards the Median Economic Crisis Voter? The New Leftist Economic Agenda of the Front National in France." *French Politics*, 13 (4): 346–69. <https://doi.org/10.1057/fp.2015.17>.
- Ivaldi, Gilles. 2016. « Le Front national français dans l'espace des droites radicale européennes ». *Pouvoirs*, 157(2): 115-126. <https://doi.org/10.3917/pouv.157.0115>
- Ivaldi, Gilles. 2018. « Populisme et choix électoral ». *Revue française de science politique*, 68 (5): 847–872.
- Ivaldi, Gilles. 2018. "Contesting the EU in times of crisis: The Front National and politics of Euroscepticism in France." *Politics*, 38(3): 278-294. DOI:10.1177/0263395718766787.
- Ivaldi, Gilles. 2019. *De Le Pen à Trump: le défi populiste*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Ivaldi, Gilles, Maria Elisabetta Lanzone, and Dwayne Woods. 2017. "Varieties of Populism Across a Left-Right Spectrum: The Case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement." *Swiss Political Science Review*, 23(4): 354-376. <https://doi.org/10.1111/spsr.12278>.
- Jerit, Jennifer, Jason Barabas, and Toby Bolsen. 2006. "Citizens, Knowledge, and the Information Environment." *American Journal of Political Science*, 50 (2): 266–282. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2006.00183.x>.
- Jérôme, Béatrice, Cécile Ducourtieux et Audrey Tonnelier. 2017. « "Clauses Molière" : plusieurs régions françaises font un pas vers la préférence nationale », *Le Monde.fr*, publié en ligne le 13 mars 2017, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/03/13/plusieurs-regions-francaises-font-un-pas-vers-la-preference-nationale\\_5093447\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/03/13/plusieurs-regions-francaises-font-un-pas-vers-la-preference-nationale_5093447_3234.html), (consulté le 21 août 2019).
- Jérôme, Bruno, and Véronique Jérôme-Speziari. 2003. "A Le Pen Vote Function for the 2002

- Presidential Election: A Way to Reduce Uncertainty.” *French Politics*, 1 (2): 247–251. <https://doi.org/10.1057/palgrave.fp.8200036>.
- Kauffmann, Grégoire. 2016. *Le Nouveau FN: Les Vieux Habits Du Populisme*. République Des Idées. Paris: Seuil.
- Kessler, Alan E, and Gary P Freeman. 2005. “Support for Extreme Right-Wing Parties in Western Europe: Individual Attributes, Political Attitudes, and National Context.” *Comparative European Politics*, 3 (3): 261–88. <https://doi.org/10.1057/palgrave.cep.6110063>.
- Kestilä, Elina, and Peter Söderlund. 2007. “Subnational Political Opportunity Structures and the Success of the Radical Right: Evidence from the March 2004 Regional Elections in France.” *European Journal of Political Research*, 46 (6): 773–96. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2007.00715.x>.
- Kitschelt, Herbert P. 1986. "Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies." *British Journal of Political Science*, 16(1): 57-85.
- Kling, Anne. 2012. *FN ... tout ça pour ça! : La très étonnante évolution du Front national*. Strasbourg: Éditions Mithra.
- Koopmans, Ruud, and Jasper Muis. 2009. “The Rise of Right-Wing Populist Pim Fortuyn in the Netherlands: A Discursive Opportunity Approach.” *European Journal of Political Research*, 48 (5): 642–64. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2009.00846.x>.
- Kosicki, Gerald M. 2003. Political Communication and Public Opinion. In Maered Philippe J. and Gadi Wolfsfeld, *Political Communication in a New Era: A Cross-national Perspective* (60-81). London and New York: Routledge.
- Koulberg, André. 2017. *Le FN et La Société Française: L’extrême Droite Banalisée*. Paris: Les éditions Utopia.
- Krämer, Benjamin. 2014. “Media Populism: A Conceptual Clarification and Some Theses on Its Effects.” *Communication Theory*, 24 (1): 42–60. <https://doi.org/10.1111/comt.12029>.
- La Croix (Journal). 2012. Les émeutes urbaines ces dix dernières années. [https://www.la-croix.com/Actualite/France/Les-emeutes-urbaines-ces-dix-dernieres-annees-\\_NG\\_-2012-08-15-842853](https://www.la-croix.com/Actualite/France/Les-emeutes-urbaines-ces-dix-dernieres-annees-_NG_-2012-08-15-842853).
- Lamontagne, Bernadette, and Daniel Stockemer. 2010. “The French National Front: A Comparison between Elected Officials’ Assessments of Popular Support for the French National Front and Public Opinion Polls.” *Perspectives on European Politics and*

*Society*, 11 (1): 39–59. <https://doi.org/10.1080/15705850903553596>.

Lanz, Simon, and Pascal Sciarini. 2016. "The Short-time Dynamics of Issue Ownership and Its Impact on the Vote." *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 26(2): 212-231.

Laurent, Pierre, Alexis Corbière, Matthias Tavel, Christian Piquet, Roger Martelli, Pierre Ivorra, Yvon Quiniou, et Samir Amin. 2015. *Pour Le Peuple, Contre Le Front National*. Collection Penser Le Monde. Montreuil: Le Temps des Cerises.

Lavau, Georges. 1987. "Nationalism' and the Rise of the Extreme Right in France." *French Politics and Society*, 5 (1-2): 7–17.

Le Bohec, Jacques. 2004. *L'implication Des Journalistes Dans Le Phénomène Le Pen*. Logiques Sociales. Paris: L'Harmattan.

Le Bohec, Jacques. 2005. *Sociologie Du Phénomène Le Pen*. Collection Repères. Sociologie ; 428. Paris: Découverte.

Le Bras, Hervé auteur. 2015. *Le Pari Du FN*. Collection Angles & Reliefs. Paris: Éditions Autrement.

Le Goff, Jean-Pierre. 2011. « Le syndrome du Front national ». *Le Débat*, 166 (4): 53–62. <https://doi.org/10.3917/deba.166.0053>.

Lebourg, Nicolas auteur, and Joseph Beauregard. 2012. *Dans l'ombre Des Le Pen: Une Histoire Des Numéros 2 Du FN*. Poche. Paris: Nouveau Monde éditions, ©2012.

Le Monde (2016), « Les principaux attentats en France depuis 2012 », [https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/07/15/les-principaux-attentats-en-france-depuis-2012\\_4970357\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/07/15/les-principaux-attentats-en-france-depuis-2012_4970357_3224.html) (consulté le 14/05/2019).

Le Monde avec l'AFP. 2017a. « La justice annule la “ clause Molière” instaurée par Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes », Le Monde.fr, 13 décembre 2017, [https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/12/13/la-clause-moliere-instauree-par-laurent-wauquiez-en-auvergne-rhone-alpes-annulee-par-la-justice\\_5229156\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/12/13/la-clause-moliere-instauree-par-laurent-wauquiez-en-auvergne-rhone-alpes-annulee-par-la-justice_5229156_3224.html), (consulté le 21 août 2019).

Le Monde avec l'AFP. 2017b. « La “clause Molière” est une “discrimination”, selon la commissaire à l'emploi européenne », Le Monde.fr, 19 mars 2019, [https://www.lemonde.fr/emploi/article/2017/03/19/commissaire-europeenne-la-clause-moliere-est-une-discrimination\\_5096976\\_1698637.html](https://www.lemonde.fr/emploi/article/2017/03/19/commissaire-europeenne-la-clause-moliere-est-une-discrimination_5096976_1698637.html), (consulté le 21 août 2019).

Livingstone, S. (2006). The influence of Personal Influence on the Study of Audiences. The

*Annals of the American Academy*, 608, 233-250.

Longuet, Patrick. 1999. "Crise Au Front National: Chronique d'un Divorce Annoncé." *French Politics and Society* 17 (1): 17–36.

Lubbers, Marcel, and Peer Scheepers. 2002. "French Front National Voting: A Micro and Macro Perspective." *Ethnic and Racial Studies*, 25 (1): 120–149. <https://doi.org/10.1080/01419870120112085>.

Lubbers, Marcel, and Peer Scheepers. 2001. "Explaining the Trend in Extreme Right-Wing Voting: Germany 1989–1998." *European Sociological Review* 17 (4): 431–449.

Lucassen, Geertje, and Marcel Lubbers. 2012. "Who Fears What? Explaining Far-Right-Wing Preference in Europe by Distinguishing Perceived Cultural and Economic Ethnic Threats." *Comparative Political Studies*, 45 (5): 547–74. <https://doi.org/10.1177/0010414011427851>.

Maarek, Philippe J. 2018. Retour sur la couverture télévisée de la campagne. Dans Maarek, Philippe J., and Mercier, Arnaud (eds). 2017, *La présidentielle Chamboule-Tout : La Communication Politique Au Prisme Du « déagisme »*. Paris : L'Harmattan, Communication et civilisation.

Mammone, Andrea. 2009. "The Eternal Return? Faux Populism and Contemporarization of Neo-Fascism across Britain, France and Italy." *Journal of Contemporary European Studies*, 17 (2): 171–192. <https://doi.org/10.1080/14782800903108635>.

Manucci, Luca. 2017. "Populism and the Media." *The Oxford Handbook of Populism*, October. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.013.17>.

Manucci, Luca, and Edward Weber. 2017. "Why The Big Picture Matters: Political and Media Populism in Western Europe since the 1970s." *Swiss Political Science Review*, 23 (4): 313–334. <https://doi.org/10.1111/spsr.12267>.

Marchand- Lagier, Christèle. 2017. *Le vote FN*. Collection : Ouvertures politiques. Édition : De Boeck Supérieur.

Marcilly, Jean. 1984. *Le Pen sans Bandeau*. Paris: Jacques Grancher.

Mathias, Bernard. 2007. « Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002) ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 93(1): 37–45. <https://doi.org/10.3917/ving.093.0037>.

Mauger, Gérard, Willy Pelletier, et organisme de publication Fondation Copernic. 2016. *Les Classes Populaires et Le FN: Explications de Vote*. Savoir/Agir. Vulaines sur Seine:

Éditions du Croquant.

- Maurice Olive. 1995. « “Le Pen, le peuple”. Autopsie d’un discours partisan ». *Mots*, 43 (1): 128–134. <https://doi.org/10.3406/mots.1995.1982>.
- Mayer, Nonna. 2013. “From Jean-Marie to Marine Le Pen: Electoral Change on the Far Right.” *Parliamentary Affairs*, 66 (1): 160–78. <https://doi.org/10.1093/pa/gss071>.
- Mayer, Nonna. 1986. *La Boutique Contre La Gauche*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Mayer, Nonna. 1993. « Le vote Front national ou le syndrome de la peur ». *International Review of Community Development*, 30: 117–122. <https://doi.org/10.7202/1033670ar>.
- Mayer, Nonna. 1997. « Du vote lepéniste au vote frontiste.” *Revue française de science politique*, 47 (3): 438–453. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1997.395188>.
- Mayer, Nonna. 1998. “The Front National Vote in the Plural.” *Patterns of Prejudice*, 32 (1): 3–24. <https://doi.org/10.1080/0031322X.1998.9970244>.
- Mayer, Nonna. 1998b. “The Front National Vote in the Plural.” *Patterns of Prejudice*, 32 (1): 3–24.
- Mayer, Nonna.. 2003. « Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français ». *Lien social et Politiques*, 49: 101. <https://doi.org/10.7202/007908ar>.
- Mayer, Nonna 2007a. « Comment Nicolas Sarkozy a Rétréci l’électorat Le Pen ». *Revue française de Science Politique*, 57 (3): 429–445. <https://doi.org/10.3917/rfsp.573.0429>.
- Mayer, Nonna 2007b. « Qui Vote Pour Qui Et Pourquoi ? ». *Pouvoirs*, 120(1): 17–27.
- Mayer, Nonna 2011. “Why Extremes Don’t Meet: Le Pen and Besancenot Voters in the 2007 French Presidential Election.” *French Politics, Culture & Society*, 29 (3): 101–120. <https://doi.org/10.3167/fpcs.2011.290307>.
- Mayer, Nonna, and Pascal Perrineau. 1992. “Why Do They Vote for Le Pen?.” *European Journal of Political Research*, 22 (1): 123–141. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1992.tb00308.x>.
- Mazzoleni, Gianpietro. 2003. The Media and the Growth of Neo-Populism in Contemporary Democracies (1-20). In Mazzoleni, Gianpietro, Stewart Julianne and Horsfield, Bruce (eds.) *The Media and Neo-Populism: a Contemporary Comparative Analysis*. Westport,

Connecticut : Praeger.

McCombs, Maxwell. 2011. *The Agenda-Setting Role of the Mass Media in the Shaping of Public Opinion*. unpublished.

McCombs, Maxwell, and Amy Reynolds. 2002. News Influence on Our Pictures of the World. In Bryant, Jennings., and Zillmann, Dolf (eds). *Media Effects: Advances in Theory and Research*. (2nd ed). (1-18). London : Lawrence Elbaum Associates.

McCombs, Maxwell E. Shaw, Donald L. Shaw, and David Weaver (eds). 2013. *Communication and Democracy: Exploring the Intellectual Frontiers in Agenda-Setting Theory*. Taylor and Francis.

McCulloch, Tom. 2006. “The Nouvelle Droite in the 1980s and 1990s: Ideology and Entryism, the Relationship with the Front National.” *French Politics*, 4 (2): 158–78. <https://doi.org/10.1057/palgrave.fp.8200099>.

McLoed, Douglas M., Gerald M. Kosicki, and Jack M. McLoed. 2009. Political Communication Effects (228-251). In Bryant, Jennings and Mar Beth Oliver (eds.). *Media Effects: Advances in Theory and Research*. (3rd ed).New York: Routledge.

Meguid, Bonnie M. 2005. “Competition Between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success.” *American Political Science Review*, 99 (03): 347–59. <https://doi.org/10.1017/S0003055405051701>.

Mény, Yves. 2017. “A Tale of Party Primaries and Outsider Candidates: The 2017 French Presidential Election.” *French Politics*, 15 (3): 265–278.

Miller, Joanne M., and Jon A. Krosnick. 2000. “News Media Impact on the Ingredients of Presidential Evaluations: Politically Knowledgeable Citizens Are Guided by a Trusted Source.” *American Journal of Political Science*, 44 (2): 301–15. <https://doi.org/10.2307/2669312>.

Milza, Pierre. 1994. « Le front national crée-t-il une culture politique? ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 44 (1) : 39–44. <https://doi.org/10.3406/xxs.1994.3109>.

Monnot, Caroline et Mestre, Abel (2011). *Le système Le Pen : enquête sur les réseaux du Front national*. Paris : Denoël.

Morgan, Kimberly J. 2017. “Gender, Right-Wing Populism, and Immigrant Integration Policies in France, 1989–2012.” *West European Politics* 40, (4): 887–906. <https://doi.org/10.1080/01402382.2017.1287446>.

Mossuz-Lavau, Janine. 1994. « Les électrices Françaises de 1945 à 1993 ». *Vingtième Siècle*.

*Revue d'histoire*, 42 (1): 67–75. <https://doi.org/10.2307/3771215>.

Mudde, Cas. 2004. "The Populist Zeitgeist." *Government and Opposition*, 39(4): 541-563. <https://doi.org/10.1111/j.1477-7053.2004.00135.x>.

Mudde, Cas. 2007. *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Mudde, Cas. 2010. "The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy." *West European Politics*, 33(6): 1167–1186. <https://doi.org/10.1080/01402382.2010.508901>.

Mudde, Cas, and Rovira Kaltwasser (2012). *Populism: corrective and threat for democracy* (205-222). In Mudde, Cas and Cristobal Rovira Kaltwasser, *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press.

Muis, Jasper, and Tim Immerzeel. 2017. "Causes and Consequences of the Rise of Populist Radical Right Parties and Movements in Europe." *Current Sociology*, 65 (6): 909-930.

Murray, Rainbow. 2012. "Progress But Still No Présidente: Women and the 2012 French Presidential Elections." *French Politics, Culture & Society*, 30 (3): 45-60. <https://doi.org/10.3167/fpcs.2012.300303>.

Narud, Hanne Marthe, and Henry Valen. 2000. "Issue Ownership and Electoral Campaigning. Paper prepared for presentation at the workshop on 'Do Campaigns Matter?'" ECPR Joint Sessions of Workshops, Copenhagen, April 14-19, 2000.

Oegema, Dirk, and Jan Kleinnijenhuis. 2000. "Personalization in Political Television News: A 13-Wave Survey Study to Assess Effects of Text and Footage." *Communications*, 25 (1): 43–60. <https://doi.org/10.1515/comm.2000.25.1.43>.

Onraet, Emma, Alain Hiel, and Ilse Cornelis. 2013. "Threat and Right-Wing Attitudes: A Cross-National Approach." *Political Psychology*, 34 (5): 791–803. <https://doi.org/10.1111/pops.12014>.

Parlement européen (s.d.), *Projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe* (non ratifié), <http://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/in-the-past/the-parliament-and-the-treaties/draft-treaty-establishing-a-constitution-for-europe>, (consulté le 14/05/2019)

Parodi, Jean-Luc. 1983. « Dans la logique des élections intermédiaires ». *Revue politique et parlementaire*, 903: 42–70.

Pascal Perrineau, et Annie Laurent. 1999. « L'extrême droite éclatée ». *Revue française de*

- science politique*, 49 (49): 633–642. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1999.396249>.
- Perrineau, Pascal. 2014. *La France Au Front*. France: Fayard.
- Pauwels, Teun. 2010. “Reassessing Conceptualization, Data and Causality: A Critique of Boomgaarden and Vliegthart’s Study on the Relationship between Media and the Rise of Anti-Immigrant Parties.” *Electoral Studies*, 29 (2): 269–75. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2010.02.006>.
- Petrocik, John. 1996. “Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study.” *American Journal of Political Science*, 40 (3): 825–850. <https://doi.org/10.2307/2111797>.
- « Pour combattre le Front national ». 2017. *Savoir/Agir*, 41(3): 93–122. <https://doi.org/10.3917/sava.041.0093>.
- Reynié, Dominique. 2016. “‘Heritage Populism’ and France’s National Front.” *Journal of Democracy*, 27 (4): 47–57. <https://doi.org/10.1353/jod.2016.0061>.
- Riutort, Philippe. 2007. *Sociologie de la communication politique*. Paris: Découverte.
- Rooduijn, Matthijs. 2014. “The Mesmerising Message: The Diffusion of Populism in Public Debates in Western European Media.” *Political Studies*, 62 (4): 726–744. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.12074>.
- Roskos-Ewoldsen, David R, Beverly Roskos-Ewoldsen and Francesca Dillman Carpentier. 2009. Media Priming: An Updated Synthesis (74-93). In Bryant, Jennings and Mar Beth Oliver (eds.). *Media Effects: Advances in Theory and Research*. (3rd ed).. New York: Routledge.
- Rozell, Mark J. 2003. *Media Power, Media Politics*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Ruffin, François. 2014. *Pauvres Actionnaires! : Quarante Ans de Discours Économique Du Front National Passés Au Crible*. Amiens: Association Fakir.
- Rydgren, Jens. 2007. “The Sociology of the Radical Right.” *Annual Review of Sociology*, 33 (1): 241–62. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.33.040406.131752>.
- Rydgren, Jens, and Patrick Ruth. 2011. “Voting for the Radical Right in Swedish Municipalities: Social Marginality and Ethnic Competition?: Voting for the Radical Right in Swedish Municipalities.” *Scandinavian Political Studies*, 34 (3): 202–25. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9477.2011.00269.x>.
- Sanders, Karen. 2009. *Communicating Politics in the Twenty-First Century*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York: Palgrave Macmillan.

- Schain, Martin A. 1999. "The National Front and the French Party System." *French Politics and Society*, 17(1): 1–16.
- Schain, Martin A. 2006. "The Extreme-Right and Immigration Policy-Making: Measuring Direct and Indirect Effects." *West European Politics*, 29 (2): 270–89. <https://doi.org/10.1080/01402380500512619>.
- Scheufele, Dietram A., and David Tewksbury. 2007. "Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models: Models of Media Effects." *Journal of Communication*, 57 (1): 9–20. <https://doi.org/10.1111/j.0021-9916.2007.00326.x>.
- Schor, Ralph. 1996. « L'extrême droite française et les immigrés en temps de crise: années 1930-années 1980 ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 12 (2): 241–260. <https://doi.org/10.3406/remi.1996.1075>.
- Schor, Ralph. 1997. « Parler des étrangers: les mots du Front national ». *Cahiers de la Méditerranée*, 54 (1): 117–137. <https://doi.org/10.3406/camed.1997.1181>.
- Schuck, Andreas R.T., Georgios Xezonakis, Matthijs Elenbaas, Susan A. Banducci, and Claes H. de Vreese. 2011. "Party Contestation and Europe on the News Agenda: The 2009 European Parliamentary Elections." *Electoral Studies*, 30 (1): 41–52. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2010.09.021>.
- Secondy, Philippe. 2007. "Strategies of a Faction of the Extreme Right: The Confederation for the Defence of Shopkeepers and Craftsmen (1987–2001)." *French Politics*, 5 (1): 66–93. <https://doi.org/10.1057/palgrave.fp.8200112>.
- Seelow, Soren Jérémie Baruch, et Agathe Dahyot. 2018. « De 2013 à 2018, la France au rythme des attentats », *Le Monde*, [https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/03/30/de-2013-a-2018-la-france-au-rythme-des-attentats\\_5278453\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/03/30/de-2013-a-2018-la-france-au-rythme-des-attentats_5278453_3224.html) (consulté le 14/05/2019).
- Sheets, Penelope, Linda Bos, and Hajo G. Boomgaarden. 2016. "Media Cues and Citizen Support for Right-Wing Populist Parties." *International Journal of Public Opinion Research*, 28(3): 307-330.
- Shields, James. 1995. "Le Pen and the Progression of the Far-Right Vote in France." *French Politics and Society*, 13 (2): 21–39.
- Shields, James. 1997. "‘La Politique Du Pire’: The Front National and the 1997 Legislative Elections." *French Politics and Society*, 15 (3): 21.
- Shields, James. 2010. "The Far Right Vote in France from Consolidation to Collapse? (French

- Elections 2002-2007)(Critical Essay).” *French Politics, Culture and Society*, 28 (1): 25. doi:10.3167/fpcs.2010.280102.
- Shields, James. 2011. “Radical or Not So Radical? Tactical Variation in Core Policy Formation by the Front National.” *French Politics, Culture & Society*, 29 (3). <https://doi.org/10.3167/fpcs.2011.290306>.
- Singer, Daniel. 1991. “The Resistible Rise of Jean-Marie Le Pen.” *Ethnic and Racial Studies*, 14(3): 368–381.
- Smith, Jason Matthew. 2010. “Does Crime Pay? Issue Ownership, Political Opportunity, and the Populist Right in Western Europe.” *Comparative Political Studies* 43, (11): 1471–98. <https://doi.org/10.1177/0010414010372593>.
- Souchard, Maryse, Stéphane Wahnich, Isabelle Cuminal, et Virginie Wathier. 1997. *Le Pen, Les Mots: Analyse d'un Discours d'extrême-Droite*. Paris: Le Monde éditions.
- Stockemer, Daniel. 2017. *The Front National in France*. Springer International Publishing.
- Stockemer, Daniel, and Abdelkarim Amengay. 2015. “The Voters of the FN under Jean-Marie Le Pen and Marine Le Pen: Continuity or Change?” *French Politics*, 13 (4): 370–390. <https://doi.org/10.1057/fp.2015.16>.
- Tavits, Margit. 2008. “Policy Positions, Issue Importance, and Party Competition in New Democracies.” *Comparative Political Studies*, 41 (1): 48–72. <https://doi.org/10.1177/0010414006293857>.
- Taguieff, Pierre-André. 1984. « La rhétorique du national-populisme [Les règles élémentaires de la propagande xénophobe] ». *Mots*, 9 (1): 113–139. <https://doi.org/10.3406/mots.1984.1167>.
- Taguieff, Pierre-André. 1996. « De l’antiracisme médiatique au civisme républicain ». *Hommes et Migrations*, 1197: 12–17. <https://doi.org/10.3406/homig.1996.2654>.
- Taguieff, Pierre-André. 1998. « Populismes et antipopulismes: le choc des argumentations ». *Mots*, 55 (1): 5–26. <https://doi.org/10.3406/mots.1998.2343>.
- Thomas, Chloé. 2017. « “L’Europe contre les peuples” : euroscepticisme et populisme dans le discours des partis politiques ». *Cahiers du Cevipol*, 2. <http://hdl.handle.net/2078/187422>.
- Tiberj, Vincent, and Laure Michon. 2013. “Two-Tier Pluralism in ‘Colour-Blind’ France.” *West European Politics*, 36 (3): 580–96. <https://doi.org/10.1080/01402382.2013.773725>.
- Toute l’Europe.eu. 2018., « Le traité de Maastricht (1992) », <https://www.touteurope.eu/actualite/le->

traite-de-maastricht-1992.html, (consulté le 14/05/2019).

- Vanlaer, Jean. 1987. « Opposition centre-périphérie et vote d'extrême droite en Europe ». *Espace-Populations-Societes*, 87 (3): 475–486.
- Veugelers, John, Gabriel Menard, and Pierre Permingeat. 2015. “Colonial Past, Voluntary Association and Far-Right Voting in France.” *Ethnic and Racial Studies*, 38 (5): 775–91. <https://doi.org/10.1080/01419870.2014.902088>.
- Veugelers, John WP. 2000. “Right-Wing Extremism in Contemporary France: A ‘Silent Counterrevolution’?” *The Sociological Quarterly*, 41 (1): 19–40.
- Villaines, Astrid de, et Marie Labat. 2017. *Philippot Ier: Le Nouveau Visage Du Front National*. Paris: Plon.
- Vliegthart, Rens, and Hajo G. Boomgaarden. 2007. “Real-World Indicators and the Coverage of Immigration and the Integration of Minorities in Dutch Newspapers.” *European Journal Of Communication*, 22(3): 293–314.
- Vliegthart, Rens, and Hajo G. Boomgaarden. 2010. “Why the Media Matter after All: A Response to Pauwels.” *Electoral Studies*, 29 (4): 719–23. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2010.08.001>.
- Vliegthart, Rens, Hajo G. Boomgaarden, and Joost Van Spanje. 2012. “Anti-Immigrant Party Support and Media Visibility: A Cross-Party, Over-Time Perspective.” *Journal of Elections, Public Opinion & Parties*, 22 (3): 315–358. <https://doi.org/10.1080/17457289.2012.693933>.
- Von Beyme, Klaus. 1988. "Right-wing Extremism in Post-war Europe." *West European Politics*, 11(2): 1-18.
- Vreese, Claes H. 2005. “News Framing: Theory and Typology.” *Information Design Journal*, 13(1): 51–62. <https://doi.org/10.1075/idjdd.13.1.06vre>.
- Wagner, Markus, and Thomas M. Meyer. 2014. “Which Issues Do Parties Emphasise? Salience Strategies and Party Organisation in Multiparty Systems.” *West European Politics*, 37 (5): 1019–45. <https://doi.org/10.1080/01402382.2014.911483>.
- Walgrave, Stefaan, Knut De Swert, and Régis Dandoy. 2002. “The making of the (issues of the) Vlaams Blok (2002), Issue ownership and agenda setting of Vlaams Blok issues among voters, in party manifestoes and in the media (1991-2000).” Paper for ECPR joint sessions Workshop ‘Media and Antipolitics’ 22-28 March 2002, Torino.
- Walgrave, Stefaan, and Knut De Swert. 2004. “The Making of the (Issues of the) Vlaams Blok.”

- Political Communication*, 21 (4): 479–500. <https://doi.org/10.1080/10584600490522743>
- Walgrave, Stefaan, Jonas Lefevere, and Michiel Nuytemans. 2009. “Issue Ownership Stability and Change: How Political Parties Claim and Maintain Issues Through Media Appearances.” *Political Communication*, 26 (2): 153–72. <https://doi.org/10.1080/10584600902850718>.
- Walgrave, Stefaan, Jonas Lefevere, and Anke Tresch. 2013. “The Limits of Issue Ownership Dynamics: The Constraining Effect of Party Preference.” *Journal of Elections, Public Opinion & Parties*, 24(1): 1–19. <https://doi.org/10.1080/17457289.2013.811245>.
- Walgrave, Stefaan, Anke Tresch, and Jonas Lefevere. 2015. “The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership.” *West European Politics*, 38 (4): 778–96. <https://doi.org/10.1080/01402382.2015.1039381>.
- Walker, I., and L. Mann. 1987. “Unemployment, Relative Deprivation, and Social Protest.” *Personality and Social Psychology Bulletin*, 13: 275–283. <https://doi.org/10.1177/0146167287132012>.
- Warin, Olivier. 1995. *Le Pen de A à Z. Dictionnaire Critique et Impertinent*. Paris: Albin Michel.
- Weaver, David .1987. Media Agenda-Setting and Elections: Assumptions and Implications. In David L. Paley (Ed.), *Political communication Research: Approaches, studies, assessments* (176-193). Norwood New Jersey: Ablex.
- Winock, Michel. 1997. « Populismes français. », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 56: 77–91. <https://doi.org/10.2307/3770599>.
- Wolfsfeld, Gadi. 2011. *Making Sense of Media and Politics : Five Principles in Political Communication*. New York: Routledge.
- Yvan Gastaut. 1993. « La flambée raciste de 1973 en France ». *Revue européenne de migrations internationales*, 9 (2): 61–75. <https://doi.org/10.3406/remi.1993.1355>.
- Yvan Gastaut. 1994. « Le racisme anti-maghrébin et les séquelles de la guerre d'Algérie ». *Hommes et Migrations*, 1174 (1): 35–42. <https://doi.org/10.3406/homig.1994.2173>.
- Zakakis, Nikos, Philemon Bantimaroudis, and Alexandra Bounia. 2012. “Media Framing of a Cultural Disaster: The Case of Ancient Olympia.” *Museum Management and Curatorship*, 27(5): 447–59. <https://doi.org/10.1080/09647775.2012.738133>.

# Sources des données

Bibliothèque nationale de France (BNF). 2017. Archives numériques, papiers (dépôt légal) et microfilms de la presse française. Paris. France.

Europresse. 2016. Base de données permettant accès aux journaux Le Monde et Le Figaro. <https://nouveau-europresse-com.acces-distant.sciencespo.fr/Pdf>

Institut national de statistique et des études économiques. 2016. Statistiques. <https://www.insee.fr/fr/statistiques>.

Ministère de l'Intérieur. 2016. Résultats des élections. <https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>

Ouest-France (Journal). 2017. Archives numériques via un abonnement personnel. <https://votrecompte.ouest-france.fr/>

Plateforme ouverte des données publiques françaises. 2016. Chiffres départementaux mensuels relatifs aux crimes et délits enregistrés par les services de police et de gendarmerie depuis janvier 1996. <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/chiffres-departementaux-mensuels-relatifs-aux-crimes-et-delits-enregistres-par-les-services-de-police-et-de-gendarmerie-depuis-janvier-1996/>

## Annexes

Annexe A : Affiche du FN sur l'immigration au début des années 1980



Source : Igounet (2017b)

Annexe B : Affiche du FN sur l'islam en France au début des années 1980



Source : (Igounet 2017a), p.81.

### ANNEXE C : Tableau C1. Diffusion quotidienne moyenne des titres de la PQR

Département	Journal le plus diffusé	Diffusion moyenne 2012 par milliers	Diffusion moyenne 2016 par milliers
AIN	Le Progrès - La Tribune/Le Progrès	35,789	ND
AISNE	L'Union-L'Ardennais	20,058	10,500
ALLIER	La Montagne	47,961	ND
ALPES DE HAUTE PROVENCE	La Provence	12,112	ND
HAUTES ALPES	Le Dauphiné Libéré	13,754	ND
ALPES MARITIMES	Nice Matin	96,631	ND
ARDECHE	Le Dauphiné Libéré	22,284	ND
ARDENNES	L'Union-L'Ardennais	29,219	24,930
ARIEGE	La Dépêche du Midi	12,658	ND
AUBE	L'Est Eclair	26,439	23,617
AUDE	L'Indépendant Semaine	17,058	ND
AVEYRON	Centre Presse Aveyron Semaine	18,965	ND
BOUCHES DU RHONE	La Provence	91,771	ND
CALVADOS	Ouest France	50,602	44,380
CANTAL	La Montagne	22,376	ND
CHARENTE	La Charente Libre	34,304	ND
CHARENTE MARITIME	Sud Ouest	41,877	36,920
CHER	Le Berry Républicain	34,770	ND
CORREZE	La Montagne	27,214	ND
COTE D'OR	Le Bien Public	42,870	ND
COTES D'ARMOR	Ouest France	87,959	79,060
CREUSE	La Montagne	16,119	ND
DORDOGNE	Sud Ouest	28,562	25,292
DOUBS	L'Est Républicain	45,280	39,914
DROME	Le Dauphiné Libéré	31,168	ND
EURE	Paris Normandie	9,730	7,114
EURE ET LOIR	L'Echos Républicain de Chartres	31,779	ND
FINISTERE	Le Télégramme	158,956	146,124
GARD	Midi Libre Semaine	44,170	ND
HAUTE GARONNE	La Dépêche du Midi	55,249	ND
GERS	La Dépêche du Midi	17,810	ND
GIRONDE	Sud Ouest	100,674	85,872
HERAULT	Midi Libre Semaine	65,077	ND
ILLE ET VILAINE	Ouest France	130,225	11,934
INDRE	La Nouvelle République du Centre-Ouest	31,859	27,777
INDRE ET LOIRE	La Nouvelle République du Centre-Ouest	54,657	46,132
ISERE	Le Dauphiné Libéré	74,774	ND
JURA	Le Progrès - La Tribune/Le Progrès	21,518	ND
LANDES	Sud Ouest	45,503	41,182
LOIR ET CHER	La Nouvelle République du Centre-Ouest	33,454	28,416
LOIRE	Le Progrès - La Tribune/Le Progrès	58,174	ND
HAUTE LOIRE	L'Eveil de la Haute Loire	13,649	ND
LOIRE ATLANTIQUE	Ouest France	114,163	103,259
LOIRET	La République du Centre	36,626	ND
LOT	La Dépêche du Midi	12,732	ND
LOT ET GARONNE	Sud Ouest	15,637	13,409
LOZERE	Midi Libre Semaine	3,996	ND
MAINE ET LOIRE	Le Courrier de l'Ouest	78,516	71,756
MANCHE	Ouest France	33,628	30,723

Département	Journal le plus diffusé	Diffusion moyenne 2012	Diffusion moyenne 2016
MARNE	L'Union-L'Ardennais	47,071	46,276
HAUTE MARNE	Le Journal de la Haute-Marne	24,513	21,302
MAYENNE	Ouest France	40,924	37,502
MEURTHE ET MOSELLE	L'Est Républicain	52,469	42,042
MEUSE	L'Est Républicain	20,215	16,453
MORBIHAN	Ouest France	108,672	98,663
MOSELLE	Le Républicain Lorrain	106,386	86,158
NIEVRE	Le Journal du Centre	28,117	ND
NORD	La Voix du Nord	161,066	134,320
OISE	Le Parisien	28,382	21,399
ORNE	Ouest France	21,066	18,858
PAS DE CALAIS	La Voix du Nord	93,475	78,333
PUY DE DOME	La Montagne	68,531	ND
PYRENEES ATLANTIQUES	Sud Ouest	41,438	36,589
HAUTES PYRENEES	La Dépêche du Midi	12,668	ND
PYRENEES ORIENTALES	L'Indépendant Semaine	39,024	ND
BAS RHIN	Dernières Nouvelles d'Alsace	134,821	ND
HAUT RHIN	L'Alsace (2012) / Dernières Nouvelles d'Alsace (2017)	83,045	ND
RHONE	Le Progrès - La Tribune/Le Progrès	78,052	ND
HAUTE SAONE	L'Est Républicain	19,140	17,043
SAONE ET LOIRE	Le Journal de Saône et Loire	54,510	ND
SARTHE	Le Maine Libre	46,603	40,825
SAVOIE	Le Dauphiné Libéré	33,599	ND
HAUTE SAVOIE	Le Dauphiné Libéré	41,032	ND
PARIS	Le Parisien	46,783	26517
SEINE MARITIME	Paris Normandie	42106	38,355
SEINE ET MARNE	Le Parisien	35,208	28,767
YVELINES	Le Parisien	27,163	21,168
DEUX SEVRES	La Nouvelle République du Centre- Ouest	31,834	28,795
SOMME	Le Courrier Picard	46,307	41,065
TARN	La Dépêche du Midi	23,795	ND
TARN ET GARONNE	La Dépêche du Midi	15,138	ND
VAR	Var Matin	67,074	ND
VAUCLUSE	La Provence	23,975	ND
VENDEE	Ouest France	78,488	73,339
VIENNE	Centre Presse Poitiers (2012) / La Nouvelle République du Centre- Ouest (2017)	16,825	27,558
HAUTE VIENNE	Le Populaire du Centre	39,513	ND
VOSGES	Vosges Matin	43,054	36,498
YONNE	L'Yonne Républicaine	31,668	ND
TERRITOIRE DE BELFORT	L'Alsace (2012)/ L'Est Républicain(2017)	9,506	10,925
ESSONNE	Le Parisien	32,429	23,638
HAUTS DE SEINE	Le Parisien	24,665	20,604
SEINE SAINT-DENIS	Le Parisien	29,543	25,501
VAL DE MARNE	Le Parisien	26,656	19,836
VAL D'OISE	Le Parisien	27,584	20,631
CORSE SUD	Corse Matin	19,529	ND
HAUTE CORSE	Corse Matin	19,529	ND

**ANNEXE D : Exemple des microfilms des archives de la BNF**



## ANNEXE E : Résultats des modèles additionnels

**Tableau E.1. Régression linéaire de l'impact de la visibilité sur le vote pour Marine Le Pen (modèle d'interaction)**

	Vote pour Marine Le Pen		
	2012	2017	2012 et 2017
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
<b>Indicateur visibilité</b>	<b>B(es)</b>	<b>B (es)</b>	<b>B (es)</b>
IV Marine Le Pen	-0.212(0.589)	<b>-0.934(0.433)*</b>	-0.383(0.224)
<b>Var. de contrôle</b>			
Densité population	-0.001(0.000)***	-0.001(0.000)***	-0.0001(0.000)***
Taux d'immigration	0.088(0.107)	0.021(0.070)	0.062(0.072)
Taux de criminalité	-0.062(0.132)	0.063(0.172)	0.009(0.123)
Taux de chômage	1.782(0.0229)***	2.252(0.220)***	2.008(0.206)***
Score Jean-Luc Mélenchon	-1.096(0.234)***	-1.300(0.236)***	-1.103(0.176)***
Année 2017			11.574(1.445)***
<b>Variables interactions</b>			
IV Le Pen			
IV Le Pen* Score Jean-Luc Mélenchon	0.018(0.059)	-0.043(0.022)	0.016(0.010)
<b>Constante</b>	15.219(3.653)***	26.600(5.633)***	13.349(2.629)***
<b>N</b>	95	94	189
<b>Prob. F</b>	131.79***	459.40***	304.74
<b>R2</b>	0.63	0.73	0.71

<0.05; \*\*p<0.010; \*\*\*p<0.001.